



COVID-19 DIDIER RAOULT:

« Pourquoi l'Afrique s'en sort mieux que l'Occident »

N° 3094 – NOVEMBRE 2020

jeune **afrique**

RD CONGO
NOUVELLE
ÈRE?

30 PAGES

TÉLÉCOMS

Branle-bas de combat
chez les opérateurs

TURQUIE

Bonjour l'Afrique
Spécial 8 pages

MAROC-ALGÉRIE

La guerre froide

FEMMES

La fin du plafond de verre?

Cheffes de gouvernement, dirigeantes d'institutions internationales ou de grandes entreprises... Elles sont de plus en plus nombreuses à occuper des postes jusque-là peu accessibles. Enquête sur ces Africaines qui bousculent les préjugés.

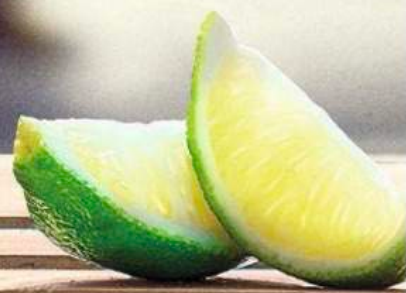
Algérie 420 DA • Allemagne 9 € • Belgique 9 €
Canada /A12,99 \$CAN • Espagne 9 € • France 7,90 €
Grèce 9 € • DOM 9 € • Italie 9 € • Maroc 50 MAD
Pays-Bas 9,20 € • Portugal continental 9 € • RD Congo 10 USD
Suisse 15 CHF • Tunisie 8 TND • TOM 1000 XPF
AO Zone CFA 4800 F CFA • ISSN 1950-1285



VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Time to
CHILL
Citron



L'ABUS DE L'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION





L'ONU est-elle raciste?

Poser cette question à propos d'une organisation dont les fondements reposent sur des valeurs d'égalité entre les peuples, les races et les genres, et dont la légitimité s'est forgée dans les combats pour la décolonisation et contre l'apartheid peut sembler déplacé. Après avoir pris connaissance de l'enquête que la revue *Foreign Policy* a consacré, mi-octobre, à la représentation de la diversité au sein de cette « Maison-monde », force est pourtant de constater qu'émettre pareille interrogation revient à y répondre : oui, l'ONU est encore très largement la chasse gardée des Occidentaux et plus précisément de la sous-espèce des mâles blancs. Le fait que deux des neuf secrétaires généraux de l'Organisation, depuis sa fondation, en 1945 – l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali et le Ghanéen Kofi Annan – aient été Africains, c'est un peu l'arbre qui cache la forêt. Sur les quelque 40 000 salariés permanents de l'ONU, les ressortissants d'une demi-douzaine de pays occidentaux (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne, Espagne) occupent une place disproportionnée parmi les emplois les mieux rémunérés et les plus sécurisés, à New York et à Genève. À l'inverse, les originaires des pays du Sud et plus particulièrement les Africains sont affectés en priorité aux « jobs de terrains », dans les zones de conflit, comme la RD Congo, le Mali, la Centrafrique ou la Somalie.

Le tentaculaire Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha), qui coordonne les activités

des multiples agences de secours d'urgence de l'ONU, est à cet égard un cas quasi caricatural. Dirigée depuis treize ans par quatre secrétaires généraux adjoints successifs, tous de nationalité britannique, cette colonie de Sa Gracieuse Majesté réserve 70 % des emplois au sein de son siège new-yorkais à des Occidentaux, une proportion qui atteint 90 % dans certaines directions stratégiques (communication et politique). Les Africains, qui comptent pour 23 % des effectifs, sont invisibles dès que la hiérarchie s'élève. Ce n'est pas un plafond de verre, mais le couvercle d'une

AUX OCCIDENTAUX LES EMPLOIS LES MIEUX RÉMUNÉRÉS ET LES PLUS SÉCURISÉS, AUX RESSORTISSANTS DU SUD LES « JOBS DE TERRAIN ».

cocotte-minute qu'une main invisible semble avoir posé sur l'expression de la diversité au sein de l'Ocha. « Qui paie commande » semble d'ailleurs être la règle à l'ONU, où le fameux P5 – les cinq membres permanents du Conseil de sécurité – se partage les principaux départements avec l'élégance d'un *gentlemen's agreement*. Aux Américains les affaires politiques, aux Russes la sécurité et le contre-terrorisme, aux Chinois les affaires économiques et sociales – une aubaine pour leur projet des

Nouvelles Routes de la soie – aux Britanniques, on l'a vu, l'humanitaire et aux Français les opérations de maintien de la paix, chasse gardée de Paris depuis plus de vingt ans.

« Héritage colonial »

Dire que l'actuel secrétaire général, le Portugais António Guterres, n'est pas conscient de ce problème serait manquer d'objectivité : « Les pays africains sont sous-représentés au sein des institutions internationales, lesquelles ont été créées avant que la plupart d'entre eux accèdent à l'indépendance, explique-t-il. Ne nous y trompons pas, l'héritage des colonialismes est toujours présent. » Et il ajoute : « Croire que nous vivons dans un monde post-raciste est une illusion. » Lui qui fait ce qu'il peut, avec la marge de manœuvre dont il dispose, pour promouvoir des femmes du continent à des postes de responsabilité (*lire pp. 24-42*), ne saurait si bien dire.

Au sein même de l'Organisation qu'il dirige, 52 % du personnel d'origine africaine dit « avoir fait l'expérience du racisme », selon un sondage de juin. *Foreign Policy* raconte qu'une autre enquête interne, commandée il y a trois mois, a dû être annulée in extremis au motif que les personnes interrogées devaient préciser la couleur de leur peau : blanche, noire, brune, métissée et même... jaune. Et qui a su qu'en cet été américain brûlant, à la suite de l'assassinat de George Floyd, le Bureau de la déontologie de l'ONU avait interdit aux employés du Palais de verre de Manhattan de participer

SOMMAIRE

aux manifestations de Black Lives Matter, au nom de la sacro-sainte neutralité de l'Organisation?

Il y a cinquante ans pourtant, un très haut fonctionnaire des Nations unies (il finira secrétaire général adjoint), l'Afro-Américain Ralph Bunche, Prix Nobel de la paix, défilait aux côtés de Martin Luther King lors des célèbres Marches de Selma pour les droits civiques. Un demi-siècle plus tard, l'ONU serait bien inspirée de se purifier de ses miasmes si elle souhaite demeurer le seul lieu où se dit encore le droit dans un monde en pleine pandémie de régression démocratique. Pendant quatre ans, le président de la plus puissante démocratie occidentale, l'Américain Donald Trump, s'est employé à en saper quotidiennement les fondements. Depuis six ans, le Premier ministre de la plus grande démocratie mondiale, l'Indien Narendra Modi, a fait du national hindouisme islamophobe une quasi-religion d'État. À l'inverse, mais avec les mêmes méthodes et depuis le même laps de temps, le néosultan de l'une des rares démocraties du monde musulman, le Turc Recep Tayyip Erdogan, effraie ses partenaires par son islamo-nationalisme et ses rêves d'expansion. Mieux (ou pis), une très récente enquête de l'ONG Freedom House relève qu'à l'instar des dirigeants chinois – qui n'ont jamais été aussi populaires chez eux qu'en cette année 2020 – des chefs d'État hyper-populistes mais démocratiquement élus, comme le Brésilien Bolsonaro et le Philippin Duterte, engrangeaient toujours plus d'opinions favorables en dépit de leur gestion désastreuse du Covid-19.

On savait certes qu'une élection démocratique, tout comme une alternance au pouvoir, ne débouchait pas forcément sur une « vraie » démocratie. Mais rarement comme en cette fin de la seconde décennie du XXI^e siècle, cette notion aura paru aussi menacée. Et jamais ceux qui, en ce domaine, s'obstinent à donner des leçons aux Africains n'auront été aussi peu crédibles. **IA**

3 **Éditorial** par François Soudan

PROJECTEURS

- 6 **L'homme du mois** Soumaila Cissé
- 8 **Dix choses à savoir sur...** Nawaf al-Ahmed Al Sabah, émir du Koweït
- 10 **Le match** Aziz Akhannouch vs Abderrahim Bouaida
- 12 **Esprits libres**

LA GRANDE INTERVIEW

- 16 **Pr Didier Raoult** « Pourquoi l'Afrique s'en sort mieux que l'Occident »

ENQUÊTE

- 24 **Femmes** La fin du plafond de verre?

INTERNATIONAL

- 48 **Turquie** Merhaba Afrika

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- 60 **Burkina Faso** Entretien avec Roch Marc Christian Kaboré, chef de l'État
- 68 **Cameroun** Maurice Kamto, deux ans de solitude
- 72 **Internationale socialiste** C'est la chute finale...

MAGHREB & MOYEN-ORIENT

- 76 **Algérie-Maroc** Guerre froide
- 82 **Tunisie** Interview de Nabil Karoui, président de Qalb Tounes
- 84 **Maghreb** Chasse gardée des émirs
- 88 **Libye** On se bouscule au portillon

OBJECTIF COTONOU

- 90 **Développement urbain** Dans la cour des grands

ÉCONOMIE

- 124 **Finance** Rencontre avec Ade Ayejemi, directeur général d'Ecobank
- 128 **La galaxie de...** Tewolde GebreMariam, directeur général d'Ethiopian Airlines
- 129 **Investissement** Atlas Mara: autopsie d'un naufrage annoncé
- 132 **Finances publiques** La dette à la loupe
- 134 **Fintech** Coup de tonnerre à Lagos
- 136 **Tribune Banques** de développement: trois leviers pour des réformes structurelles par temps de Covid-19
- 138 **Édito Nigeria**: des motifs d'espoir au-delà de l'or noir

DOSSIER TÉLÉCOMS

- 140 **Covid-19** Branle-bas de combat chez les opérateurs

FOCUS CAMEROUN

- 152 **Stratégie** Comment la Sodecoton relance la filière

CULTURE(S) & LIFESTYLE

- 162 **Cinéma** Rencontre avec Philippe Lacôte, réalisateur
- 166 **Média** Une révolution du regard
- 169 **Gastronomie** À table!
- 170 **Littérature** Interview de Rachid Benzine, islamologue

GRAND FORMAT

- 173 **RD Congo** Nouvelle ère?

VOUS & NOUS

- 233 **Le courrier des lecteurs**
- 234 **Post-scriptum**

jeuneafrique

Fondateur:
Béchir Ben Yahmed,
le 17 octobre 1960 à Tunis
bby@jeuneafrique.com

Édité par Jeune Afrique Media Group
Siège social: 57 bis,
rue d'Auteuil – 75016 Paris
Tél.: +33 (0)144301960
Fax: +33 (0)145200969
Courriel: redaction@jeuneafrique.com

Directeur général:
Amir Ben Yahmed

Vice-présidents:
Danielle Ben Yahmed,
François Soudan

Directeur de la publication:
Marwane Ben Yahmed
mbay@jeuneafrique.com

Directeur de la rédaction:
François Soudan
f.soudan@jeuneafrique.com

La rédaction et l'équipe de Jeune Afrique sont à retrouver sur
www.jeuneafrique.com/qui-sommes-nous/

Diffusion et abonnements
Ventes:
+33 (0)144301823

Abonnements:
Service abonnements Jeune Afrique, 56, rue du Rocher 75008 Paris
Tél.: +33 (0)144701474
Courriel: abonnement-ja@jeuneafrique.com

Communication et publicité
DIFCOM (Agence internationale pour la diffusion de la communication)
S.A. au capital de 1,3 million d'euros
Régie publicitaire centrale de Jeune Afrique Media Group
57 bis, rue d'Auteuil 75016 Paris

Tél.: +33 (0)144301960
Fax: +33 (0)145200823
+33 (0)144301986
Courriel: regie@jeuneafrique.com



Imprimeur:
Siep – France
Commission paritaire:
1021c80822
Dépôt légal: à parution ISSN 1950-1285

PHOTO COUVERTURE: ÉDITION INTERNATIONALE ET AFRIQUE SUBSAHARIENNE: JON BERKELEY POUR J.A.; OLIVIER MONGE/MYOP; ÉDITION MAGHREB & MOYEN-ORIENT: MAP, ZINEDINE ZEBAR/STARFACE; OLIVIER MONGE/MYOP; ÉDITION RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO: JUNIOR D. KANNAH/APP; OLIVIER MONGE/MYOP

L'avenir de la planète n'attendra pas demain.

C'est pourquoi, nous innovons et développons constamment de nouvelles solutions qui nous permettent de faire plus, tout en consommant moins. Cela passe par une réduction de l'énergie utilisée par nos réseaux, nos bâtiments et nos véhicules. Nous mettons également en œuvre une économie circulaire dans toutes nos activités. Tout cela pour le bien-être de notre planète et pour atteindre le net zéro carbone d'ici à 2040.

Découvrez toutes nos initiatives sur [orange.com](https://www.orange.com)

**Vous rapprocher
de l'essentiel**



PROJECTEURS

L'HOMME DU MOIS

Soumaila Cissé

au centre du jeu

Libéré après six mois de captivité, l'opposant aspire à un peu de repos. Mais il réfléchit déjà au rôle qu'il pourrait jouer sur une scène politique malienne en pleine recomposition.

AÏSSATOU DIALLO

Il est arrivé à Paris le 19 octobre au petit matin. S'est extrait de l'A319 d'Air Sénégal à bord duquel son épouse et lui avaient pris place, puis s'est enfoncé dans les couloirs de l'aéroport de Roissy. Pas de foule ni de comité d'accueil. Soumaila Cissé aspire à un peu de discrétion. Quelques sympathisants sont bien venus à sa rencontre, mais on est loin des scènes de liesse qui ont accompagné sa libération dix jours plus tôt, sur le tarmac de l'aéroport de Bamako. Dans la capitale française, l'opposant malien va enchaîner les rendez-vous médicaux. Non sans une pointe d'humour, il explique être désormais « à la merci des médecins ». Ceux qui ont pu le voir et lui parler affirment qu'il va étonnamment bien, mais après six longs mois de captivité, un check-up s'impose.

Sans doute n'est-il pas mécontent de s'éloigner un peu du tourbillon médiatique dans lequel il a été pris,



MICHELE CATTANI / AFP

À son arrivée à son domicile, à Bamako, le 9 octobre, au lendemain de sa libération.

au soir du 8 octobre. À *Jeune Afrique*, il explique qu'il veut d'abord « [s']informer humblement » et « prendre le recul nécessaire ». « Six mois, cela n'est pas rien, explique-t-il. Les lignes ont bougé. Je dois voir le positionnement des uns et des autres pour comprendre la recomposition de la scène politique. »

Otage et réélu député

Il n'ignore rien de ce qui s'est passé tandis qu'il était aux mains du Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM). « Dans le désert, je n'avais personne à qui parler mais j'écoutais les événements à la radio. » C'est comme cela qu'il a appris sa réélection au poste de député de Niafunké, à la fin de mars, qu'il a suivi la contestation des résultats annoncés par la Cour constitutionnelle, les manifestations – chaque semaine plus importantes – du Mouvement du 5-Juin (M5), et même

le coup d'État qui a renversé Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), ce président dont il avait longuement contesté la réélection, en 2018, puis largement critiqué la gouvernance.

Quel rôle veut-il désormais jouer, lui le chef de file d'une opposition qui n'existe plus ? Sa famille politique a enchaîné les coups durs. À l'issue des législatives de mars-avril, l'Union pour la République et la démocratie (URD) avait obtenu 19 sièges de députés, mais l'Assemblée a été dissoute au lendemain du coup d'État, en août. Le parti lui-même a perdu plusieurs de ses cadres et de ses collaborateurs. Surtout, le succès du M5, porté à l'origine par des organisations de la société civile, a confirmé le désamour des Maliens pour la classe politique traditionnelle au profit de personnalités inclassables, tel l'imam Mahmoud Dicko.

Mais l'URD n'est pas restée inactive. Consciente de ce qui était en train de

Ils ont dit

se jouer, elle a su se repositionner et trouver sa place au sein du mouvement de contestation. Demba Traoré, son porte-parole, était membre du comité stratégique du M5, et si Choguel Maïga a pu présider ledit comité, c'est parce qu'il assurait l'intérim de Soumaïla Cissé à la tête de la coalition du Front de sauvegarde de la démocratie (FSD).

« Aujourd'hui, l'avantage de Soumaïla Cissé, c'est qu'on ne peut pas lui faire le reproche d'avoir voulu interrompre un processus démocratique, analyse Nicolas Normand, ancien diplomate français et auteur du *Grand livre de l'Afrique*. Il revient dans un contexte où le M5 est divisé et la classe politique assez discréditée. Il n'a pas de véritable rival politique. Sa captivité a attiré les projecteurs sur lui et renforcé sa stature internationale. Cela pourrait un jour être un tremplin pour lui vers la présidence. »

« Tout a changé »

Est-il trop tôt pour envisager l'avenir? Avant de s'envoler pour Paris, Cissé a reçu une délégation du comité stratégique du M5 pour le remercier de s'être battu pour sa libération. « Une rencontre de courtoisie et un moment festif, explique-t-il. Nous ne sommes pas rentrés dans les dossiers politiques. Nous le ferons dans un second temps. » « D'abord, il va se reposer et prendre du recul, ajoute Choguel Maïga, puis il décidera de la suite à donner. » Lui affiche clairement son soutien au président de l'URD. « Il a l'intelligence, la compétence et la

capacité de mobilisation. Il fait partie des hommes politiques à même de résoudre les difficultés auxquelles fait face notre pays. »

En attendant la décision de son chef, l'URD se réorganise. « Il n'y a plus d'opposition ni de majorité, tout a changé, explique Demba Traoré. Mais nous allons produire des idées et nous répondrons présents chaque fois que les autorités de la transition nous solliciteront. »

Son enlèvement fait en tout cas de Cissé un homme politique au destin singulier. Ancien ministre au profil de technocrate, plusieurs fois candidat à la magistrature suprême, il pourrait transformer cette terrible épreuve en atout.

Héros mais vieille école

Le problème, c'est que plus de 200 jihadistes, dont des cerveaux d'attentats particulièrement meurtriers perpétrés au Mali et dans les pays voisins, ont été sortis des prisons maliennes en échange de sa libération et de celle de la Française Sophie Pétronin et de deux Italiens. Certains, à Bamako, rappellent que l'opposant a, dans le passé, été très critique quand des jihadistes ont été libérés, pointant du doigt un manque de transparence et des décisions prises dans un cadre extrajudiciaire.

« Soumaïla Cissé est perçu comme un homme compétent, mais il fait partie de la même vieille génération politique qu'IBK », conclut Clément Dembélé, président de la Plateforme de lutte contre la corruption et le chômage (PCC). Très actif lors des manifestations des mois de juin et juillet, Dembélé ajoute : « Soumaïla Cissé appartient à l'école de pensée de l'Adema [l'Alliance pour la démocratie au Mali]. Ce que nous voulons, c'est un renouvellement de la classe politique. À sa libération, il a été considéré comme un héros. Mais son avenir est plus celui d'un conseiller ou d'un faiseur de rois que celui d'un président. » **MA**

SON ENLÈVEMENT EN FAIT UN HOMME AU DESTIN SINGULIER. ANCIEN MINISTRE AU PROFIL DE TECHNOCRATE, IL POURRAIT TRANSFORMER CETTE ÉPREUVE EN ATOUT.

« Merci président Trump! Nous sommes sur le point de nous débarrasser de l'héritage le plus lourd du régime défunt. »

ABDALLAH HAMDOK

Premier ministre soudanais, après l'annonce du prochain retrait de son pays de la liste noire des États-Unis

« C'est facile de dire que la démocratie n'est pas le modèle idéal pour l'Afrique. Elle n'est idéale pour personne. On voit ses limites aux États-Unis, comme en Europe. Cela n'empêche pas d'essayer au moins de respecter les règles si l'objectif est de changer en mieux les choses. »

SMOCKEY

Rappeur burkinabè



DAMIEN GRENON POUR JA

« Dans l'espace public, en France, il ne faut surtout pas que les minorités, ces "potes à ne pas toucher" accèdent au pouvoir et participent à l'édification de la société. C'est ce que je nomme le "racisme cordial". »

LÉONORA MIANO

Écrivaine camerounaise

« Il est normal que la caricature fasse partie de l'exercice médiatique, de la liberté de conscience. On trouve d'ailleurs cette tradition de caricaturer dans la pensée musulmane. »

KAHINA BAHLOUL

Islamologue et première femme imam de France

« La peur de la mort remet aux commandes le principe de sécurité contre le principe de liberté. »

DOMINIQUE ROUSSEAU

Juriste français

10 choses à savoir sur...

NAWAF AL-AHMED AL SABAH

Le nouvel émir du Koweït n'a pas le charisme de son prédécesseur, mais il espère continuer à faire de son pays une force modératrice dans la région.

1 DISCRET

Nawaf al-Ahmed Al Sabah est devenu l'émir du Koweït le 29 septembre, à la mort de son demi-frère, Sabah Al Sabah, qui a dominé la vie politique du pays des décennies durant. Âgé de 83 ans, il est décrit comme un homme modeste et réservé. Une vidéo le montrant à la sortie d'une mosquée sans gardes du corps, et se déplaçant à bord d'une voiture sans prétention, a fait le tour des réseaux sociaux.

2 EN RETRAIT

Selon les observateurs de la petite pétromonarchie, le nouvel émir ne devrait pas s'impliquer aussi directement que son prédécesseur dans la conduite des affaires du pays.

3 PLUSIEURS FOIS MINISTRE

Avant son intronisation, il a exercé plusieurs fonctions gouvernementales. Il était notamment le ministre de la Défense en 1990, au moment de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein. Il a également été ministre de l'Intérieur et vice-commandant de la Garde nationale. En 2006, il est désigné prince héritier.

4 DIFFICILE À CERNER

Il est le premier émir à n'avoir jamais été Premier ministre. Sa méthode de gouvernance et ses orientations restent donc un mystère, alors que son prédécesseur était connu pour son panarabisme et ses talents de médiateur.

5 RECORD

Le nouvel émir a déjà battu un record: celui de la désignation la plus rapide d'un prince héritier. Il a nommé son demi-frère le cheikh Mishal Al Sabah après seulement huit jours sur le trône. Il avait pourtant un an pour le faire. Une façon de couper court aux intrigues d'une famille royale divisée.

6 OCTOGÉNAIRES

Le choix de cheikh Mishal, 81 ans, indique une difficulté à passer le flambeau à la nouvelle génération, alors que plusieurs pays de la région ont vu leur leadership rajeuni.

7 PRINCE HÉRITIER

Le cheikh Mishal a été ministre de l'Intérieur et vice-commandant de la Garde nationale. Selon Cinzia

Bianco, spécialiste du Golfe au sein du Conseil européen des relations internationales, il aurait des relations compliquées avec les Frères musulmans. Et serait assez proche de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.

8 ÉQUILIBRE

L'émir aura la lourde tâche de perpétuer l'héritage du cheikh Sabah, qui, dans un environnement régional instable, a su maintenir un équilibre et une diplomatie indépendante. Beaucoup estiment que le Koweït continuera d'être une force régionale modératrice, d'autant que l'opinion publique koweïtienne est favorable à ce positionnement.

9 CORRUPTION

Les tensions entre le Parlement, le gouvernement et la société koweïtienne sont vives. En novembre 2019, le gouvernement d'alors avait dû démissionner du fait d'allégations concernant des fonds publics manquants, tandis que des centaines de Koweïtiens s'étaient rassemblés devant le Parlement pour dénoncer la corruption. Des élections législatives ont lieu en novembre 2020.

10 DÉFIS ÉCONOMIQUES

La chute des prix du pétrole et la pandémie ont aggravé les problèmes budgétaires. Il y a quelques semaines, l'agence Moody's a même dégradé la note du Koweït. Du jamais-vu.

AMÉLIE MOUTON



JABER ABDUL KHALEG/AP/SIPA

LE PLUS LARGE RÉSEAU DE DISTRIBUTION AUTOMOBILE EN AFRIQUE

M O B I L I T Y

WITH AFRICA **FOR** AFRICA



www.cfaogroup.com



Corporation For Africa & Overseas



AZIZ AKHANNOUCH

Président du RNI et ministre de l'Agriculture

Le match

VS



ABDERRAHIM BOUAIDA

Ex-président de la région Guelmim-Oued Noun

ILLUSTRATIONS JA

FADWA ISLAH

Rien ne va plus entre Aziz Akhannouch, le chef du Rassemblement national des indépendants (RNI), et Abderrahim Bouaida. Professeur de droit à l'université de Rabat et ancien président de la région Guelmim-Oued Noun, Bouaida, 55 ans, a été convoqué devant la Commission régionale de discipline et d'arbitrage du parti. Une décision prise par Akhannouch, 59 ans, ministre de l'Agriculture depuis 2007. En cause: les propos insultants qu'aurait tenus Bouaida sur Facebook. « [Il] s'est montré à plusieurs reprises méprisant à l'égard des jeunes du RNI, qu'il est allé jusqu'à qualifier de "chiens" », raconte un membre du bureau politique du RNI.

Des accusations contestées par l' élu: « Quels que soient mes différends avec Aziz Akhannouch, je n'ai jamais insulté personne. Mais je ne me prive pas d'exprimer mon désaccord avec sa gestion. »

Issu d'une lignée de notables du Sahara, soutien historique du RNI et présente dans le monde des affaires par l'intermédiaire du groupe pétrolier Petromin, Bouaida a fait ses débuts en politique en 2015, en prenant la tête de la région Guelmim-Oued Noun. Sa convocation devant un conseil de discipline, il la vit comme « une tentative d'humiliation ».

À l'en croire, tout aurait commencé en juin 2019, quand il a été évincé de la présidence de la région et remplacé par sa jeune cousine Mbarka Bouaida, qu'il accuse d'être « une marionnette » entre les mains d'Akhannouch.

« En fait, il n'a jamais digéré sa mise à l'écart, soutient un analyste politique. Il reproche à Akhannouch de ne pas l'avoir défendu face à l'opposition menée à l'époque par Mohamed Belfkih, de l'Union socialiste des forces populaires [USFP], et face au ministère de l'Intérieur, qui l'a démis à la suite du blocage du

projet royal de la route express de Tiznit-Laâyoune. » Bouaida voit aussi dans sa convocation une volonté de tuer dans l'œuf le mouvement réformateur qui germe au sein du RNI et dont il est l'un des principaux meneurs. « Akhannouch dirige le RNI comme l'une de ses entreprises. Il prend des décisions sans consulter personne », martèle Bouaida. Il assure être soutenu par des figures du parti, comme Mohamed Bentaleb, ancien directeur de cabinet d'Ahmed Osman (beau-frère du défunt Hassan II et fondateur du parti), ou comme Mohamed Abbou, ex-ministre du Commerce extérieur, récemment démis de sa fonction de coordinateur de la liste de la circonscription de Taounate-Taza.

La souris contre l'éléphant

« Cette fronde est l'expression d'une peur de certains caciques à la veille des élections de 2021. Akhannouch est déterminé à faire monter de nouvelles figures et certains se sentent menacés », fait-on valoir du côté de la direction du RNI.

« L'enjeu, ce sont les candidatures aux élections. Avant, le choix des listes se jouait entre les clans familiaux. Akhannouch, lui, veut démocratiser les procédures et mettre en place une commission où les décisions se prendraient en toute transparence », affirme une source du bureau politique.

Que risque Bouaida? « Son adhésion au parti pourrait être gelée », souligne l'analyste déjà cité. « Je ne suis pas seul. Nous sommes plus de 5 000 au RNI à vouloir la réforme, rétorque Bouaida. On peut même sortir et créer notre propre formation. » Des menaces qui laissent Akhannouch et son équipe de marbre: « Le président est serein, ses décisions se prennent sur la base des statuts du parti, et il est appuyé par la grande majorité des membres du RNI. » **JA**

PEOPLE POWERED INNOVATION

WE DELIVER GLOBAL LOGISTICS*: des solutions logistiques lean et agiles, atouts de compétitivité sur les marchés internationaux. La digitalisation de la supply chain permet un traitement intelligent de la data, accélère la prise de décision et assure une visibilité globale des opérations. Ce qui différencie Bolloré Logistics c'est l'esprit d'entreprendre et l'engagement individuel porteurs de solutions pragmatiques et à forte valeur ajoutée.

THAT'S PEOPLE-POWERED INNOVATION**

De « Charlie Hebdo » à l'Afrique sahélienne



Samia Maktouf
Avocate

Dès la première journée d'audience, il paraissait clair que le procès des attentats de *Charlie Hebdo*, de Montrouge et de l'Hyper Cacher de Vincennes, perpétrés en janvier 2015, allait ramener de douloureux souvenirs, mais peut-être aussi trouver une résonance particulière autant que douloureuse elle aussi, avec l'actualité. Hélas, les événements n'ont fait dès lors que le prouver.

Tout d'abord, au Mali, pays d'origine de l'assaillant de l'Hyper Cacher, Amedy Coulibaly, les jihadistes, qui avaient un temps réussi à conquérir toute la partie nord du territoire national, ont relâché quatre otages, dont la Française Sophie Pétronin, en échange de la libération par les autorités maliennes de pas moins de deux cents de leurs combattants.

Un pas a été franchi

Ensuite, en France, est survenu l'assassinat, à Conflans-Sainte-Honorine, de Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie, qui avait utilisé des caricatures de *Charlie Hebdo* dans ses cours, décapité par un islamiste tchétchène réfugié en France qui l'avait pisté pendant plusieurs semaines. Preuve s'il en fallait que les faits actuellement soumis aux magistrats n'appartiennent en rien au passé.

Les terroristes de janvier 2015 s'en étaient pris aux journalistes, aux policiers et aux minorités à travers la communauté juive. Désormais, un pas de plus dans l'assaut contre l'État de droit a été franchi. C'est à

un enseignant que l'on s'en est pris, parce qu'il était enseignant et pour le contenu de ses cours. Un nouveau symbole, un de trop, d'un projet d'application de la charia sur la place publique au mépris de l'avis, et de la vie, des autres.

C'est ce qui rend exceptionnel le procès en cours à Paris, un procès riche d'enseignements sur les faits commis en France, mais aussi sur le lien avec l'Afrique des auteurs de ces crimes, et peut-être aussi, souhaitons-le, sur ce qu'il faut désormais faire pour prévenir le retour de cette barbarie.

IL FAUT EMPÊCHER À TOUT PRIX QUE LE CONTINENT NE DEVIENNE LA NOUVELLE TERRE D'ÉLECTION DU JIHADISME.

Exceptionnel, car ce procès est celui de trois journées d'horreur qui ont vu se succéder des attentats d'un type inédit en France. Les deux « leaders » mondiaux du terrorisme avaient uni leurs forces : Al-Qaïda, sous la forme de sa filiale Al-Qaïda en péninsule arabique (Aqpa), à travers les frères Kouachi à *Charlie Hebdo*, et Daech, l'« État islamique en Irak et au Levant », qui avait guidé la main meurtrière – et antisémite – d'Amedy Coulibaly. Cependant, il faut se garder d'y voir trop vite une affaire uniquement liée au jihadisme.

Depuis l'ouverture de ce procès, les accusés se défendent d'être

des radicalisés, des jihadistes. Ils viennent, et s'en vantent, du grand banditisme. Ils sont, et en tirent fierté, des délinquants multirécidivistes. C'est ce qui les rend emblématiques de ce nouveau terrorisme, qui se réclame de la radicalité religieuse mais recrute ses hommes (et femmes) de main dans le crime organisé.

Certains d'entre eux, oui, sont radicalisés dans la religion. Mais les autres, c'est l'idéologie qui les tient, une idéologie mortifère haineuse du mode de vie occidental. Ils l'ont acquise au sein de la « secte de la buanderie », lorsqu'ils travaillaient tous ensemble, en tant que détenus pour d'autres délits, dans la buanderie de la prison où ils côtoyaient un certain Amedy Coulibaly. La prison, à l'évidence incubateur du terrorisme, comme le reconnaît le mentor de Coulibaly ainsi que des Kouachi, un Algérien repent.

Exceptionnel aussi, ce procès, car même si les faits jugés se sont produits en France, les ramifications de l'affaire dépassent, et de loin, les frontières nationales, le parcours des accusés et de leurs comparses terroristes abattus menant l'affaire jusqu'au Moyen-Orient et, avec le Yémen, où a été arrêté Peter Cherif, jusqu'aux portes de l'Afrique. L'Afrique, où Daech et Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) se disputent désormais l'influence sur le Sahel.

Plus près encore de la France, théâtre des attentats, le parcours de l'un des complices tunisiens des terroristes croise de manière tragique celui de Chokri Belaïd,

Fiction démocratique



Yann Gwet
Journaliste

député et légendaire avocat des droits de l'homme assassiné en février 2013 par des terroristes salafistes en Tunisie. Ce repris de justice franco-tunisien allait ensuite s'enfuir vers la Syrie, non sans avoir revendiqué le meurtre de Belaïd et d'un autre militant encore, peut-être Mohamed Brahmi.

Un jugement sans faiblesse des magistrats français résonnerait jusqu'en ces terres africaines où colère et désespoir ont tôt fait de fournir des adeptes aux deux multinationales de la terreur.

Coulibaly vs Bathily

Mais l'Afrique est aussi présente sous un jour autrement plus positif, à travers Lassana Bathily, jeune Malien magasinier à l'Hyper Cacher qui, après avoir réussi à dissimuler des clients au sous-sol, était parvenu à sortir puis à aider les forces de l'ordre à neutraliser l'assaillant, sauvant ainsi les otages, sauf cinq, tués par Coulibaly. À travers lui, l'Afrique tout entière a exprimé son rejet de ce terrorisme qui la mine elle aussi, plus encore que la France.

Peu après, le président du Mali avait déclaré à Lassana Bathily : « Coulibaly a fait tomber le drapeau du Mali, et toi, tu l'as relevé. »

L'Afrique comme nouvelle terre d'élection du jihadisme, il faut empêcher cela à tout prix. Tant les dirigeants que la population de chaque pays ont un rôle à jouer. Seule certitude, aujourd'hui, les Africains regardent vers Paris. Ils attendent le verdict des juges français dans ce procès qui est aussi, à sa manière, une affaire africaine. **JA**

Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Bénin, Nigeria, etc. Le constat s'impose : la démocratie est de nouveau en crise sur le continent et la jeunesse, excédée, crie son ras-le-bol. Une impression de déjà-vu, et d'impasse.

Une impasse née de la contradiction entre deux conceptions de la démocratie. Pour les dirigeants, la « démocratie » est affaire de façade. Ils en parlent le langage, organisent des élections, se réfèrent à un cadre « démocratique » ; mais le quotidien des peuples est fait d'oppression : ils ne peuvent librement manifester ; ils ne peuvent obtenir justice ; lors des élections, les partis d'opposition peuvent rarement faire examiner leurs recours. Et, peut-être plus important, les conditions de vie ne cessent de se dégrader.

Nous avons une responsabilité dans cette dégradation. Au tournant des années 1990, alors que nous espérions la « démocratie », pour laquelle toute une génération de militants s'était battue, nous avons obtenu le multipartisme. Dans un contexte d'euphorie compréhensible, nous l'avons accepté, comme l'autre nom de la démocratie, considérant qu'il élargirait les libertés citoyennes, restreindrait le pouvoir des dirigeants et renforcerait celui des peuples. Le pari n'a pas été totalement perdu. Des pouvoirs civils ont succédé à des pouvoirs

militaires ; l'alternance « démocratique » s'est normalisée. Nous avons cru à une nouvelle ère. Las, le multipartisme a libéré les divisions latentes de nos sociétés, que des pouvoirs cyniques ont su exploiter.

Deuxième manche

La répression, souvent tolérée par une communauté internationale éprise de « stabilité », a essoufflé des oppositions fragiles tandis que les alternances sans changement et une corruption née avec le multipartisme aliénaient progressivement les électeurs, achevant de refroidir l'enthousiasme pour cette « démocratie ». Et, à coups de grossiers subterfuges (codes électoraux illégitimes, Constitutions bafouées, séparation des pouvoirs de facto abolie, etc.), nos dirigeants l'ont vidée de sa substance, exhibant une fiction démocratique qui confronte les peuples à cette réalité : le multipartisme n'est pas la démocratie, il n'en est qu'une manifestation. Pis, il s'est révélé un instrument puissant de subversion de la démocratie.

L'Afrique est en ébullition. C'est la deuxième manche du combat pour la démocratie, portée par une nouvelle génération. Un consensus devrait émerger sur la séparation des pouvoirs, l'État de droit, les rapports pouvoir-société dans le cadre d'une refondation de nos États. En somme : sur une authentique démocratie. **JA**

EN CINQ ANS, L'AGRICULTURE EST DEVENUE UN VÉRITABLE MOTEUR DE L'ÉCONOMIE BÉNINOISE

Au début de l'année 2020, le Bénin figurait parmi les dix pays au monde dont la croissance économique était la plus rapide, avec un PIB passé de 1,7 % à 6,9 % entre 2015 et 2019. Si plusieurs secteurs participent à cette prouesse, celui de l'agriculture y a le plus contribué.

Dès 2016, le Programme d'action du gouvernement (PAG) a fait de l'agriculture l'un des principaux leviers de développement économique, de création de richesses et d'emplois du Bénin. Celui-ci met l'accent aussi bien sur l'essor de filières agricoles à haute valeur ajoutée, telles que le coton ou l'anacarde, que sur des filières plus conventionnelles, destinées à assurer la sécurité alimentaire du pays.

Ces ambitions sont traduites dans le Plan stratégique de développement du secteur agricole 2017-2025 (PSDSA), qui vise l'amélioration de la productivité, le développement de chaînes de valeurs, notamment sur la base d'une plus grande liberté donnée au privé, le renforcement de la résilience des exploitations et la mise en place de mécanismes de financement et d'assurance adaptés. Principale ressource exportée par le Bénin, le coton graine est le symbole du succès de l'action gouvernementale dans ce domaine.

Coton : le Bénin devient le premier producteur d'Afrique

L'une des premières actions engagées en 2016 par le nouvel exécutif, afin de relancer cette filière



Une plus grande liberté donnée au privé

en berne, a été de rétablir dans ses fonctions l'Association interprofessionnelle du coton (AIC). Cette instance réunissant producteurs, égreneurs et distributeurs d'intrants avait été supprimée en 2012 au profit du ministère de l'Agriculture. Comme dans d'autres filières, le secteur privé est parvenu à mettre à la disposition des producteurs des intrants et des semences de qualité, dans des délais suffisants et en quantité.

RÉSULTAT : le pays est devenu le premier producteur africain de coton-graine à l'issue de la campagne 2018-2019, avec une récolte record de 678 000 tonnes, contre 270 000 tonnes en 2015-2016. Une tendance confirmée par la campagne 2019-2020, avec une production d'au moins 712 000 tonnes de coton enregistrée. A la clé, de meilleurs rendements et plus de revenus pour les producteurs et pour l'État. Malgré la crise sanitaire mondiale causée par la Covid-19, la valeur ajoutée du secteur primaire est attendue en hausse de 4,5 % en 2020, grâce à la filière coton, dont la production pourrait atteindre 750 000 tonnes.



Le coton résiste au Covid



Forte hausse de la pêche

Forte hausse de la pêche
En ce qui concerne les filières halieutiques, plusieurs actions d'assainissement des plans d'eau et d'appui au développement de la pisciculture continuent d'être mises en œuvre. La production de poisson, largement due à la pêche maritime, est estimée à 88 500 tonnes en 2019 contre 55 000 tonnes en 2016.



Le taux d'autosuffisance en riz a plus que doublé

Des stratégies de développement adaptées à chaque filière

Cette stratégie de territorialisation du développement veut rendre possible les investissements dans une agriculture de grande envergure, à travers un dispositif approprié à la mise en œuvre de programmes par filière, avec des structures adaptées aux caractéristiques de chaque région agricole. Dans cette perspective, les résultats enregistrés sont remarquables.

Céréales : + 500 000 tonnes en cinq ans

La production des céréales, encore attendue en hausse lors de la prochaine campagne, a dépassé 2,1 millions de tonnes en 2018-2019, contre 1,643 million de tonnes cinq ans plus tôt. Dans le détail, la production de **maïs** a atteint 1 580 750 tonnes en 2019, contre 1 286 060 en 2016, alors que la production de **riz** est passée dans ce laps de temps de 204 310 à 406 083 tonnes. Grâce à cette performance, le taux d'autosuffisance en matière de riz a plus que doublé pour atteindre 54,5 % en 2019.

La production de **manioc**, principal tubercule produit au Bénin, juste devant l'igname, a atteint 4 525 450 tonnes en 2019, soit un million de tonnes de plus qu'en 2016. Quant au **soja**, principale légumineuse produite dans le pays, devant l'arachide, elle a atteint 257 000 tonnes en 2019, contre 139 909 tonnes en 2016.

Des filières à l'exportation boostées

En plus du coton, plusieurs filières d'exportation ont été améliorées depuis 2016. La plupart bénéficient des retombées de la création de l'Agence nationale de la mécanisation agricole, ainsi que de la restructuration du Fonds national de développement de l'agriculture.

En voici trois exemples :

- Deuxième filière béninoise génératrice de devises, après le **coton**, l'**anacarde** a gagné 13 % de production pour atteindre 130 276 tonnes en 2019. Elle est essentiellement exportée vers l'Asie, tout comme le coton
- La production d'**ananas** a été de 350 345 tonnes en 2019, soit plus de 100 000 tonnes de plus qu'en 2016. Les organisations professionnelles multiplient les efforts pour gagner des parts de marché à l'export, essentiellement en Europe, notamment en protégeant l'indication géographique locale, « Pain de sucre »

- Troisième produit d'exportation du Bénin avec environ 30 000 tonnes de noix sèches produites, le **karité** a bénéficié d'un projet d'appui au développement de sa chaîne de valeur depuis 2018. OBJECTIF : le rendre capable de contribuer de façon durable au développement des exportations et à l'autonomisation des femmes, nombreuses à la cultiver.

Des victoires dans la bataille de la souveraineté alimentaire

L'un des objectifs du PSDSA est de permettre à l'agriculture d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des Béninois. Parmi les mesures gouvernementales mises en œuvre depuis 2016, l'une a consisté à opérationnaliser, à l'échelle du pays, sept pôles de développements agricoles avec des agences territoriales chargées d'assurer la fonction d'appui-conseil aux producteurs.

LA GRANDE INTERVIEW

Né à Dakar, le célèbre spécialiste français des maladies infectieuses a conservé de solides attaches sur le continent, notamment avec le monde médical, dont il salue la réactivité et le discernement dans la lutte contre la pandémie. Entretien.

COVID-19

Pr Didier Raoult

« Pourquoi l'Afrique s'en sort mieux que l'Occident »

Lors d'une
conférence de
presse à l'IHU
de Marseille,
le 27 août.



PHOTO: BRILA PROVENCE/MAXPPP

ENQUÊTE

LA GRANDE INTERVIEW

PROPOS RECUEILLIS PAR CAMILLE LAFRANCE ET OLIVIER MARBOT

Jeune Afrique : Vous êtes né à Dakar, quels souvenirs gardez-vous de vos premières années au Sénégal et en quoi cette expérience vous a-t-elle structuré ?

Didier Raoult : J'ai passé les cinq premières années de ma vie à Dakar, au Plateau, en face de l'hôpital Le Dantec et de l'Institut Pasteur, non loin de la plage de l'anse Bernard. C'était un endroit merveilleux. C'est mon père qui avait fait construire le bâtiment de l'Orana [Organisme de recherches sur l'alimentation et la nutrition africaines], où nous vivions. Est-ce cela qui m'a structuré ? Toutes nos expériences y participent, ce n'est pas un processus simple, mais il est certain que notre environnement joue un rôle dans notre destin.

Vous connaissez aussi l'Algérie, où votre Institut hospitalo-universitaire (IHU) conserve une unité mixte de recherche.

Oui, j'ai aussi un lien très fort avec l'Algérie. Mon père était professeur de médecine militaire, et nous nous sommes installés à Marseille, car le centre de médecine militaire tropicale s'y trouvait. De là, il a été envoyé en Algérie par l'Organisation mondiale de la Santé [OMS], pour laquelle il a travaillé entre 1963 et 1973. Il s'y est attelé à la question de la nutrition et a, en particulier, participé à la création d'une poudre nutritive distribuée dans tout le pays, la Superamine, basée sur des produits locaux et non pas importés. Cela a permis à l'Algérie d'accéder à une indépendance totale pour nourrir ses enfants. J'ai moi-même fait plusieurs allers-retours dans ce pays et y ai gardé des contacts et des amitiés. D'ailleurs, une fois devenu médecin, les premiers malades que j'ai soignés étaient à l'hôpital Mustapha d'Alger. J'ai suivi un stage d'un mois dans le Sud durant mes études de médecine, à Golea. J'adore le Sud algérien ! Et puis il y a une proximité naturelle, c'est une question de géographie : j'ai coutume

de faire remarquer que quand vous vivez à Marseille la distance qui vous sépare d'Annaba, en Algérie, est à peu près la même que celle qui vous sépare de Paris.

Quels liens avez-vous conservés avec le continent ?

Des liens très forts. J'ai recréé une unité de recherche au Sénégal il y a douze ans. À Dakar et dans le Sine Saloum. J'ai également des relations avec le Congo-Brazzaville, le Mali, le Gabon, ou encore la Guinée-Conakry, notamment une équipe d'étudiants qui sont passés par notre IHU, à Marseille, et ont ensuite monté là-bas un gros laboratoire de recherches. J'ai également des liens continus avec l'Afrique du Nord, et surtout l'Algérie, où nous avons cette unité mixte dirigée par Idir Bitam, l'un des plus grands scientifiques algériens et l'un de nos anciens thésards.

Qui sont, selon vous, les scientifiques africains qui ont joué le rôle le plus important face à la pandémie de Covid ?

Je parlerai surtout de l'Afrique francophone, qui est celle que je connais. Je pense en premier lieu à Jean-Jacques Muyembe, au Congo, qui a joué un rôle déterminant dans l'identification d'Ebola. Il fait d'ailleurs partie de mon conseil scientifique. Il a bâti un technopôle à Kinshasa, ce qui est extrêmement important. Au Sénégal, deux personnes comptent à ma connaissance : Cheikh Sokhna, un chercheur de très haut niveau, très dynamique, à qui l'on a confié la gestion de l'équipe sénégalaise liée à notre unité mixte. Et Souleymane

Mboup, qui a construit un technopôle d'un niveau exceptionnel à côté de l'aéroport. On peut aussi mentionner nos amis de l'Hôpital principal de Dakar, qui font un travail important en microbiologie.

Je pense également à l'équipe de mon grand ami malien Ogobara Doumbo, qui était l'une des stars de la médecine en Afrique et qui est malheureusement décédé en 2018. Elle continue à faire de la recherche de très haut niveau dans un contexte extrêmement difficile, un contexte de guerre... Au Gabon, une équipe réalise des recherches tout à fait remarquables autour des primates. Nous travaillons avec tous ces confrères, notamment pour étudier la variabilité des génomes de Covid sur le continent, car on y a vu apparaître plusieurs variants.

Vous avez étudié des coronavirus, picornavirus en Afrique. Quels autres types de recherches effectuez-vous ?

Au départ, notre objectif principal était d'identifier les différentes infections qui circulaient en Afrique, alors que très peu d'outils y existaient pour ce faire. Tout tournait autour du paludisme, qui joue certes un rôle important, mais, de fait, le reste était très négligé. J'ai donc voulu essayer d'évaluer le répertoire des infections et de leurs causes. Adapter à la situation locale des outils de diagnostic, puis des stratégies de prévention et enfin des stratégies thérapeutiques.

L'avantage pour l'Afrique, c'est qu'elle n'a pas besoin de repasser par les cent années d'évolution de la microbiologie et des diagnostics en maladies infectieuses qu'a traversées l'Europe. Elle commence directement son histoire au XXI^e siècle. Il faut y installer tout de suite les outils les plus modernes, et c'est d'ailleurs ce qu'il se passe, avec la création de technopôles extrêmement dynamiques.

Comment analysez-vous la façon dont le Covid-19 s'est répandu en Afrique ?

Le Covid-19 n'a clairement pas fait en Afrique les ravages qu'il a faits en Europe de l'Ouest et aux

SI LE CONTINENT EST MOINS TOUCHÉ, C'EST PEUT-ÊTRE EN RAISON DE L'UTILISATION FRÉQUENTE DE PRODUITS ANTIPALUDÉENS.



SYLVAIN CHERKAOUIS/SPA

Prélèvements d'échantillons témoins de Covid-19, à l'Irresf de Dakar, au Sénégal.

États-Unis. C'est d'ailleurs un sourire de l'Histoire : c'est dans les pays les plus riches qu'il y a eu le plus de morts. La cause n'est pas parfaitement claire, mais c'est intéressant. Pour ce qui est de l'Afrique, il existe plusieurs explications. D'abord, il est plausible qu'à peu près toutes les drogues qui ont une action contre le paludisme, ou qui sont très utilisées également pour traiter les fièvres inexpliquées, ont joué un rôle. La quinine, la primaquine, l'artésimine, la chloroquine... La plupart des scientifiques africains le pensent. Il est possible aussi qu'il y ait une raison génétique. Le facteur rhésus en particulier, qui est moins fréquent en Afrique, semble être un facteur prédisposant aux formes plus graves. Ensuite, le degré d'urbanisation en Afrique n'est pas celui de l'Europe. Or le risque de transmission y est lié. Il est possible que la transmission interhumaine non vectorisée ait joué un rôle aussi.

Certains chercheurs évoquent aussi une possible immunité croisée en Afrique, liée justement à la circulation d'autres coronavirus sur le continent. Qu'en pensez-vous ?

C'est possible. Pour l'instant, il y a deux ou trois très bonnes études faites en Afrique sur la circulation des coronavirus endémiques qui montrent

que le nombre de porteurs sains était très important : on parle de 8 % de la population vivant avec un coronavirus dans la gorge mais qui n'auraient aucun symptôme. Nous sommes en train de faire ce type d'études au Sénégal, en scrutant la circulation des virus dans les régions rurales. On constate une grande circulation aussi bien chez les symptomatiques que chez les asymptomatiques. Est-ce que cela crée une immunité croisée ? C'est possible, partiellement. Mais on observe aussi que même en ayant contracté le virus du Covid-19, certains patients peuvent développer deux fois la maladie à un faible intervalle, donc on ne peut pas parler d'une immunité totale.

Vous avez évoqué la possibilité d'une mutation du Covid, sur la base de ce que vous avez observé à Marseille. Est-ce confirmé ?

Il y a des variants de ce virus, tout le monde est maintenant d'accord sur ce point. Le variant qu'on a observé en juillet à Marseille était isolé exclusivement chez les gens qui arrivaient d'Algérie ou de Tunisie. Cela coïncidait avec le moment où l'on a rouvert la possibilité de voyager depuis ces pays et cela a commencé par toucher des gens sur les bateaux. C'est comme ça qu'on s'en est rendu compte. Le virus

voyage, et les variants apparaissent en fonction de la circulation des humains, cela fonctionne dans toutes les directions. Il n'y a pas de « pays maudit ».

Le variant maghrébin n'a donc pas de particularités qui justifiaient de continuer à l'étudier de près ?

Non. Ce variant, appelé Marseille 1, a disparu au bout d'un mois et demi. Il a été remplacé par d'autres variants dont on ne connaît pas l'origine. Il n'avait manifestement pas de capacité à provoquer des épidémies considérables. Il semble qu'il donnait des formes moins graves, entraînant moins d'hospitalisations que ce qu'on avait vu lors de l'épidémie du printemps.

On dit que des personnalités africaines, y compris des chefs d'État, vous ont contacté pour vous demander conseil. Est-ce exact, et, si oui, que leur avez-vous dit ?

J'ai effectivement été en relation avec le président du Congo Brazzaville, Denis Sassou Nguesso, avec le ministre de la recherche de Guinée-Conakry, le Dr Aboubacar Oumar Bangoura, avec les consulats du Sénégal et d'Algérie ici. Je leur ai expliqué ce que nous faisons, je ne vois pas de raison de faire différemment en Afrique : déployer des tests diagnostiques. Ce qui d'ailleurs a été fait assez rapidement dans beaucoup de pays africains. En réalité, dans le cas des affections respiratoires, où que ce soit dans le monde, ce qui compte, c'est le lavage des mains. Plus que le masque. Je vois d'ailleurs que vous êtes masqués mais vous feriez mieux d'avoir une bouteille de gel hydroalcoolique sur votre bureau car le passage du virus est essentiellement manuporté. Moi-même c'est ce que je fais, et je n'ai toujours rien attrapé alors que je vis au milieu de la plus grande collection de coronavirus au monde.

Vos tests sur l'hydroxychloroquine (associée à l'azithromycine) ont inspiré bon nombre de pays africains. Quel bilan tirez-vous de vos études plusieurs mois après leur démarrage ?

Le problème de l'hydroxychloroquine dans les pays occidentaux a pris un tour extrêmement symbolique, passionnel, et pas très scientifique. Son utilisation allait de soi, puisqu'elle fonctionne *in vitro*. Puis on a vu des publications dans le *Lancet* disant que ça tuait 10 % des gens. Ensuite le papier a été retiré, on a compris qu'il n'était pas issu de médecins qui ont soigné les malades mais d'informaticiens qui saisissent plus ou moins bien des informations dans des banques de données qui se vendent aux États-Unis et dont on ne sait pas très bien qui les a élaborées... Cela montre qu'on peut manipuler assez facilement toutes ces grandes études de *big data*. On s'est rendu compte que dans certaines études la valeur la plus prédictive qui permet de détecter un cas de Covid, à savoir la perte de l'odorat, n'était même pas prise en compte, car les gens qui remontaient les données n'avaient pas observé les malades. Pourtant, une fois que l'on sait ça, c'est très facile d'identifier le virus.

En fait, le Covid a montré une discordance assez stupéfiante entre les gens qui ont eu une approche médicale et ceux qui ont eu une approche purement mathématique. Il y a eu dans les pays les plus riches une évolution de la pratique médicale vers une pratique des mathématiques sans médecine. C'est probablement, d'après moi, ce qui explique qu'il y ait eu tellement plus de morts dans les pays développés. On n'a plus fait de médecine.

Et en ce qui concerne vos études sur l'application de votre protocole ?

Nous avons des taux de mortalité parmi les plus bas du monde. Nous avons traité plus de 6 000 personnes, avec un taux de mortalité avec ce traitement qui oscille entre 0,5 % et 0,6 %. Pour montrer qu'il y a plus efficace, il faudrait être sur des cohortes de dizaines de milliers de personnes, ça ne va pas arriver.

Avez-vous déjà des remontées d'informations de la part des pays ou

des équipes, en Afrique, qui utilisent aussi la chloroquine ?

Pour l'instant, il n'y a pas beaucoup de publications, donc c'est difficile à évaluer. Nous savons que des équipes travaillent sur le sujet au Sénégal, que les résultats enregistrés en Algérie, en Tunisie et au Maroc sont globalement excellents. À Oran, Nadjet Moujjok, l'une de mes anciennes étudiantes, a obtenu des résultats tout à fait spectaculaires.

Mais alors, comment expliquer les attaques, les mises en cause de l'hydroxychloroquine s'il est aussi évident qu'il s'agit d'un remède efficace ?

On parle ici d'un médicament d'usage très commun, dont l'action a été démontrée *in vitro*, mais aussi d'antibiotiques de base comme l'amoxicilline ou l'azithromycine. Des médicaments simples, bon marché et à disposition de tout le monde, qui ont une certaine efficacité sur le virus. Face à cela, des gens ont voulu imposer des médicaments nouveaux,



Au côté du professeur Souleymane Mboup (en bleu clair), directeur de l'Iresséf de Dakar.

TWITTER IRESSÉF

sophistiqués et hors de prix, mais qui, in fine, ne marchent pas. Il y a manifestement une hostilité extraordinaire contre des traitements jugés trop simples, trop peu coûteux, trop généralistes.

À l'inverse, en Afrique ou en Orient, il y a un certain pragmatisme qui fait que, s'il existe quelque chose de pas cher, qui n'est pas toxique et qui peut marcher, on le prend. Et puis l'Afrique savait fort bien qu'elle ne pouvait pas vraiment espérer être traitée par le Remdesivir.

Que pensez-vous de l'utilisation de traitements locaux en Afrique, comme l'artémisia ?

D'abord il faut rappeler que les traitements modernes contre le paludisme sont tous issus d'extraits de plantes. Le quinquina n'a pas été inventé par l'industrie pharmaceutique, il était utilisé par les Péruviens. L'artémisine avait été découverte par une Chinoise à l'époque du président Mao. Donc il n'y a pas que « Big Pharma » qui découvre des médicaments : depuis des millénaires, des gens ont observé ce qui se passe dans la nature et développé des traitements à base de plantes, en Chine en particulier. Vous savez, les gorilles mangent des termites quand ils ont la diarrhée. Comment savent-ils que c'est efficace, quelle substance contenue dans les termites contribue à les soigner, je l'ignore, mais c'est un fait, et on le sait parce qu'on les a observés. Il ne faut jamais négliger l'observation. À l'inverse, il faut se garder de croire qu'à chaque apparition d'une nouvelle maladie on va pouvoir créer chimiquement une nouvelle molécule miracle pour la combattre. Ce n'est pas sûr.

On observe actuellement, à quelques exceptions près, une diminution générale du nombre de nouveaux cas et de décès du Covid en Afrique. La pandémie est-elle sur le déclin ?

Je pense que l'avenir est imprévisible. Une seule chose est frappante en Afrique : le pays le plus touché, et c'est un faux paradoxe, c'est l'Afrique

IL FAUT ARRÊTER DE PLEURNICHER SUR L'AFRIQUE; IL Y A DES TECHNOPÔLES EXCEPTIONNELS À DAKAR, KINSHASA, BAMAKO...

du Sud. C'est le pays le plus riche, celui dans lequel on pense comme les Anglais, et le plus tempéré. Et c'est celui qui a le plus de morts, de très loin. Il y a une leçon sociale et écologique à en tirer.

Pensez-vous, comme certains le disent, que les autorités de nombreux pays ont réagi trop brutalement face à un virus dont, finalement, la dangerosité ne méritait pas qu'on mette l'économie en danger ?

Oui. Ce n'est pas le Covid qui va changer l'espérance de vie en Afrique. Il ne l'a déjà pas changée à Marseille... Beaucoup de gouvernements occidentaux se sont affolés, ont réagi dans la désorganisation, et finalement, c'est dans ces pays que le bilan est le moins bon. L'hyper-réactivité des médias qui déversaient matin et soir des informations catastrophistes y a sans doute contribué. Alors que globalement, en Europe, 90 % des morts ont plus de 65 ans, les autres ont des polypathologies extrêmement lourdes. Et que quand vous mesurez la baisse de l'espérance de vie en Europe et en France, elle est mineure.

Il y a eu une sur-réactivité des pays très riches, qui ne supportent plus les maladies infectieuses et transmissibles, qui les dramatisent, et ce depuis longtemps. C'est disproportionné. Si vous parlez en Afrique de dix cas de chikungunya, tout le monde s'en moque. Nous avons des affolements de pays riches et vieux où l'on n'a plus l'habitude de l'inattendu et où l'on sait mal gérer les risques et les surprises. Ce qui n'est pas le cas des gens qui vivent dans des lieux où les risques relatifs sont plus importants.

Les pays du continent qui ont calqué leur stratégie de riposte sur ce qui se pratiquait, par exemple, en Europe ont donc fait une erreur, selon vous ?

Je ne suis pas compétent pour commenter les mesures sociales et politiques. Cela comporte des éléments de sociologie et de gestion de la peur qui m'échappent. On n'aura une idée claire sur tout cela que quand on sera à même de faire un bilan en comparant ce qui a été fait dans différents pays ayant eu les mêmes niveaux épidémiques. À ce stade, les spéculations sont difficiles.

Le rôle de l'OMS dans la gestion de la crise a suscité beaucoup de commentaires, souvent critiques. Quel jugement portez-vous sur son action ?

Je n'ai pas envie de taper sur l'OMS, mon père y a travaillé pendant dix ans... Je pense que la place de l'OMS, peut-être comme celle de l'ONU, est probablement à redéfinir. Il en va de ces systèmes, des organisations en général, comme des hommes : elles vieillissent, et, régulièrement, il faut les changer, car elles se calcifient en vieillissant. Elles se fonctionnalisent, deviennent des niches de fin de carrière...

Pourtant, l'arrivée à sa tête d'un Africain, Tedros Ghebreyesus, avait suscité un vrai espoir sur le continent. La déception semble parfois à la mesure de cet espoir...

Cela rejoint mon propos sur les organisations qui vieillissent : on essaie de tout y équilibrer. L'âge, le sexe, l'origine géographique... et ça devient prépondérant sur la compétence. Globalement, je ne suis pas d'accord avec ça. Je ne crois pas qu'il suffise de mettre quelqu'un de telle nationalité, de telle couleur ou de tel sexe pour que le résultat soit bon. Le principe doit être de choisir des gens compétents.

Concernant la gestion du Covid elle-même, je ne trouve pas du tout que l'OMS ait eu une attitude raisonnable. Elle a proclamé que le seul médicament qui allait marcher était le Remdesivir, et puis plus rien. Elle a exclu d'un coup l'hydroxychloroquine

ENQUÊTE

LA GRANDE INTERVIEW

en expliquant qu'elle était toxique. Qu'un Africain dise ça, c'est risible ! Quand on dit à des gens qui ont pris de l'hydroxychloroquine pendant trente ans que ça tue 10 % des patients, comment peuvent-ils le croire ? Comment l'OMS a-t-elle pu relayer des messages de cette nature, cela reste un mystère.

Est-il juste de dire que, ces dernières années, certains avaient tiré la sonnette d'alarme sur l'arrivée prochaine d'une pandémie et que ces avertissements ont été ignorés ?

Pas vraiment. Il y a en permanence des gens qui expliquent qu'on est à la veille d'une catastrophe. À chaque apparition d'un nouveau virus, vous avez, d'un côté, les gens qui pensent que ce sera un drame et, de l'autre, ceux qui pensent le contraire. De temps en temps les uns ont raison, de temps en temps ce sont les autres. Regardez les dépenses phénoménales qui ont été faites pour contrer la grippe aviaire, qui n'est finalement pas devenue une maladie humaine avec un intérêt particulier. Autour de la grippe H1N1 il y a eu aussi un écho absolument colossal, et finalement ça a moins tué que la grippe de 2017, dont personne n'a parlé... La maladie de la vache folle, le charbon aux États-Unis : tout cela touche en réalité très peu de gens mais provoque des changements, y compris dans nos manières de travailler, qui sont disproportionnés. Les épidémies, comme le terrorisme, amènent des réactions disproportionnées liées à la peur qu'ils génèrent et non pas au nombre réel de victimes. Même chose pour Ebola : les chances qu'elle devienne une pandémie sont proches de zéro, car c'est une maladie liée à des mœurs, en particulier la toilette des morts.

Y a-t-il tout de même des mesures à prendre pour éviter la propagation de futures épidémies ?

Ce qui se passera est imprévisible. On ne peut pas empêcher que la nature tâtonne dans tous les sens. Les virus et les bactéries tâtonnent aussi. Les mesures essentielles que nous pouvons prendre sont des



Avec le Dr Cheikh Sokhna (à g.), dans le parc du Niokolo-Koba, dans le sud-est du Sénégal, en août 2019.

mesures d'hygiène et de détection précoce. On arrive à lutter si on est prêt. À Marseille, par rapport à beaucoup d'autres endroits en Europe et aux États-Unis, nous étions prêts à faire autant de tests que nécessaire, jusqu'à 3 000 par jour. À Paris, l'un des endroits les plus riches du monde, on ne peut toujours pas faire de test diagnostique dans des délais raisonnables, ce n'est pas sérieux.

L'Afrique a-t-elle les moyens de se préparer ?

Il faut arrêter de pleurnicher sur l'Afrique ! À Dakar, il y a un technopôle extraordinaire à côté de l'aéroport et qui a d'excellentes capacités de séquençage. Même chose à Bamako, à Kinshasa, pour ne parler que des pays que je connais. Il y a plus de structures qui ressemblent à l'IHU en Afrique qu'il n'y en a en France. Ne croyez pas que le continent est en retard là-dessus, pas du tout !

En plus, l'Afrique trouve des financements, car des gens comprennent que c'est une bonne idée d'y investir. Les Américains ont payé le technopôle de Dakar, les Japonais celui de Kinshasa, la Fondation Mérieux, dont je fais partie, aide à financer des laboratoires P3 en Afrique... Ne

croyez pas que la perception de ce qui est nécessaire en Afrique soit différente de ce qu'elle est ailleurs. C'est plutôt en Europe que j'ai du mal à faire comprendre qu'il faudrait que nous fassions le même effort ! Nous avons quelques centres de très haut niveau, oui, mais relativement peu par rapport à la richesse de nos pays.

Vous semblez très optimiste...

L'une des chances de l'Afrique, à mon avis, c'est que ses pays ont une approche nouvelle du monde qui leur donne des possibilités exceptionnelles. Je suis extrêmement enthousiaste sur l'Afrique. Les étudiants africains qu'on reçoit à l'IHU sont des stars, des gens qui ont une volonté, un dynamisme, une espérance qui les motive et qu'on trouve très rarement en Europe.

Nous formons des centaines d'étudiants avec l'espoir qu'ils rentrent chez eux et continuent à faire de la recherche. Mais pour cela, il faut qu'il y ait des sites qui technologiquement leur permettent de rester au même niveau, voire de faire mieux que nous. Dans ce but, nous nouons des liens, sans le concours des ambassades, avec des gens, avec des universités, mais ce sont toujours

des liens humains, et non politiques, parce qu'il n'y a que ça qui marche. Nous travaillons avec des universités au Sénégal, en Guinée, au Mali... Nos anciens étudiants peuvent aussi nous demander une petite dotation. Ce ne sont pas des sommes très importantes, mais nous avons constaté que parfois, avec relativement peu d'argent, on peut se permettre de démarrer un travail, une recherche, un laboratoire.

Il y a un flux d'étudiants très important qui passent chez nous et qui rentrent travailler chez eux. C'est déjà un phénomène notable, mais je pense que ce sera encore plus net dans dix ans. Beaucoup de gens qui sont aux manettes en Afrique sont passés ici, par notre laboratoire à Marseille. Ils ont été formés à très haut niveau et ne veulent pas jouer en deuxième division. On garde des liens. Si nécessaire, ils viennent avec des prélèvements et des analyses quand ils n'ont pas les moyens de les traiter, mais c'est de moins en moins le cas : Muyembe, au Congo, fait des séquences directes d'Ebola ! L'objectif en Afrique n'est pas de faire la médecine d'il y a vingt ans mais de faire la médecine d'aujourd'hui.

Au-delà des maladies infectieuses, dont vous nous parliez au début de cet entretien, avez-vous d'autres programmes de recherche en cours ou en projet sur le continent ?

On n'arrête pas ! Une des choses sur lesquelles on travaille et qu'on veut faire avancer, c'est le rôle de la microbiologie dans la malnutrition. Cela rejoint d'ailleurs les recherches que menait mon père il y a des décennies sur le kwashiorkor, qui est l'une des formes les plus sévères de malnutrition en Afrique. Je travaille sur le rôle des microbes dans le kwashiorkor. Il est possible qu'on

aide à trouver des solutions thérapeutiques via des probiotiques, des solutions naturelles et fermentées. Nous nous intéressons aussi beaucoup aux maladies transmises par le lait maternel. C'est une des vraies priorités. Nous continuons aussi à répertorier les infections qu'on trouve particulièrement en Afrique. Et bien sûr nous travaillons toujours sur le paludisme, qui est une lutte de tous les instants.

Vous avez acquis une grande notoriété depuis le début de la crise, particulièrement en Afrique, où vous êtes une véritable star. Cela vous surprend-il ?

Je pense que les Africains savent que j'aime l'Afrique. J'ai des rapports très naturels avec les Africains, ce qui lié au fait que j'ai passé une partie non négligeable de ma vie sur le continent. J'essaie d'y retourner chaque année et, si possible, de passer un moment en brousse. J'adore la brousse. J'y suis bien. C'est naturel d'être bien aimé des gens qu'on apprécie. **JA**

UNE LUTTE DE SIX MOIS PASSÉE AU PEIGNE FIN

« C'est un rapport de consultants destiné aux pouvoirs publics. Les grands cabinets ne s'emparaient pas du sujet, alors nous l'avons fait. » Voilà comment Jean-Louis Portella, directeur général du cabinet Vizeum Management Consulting, situé à Brazzaville, présente son étude. S'appuyant sur la Fondation congolaise pour la recherche médicale, dirigée par la professeure Francine Ntouni, ce document fait le point sur six mois de lutte contre le Covid-19 et appelle les dirigeants du continent à ne plus suivre aveuglément les instructions de l'OMS ou les mesures prises en Europe, mais à développer des stratégies locales. Pour appuyer son propos, Vizeum a établi un classement des pays africains établi d'après le nombre de victimes du Covid-19 et pondéré par l'impact économique des mesures adoptées (confinement, couvre-feu...). Bilan : de nombreux pays d'Afrique de l'Est arrivent en tête du classement, avec les chiffres les plus faibles, tandis que Djibouti et l'Afrique du Sud ferment la marche. « Certains des pays de tête n'ont pas une très bonne image internationale, admet Jean-Louis Portella, mais on parle ici de chiffres, pas de démocratie. Face au Covid, le "modèle chinois", ça marche. »

O.M.



Pendant l'entretien par visioconférence, au siège de JA, le 8 octobre.

FEMMES

La fin du plafond de verre ?

De plus en plus présentes dans l'espace social, les Africaines continuent de gagner en visibilité dans les organisations internationales, le monde des affaires, et en politique, jusqu'à décrocher la primature, comme tout récemment la Togolaise Victoire Tomegah Dogbe et la Gabonaise Rose Christiane Ossouka Raponda.

CLARISSE JUOMPAN-YAKAM

De l'incrédulité au doute en passant par l'angoisse, la fierté, mais aussi la reconnaissance... Elle dessine à grands traits la palette infinie de sentiments qui, dit-elle, en une fraction de seconde, l'ont assaillie dans l'humidité de cette fin de septembre, à Lomé. Le président Faure Gnassingbé venait d'officialiser sa nomination à la primature. Décliner sa proposition de devenir la première femme chef de gouvernement au Togo ? Victoire Tomegah Dogbe n'y a même pas songé. « Un réel honneur pour les femmes togolaises », explique-t-elle simplement. Fonctionnaire internationale formée en Europe et aux États-Unis, véritable animal

politique, passionnée par son travail, selon ses admirateurs, la native de Badougbé (Sud) confesse ne pas savoir pourquoi elle a été choisie. Fausse modestie ? Il y a sans doute un peu de cela chez elle, qui se dit persuadée, malgré tout, de n'être « pas là par hasard ». Des propos que ne renierait pas Rose Christiane Ossouka Raponda, la cinquantaine élégante, ex-ministre de la Défense et ex-maire de Libreville, première femme portée à la tête de la primature gabonaise, en juillet.

Avec la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, considérée comme l'un des meilleurs ministres des Finances que le Nigeria ait connus et qui aspire à diriger l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Tomegah Dogbe et Ossouka Raponda font partie de cette caste de femmes africaines qui, dans leur trajectoire professionnelle, parviennent à briser le plafond de verre.

30

Tribune

À l'assaut
des perchoirs

32

Interview

Fatou Bensouda,
procureure générale de la CPIWFC
WOMEN WORKING FOR CHANGEthe
summit

DIGITAL EVENT.

24 novembre 2020

Le leadership
féminin à l'épreuve
de la crise du Covid :
un des thèmes
majeurs du
WFC Summit

Ancrées dans le quotidien, bien dans leur vie, elles s'épanouissent et sont reconnues dans leur domaine. De mieux en mieux formées et fortes de leurs acquis, elles visent les mêmes opportunités que les hommes. « Tout se passe comme si elles avaient osé se révéler en se débarrassant du complexe de l'imposteur qui parfois paralyse les femmes et les pousse à s'autocensurer », analyse la chercheuse camerounaise Viviane Ondoua, spécialiste des questions de gouvernance. Les manuels de développement personnel diront que ces femmes ont aussi vaincu les croyances limitantes propres à engendrer des peurs. Peur d'oser prendre le pouvoir, d'assumer leur position de leader, de passer pour ambitieuses et potentiellement de prendre des coups.

« Si l'Afrique en est encore à compter les Premiers ministres femmes, c'est que le compte n'y est pas », persifle pour sa →

→ part la socio-anthropologue Fatou Sow, directrice de l'Institut du genre et de la famille, au Sénégal. « Ceux qui pavoisent se contentent de très peu », renchérit de son côté Alioune Sall, directeur de l'Institut des futurs africains, pour qui le Togo et le Gabon ne font que rattraper leur retard.

Alliances transversales

Autre rupture marquante de ces dernières décennies : la fin des ministres alibis cantonnées aux Affaires familiales, à la Condition féminine ou à l'Enfance, ces postes qu'Aïssatou Dosso, spécialiste des questions de genre à la BAD (Abidjan), qualifie de « plutôt "soft skills", pas très techniques ou scientifiques. » Si l'on salue ainsi l'arrivée de la nouvelle ministre de l'Énergie au Togo, on se souvient aussi avec bonheur qu'en 2016, en l'espace d'une semaine, trois fortes personnalités avaient décroché des ministères stratégiques pour le développement de leur pays : la Burkinabè Rosine Sori-Coulibaly, la Guinéenne Malado Kaba et l'Ivoirienne Nialé Kaba – à qui l'on attribue cette année le mérite d'avoir empêché l'implosion de la Banque africaine de développement (*lire p. 37*).

Dans les entreprises aussi, elles font bouger les lignes. Peut-être plus aisément dans le public



Ngozi Okonjo-Iweala, ex-ministre des Finances du Nigeria, en bonne position pour diriger l'OMC.

ERIC PERMONT/AFP

et dans les organisations intergouvernementales, où, lois sur la parité obligent, elles savent se faire entendre et sont présentes dans les conseils d'administration. Comme à l'agence sénégalaise de promotion de l'investissement et des grands travaux, dirigée pendant une dizaine d'années par une femme. La percée féminine est moins spectaculaire dans le secteur privé. « Si la Sud-Africaine Maria Ramos est devenue en 2019 la dirigeante du groupe Absa (Amalgamated Banks of South Africa), propriété à 56 % de Barclays, il reste difficile d'imaginer une femme à la tête d'une major pétrolière », confie Alioune Sall.

Quoi qu'il en soit, difficile de boudier son plaisir de voir les Africaines gagner autant en visibilité quand on sait d'où elles sont parties. « Le modèle d'éducation colonial, très patriarcal, a fortement entravé leur présence dans l'espace public, analyse Fatou Sow. Les formations supérieures ne leur étaient pas accessibles. Il y a vingt-cinq ans d'écart entre la création de l'École normale William-Ponty [1915] et celle de l'École normale des jeunes filles Abdoulaye-Sadji de Rufisque [1938], deux institutions dont sont issus quelques-uns des profils africains les plus pointus. Les filles mettront beaucoup de temps à rattraper leur retard. »

Fatou Sow imagine des alliances entre femmes issues de mondes différents : politique, affaires, monde associatif. « Les possibilités sont énormes, mais il faut conduire une réflexion permettant de réaliser une jonction entre ces différentes actrices. Il faut une politique volontariste. » Alioune Sall, quant à lui, estime que derrière la conquête féminine de l'espace public, c'est tout un combat pour une autre société qui doit être menée. Plus qu'une lutte féminine ou féministe, un combat général « pour un ordre plus juste », qui concerne tout l'espace social. **JA**

LES FEMMES LEADERS SE RÉUNISSENT POUR PENSER LE MONDE DE DEMAIN

Pour sa troisième édition, *Le Summit de Women Working For Change*, l'événement international phare initié par l'**AFRICA CEO FORUM**, en partenariat avec **IFC** (membre du groupe de la Banque mondiale), réunira le 24 novembre prochain, en version entièrement digitale, plus de 300 grandes dirigeantes africaines pour échanger autour du thème : *Penser demain, changer aujourd'hui*.

Au cœur de bouleversements sans précédent pour l'économie mondiale, les femmes leaders du continent débattront des conséquences de la crise sanitaire sur le secteur privé africain mais aussi de leur place et de leur rôle dans le monde d'après.

La crise du Covid peut-elle briser l'élan qui a vu, depuis le début du siècle, les femmes africaines s'imposer peu à peu aux plus hautes fonctions ? Représente-t-elle une opportunité pour les entreprises de repartir sur la base d'une croissance plus durable ? Autour d'Ibukun Awosika, présidente de First Bank Nigeria, Graça Machel, fondatrice de Graça Machel Trust, Daphne Mashile-Nkosi, présidente exécutive de Kalagadi Manganese et présidente de l'initiative *Women Working for Change*, Vera Songwe, secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique, et bien d'autres, cette journée exceptionnelle composée de panels, d'interviews, d'ateliers et de réunions *networking* offrira aux participant·e·s des clés pour mieux appréhender l'Afrique de demain. ■

Proparco investit dans des projets qui favorisent l'égalité des genres

- Grâce aux projets de microfinance signés par Proparco en 2019, près de 70 000 femmes accéderont à un microcrédit d'ici 2024
- L'initiative du 2X Challenge* a réussi à mobiliser 4,1 milliards USD pour un objectif initial de 3 milliards USD

* Avec le Défi du 2X : « du financement pour les femmes », les institutions de financement du développement (IFD) des pays du G7 proposent un engagement audacieux et inspirant pour encourager les autres IFD à investir pour les femmes.
www.fr2xchallenge.org



JAMG - © Oriane Zerah pour Proparco

151, rue Saint Honoré 75001 Paris
Tél. : +33 1 53 44 31 08
Email : proparco@proparco.fr



www.proparco.fr



L'African Guarantee Fund à travers l'initiative AFAWA améliore l'accès au financement pour les entreprises créées ou dirigées par des femmes africaines à travers:

- **les garanties partielles offertes aux institutions financières afin de réduire les risques associés aux prêts alloués aux femmes entrepreneures**
- **le renforcement des capacités afin d'aider les banques à répondre aux besoins des femmes entrepreneures**
- **l'appui technique aux entrepreneures pour mieux les outiller à un accès plus aisé aux opportunités de financements.**

AFAWA - Affirmative Finance Action for Women in Africa est une initiative panafricaine mise en œuvre conjointement avec la Banque Africaine de Développement qui vise à combler le déficit de financement qui affecte les femmes en Afrique, estimé à 42 milliards de dollars.

www.africanguaranteefund.com



En vérité

Les visiteuses du soir



François Soudan

Plus que jamais, en ces temps de pandémie, elles sont – en tout cas, se veulent – la face « humaine », bienfaitrice et compassionnelle de leur président de mari. Officiellement apolitiques, volontiers conciliatrices, les premières dames pallient comme elles le peuvent en multipliant les dons de masques chirurgicaux, de gel hydroalcoolique, mais aussi de vivres et de vêtements, les carences sociales et sanitaires de l'État. Publiée il y a quelques mois par le *New York Times*, une enquête a analysé les performances de quatre femmes de pouvoir dans la lutte contre le coronavirus. Verdict: l'Allemande Angela Merkel, ainsi que ses consœurs de Taiwan, de Nouvelle-Zélande et de Finlande obtiennent en la matière de meilleurs résultats que leurs homologues masculins. Elles sont plus inclusives, plus humbles, plus ouvertes. Impossible hélas d'établir pareille comparaison en Afrique pour une raison simple: il n'y a plus, sur le continent, de femme chef d'État à l'exception de l'Éthiopienne Sahle-Work Zewde, dont la fonction purement symbolique se résume à recevoir les lettres de créance et à décerner les médailles.

Si Ellen Johnson Sirleaf, Joyce Banda et Catherine Samba-Panza n'ont pas particulièrement brillé par la qualité de leur gouvernance, à tout le moins n'ont-elles pas fait pire – et plutôt mieux – que les hommes qui les ont précédées et leur ont succédé. Mais quid des premières dames? Ont-elles changé? Leur rôle a-t-il évolué au rythme des alternances au sommet de l'État? Premier constat: le temps des épouses fortes, intransigeantes, battantes et clivantes du type Simone Gbagbo, Rosine Soglo ou Grace Mugabe, capables d'encaisser et de rendre coup pour coup, arc-boutées sur la défense radicale du pouvoir de leur mari et volontiers dominatrices, semble révolu. Celui des militantes aussi, comme Winnie Mandela, Graça Machel ou Janet Museveni. L'époque est à la discrétion, plus conforme à la représentation sociale traditionnelle qui veut qu'un homme qui ne peut « contrôler » sa femme et paraît être manipulé par elle ne saurait diriger un État.

Le modèle du couple présidentiel africain tend à se mondialiser, avec la généralisation de tandems à la fois complices et complémentaires et l'affirmation d'une génération de premières dames éduquées et diplômées.

Partenaires

Second constat: même si elles ne sont pas (ou plus) en première ligne sur le front du combat politique, les premières dames demeurent des actrices informelles influentes installées au cœur du pouvoir d'État. Et des cibles guettées sans relâche par les opposants. Certes, le temps où Leïla Ben Ali, Suzanne Mubarak, Viviane Wade, Safia Kadhafi et quelques autres ambitionnaient presque ouvertement de constituer des dynasties politico-familiales est lui aussi révolu. Mais pas celui des soupçons, qui visent aujourd'hui Constanica Obiang ou Sylvia Bongo Ondimba, dont les fils Teodorin et Noureddin occupent des positions de pouvoir, encore moins celui des rumeurs, qui s'accordent à placer la famille au cœur de la stratégie des premières dames. Il est vrai que très rares sont celles qui n'ont pas leur mot à dire sur les nominations et les décisions prises par leur époux, quand elles ne jouent pas les médiatrices et les intermédiaires de l'ombre, particulièrement en période électorale – leurs ONG caritatives se transformant alors en pôles de mobilisation féminine. De Marième Sall à Dominique Ouattara, de Chantal Biya à Antoinette Sassou Nguesso, de Hinda Déby Itno à Denise Tshisekedi, de Jeannette Kagame à Ichraf Saïed, la plupart de ces femmes ne sont pas que des dames patronnesses ou des visiteuses du soir, elles sont aussi des partenaires dont l'expertise en matière d'utilisation des ressorts locaux ou communautaires du pouvoir est précieuse pour l'entreprise politico-familiale de leur mari. « Ma femme est un homme politique », disait Jacques Chirac de son épouse Bernadette. Nul doute que nos femmes puissantes d'aujourd'hui préféreraient souscrire à cette autre petite phrase, signée de l'une de leurs aînées, Margaret Thatcher: « Si vous voulez des discours, demandez à un homme; si vous voulez des actes, demandez à une femme. » **DA**

WFC

WOMEN WORKING FOR CHANGE

**24 novembre
2020**

**1^{re} édition digitale
du WFC Summit**

Rejoignez plus de 300 femmes
leaders pour travailler ensemble
sur les défis d'aujourd'hui.

Plus d'informations :

wearewfc.com

Organizer



Co-Host



Diamond



Platinum



Gold



Tribune

À l'assaut
des perchoirs**Nayé Anna Bathily**

*Diplômée de la Kennedy School (MPA) de l'université Harvard,
experte senior en affaires internationales et responsable des affaires externes
de la région Afrique centrale et Afrique de l'Ouest de la Banque mondiale*

Les femmes sont de plus en plus nombreuses à présider des Assemblées et des Parlements en Afrique. Si cette tendance est à nuancer, elle indique un changement irréversible dont le reste du monde peut s'inspirer: sans complexe, les femmes passent désormais par la députation pour se faire entendre.

Jamais, depuis les décolonisations, les pays africains n'avaient connu autant de femmes à la tête de leur pouvoir législatif. Au début de cette année 2020, elles étaient 16 à occuper le perchoir de l'une des 75 entités législatives du continent selon l'Union interparlementaire, en RD Congo, au Gabon, en Gambie, en Guinée équatoriale, en Eswatini (ex-Swaziland), en Éthiopie, au Liberia, au Lesotho, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, en Ouganda, au Rwanda, en Afrique du Sud, au Togo et au Zimbabwe. Une proportion similaire à celle des 17 femmes qui occupent ce poste dans l'une des 70 Chambres du continent européen, bien au-delà des 2 seules présidentes d'Assemblées dans le monde arabe (à Bahreïn et aux Émirats arabes unis) et des 8 autres en fonction dans les pays asiatiques.

Ces femmes sont le produit d'un changement des mentalités: elles sont de plus en plus nombreuses à oser se présenter, malgré les difficultés à lever des fonds et le climat parfois sexiste de certaines campagnes. Les électeurs leur font enfin confiance pour les élire: selon une enquête de l'Afrobaromètre, 66 % des citoyens africains interrogés approuvent aujourd'hui l'idée que les femmes soient des dirigeantes politiques. Enfin, les députés aussi, une fois passées les législatives, semblent prêts à élire à leur tour une femme pour les diriger au cours de la législature à venir.

Mais ces présidentes sont davantage qu'un symptôme: au perchoir, elles pèsent sur la vie politique de leur pays. Dans plusieurs cas, comme au Togo ou au Gabon, cette position fait d'elles le dauphin constitutionnel du chef de l'État amené à lui succéder par intérim en cas de décès de ce dernier. En tant que *speakers*, les présidentes de Parlement définissent aussi l'ordre du jour et modèrent les débats, un rôle essentiel dans le processus d'élaboration des lois.

Exemplaire Rwanda

Surtout, la présence de femmes à ces responsabilités a un impact sur la qualité des textes votés. Une étude menée auprès de 800 femmes parlementaires en Afrique subsaharienne a révélé qu'elles avaient tendance à défendre les droits des femmes bien plus que les citoyennes elles-mêmes, les plaçant à l'avant-garde du changement.

LA PRÉSENCE DE FEMMES DANS LES ASSEMBLÉES ET A FORTIORI À LEUR TÊTE A UN IMPACT SUR LA QUALITÉ DES TEXTES VOTÉS.

Au sommet du classement mondial de la représentativité des femmes, avec 61 % de députées à l'Assemblée nationale, le Rwanda a fait passer, ces dernières décennies, des textes clés permettant l'égalité des droits fonciers entre les sexes ou encore la transmission à parts égales de l'héritage entre hommes et femmes. Troisième pays d'Afrique où les femmes sont les plus nombreuses au Parlement (41,8 %), le Sénégal a pour sa part fait passer une loi historique en décembre dernier criminalisant le viol et la pédophilie.

Si le continent est l'écrin de ces innovations, c'est en bonne partie grâce à des dispositifs novateurs, que l'on retrouve principalement en Afrique australe et en Afrique orientale, qui concentrent la plupart des présidentes de Parlement du continent. Dans les années 1990, un certain nombre de Parlements de ces régions ont fait passer des lois réservant entre 20 % et 30 % des sièges parlementaires aux femmes, soit dans des circonscriptions réservées aux candidats de sexe féminin, soit en accordant aux partis politiques un nombre de sièges proportionnel à leur score, à attribuer obligatoirement à des femmes. Treize Parlements africains ont mis en place de tels mécanismes, un système qu'on ne retrouve que dans un seul pays en Amérique latine ou en Europe.

Le Sénégal et le Kenya ont également innové, chacun de leur côté, en imposant aux partis politiques d'alterner candidats et candidates sur leurs listes aux élections législatives dans le cas du premier, et en imposant un plafond de deux tiers de membres du même sexe au sein d'une même institution dans le cas du second. En Namibie, le parti au pouvoir, Swapo, imité par plusieurs mouvements d'opposition, a de son côté instauré un « *zebra system* » imposant un colistier du sexe opposé à tout candidat à des élections. Une bonne partie de ces mesures s'étendent même au-delà des seuls Parlements et s'appliquent aux gouvernements, municipalités et autres institutions. Elles ont fonctionné : dès 2015, le continent africain dépassait la moyenne mondiale d'élues dans les hémicycles, avec 22,3 %, soit plus du double des 9,8 % atteints vingt ans plus tôt.

Mais les chiffres particulièrement élevés dans certains pays ne doivent pas faire oublier les disparités que l'on retrouve dans d'autres régions. Les Parlements ouest-africains sont dans leur écrasante majorité présidés par des hommes, et affichent parfois des scores très bas de représentation des femmes : le Nigeria ne compte que 3 % de députées dans sa chambre basse, elles ne sont que 7 % au Bénin voisin et 9,5 % au Mali. Mais, là aussi, la tendance est à la hausse : les femmes sont désormais 17 % à l'Assemblée du Niger, quand elles n'étaient que 3,6 % en 2000. Sur la même période, le Togo est passé de 5 % à 16,5 %. Même sans quotas, les femmes progressent.

Et pour les soutenir d'une autre manière, la Cedeao a adopté un plan d'action quinquennal (2017-2022) qui prévoit des programmes de renforcement des capacités au moment des élections. Ceux-ci visent à offrir aux candidates un encadrement dans le domaine du leadership, de l'engagement politique et des techniques de communication en plus de subventions spéciales leur garantissant un accès égal aux financements de campagne.

La présidence féminine des Assemblées ne doit cependant pas être l'arbre cachant la forêt de défis qui attend « l'autre

moitié de l'humanité ». Si elles accèdent au perchoir, les femmes doivent redoubler d'efforts pour obtenir la présidence, tout aussi stratégique, des commissions parlementaires. Or les élues ont encore tendance à être reléguées à des commissions perçues comme étant de second plan, comme celles liées aux affaires sociales, à la famille et à l'éducation, par rapport à des commissions considérées comme régaliennes, prestigieuses et influentes, telles que les finances et la défense. Les nomina-

DÈS 2015, LE CONTINENT DÉPASSAIT LA MOYENNE MONDIALE D'ÉLUES DANS LES HÉMICYCLES, AVEC 22,3 %, SOIT PLUS DU DOUBLE DES 9,8 % ATTEINTS VINGT ANS PLUS TÔT.

tions sont toujours l'apanage des partis politiques et des groupes parlementaires, qui n'ont pas systématiquement de politiques pour l'égalité des genres. Une femme *speaker* d'Assemblée ne garantit pas nécessairement un Parlement féministe.

Un poids lié à celui des Parlements

Enfin, le poids réel qu'auront ces femmes en politique est intrinsèquement lié à celui des Parlements dans les débats publics africains. Le pouvoir législatif demeure dans l'ombre des exécutifs, dont les prérogatives se sont accrues dans un certain nombre de pays dans la foulée de révisions constitutionnelles contestées ou contestables. Malgré certaines exceptions notables – l'Afrique du Sud a nommé son premier gouverneur totalement paritaire en mai 2019 –, ces exécutifs restent pour beaucoup dominés par les hommes, principalement dans les ministères régaliens. En attendant que le nombre croissant de femmes parlementaires serve de vivier aux gouvernements lors des remaniements ministériels, des actions concrètes peuvent d'ores et déjà avoir lieu.

C'est ici que les Parlements et les femmes qui les composent ont leur rôle à jouer : dans toute démocratie, le pouvoir législatif a pour mission fondamentale de contrôler l'action du gouvernement. Aux élues d'auditionner les ministres et de leur demander des comptes sur leur action pour l'égalité des sexes. Aux élues de proposer des lois – encore souvent soumises par l'exécutif dans la plupart des pays africains – améliorant leur représentativité et leurs conditions de vie dans toutes les sphères de la société. Aux femmes, enfin, de s'unir entre elles mais aussi avec tous les hommes de bonne volonté pour qu'elles soient de plus en plus nombreuses à se présenter aux élections suivantes. Les sociétés en sortiront grandies. Car comme le dit le proverbe éthiopien : « Quand une femme règne, les cours d'eau montent. » **DA**

Fatou Bensouda

Procureure générale de la Cour pénale internationale (CPI)

« Rien ne nous arrêtera »

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIÈME SOUMARÉ
ET ANNE KAPPÈS-GRANGÉ

Une décennie ou presque à le pourchasser. Ce 17 octobre, Fatou Bensouda ne se trouve pas à plus de quelques kilomètres d'Omar el-Béchir. La procureure générale de la Cour pénale internationale (CPI) a fait le déplacement jusqu'à Khartoum pour rencontrer les nouvelles autorités soudanaises et évoquer le cas de l'ancien président, renversé en avril 2019. Détenu dans la prison de Kober, el-Béchir est recherché pour génocide et crimes contre l'humanité. Pendant près de dix ans, il a voyagé à travers le monde, au nez et à la barbe de la CPI. Pourrait-il être enfin transféré à La Haye ?

Nul doute que l'ancienne ministre gambienne de la Justice y travaille d'arrache-pied. Le transfert d'el-Béchir serait une victoire, aussi bien pour elle que pour cette Cour à la légitimité contestée dont elle est le visage depuis juin 2012. Montrée du doigt pour ses dossiers d'accusation jugés trop fragiles (dans les cas Gbagbo et Bemba notamment), soumise à une pression politique extrême, Fatou Bensouda, 59 ans, ne se laisse pas démonter. Une à une, elle écarte les critiques et jure que rien ne la fera dévier. En septembre dernier, les États-Unis ont annoncé des sanctions à son encontre pour protester contre la possible ouverture d'une enquête sur des crimes commis en Afghanistan - crimes dont l'armée américaine pourrait avoir à répondre. Peu importe, insiste Bensouda : seuls comptent le droit et la justice.

En juin, elle quittera ses fonctions, convaincue d'avoir permis de dissiper - en partie du moins - le malentendu qui planait entre la Cour et les

Africains. Être une femme, africaine de surcroît, n'aura pas toujours été facile, mais l'exposition va avec la fonction, elle le sait. Discrète et inébranlable, elle s'assume en "femme puissante". Entretien avec une procureure qui ne prétend pas inspirer de la "peur", mais qui aura jusqu'au bout refusé de se laisser intimider.

Jeune Afrique : Dans huit mois, vous allez quitter vos fonctions. Avec le recul, être une femme a-t-il compliqué votre tâche en tant que procureure et, d'une manière plus générale, dans votre carrière ?

Fatou Bensouda : Je suis très heureuse d'être une femme, n'en doutez pas un instant, et je suis très heureuse d'avoir eu l'opportunité d'occuper ce poste. Pour le reste, il est vrai qu'en Afrique les gens ont tendance à vous voir d'abord comme une femme, plutôt que de voir ce que vous êtes capable de faire. Cela ne va pas changer du jour au lendemain, mais cela ne va pas non plus nous arrêter. Nous, les femmes, devons occuper la place qui est la nôtre. Rien ne nous sera servi sur un plateau d'argent, et nous devons travailler dur. C'est pour cela que les femmes doivent se soutenir mutuellement. Pour moi, qui ai une position d'influence, cette notion est essentielle. On parle beaucoup du plafond de verre, mais je dis

toujours que ce plafond est fait pour être brisé. On peut même dire qu'il n'y a pas de plafond si épais qu'il ne puisse être brisé. Rien ne nous arrêtera.

Comment expliquez-vous que si peu de femmes occupent des positions de pouvoir en Afrique ? Il n'y a quasiment pas de femme présidente ou à la tête de grandes organisations.

Dès notre plus jeune âge, on nous apprend que nous ne sommes pas supposées faire de grandes études, que nous ne sommes pas censées évoluer au-delà d'un certain point. Les choses changent doucement. Certaines familles donnent à leurs filles l'opportunité d'aller plus loin, mais nos sociétés ont pour habitude d'indiquer aux femmes où se situe leur place et de leur interdire d'en sortir. Ce sont des schémas que nous devons déconstruire pour qu'une femme ne manque plus une opportunité faute d'éducation et pour qu'une femme expérimentée et qualifiée ne se sente plus discriminée. Les obstacles sont nombreux, mais je ne doute pas que nous pourrions les franchir. Beaucoup de femmes peuvent servir d'exemple, pas seulement moi.

Vous avez été élue en décembre 2011, et votre mission consistait en partie à améliorer les relations entre la Cour et certains pays africains, qui lui reprochaient un « biais anti-africain ». Les tensions se sont-elles apaisées ?

Je veux insister sur le fait que la Cour ne se concentre pas sur l'Afrique, nous nous intéressons aux situations en Géorgie et au Bangladesh, par exemple. Par ailleurs, la chambre d'appel de la CPI nous a autorisés à enquêter en Afghanistan, et si les juges reconnaissent notre compétence territoriale, nous pourrions être amenés à ouvrir une enquête sur les territoires palestiniens. Cela pourrait concerner Israël. Des investigations préliminaires sont également en cours aux Philippines, au Venezuela et en Colombie. Notre travail nous mène partout où notre juridiction nous le permet. Donc oui, je pense que les perceptions ont évolué. La Cour →



NOS SOCIÉTÉS ONT POUR HABITUDE D'INDIQUER AUX FEMMES OÙ SE SITUE LEUR PLACE ET DE LEUR INTERDIRE D'EN SORTIR.



WIEBE KESTRA POUR JA

Au siège de la CPI, à La Haye,
le 20 juillet 2018.

→ a su montrer que son mandat n'a jamais été de viser le continent mais de répondre aux demandes que l'on nous adresse.

La confiance est-elle totalement restaurée?

Il y a en tout cas plus de confiance qu'auparavant. La preuve, c'est que les pays africains sollicitent la CPI et continuent de coopérer avec notre bureau. Le Burundi s'est retiré en octobre 2017, c'est vrai, mais pas la Gambie, qui est revenue sur sa décision après l'arrivée au pouvoir d'Adama Barrow [en janvier 2017]. Nos relations avec l'Afrique du Sud, qui étaient difficiles, se sont améliorées, même si beaucoup reste à faire, tout comme elles se sont améliorées avec le Soudan depuis la chute d'El-Béchir [en avril 2019]. Donc la situation n'est peut-être pas parfaite, mais nous continuons à travailler ensemble. J'ajoute que l'Afrique demeure le groupe régional le plus important parmi les États parties. Et nous rappelons à ces États qui sont parfois dans le doute que cette institution est la leur : ce sont eux qui ont signé et ratifié le statut de Rome.

Durant votre mandat, vous avez été très exposée et très critiquée. Quel conseil donneriez-vous à votre successeur, dont le nom sera connu d'ici à la fin de l'année?

De ne jamais oublier que, en tant que procureur, nous avons une énorme responsabilité envers les victimes de crimes terribles. Elles attendent beaucoup de nous. Quelle que soit la personne qui me remplacera, je lui conseillerais aussi d'être extrêmement prudente, parce qu'à ce poste, quoi que vous fassiez, on vous reprochera de le faire pour des raisons politiques. Évidemment, ça n'est pas le cas : le procureur agit en conformité avec la loi, avec le statut de Rome et avec ce que nous disent les preuves. Mais il est primordial de se tenir à l'écart de toute considération politique et de n'être guidé que par le droit. La crédibilité de la Cour en dépend, et c'est la ligne de conduite que je me suis appliquée à suivre pendant toutes ces années.

Vous êtes restée en fonction pendant presque une décennie. Quels sont vos plus grands succès?

Beaucoup de choses ont été faites au cours de mon mandat, même s'il est difficile de les énumérer toutes. Mais je suis fière d'avoir dès le départ eu à cœur de défendre les droits des femmes et des enfants, et d'avoir fait de la poursuite des crimes sexuels et des crimes basés sur le genre une priorité. Nous avons également essayé d'améliorer notre efficacité, et c'est ce qui nous a permis de remporter certains succès, notamment face à Ahmad Al Faqi Al Mahdi Al Mahdi [qui, en 2016, a été reconnu coupable de crimes de guerre commis au Mali] ou Bosco Ntaganda [condamné en 2019 à trente ans de prison pour des crimes de guerre et des crimes contre



NOUS AVONS LE POUVOIR DE DÉCOURAGER CEUX QUI SONT EN POSITION DE COMMETTRE DES CRIMES.

l'humanité commis dans l'est de la RD Congo]. La manière dont nous conduisons nos enquêtes a changé, nous nous sommes adaptés et avons appris de nos erreurs passées. Tout cela, mon bureau peut en être fier.

Diriez-vous que la CPI fait aujourd'hui peur à certains et que c'est une victoire?

Je n'irais pas jusqu'à dire qu'ils ont peur, mais ils savent désormais que la Cour existe et que, si notre juridiction nous le permet, nous enquêterons sur leurs méfaits et que nous ne nous arrêterons pas. D'une certaine manière, nous avons le pouvoir de décourager ceux qui sont en position de commettre des crimes.

Les cas les plus médiatiques, Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé en Côte d'Ivoire, Jean-Pierre Bemba

en RD Congo ou William Ruto au Kenya, se sont soldés par des échecs. Comprenez-vous que l'on vous reproche la fragilité de vos dossiers d'accusation?

C'est une critique regrettable. Les gens ont tendance à oublier que nous sommes une cour de justice et que, avant de pouvoir présenter nos dossiers aux juges de la CPI, nous devons surmonter de nombreux obstacles : l'absence de coopération de certains États, la subordination de témoins, le manque de moyens... Prenons le cas du Kenya : il est vrai que les juges ont décidé d'abandonner les charges portées contre [le vice-président] William Ruto et [le présentateur de radio] Joshua Sang. Mais savez-vous que la cour a, tout au long de la procédure, subi des attaques inédites et a été la cible d'une propagande hostile ? Le cas a été politisé. Plus grave encore : des témoins clés, qui étaient censés apporter des preuves devant les juges, ont été menacés et intimidés. Ils se sont désistés les uns après les autres, si bien qu'à la fin nous n'avons pas eu d'autre choix que d'abandonner les charges.

La situation était très différente en ce qui concerne Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé...

Bien sûr. Nous sommes convaincus que, dans cette affaire, les juges ont commis des erreurs de droit et de procédure qui ont conduit à l'acquiescement des accusés. C'est pour cela que nous avons interjeté l'appel en septembre 2019. Nous verrons bien quelle sera la décision des magistrats en deuxième instance.

Gbagbo avait été transféré à La Haye en 2011, Blé Goudé en 2014. Leur procès s'est ouvert en 2016, et l'acquittement a été prononcé trois ans plus tard... Où est la justice quand une procédure est aussi longue?

La justice prend du temps, c'est un fait. Ce n'est peut-être pas juste, ni pour les victimes ni pour les accusés, mais c'est comme ça : les roues de la justice tournent lentement. Cela étant, cela ne veut pas dire que



Une délégation de la CPI sortant du palais présidentiel ivoirien, le 28 juin 2011.

nous restons assis à nous tourner les pouces. Prenez l'exemple du TPIR [le Tribunal pénal international pour le Rwanda] : en mai dernier, il a finalement réussi à faire arrêter Félicien Kabuga, un homme recherché depuis plus de vingt ans, et son procès va bientôt débiter [il est soupçonné d'être le financier du génocide des Tutsi au Rwanda]. Il s'est aussi écoulé dix-huit ans avant que Ratko Mladic et Radovan Karadzic [l'ancien chef militaire des Serbes de Bosnie et son alter ego politique] comparaissent devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour le massacre de Srebrenica. Oui, il est fréquent que les cas les plus emblématiques et les plus graves prennent du temps. Ainsi fonctionne le système. Pourrait-il être amélioré ? Peut-être, mais c'est celui qui existe aujourd'hui.

La CPI a moins de 20 ans. N'était-elle finalement pas trop jeune pour s'attaquer à de telles personnalités ?

La Cour a justement été établie pour s'assurer que des personnes qui n'ont pas à répondre de leurs actes dans

leur pays puissent être traduites en justice, fût-ce devant une juridiction internationale. Chef d'État ou chef de milice, haut placé ou en bas de la hiérarchie, personne n'est au-dessus ou au-dessous des lois. Donc non, la CPI n'était pas trop jeune ou trop peu mature pour poursuivre des chefs d'État ou des vice-présidents. Elle aura toujours à surmonter des obstacles, elle sera toujours confrontée à des défis, mais c'est justement dans ce but qu'elle a été mise en place.

Laurent Gbagbo devait-il être autorisé à rentrer en Côte d'Ivoire avant l'élection présidentielle ?

Je n'ai pas d'avis sur le sujet. Bien sûr, il est malheureux que le temps judiciaire ait coïncidé avec un processus politique. Mais nous devons nous concentrer sur l'aspect juridique. Ce que fait la Côte d'Ivoire ne nous concerne pas, et nos actions ne peuvent être le résultat de considérations politiques.

Souhaitez-vous toujours que Simone Gbagbo, son ex-femme, soit transférée devant la CPI ?

Elle fait toujours l'objet d'un mandat d'arrêt. C'est un sujet que nous abordons régulièrement avec les autorités ivoiriennes, qui ont le devoir et la responsabilité de la remettre à la Cour pour que son procès puisse se tenir. Les crimes pour lesquels elle a été jugée en Côte d'Ivoire [attentat contre la sûreté de l'État] ne sont pas les mêmes que les charges retenues par la CPI [crimes contre l'humanité]. Nous continuons donc de demander qu'elle soit jugée pour ces crimes en Côte d'Ivoire ou remise à la Cour.

Au début de septembre, dénonçant l'enquête pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité ouverte en Afghanistan, Washington a adopté des sanctions dures contre vous et un membre de votre équipe, Phakiso Mochoko. Vous figurez sur la liste noire des États-Unis, vos éventuels avoirs sont gelés... Ce ne sont pas des mesures habituellement prises contre des terroristes, des trafiquants ou des États voyous ?

C'est une honte de voir de telles mesures adoptées contre la procureure

de la CPI et l'un de ses collaborateurs ! Nous ne faisons que notre travail. Ces sanctions sont normalement destinées à punir les personnes qui se rendent coupables de violations des droits humains, pas à cibler ceux qui prennent des risques personnels pour défendre les victimes. Quelle ironie ! Imposer des sanctions à une cour de justice, c'est tenter d'interférer sur la justice, mais cette administration ne cherche qu'à satisfaire ses propres intérêts. Tout cela est politique et n'a rien à voir avec le droit.

Nous espérons que les États-Unis, qui ont une longue histoire de contribution à la justice internationale, reverront leur position concernant la CPI. Nous sommes une institution soutenue par 123 États, représentant toutes les régions du monde et chargée de combattre l'impunité pour les crimes les plus graves. Attaquer la CPI, c'est s'attaquer aux États parties, qui ont créé la Cour, et c'est s'attaquer aux victimes dont nous sommes souvent le dernier recours.

Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, a aussi accusé la Cour d'être « illégitime » et « corrompue »...

C'est regrettable. Rien ne justifie l'emploi de ces termes. Ce ne sont



**CE QUE NOUS FAISONS
NE PEUT PAS CHANGER
CE QUI S'EST PASSÉ,
MAIS JE CROIS QUE
CELA PEUT CHANGER
L'HISTOIRE.**

que des menaces et des manœuvres d'intimidation.

Êtes-vous intimidée ?

Ni moi ni mon équipe, loin de là ! Nous ne pouvons pas dire « parce que c'est un État puissant, la CPI ne peut pas travailler ». Peu importent les menaces et les tentatives d'intimidation. Ils ne peuvent pas nous arrêter.

Vous revenez de Centrafrique, où vous avez rencontré le président Touadéra. Jugez-vous satisfaisante la coopération entre votre bureau et les autorités centrafricaines ?

J'étais à Bangui pour évoquer l'affaire sur laquelle nous enquêtons actuellement. Deux personnes ont déjà été arrêtées dans le cadre de

l'enquête : Alfred Yekatom et Patrice-Edouard Ngaïssona, deux anciens chefs de milice anti-balaka poursuivis pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité dont le procès doit débiter en février 2021. J'ai toujours été très claire : les deux parties au conflit font l'objet d'enquêtes, les Séléka comme les anti-Balaka. Je voulais m'assurer que ce message était bien passé auprès des autorités centrafricaines, pour que nous coopérons plus efficacement.

D'autres chefs de guerre pourraient-ils être poursuivis ?

Il est trop tôt pour donner des noms, nous verrons où les preuves nous mèneront. Mais nous continuons à enquêter.

Que ferez-vous après juin 2021 ? Prévoyez-vous un retour en Gambie, où vous avez servi comme ministre de la Justice ?

Je sais que mon pays m'accueillera toujours, mais je ne pense pas à la suite : je suis concentrée sur mon mandat et veux m'assurer que tout ce que j'ai à faire sera fait. Ce n'est pas parce que je suis sur le point de partir que je prends mes responsabilités moins au sérieux.

Vous n'avez jamais pensé faire un "troisième mandat" ?

[Rires.] Et changer le statut de Rome ? Jamais ! La CPI continuera d'être critiquée, défendue et respectée. C'était le cas avant moi, ce sera encore le cas après moi, et, malgré les défis, rien ne nous dissuadera de continuer à travailler. Nous le ferons là où nous le pouvons et là où nous le devons, dans le respect strict de la loi, pour les victimes de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'agression. Les plus vulnérables et ceux dont les droits ont été bafoués doivent être protégés et bénéficier de la justice. Nous avons le pouvoir de rendre leur voix aux victimes, de faire en sorte que leur histoire soit entendue. Ce que nous faisons ne peut pas changer ce qui s'est passé, mais je crois que cela peut changer l'Histoire. **JA**



Avec le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra, à Bangui, le 29 septembre.

Comment Nialé Kaba a sauvé la présidence Adesina



La ministre ivoirienne du Plan et du Développement, dans son bureau.

rôle déterminant, en multipliant les échanges avec les gouverneurs sans jamais se départir de son calme. Ses admirateurs soulignent sa « capacité d'écoute » et son talent pour « mettre tout le monde d'accord ». Ses détracteurs la qualifient de « grande politicienne », la soupçonnant parfois de « jouer les ingénues » pour mieux manœuvrer. Une chose est sûre, elle parvient au consensus.

Quand, au plus fort de la tempête, certains, dont les Américains, ont réclamé une enquête contre Adesina sur les faits dénoncés par les lanceurs d'alerte, Nialé Kaba a avancé la proposition d'une « revue indépendante », un pis-aller habile qui ne peut qu'être accepté par tous. Même réussite sur la composition de la « revue » puis, à l'issue des assemblées générales, sur la création d'un comité ad hoc pour réviser les règles d'éthique. Ce qui lui vaut, lors de la cérémonie de clôture, d'être surnommée par Amadou Hott, le ministre sénégalais de l'Économie, « la force tranquille ».

« Une grande satisfaction »

« Il a fallu faire face et maintenir la stabilité de la banque », commente-t-elle pour *Jeune Afrique*. Première femme à avoir occupé le portefeuille de l'Économie et des Finances entre 2012 et 2016, Nialé Kaba parle d'une « grande satisfaction » au sujet de la réélection d'Adesina et met aussi en avant l'accord obtenu, fin 2019, sur l'augmentation historique du capital de la BAD. Après cette période « mouvementée », elle a aujourd'hui repris sa simple casquette de gouverneurs pour la Côte d'Ivoire au sein de la banque. Et si elle n'a pas souhaité intégrer le comité ad hoc sur l'éthique, elle assure qu'elle continuera à participer à l'ensemble des travaux de l'institution. En attendant, comme le résume un membre européen de la BAD, « Adesina lui doit beaucoup ». **JA**

Cette fine négociatrice a largement contribué à la réélection d'Akinwumi Adesina à la tête de la Banque africaine de développement, mettant fin à une crise de gouvernance.

ESTELLE MAUSSION

Il suffit parfois d'une mission réussie pour gagner en envergure. C'est ce qui s'est passé pour Nialé Kaba avec la réélection triomphale (100 % des voix) du patron de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, à la fin d'août. Présidente du bureau du conseil des gouverneurs de l'institution, la ministre ivoirienne du Plan et du Développement depuis 2016 a été la cheville ouvrière de cette reconduction sans appel, malgré les accusations de mauvaise gouvernance portées par des lanceurs d'alerte contre Adesina. Ce tour de force a donné à la quinquagenaire, économiste statisticienne de formation et membre du gouvernement ivoirien depuis 2012, une exposition continentale et confirmé son habileté politique.

Quand elle prend la tête du bureau du conseil des gouverneurs à l'issue

des assemblées générales de juin 2019, la mission de Nialé Kaba – faire réélire un Adesina seul candidat à sa succession – semble facile. Mais le Covid-19 et les accusations contre le patron de la banque remettent tout en cause. Alors que le secrétariat général doit organiser pour la première fois de l'histoire de la BAD des assemblées générales en ligne, la ministre ivoirienne, dont le pays est hôte de l'événement, est en première ligne sur le dossier ultrasensible de la gouvernance. Pour déminer le terrain, celle qui a commencé sa carrière politique à la primature au début des années 1990 bénéficie d'appuis : outre l'entourage d'Adesina, le président ivoirien Alassane Ouattara et son administration affichent leur soutien total à l'ancien ministre nigérian de l'agriculture.

D'après plusieurs membres de la BAD, africains comme étrangers, Nialé Kaba, originaire de Bouko, a joué un

Une volonté affichée de féminisation

OLIVIER CASLIN

De Louise Mushikiwabo, la Rwandaise à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) depuis deux ans, à la Namibienne Bience Gawanas, nommée en 2018 conseillère spéciale du secrétaire général de l'ONU sur l'Afrique, sans oublier la Sénégalaise Fatma Samoura, actuelle secrétaire générale de la Fédération internationale de football (Fifa), et peut-être la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, toujours dans la course pour la direction générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – que semblait mener un temps la Kényane Amina Mohamed –, les Africaines occupent des positions toujours plus importantes au sein des différentes organisations internationales,

qu'elles soient gouvernementales ou non gouvernementales. Il faut dire que le continent part de loin en la matière. « Il existe aujourd'hui une vraie volonté de faire progresser les femmes dans ces organisations, observe Aïssatou Dosso, chargée des questions de genre à la Banque africaine de développement (BAD). C'est aussi une question de crédibilité et de cohérence, car, pendant longtemps, ces organisations martelaient aux Africains qu'il fallait davantage de parité, mais les équipes qu'elles envoyaient sur le terrain étaient essentiellement composées d'hommes blancs. »

L'ONU prêche, ces derniers temps, par l'exemple et n'hésite plus à confier ses multiples agences à des ressortissantes du continent. Rien que sur les

douze derniers mois, l'Égyptienne Ghada Fathi Waly a pris les rênes de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), la Marocaine Najat Maalla M'jid a été nommée représentante spéciale chargée des violences contre les enfants, et la Nigériane Damilola Ogunbiyi est devenue coprésidente d'ONU Énergie. Dans le même temps, le secrétariat général a envoyé la Burkinabè Rosine Sori-Coulibaly en Guinée-Bissau prendre la direction du bureau intégré pour la consolidation de la paix dans ce pays, l'Algérienne Leïla Zerrougui celle de la Monusco en RD Congo, pendant que la Rwandaise Mbaranga Gasarabwe le représente depuis 2015 au Mali auprès de la Minusma. La tendance ne devrait que se confirmer à l'avenir, à mesure que le continent investit dans l'éducation de ses filles et que certains pays influents dans les grands cénacles font pression en leur faveur. « Certains pays donateurs, comme la France et le Canada, affichent une politique clairement féministe », constate encore Aïssatou Dosso. Dont les Africaines pourraient être les premières bénéficiaires. **JA**



MONICA SCHIPPER/GETTY IMAGES

Phumzile Mlambo-Ngcuka

Directrice exécutive d'ONU Femmes

La carrière internationale de Phumzile Mlambo-Ngcuka a démarré en 2013, avec sa nomination à la tête de l'agence onusienne pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, connue sous l'appellation ONU Femmes, lancée trois ans plus tôt. Avant cela, la Sud-Africaine, aujourd'hui âgée de 64 ans, avait surtout accumulé les responsabilités dans son pays. En 1994, l'ex-enseignante démarre sa carrière politique en devenant députée sous les couleurs de l'ANC lors des premières élections multiraciales. Elle entre dans le gouvernement Mandela deux ans plus tard, en tant que vice-ministre du Commerce et de l'Industrie. En 1999, Thabo Mbeki lui confie le portefeuille ô combien stratégique des Mines et de l'Énergie, avant de lui demander de succéder, en 2005, à Jacob Zuma au poste de vice-président de la République d'Afrique du Sud. Trois ans plus tard, elle démissionne de cette fonction, attribuée pour la première fois à une femme. En 2013, elle s'envole pour New York prendre la succession de l'ancienne présidente chilienne Michelle Bachelet. Quatre ans plus tard, Mlambo-Ngcuka est réélue pour un second mandat à la tête d'ONU Femmes. **JA**



ISSAM ZEILY POUR JA

Vera Songwe

Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)

À 51 ans, Vera Songwe a passé près de la moitié de sa vie au sein des grandes institutions financières internationales. Avant d'être la première femme nommée à la tête de la CEA, en août 2017, la Camerounaise, née à Nairobi, a d'abord passé dix-neuf années au sein de la Banque mondiale, qu'elle a intégrée en 1998 en tant qu'économiste principale aux Philippines. Elle rentre à Washington en 2007 pour devenir la conseillère de la directrice générale de la Banque, la Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, aux côtés de laquelle elle reste quatre ans. Elle quitte celle qui, au fil des années, deviendra son mentor, et prend la direction des opérations pour le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau et la Mauritanie. En 2016, elle dirige depuis Dakar le bureau Afrique de l'Ouest et Afrique centrale, qui gère 23 pays, pour le compte de la Société financière internationale (SFI), la filiale de la Banque mondiale chargée du secteur privé. C'est là que vient la chercher António Guterres, quelques mois seulement après sa propre nomination au secrétariat général des Nations unies, pour succéder au Bissau-Guinéen Carlos Lopes. Cette diplômée de grandes universités européennes et américaines occupe également l'un des postes de secrétaire général adjoint de l'ONU. [UA](#)

Winnie Byanyima

Directrice exécutive de l'Onusida

Depuis novembre 2019, Winnie Byanyima dirige l'Onusida. C'est la première femme nommée à la tête de cette organisation, créée en 1995. Également secrétaire générale adjointe des Nations unies, cette diplômée en génie mécanique est, à 61 ans, une habituée des grandes instances internationales. D'abord de l'Union africaine (UA), où, de 2004 à 2006, l'Ougandaise est à la tête de la direction Femmes, Genre et Développement, avant d'entrer au bureau des politiques de développement du Pnud. Elle y reste jusqu'en 2013, année où elle devient directrice exécutive d'Oxfam International. À ce titre, elle coprécide, deux ans plus tard,

UN PHOTO/IA VOISARD



le Forum économique mondial de Davos. L'ancienne compagne de lutte de Yoweri Museveni, au sein de la National Resistance Army (NRA), avait précédemment été nommée ambassadrice de son pays en France puis élue députée, avant de prendre ses distances avec le président ougandais. À peine nommée à l'Onusida, Winnie Byanyima s'est engagée à remettre de l'ordre dans l'organisation, épinglée pour sa mauvaise gestion, et a dans sa ligne de mire l'objectif fixé par l'ONU de voir éradiquer le sida d'ici à 2030. [IA](#)

Antoinette Sayeh

Directrice générale adjointe du Fonds monétaire international (FMI)

Nommée numéro deux du FMI le 16 mars 2020, la Libérienne connaît bien la maison pour avoir passé huit années à la tête du département Afrique de l'institution financière, entre 2008 et 2016. Cette économiste de formation avait déjà travaillé pendant dix-sept ans pour la Banque mondiale en tant que directrice des opérations pour le Bénin, le Niger et le Togo, avant de rentrer au Liberia pour occuper les fonctions de ministre des Finances, de 2006 à 2008, sous la présidence d'Ellen Johnson Sirleaf. À 62 ans, Antoinette

Sayeh devient la première Africaine à occuper l'un des quatre postes d'adjoint à la direction générale du FMI, avec la perspective de retrouver des dossiers qu'elle a déjà eu à gérer par le passé. Gardienne d'une certaine orthodoxie financière, elle n'avait pas hésité à suspendre l'aide accordée par le Fonds au Mozambique après le scandale de la dette cachée par Maputo. Elle avait également tancé les pays de la zone Cemac pour leur mauvaise gestion des finances publiques au lendemain de la crise pétrolière de 2014.

Avant de retourner au FMI, Antoinette Sayeh a également été nommée, en 2016, membre émérite du Center for Global Development (CGD), qui lutte contre la pauvreté dans le monde. [IA](#)

WORLD BANK/IMONE D. MCCOURTIE



Entreprises: compétentes et mieux reconnues

OLIVIER MARBOT

Si les femmes occupant des postes importants à la tête de grandes entreprises du continent – ou de filiales locales de groupes internationaux – ne font plus vraiment figure d'exceptions, la parité est loin d'être acquise, et les hommes restent très majoritaires au sein des conseils d'administration ou autres *boards*. Comme en politique, la situation varie souvent d'un pays ou d'une région à l'autre. Ainsi, si l'on recense les femmes propriétaires de grandes entreprises, c'est en Ouganda, au Ghana, au Malawi, au Nigeria ou en Afrique du Sud qu'elles sont le mieux représentées. La Tunisie et l'Algérie arrivent immédiatement derrière.

Le fait qu'une femme occupe un poste important dans une société semble toutefois poser de moins en moins question même si, comme l'illustrent les personnalités dont nous proposons ici le portrait, il existe diffé-

rentes façons d'y accéder. Ainsi nombre de filles, de sœurs, d'épouses ou de veuves héritent de hautes fonctions dans des groupes familiaux tandis que, dans les grandes multinationales, on n'hésite plus à recruter des femmes, dont la « compétitivité » est reconnue. C'est particulièrement vrai dans le secteur des nouvelles technologies, où les patrons africains sont de plus en plus souvent... des patronnes. **JA**

**LES GRANDES
MULTINATIONALES
N'HÉSITENT PLUS
À RECRUTER DES
FEMMES, DONT LA
« COMPÉTITIVITÉ »
EST MANIFESTE.**

LES DYNASTIES

LEÏLA BOUAMATOU

Mauritanie

En 2008, Mohamed Ould Bouamatou, fondateur de la Générale de banque de Mauritanie (GBM), demande à sa fille de rejoindre l'entreprise. La jeune femme travaille alors à la BCME, à Londres, après un premier poste chez Deloitte en Tunisie. Plus jeune, Leïla rêvait d'étudier l'architecture, mais son père l'a orientée vers la finance. Elle dit ne rien regretter mais a souhaité entrer chez GBM en bas de l'échelle pour ne pas être vue comme « la fille du patron ». Aujourd'hui directrice générale, elle conseille aux femmes africaines de « se détacher des perceptions, des coutumes, des normes qui leur confèrent un rôle subalterne ».



BRUNO LÉVY POUR JA

KATE KANYI-TOMETI FOTSO

Cameroun

Fondatrice et dirigeante de Telcar Cocoa, premier exportateur de cacao du Cameroun, la veuve d'André Fotso formait avec son mari le couple qu'on avait coutume de présenter comme le plus puissant du pays. Actionnaire et administratrice d'autres grands groupes, elle est aujourd'hui la femme la plus riche du Cameroun et a reçu en 2019 le trophée Sufawe, décerné par Attijariwafa Bank et SCB Cameroun, en tant que meilleure entrepreneure du continent.



HEIDINGER JEAN-MARIE

JANINE KACOU DIAGOU

Côte d'Ivoire

Chez NSIA, première compagnie d'assurances d'Afrique francophone, on travaille en famille. Jean Kacou Diagou (JKD), le patriarche et fondateur du groupe, en 1995, a nommé plusieurs de ses enfants à la tête des principales activités du groupe, mais c'est Janine, directrice générale du pôle banque-finance, qui est en première ligne. Depuis 2019, elle gère aussi les anciennes filiales locales de la nigériane Diamond Bank absorbées par NSIA.

KENZA SEFRIOUI Maroc

Fondé par le milliardaire Anas Sefrioui, le groupe marocain Addoha chapeaute plusieurs entités spécialisées dans l'immobilier et la construction et rayonne, au-delà de ses frontières, sur une partie de l'Afrique de l'Ouest. Si son fils Malik tient les rênes de la branche ciment (Cimat) et si son neveu, Saad, dirige le pôle administratif du groupe, c'est à sa fille Kenza, 35 ans, qu'a été confiée la direction générale du pôle « haut standing » d'Addoha. Diplômée de la George Washington University, la jeune femme passe aujourd'hui pour la « princesse » de l'empire familial.

ANTA BABACAR NGOM Sénégal

En janvier 2016, la fille de Babacar Ngom, alors âgée de 30 ans, a pris la direction du groupe familial Sedima. Créée en 1976, l'entreprise est active dans l'immobilier et la boulangerie, mais surtout dans l'aviculture. Présent au Mali et au Congo-Brazzaville, le groupe gère depuis 2018 la franchise KFC au Sénégal. Le personnel du premier restaurant ouvert dans le pays était 100 % féminin.

LES MENEUSES D'HOMMES

AÏDA DIARRA Mali

Longtemps patronne emblématique de Western Union en Afrique (elle était entrée dans le groupe en 1999), Aïda Diarra a entamé à la fin de 2018 une nouvelle aventure avec Visa, dont elle dirige toute la vaste zone Cemea (Europe centrale et orientale, Moyen-Orient et Afrique). Elle aime citer sa mère, diplomate nigérienne qui a travaillé pour les Nations unies, mais aussi sa grand-mère comme des modèles d'anticonformisme qui l'ont inspirée et encouragée à se hisser très haut.

BOLA ADESOLA Nigeria

Formée au Royaume-Uni comme nombre de ses compatriotes, Bola Adesola a derrière elle vingt-cinq années de carrière dans le secteur bancaire. En 2011, elle rejoint Standard Chartered pour en diriger la filiale nigériane. Elle occupe depuis 2019 le poste de vice-présidente senior du groupe et, parallèlement, siège au *board* de Wimbiz, une organisation nigériane qui œuvre en faveur de l'accession des femmes à des postes à responsabilités.



FRANÇOIS GRIVELET POUR JA

MARTINE COFFI-STUDER

Côte d'Ivoire

Fondatrice de l'agence de communication Océan Ogilvy, présente dans une vingtaine de pays du continent, Martine Coffi-Studer possède un carnet d'adresses bien fourni et des compétences reconnues qui lui ont assuré, en 2006 et 2007, le poste de ministre déléguée à la Communication. Elle a ensuite rejoint Bolloré Transport & Logistics, groupe dont elle préside le conseil d'administration.

ELISABETH MEDOU-BADANG Cameroun

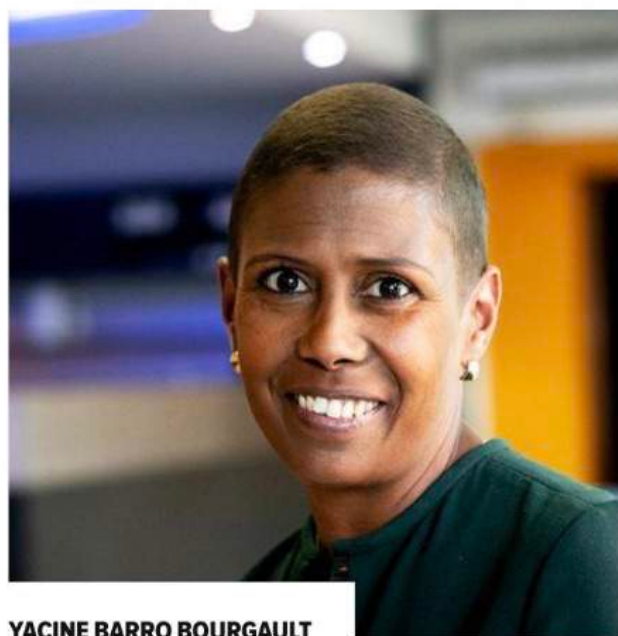
Fille d'un chirurgien exerçant à Paris, Elisabeth Medou-Badang a grandi en France et a attendu 1999 – elle avait alors 36 ans – pour prendre un billet d'avion pour le Cameroun. Pari risqué mais gagnant: cette spécialiste des télécoms y intègre Mobilis (qui devient Orange Cameroun en 2002), est nommée chez Orange Botswana en 2009 et accède en 2013 à la direction générale de la filiale camerounaise de l'opérateur. Elle est nommée directrice et porte-parole d'Orange pour toute la zone Afrique-Moyen-Orient en 2018.

DELPHINE TRAORÉ MAÏDOU

Burkina Faso

Entrée chez Allianz en 2005, cette professionnelle de l'assurance formée aux États-Unis est aussi passée par le Canada. Devenue en 2017 la première femme à diriger les opérations du groupe en Afrique, elle apparaît régulièrement dans les classements des leaders économiques du continent.

LES STARS DE LA TECH



YACINE BARRO BOURGAULT
Sénégal

Formée dans une école de commerce française, l'Insee, la patronne de Microsoft pour l'Afrique de l'Ouest a également étudié au Royaume-Uni et aux États-Unis avant de faire ses premières armes chez Cisco, Celtel et Africa24. Convaincue que les outils digitaux peuvent stimuler l'autonomie chez les femmes, elle considère aussi que le développement de l'entrepreneuriat en Afrique passe par l'accompagnement et la formation, et que cela transcende les questions de genre.

SYLVAIN CHERKAÏI POUR JEUNE AFRIQUE



BRUNO LEVY POUR JA

BELLA DISU
Nigeria

Star de la tech – elle est la vice-présidente exécutive de Globacom, deuxième opérateur mobile au Nigeria –, Bella Disu est aussi une héritière puisqu'elle est la fille du deuxième homme le plus riche d'Afrique, Mike Adenuga. En 2018, Emmanuel Macron l'a faite « chevalier de l'ordre des arts et des lettres » pour son action à la tête de l'Alliance française à Lagos.

ETHEL DELALI COFIE Ghana

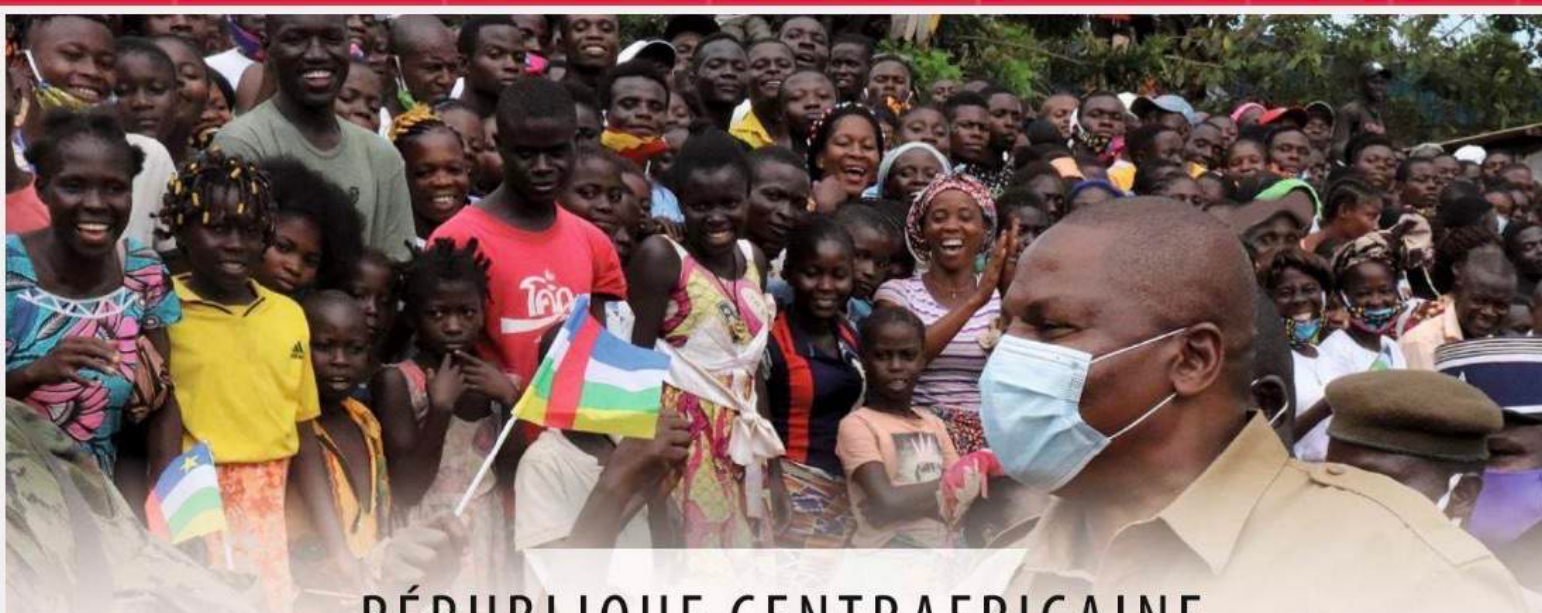
Fondatrice et dirigeante du cabinet de conseil ghanéen Edel Technology Consulting, cette jeune diplômée de l'Université de Brighton, au Royaume-Uni, et de la Yale School of Management, aux États-Unis, navigue entre Europe et Afrique de l'Ouest, avec une prédilection pour l'univers de la tech. Elle a d'ailleurs travaillé chez l'opérateur Vodafone. Créatrice de l'organisation Women in Tech Africa, son discours, mêlant la promotion des femmes et celle des nouvelles technologies, fait mouche dans les médias.

JULIET EHIMUAN Nigeria

Depuis 2011, Juliet Ehimuan dirige les activités de Google au Nigeria, après un début de carrière dans d'autres grands groupes comme Shell et Microsoft. Cette businesswoman, l'une des plus influentes d'Afrique de l'Ouest, a rejoint au début de 2020 le conseil d'administration de Nestlé. Elle considère les nouvelles technologies comme un outil majeur d'émancipation, rappelant qu'il suffit d'un smartphone pour qu'une jeune mère vivant dans un village rural du Nigeria ait accès aux mêmes informations qu'un PDG de la Silicon Valley.

NUNU NTSHINGILA-NJEKE Afrique du Sud

Lorsque Facebook a décidé d'ouvrir son premier bureau en Afrique, à Johannesburg, la communicante sud-africaine, jusqu'alors présidente de l'agence locale d'Ogilvy, a été choisie pour le diriger. Depuis, la directrice régionale Afrique est sur tous les fronts et accompagne le développement du réseau social sur le continent. En septembre, elle a annoncé l'ouverture d'un deuxième bureau sur le continent: à Lagos. [MA](#)



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Des élections pour pérenniser le retour à la stabilité

Depuis l'élection du président **Faustin-Archange Touadera** en mars 2016, la République centrafricaine (RCA) retrouve une stabilité qu'elle n'a plus connue depuis 2013 et le déclenchement d'une crise politico-militaire dans le pays. Le Plan national de relèvement et de consolidation de la paix établi dès 2017 trace la voie à suivre pour relancer l'économie nationale, en s'appuyant notamment sur ses points forts, telles que la sylviculture et l'industrie minière, et pour retrouver un équilibre des comptes nationaux. Ce plan a trouvé un soutien parmi des partenaires majeurs, bilatéraux et multilatéraux.

D'un point de vue politique, l'Accord de paix signé le 6 février 2019 avec les groupes armés a donné lieu à la formation d'un gouvernement inclusif. C'est un grand pas en faveur de la création des conditions indispensables au renforcement d'un État qui avait quasiment disparu. Le début du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration des miliciens au sein d'unités des forces publiques est encourageant. Pour pérenniser ces progrès, dans un environnement toujours marqué

par une situation sécuritaire et humanitaire difficile, l'organisation des élections législatives et présidentielle prévues le 27 décembre prochain est déterminante.



LE PRÉSIDENT FAUSTIN-ARCHANGE TOUADÉRA
ET HENRI-MARIE DONDRA, MINISTRE DES FINANCES (À DROITE),
LE 6 NOVEMBRE 2019, À BANGUI, LORS DU LANCEMENT
DES TRAVAUX DU FUTUR L'HÔTEL DES IMPÔTS.

LE PRÉSIDENT À LA RENCONTRE DE LA POPULATION.
(PHOTO DU HAUT)





RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

2016-2020 : quatre ans pour aller vers la paix

Le 30 mars 2016, date de la prise de fonction du Professeur Faustin-Archange Touadera en tant que président de la République centrafricaine, le pays faisait face à la présence massive de groupes armés sur tout le territoire. Il était en proie à des déplacements forcés des populations et à des violences en tout genre. Près de 80% du territoire échappait au contrôle de l'État selon

certaines estimations, ce qui signifiait dans ces zones de non droit l'absence d'autorités élues, d'agents publics, de justice, et des systèmes éducatif et sanitaire, structurellement défaillants, désormais inexistants.

Ni le Forum de Bangui de mai 2015, ni les gouvernements successifs de transition n'ont pu réduire la capacité de

nuisance des groupes armés. Pourtant, depuis l'élection présidentielle de 2016, l'État a repris une partie du contrôle de son territoire. L'accord de paix signé à Bangui le 6 février 2019 avec quatorze groupes armés a d'ores et déjà eu des répercussions positives sur le terrain, malgré les défis qui restent à relever.

Mieux formées et équipées, inclusives, les forces armées se redéployent

Au 30 mars 2016, le pays ne disposait d'aucun bataillon, d'aucune poudrière, ni d'infrastructures de formation et d'encadrement. Depuis, le gouvernement

SANTÉ, ÉDUCATION, ACCÈS À L'EAU : DES MESURES D'URGENCE SOCIALE

L'effritement des services de base (santé, éducation, accès à l'eau...) précède le conflit de 2013 en Centrafrique, ce qui explique les besoins importants dans ces secteurs. Cela n'a pas empêché les autorités de s'y attaquer de front. Dans le domaine de la santé publique, la volonté du président de la République de construire des infrastructures modernes s'est matérialisée par la construction d'un centre de pédiatrie, d'un centre de dialyse ou encore d'un centre d'imagerie médicale. La gratuité des soins a été instaurée pour les femmes enceintes et celles qui allaitent, pour les enfants de moins de cinq ans et pour les victimes des violences basées sur le genre. Pour atteindre cet objectif, tous les diplômés de la santé ont été mis à contribution et formellement intégrés. Un intérêt particulier a été accordé à l'éducation nationale, notamment

par l'intégration de plus de 300 enseignants dans la fonction publique. Cela a favorisé un retour massif des enfants à l'école et des résultats scolaires en nette progression.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, les différents investissements réalisés par le gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, ont permis à plus de 600 000 personnes, tant en milieu urbain que rural, d'accéder à l'eau potable et aux installations d'assainissement. Le taux de couverture en eau a été porté pour la première fois à plus de 36 %.



LE PRÉSIDENT FAUSTIN-ARCHANGE TOUADERA POSE LA PREMIÈRE PIERRE DE LA FUTURE UNIVERSITÉ CATHOLIQUE.

Grâce au Plan national de défense, des Forces armées centrafricaines républicaines, professionnelles et pluriethniques.

s'est doté pour la première fois d'un Plan national de défense, qui donne le cap de la mutation d'une armée de projection vers une armée de garnison, et d'une loi de programmation militaire (2019-2023). Dans ce cadre, des recrutements de plusieurs milliers de jeunes hommes et femmes ont été réalisés pour enfin constituer des Forces armées centrafricaines (FACA) républicaines, professionnelles et pluriethniques.



Formées par l'Union européenne mais aussi, depuis 2018, par des instructeurs russes dans le cadre d'un nouvel accord de coopération militaire avec Moscou, les FACA sont un peu mieux armées grâce à la levée partielle de l'embargo

(1550 recrues) et de gendarmes (1300 recrues) centrafricains. Au total, plus de 10 555 jeunes ont été intégrés dans la fonction publique et dans les forces de défense et de sécurité au cours de ce quinquennat.



MONTÉE EN PUISSANCE DES FORCES ARMÉES CENTRAFRICAINES (FACA).

onusien. De quoi permettre le début de son redéploiement, y compris dans les zones sous contrôle des milices. Toujours en nombre insuffisant dans l'arrière-pays, la présence des militaires peut néanmoins suffire à encourager les fonctionnaires à prendre leurs fonctions.

Les unités mixtes, symboles de réconciliation

La plupart des volontaires miliciens pour le désarmement demandent à être intégrés dans les FACA ou au sein des Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS). Ces dernières, point-clef de l'accord de paix de février 2019, englobent à la fois des militaires centrafricains et d'ex-membres des groupes armés. Le nombre de ces unités mixtes s'accroît, de même que le nombre de policiers

Vivre ensemble : retour des déplacés, justice et Commission vérité

Plusieurs autres actions ont été menées pour contribuer à ramener la paix entre Centrafricains. Plus de 5 000 ménages, soit environ 25 000 personnes, ont bénéficié de rapatriements facilités et

Le président de la République prône l'impunité zéro pour les criminels.

plus de 100 000 retours spontanés, en provenance du Cameroun, du Congo, de la RDC, du Mali, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso ou encore du Bénin ont été



Faire face au Covid en poursuivant le programme de développement

Le FMI a approuvé le 20 avril dernier un décaissement d'urgence d'un montant de 38 millions de dollars en faveur de la République centrafricaine. Celui-ci doit l'aider à répondre à ses besoins urgents en matière de balance des paiements et à soutenir ses efforts pour limiter les impacts sanitaires, économiques et sociaux du Covid 19, notamment liés à la fermeture des frontières avec ses voisins. Le tout, en continuant à répondre aux besoins sociaux, infrastructurels et sécuritaires considérables du pays.

enregistrés. Il ne reste aujourd'hui plus de site de déplacés internes à Bangui.

Mesure majeure, une Commission vérité, justice, réconciliation et réparation est en cours de création pour permettre à une justice transitionnelle d'être appliquée. Elle sera chargée de revenir sur les crimes commis dans le pays depuis 1959. Elle compléterait la Cour pénale spéciale créée en 2018 et dont les magistrats, nationaux et internationaux, sont compétents pour enquêter et juger les violations graves des droits humains commises depuis le 1^{er} janvier 2003. De leur côté, la reprise des sessions criminelles des juridictions ordinaires ont déjà abouti aux condamnations de plusieurs éléments des groupes armés. La politique de l'impunité zéro, prônée par le Président de la République, trouve là son expression.



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Des perspectives économiques favorables

L'économie centrafricaine a retrouvé le chemin de la croissance jusqu'au début de l'année 2020. Le taux du PIB, qui a baissé jusqu'à -36 % durant la crise, a atteint 4,3 % en 2018 et 5 % en 2019, grâce notamment à la reprise soutenue des activités agricoles, des extractions minières et du BTP. Avant le déclenchement de la pandémie de Covid, qui menace partiellement cette reprise, les perspectives économiques telles que perçues par le FMI étaient donc jugées « favorables », avec un taux de croissance du PIB réel projeté à 4,8 % en 2020, grâce à la relative accalmie sécuritaire.

Un second accord triennal avec le FMI

Pour rétablir ses comptes nationaux, et notamment atteindre un solde budgétaire excédentaire en 2019 (2,4 % du PIB contre 0,4 % en 2018), grâce à une meilleure maîtrise des dépenses publiques et à une hausse des recettes, la Centrafrique a pu compter sur le soutien du FMI et de la Banque Mondiale.

Le programme de politique économique et de réforme des autorités de la RCA, mis en œuvre dans le cadre d'un premier accord triennal au titre de la FEC entre 2016 et 2019, « a permis de rétablir la croissance économique, de réduire les déséquilibres budgétaire et extérieur et de renforcer l'administration publique », souligne le FMI. C'est pourquoi l'institution multilatérale a signé en décembre 2019 un second accord d'un montant de 115 millions de dollars.

Celui-ci vise à accroître les recettes et à consolider la gestion des finances publiques, de manière à permettre de répondre de façon viable aux besoins de financement du pays dans le domaine social, ainsi qu'en matière de sécurité

des politiques de développement. Il aidera le gouvernement à mettre en œuvre des réformes structurelles visant à renforcer l'inclusion sociale, la gestion budgétaire et à améliorer l'environnement des affaires.



CHAMP SOLAIRE DE SAKAI - ROUTE DE BIMBO.

La Centrafrique pourra compter sur l'IFC dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture et les services financiers.

et d'infrastructures. Ce nouveau programme doit permettre de catalyser des financements concessionnels extérieurs d'autres partenaires.

Avec la Banque Mondiale pour améliorer l'environnement des affaires et attirer des investisseurs privés

La Banque mondiale a discuté le 1^{er} septembre dernier d'un nouveau Cadre de partenariat avec la RCA pour la période 2021-2025. Un don de l'Association internationale de développement (IDA, Banque Mondiale) d'un montant de 50 millions de dollars a été approuvé pour financer une opération à l'appui

À plus long terme, la stratégie prévoit une allocation exceptionnelle pour le redressement de la RCA assortie d'un budget pouvant atteindre 355 millions de dollars sur trois ans, sous réserve que le pays poursuive son action sur la voie de la stabilisation et de la paix. Le Groupe de la Banque mondiale investira dans le capital humain, la connectivité, la gestion économique et la gouvernance, avec un accent sur l'autonomisation des femmes et le développement du numérique. Si elle réussit à améliorer son environnement des affaires, la Centrafrique pourra également compter sur l'IFC, l'institution de la Banque mondiale consacrée au secteur privé, dans des secteurs clés tels que l'énergie, l'agriculture et les services financiers.



Des infrastructures indispensables à la reprise

Parmi les axes majeurs de la politique de développement de la Centrafrique, figure la transformation structurelle de l'économie. Cela passe par l'intensification du programme de réhabilitation des infrastructures dans les secteurs des routes, de l'énergie ou encore des télécommunications, malgré des moyens limités. Dans ces domaines, des résultats sont déjà visibles grâce à la relative accalmie sécuritaire.

Énergie : cap sur le solaire

Dans le domaine de l'énergie, la Centrafrique a enfin réalisé l'extension de l'usine hydroélectrique de Boali 2 pour un montant de 23 milliards de FCFA. L'ENERCA (« Énergie Centrafricaine », l'entreprise publique de production, transport et distribution de l'électricité), bénéficie ainsi de 10 MW supplémentaires dans son réseau. Le projet de construction d'un champ solaire à Danzi, porté par la Banque Mondiale et la Chine, pour une puissance de 25 MW et un investissement d'environ 65 millions de dollars, est également lancé. Dix autres MW renforceront la capacité de l'ENERCA grâce à l'installation d'une centrale thermique pour l'éclairage de quatorze avenues de Bangui, alors que les travaux d'éclairage de ces avenues en

La puissance électrique installée en Centrafrique pourrait passer de 37,61 à 116 MW à l'horizon 2021.

lampadaires solaires photovoltaïques se poursuit, afin de lutter contre la petite délinquance. Les projets lancés ou en cours de lancement pourraient porter la puissance installée en Centrafrique de 37,61 MW à 116 MW à l'horizon 2021.

Routes : des voiries de Bangui jusqu'au réseau national

S'agissant des infrastructures routières, les autorités ont réhabilité une dizaine de kilomètres de voiries urbaines à Bangui. Lancé en mars 2020, le bitumage des tronçons Ngaragba-Kassaï et Kassaï-Boyrabe a été réalisé. Il a notamment pour finalité de moderniser le 7^e arrondissement et de rendre fluide la mobilité des forces armées logées dans le camp Kassaï pour la défense de la capitale. De son côté, l'axe Bouar-Baoro, sur la RN3, dont les travaux de bitumage ont été lancés le 24 mars 2018 par la société française Sogea-Satom, sera bientôt opérationnel. Dans les villes secondaires, 286 km de routes ont été rénovées par la méthode du Travail à Haute Intensité de Main-d'œuvre (THIMO), qui a permis de recruter de jeunes ouvriers.

Télécoms : lancement de la dorsale Bangui-Berberati

Le 4 octobre 2019 a été lancé à Berberati le grand projet de la dorsale à fibre optique Afrique Centrale. Les grands travaux d'infrastructures concernent 1 100 km de tranchées entre Bangui et Berberati. Ce projet permettra le désenclavement numérique des zones

rurales et contribuera à améliorer les recettes fiscales, tout en réduisant le coût des transactions économiques et sociales, ainsi que l'emploi de plus de 5 000 jeunes dans les villes traversées.



LE PRÉSIDENT ASSISTE À LA MISE EN ROUTE DE LA FIBRE OPTIQUE.

QUAND BANGUI ACCUEILLE L'INDUSTRIE INTERNATIONALE DES MINES

Bangui a organisé en février dernier le Salon international de l'Énergie, des Mines et des Carrières (Semica) pour la première fois de l'histoire de la Centrafrique. Plus de 2 000 participants, dont 300 étrangers, ont pris part à ce rendez-vous habituellement organisé au Burkina Faso. Preuve que, bien qu'ils soient sensibles à l'insécurité, au déficit d'infrastructures ou à la méconnaissance du sous-sol national, les investisseurs restent fortement intéressés par le potentiel inexploité du pays.



INTERNATIONAL

TURQUIE

Merhaba



ZOHBA BENSEMRA/REUTERS

50

Portrait

Nur Sagman, la « Madame Afrique » d'Erdogan

54

Interview

Selim Bora, patron du groupe Summa

56

Entreprises

Des colosses aux pieds agiles

Afrika*

*« Bonjour l'Afrique »

Depuis quinze ans, le continent est l'une des priorités d'Ankara. Diplomatie, business, *soft power*... Tous les moyens sont bons pour conquérir les esprits et les cœurs. Histoire d'une réussite qui ne doit rien au hasard.



Recep Tayyip Erdogan, le président turc, et Macky Sall, son homologue sénégalais, à Dakar, le 28 janvier.

JOSÉPHINE DEDET

Q

uand, en 2005, il foula pour la première fois le sol africain à l'occasion d'une tournée en Éthiopie, en Afrique du Sud, au Maroc et en Tunisie, Recep Tayyip Erdogan, qui

était alors Premier ministre, avait un double dessein : sortir son pays de sa relation quasi exclusive avec l'Occident pour le hisser au rang de puissance émergente et ouvrir au commerce turc des espaces jusque-là inexplorés. En 1998, il y avait bien eu une tentative lorsqu'un ministre des Affaires étrangères, le libéral Ismail Cem, avait élaboré un « pacte d'action pour l'Afrique ». Mais celui-ci n'avait pu être mis en œuvre en raison de la grave crise économique qui s'était abattue sur la Turquie.

L'arrivée au pouvoir de l'AKP (le parti d'Erdogan) et l'ascension d'une bourgeoisie anatolienne pieuse et dynamique en affaires ont changé le décor. Dans le sillage de Turkish Airlines – qui dessert aujourd'hui une cinquantaine de villes africaines – et des conglomérats géants, partis à l'assaut du continent, les PME turques n'ont pas hésité à prendre des risques.

Quinze ans plus tard, le succès est au rendez-vous. La Turquie est « partenaire stratégique » de l'UA et membre non régional de la BAD. Ses échanges commerciaux avec l'Afrique sont passés de 3 milliards de dollars au début des années 2000 à plus de 26 milliards en 2019. Les forums d'affaires se multiplient – le dernier s'est déroulé par visioconférence les 8 et 9 octobre. Les organisations patronales (Tüsiad, Müsiad) et le Deik (Conseil des relations économiques avec l'étranger) déploient une activité incessante. Ils sont appuyés par la Tika (l'agence turque de développement), qui possède 22 antennes sur le continent et finance de nombreux projets dans les secteurs du BTP, de l'agriculture ou de la santé. Elle rénove aussi des ouvrages de l'époque ottomane, tels que la mosquée Ketchaoua, à Alger. De quoi faire vibrer la corde de la nostalgie...

Savamment distillé, ce *soft power* a peu à peu conquis les esprits et les cœurs. Il ne se résume pas aux séries turques, qui font fureur au Maghreb. Construction d'hôpitaux – comme celui de Mogadiscio –, opérations

chirurgicales gratuites, don d'une flotte d'autobus à Conakry... La liste des gestes de générosité, qui émanent de l'État, des ONG ou des entreprises privées, est longue. S'y ajoute le travail des sept centres culturels Yunus Emre et de la fondation éducative Maarif, présente dans 31 pays d'Afrique. Au lendemain du putsch du 15 juillet 2016, celle-ci a pris en main plusieurs écoles d'excellence jadis implantées par la confrérie Gülen. Tous ces organismes travaillent en synergie.

Relation égalitaire et fraternelle

La mécanique est tout aussi bien rodée sur le plan politique. Comme la Russie et la Chine, la Turquie évite de jouer les donneurs de leçons, ce qui n'est pas pour déplaire à certains dirigeants africains. Dans le règlement des crises, comme celle du Mali, elle préconise le recours à des « solutions africaines » ou, à défaut,

onusiennes. Enfin, elle plaide pour une meilleure représentation du continent au sein des institutions internationales.

À l'égard des tiers, le discours est parfois moins lisse. Le président Erdogan se montre souvent prompt à fustiger le passé colonial de la France, l'indifférence du monde face aux maux qui frappent le continent ou les intérêts basement mercantiles de ses concurrents, auxquels il oppose sa philosophie : une relation qui se veut « gagnant-gagnant », égalitaire et fraternelle. Tout en défendant des intérêts politiques, cet homme indubitablement sensible au sort de l'Afrique fixe le cap, que suivent Mevlüt Çavusoglu, son ministre des Affaires étrangères, et des équipes qui ont acquis une réelle expertise africaine. Parmi leurs objectifs : l'organisation d'un troisième sommet Turquie-Afrique et l'ouverture d'une ambassade dans chaque pays du continent. Il y →

NUR SAGMAN, LA « MADAME AFRIQUE » D'ERDOGAN

Depuis février, c'est une femme, blonde, au sourire épanoui et à l'enthousiasme communicatif qui occupe le poste de directeur général du département Afrique subsaharienne au ministère turc des Affaires étrangères. Nur Sagman a un parcours atypique. Après des études au lycée français Charles-de-Gaulle d'Ankara, cette passionnée de photographie (elle a exposé ses œuvres au Maroc, en Ukraine et en Turquie) a animé pendant deux ans une émission pour enfants à la radiotélévision turque avant d'intégrer le ministère, en 1992. Elle a notamment été en fonction à Paris, au Maroc (2008-2010) et en Ukraine, puis ambassadrice en Guinée en 2015. « On était en pleine épidémie d'Ebola, mais je n'ai jamais eu peur, et j'ai aimé ce pays dès le premier jour », s'exclame-t-elle. Avec la population comme avec le président Alpha Condé, qui l'appelait « mon ambassadeur préféré », elle a tissé des liens privilégiés. Elle a ensuite été chargée d'affaires au Gabon, en 2019, en



À l'ambassade de Turquie à Libreville, en décembre 2019.

attendant la nomination d'un ambassadeur. « C'est en Afrique que je me sens le plus utile. Quand on a une approche sincère, les gens le sentent et y répondent de la même manière », confie-t-elle. Aujourd'hui, elle gère depuis Ankara les relations avec l'Afrique subsaharienne, en liaison avec Mevlüt Çavusoglu, le ministre des Affaires étrangères, qui l'accompagne dans ses

tournées et reçoit souvent, « comme en famille », les ambassadeurs du continent. Nur Sagman est d'autant plus déterminée à accomplir sa mission que l'offensive de la Turquie en Afrique est orchestrée depuis le sommet de l'État. « Notre président [Recep Tayyip Erdogan] est très impliqué, il veut approfondir le partenariat. Le potentiel est énorme », conclut-elle.
J.D.

**Aksa Energy**Rüzgarlıbahçe Mahallesi Özalp Çıkmazı
N° 10 3480, Kavacık, Beykoz, Istanbul, Turkey

Tél. : (+90) 216 681 00 00

Fax : (+90) 216 681 57 99

www.aksaenerji.com.tr

Répondre à la demande d'énergie avec un partenaire de classe mondiale

Parlez-nous d'Aksa Energy. Quelles sont vos principales opérations ?

Aksa Energy est un producteur d'électricité indépendant (IPP) basé en Turquie et coté en bourse, opérant dans 5 pays sur 2 continents. En tant qu'acteur mondialisé de l'Énergie avec des décennies d'expérience dans divers segments de l'industrie, nous proposons des solutions accélérées pour répondre à la demande urgente d'énergie partout dans le monde. Nous menons des activités de développement de projet, de conception, d'approvisionnement, d'ingénierie, de logistique, d'installation, de mise en service, de maintenance et d'exploitation de toutes les installations avec nos équipes internes compétentes. À ce jour, Aksa Energy a construit et exploité plus de 30 usines utilisant diverses sources d'énergie telles que le charbon, le mazout, le gaz naturel, l'éolien et l'hydroélectricité.

Comment avez-vous décidé d'entrer sur le marché africain ?

Abritant les économies les plus dynamiques et la population la plus jeune du monde, l'Afrique est un marché très prometteur pour le secteur de l'énergie avec un grand potentiel de croissance. Bien que le taux d'électrification reste faible, en particulier en Afrique subsaharienne, la demande est en forte croissance sur tout le continent et de nombreux pays ont besoin de solutions de production d'énergie durable. Pour répondre à cette importante demande d'énergie, nous avons décidé de développer des projets de centrales électriques dans les pays africains en utilisant notre expérience, notre inventaire et notre capacité de financement. Nous avons d'abord signé un accord d'achat d'électricité « Power

Purchase Agreement » (PPA) avec le gouvernement du Ghana en 2015 pour la construction et l'exploitation d'une centrale de 370 MW. Elle a été suivie par Madagascar (66 MW) et le Mali (40 MW), portant notre capacité totale installée en Afrique à 476 MW. De plus, nous avons réhabilité une centrale électrique de 24 MW appartenant à Jirama, la société nationale de services publics à Madagascar en 2018, et avons entrepris l'entretien et l'exploitation de cette centrale pendant 5 ans. Pour ces projets, nous avons utilisé l'équipement existant dans notre portefeuille pour minimiser les coûts d'investissement et terminer les phases de construction en seulement 6 à 9 mois.

Chez Aksa Energy, notre objectif est de répondre à la demande urgente d'énergie en Afrique et de contribuer au développement socio-économique du continent à travers la production d'électricité, le transfert de savoir-faire et les opportunités d'emploi dans nos centrales.

Quelle est votre stratégie d'investissement dans le monde ? L'Afrique est-elle impliquée dans vos futurs plans d'investissement ?

En tant qu'IPP proposant des solutions de centrales électriques rapides, nous nous concentrons principalement sur les pays ayant une demande urgente d'énergie. Adoptant la devise « Power Beyond Borders », nous recherchons activement de nouvelles opportunités d'investissement sur les marchés étrangers, de l'Afrique à l'Amérique latine et l'Asie. En mai, nous avons signé un PPA de 25 ans avec l'Ouzbékistan pour construire et exploiter une centrale « Alimentation au Gaz à Cycle Combiné »

**Serdar NIŞLI**Vice-président et Directeur
du Business Développement

de 240 MW à Tachkent. La phase de construction débutera après l'attribution des terres et devrait être achevée dans 12 mois seulement. Appartenant au plus grand holding énergétique de Turquie, qui est actif non seulement dans la production d'énergie mais également dans le transport, la distribution et le négoce d'électricité et de gaz naturel, nous proposons des solutions complètes allant du carburant à l'électricité aux utilisateurs finaux en Afrique en utilisant des sources de carburant telles que le gaz naturel et le mazout lourd. L'Afrique est une région clé pour la politique étrangère turque et reste un marché de croissance essentiel pour Aksa Energy. Nous pensons qu'Aksa Energy a également joué un rôle central dans la promotion de la Turquie à travers le continent, en contribuant à la politique d'ouverture de la Turquie à l'Afrique pour renforcer le partenariat Turquie-Afrique. Nous prévoyons de renforcer notre présence avec de nouveaux investissements à haut rendement en ligne avec notre stratégie de croissance durable. À cette fin, nous avons des négociations en cours au niveau gouvernemental avec plusieurs pays, dont le Cameroun et la République du Congo.

→ en a aujourd'hui 42 (contre 12 en 2003), et bientôt 44 avec le Togo et la Guinée-Bissau.

Au fil du temps, le président Erdogan a noué des relations personnelles avec plusieurs dirigeants, comme Alpha Condé, Macky Sall ou Mahamadou Issoufou. Ses affinités avec Faye al-Sarraj ont favorisé la signature d'un accord sur la délimitation de la frontière maritime turco-libyenne en Méditerranée orientale. Sa bonne entente avec le président Farmajo et le fait qu'il a été le premier chef d'État étranger à se rendre dans une Somalie déchirée par la guerre a permis à Ankara d'ouvrir à Mogadiscio une base militaire, où 200 soldats turcs forment l'armée nationale. Autre point d'appui

stratégique dans la corne de l'Afrique: en 2017, Erdogan a obtenu du Soudanais Omar el-Béchir que, en vertu d'un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans, la Turquie réhabilite l'île de Suakin, afin que ce lieu de passage des pèlerins vers La Mecque retrouve une vocation touristique.

En dépit de quelques difficultés (mésentente avec l'Égypte du maréchal Sissi, tiraillements portant sur le déséquilibre des échanges avec le Maroc ou la Tunisie, imbroglio libyen), la Turquie continue d'avancer ses pions en suivant la stratégie qui lui a jusqu'à présent réussi: entregent, empathie parfois mâtinée de solidarité musulmane, dynamisme entrepreneurial et volontarisme. **JA**

QUESTIONS À

Nail Olpak

Président de Deik (Conseil des relations économiques extérieures)

« Notre secteur privé est bien implanté sur le continent »



GURCAN OZTURK/DEIK

Fondé en 1985, le Conseil des relations économiques extérieures (Deik) a pour mission de soutenir les échanges commerciaux et l'investissement privé entre la Turquie et le reste du monde, ainsi que d'accompagner les entreprises turques à l'export. Cette plateforme d'affaires, qui regroupe plus d'une centaine de sociétés parmi les plus importantes du pays, est chargée des relations internationales du secteur privé turc. L'organisation s'appuie sur ses 146 conseils d'affaires, géographiques ou sectoriels, disséminés sur les différents continents. Dont une quarantaine en Afrique, cœur de cible de la politique de développement de Deik, comme de celles de ses principaux membres. Rencontre avec celui qui en est

le président depuis 2017, Nail Olpak, au lendemain du Forum économique et commercial Turquie-Afrique (Tabef) qui s'est tenu en ligne les 8 et 9 octobre.

Quelle est la stratégie de Deik vis-à-vis de l'Afrique?

Le continent est devenu un partenaire économique et commercial important de la Turquie. Depuis la mise en œuvre de notre politique d'« ouverture vers l'Afrique », en 2003, notre secteur privé est bien implanté sur le continent. Il bénéficie sur place de l'appui des Conseils d'affaires de Deik, qui s'emploient à renforcer les relations entre la Turquie et l'Afrique, en entretenant des contacts rapprochés avec les missions diplomatiques et commerciales, les organisations financières régionales ou internationales, ainsi qu'avec

les communautés économiques. Deik organise aussi de nombreux salons, forums et conférences à l'intention de nos hommes d'affaires. Il élabore des projets communs en matière commerciale ou sectorielle, dans le cadre des accords de coopération que la Turquie a signés avec l'Afrique: en 2021, nos pays prioritaires seront le Maroc, le Kenya, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud.

Comment le secteur privé turc perçoit-il le marché africain?

Il y voit la possibilité de diversifier ses activités, sur un marché qui continue de présenter de bonnes perspectives, malgré les effets de la pandémie de Covid. Il voit également l'Afrique comme une voie d'accès plus facile aux marchés européens et

américains. Nos entreprises investissent, créent de l'emploi, développent leurs activités sur le continent dans des secteurs toujours plus nombreux: le textile et le BTP, bien sûr, mais aussi l'agriculture, l'énergie, et, plus récemment, la santé et le tourisme.

Quel bilan tirez-vous de la dernière édition du Tabef?

Depuis sa première édition, en 2016, le Forum occupe une place incontournable dans notre agenda avec l'Afrique. C'est le seul événement où est évoquée l'évolution de nos relations économiques. L'édition 2020 a confirmé l'importance de ce rendez-vous, et nous sommes déjà convenus d'organiser le prochain Forum en avril 2021.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
OLIVIER CASLIN**

LE SUPPORT « ACTIF » POUR LE COMMERCE AFRICAIN



ÉQUIPE AFRIQUE DU DÉPARTEMENT BANCAIRE INTERNATIONAL

De gauche à droite : Pinar DANACI, Assistante Spécialiste, Lal BENER, Assistante Spécialiste, Sesil ERTUR, Assistante Spécialiste, Serdar SÜMER, CEO, Gulcin DEDE, Spécialiste, Pinar ERTUGRUL, Manager Régionale, Muzaffer Suat UTKU, Vice-Président Exécutif, Hatice UZUN, Spécialiste, Nazli TURKOGLU, Assistante Spécialiste, Naz ILGUN, Assistante Spécialiste.

AKTIF BANK EN CHIFFRES

	2019 YE (Mn TRY)	2020 2Q (Mn TRY)
Total Assets	17,586	18,31
Net profit	342	263
ROAA/ROAE	2,18 % / 19,72 %	2,9 % / 25,2 %
TRY/USD	5,94	6,84

- 10 Millions de clients ;
- 15 000 Acquisitions client par jour ;
- Long-term foreign currency credit rating BBB- (JCR).

Aktif Bank, la plus grande banque d'investissement privée de Turquie, avec 12 succursales à travers la Turquie, se concentre sur les services de Banque d'Entreprise, de Banque d'Investissement et de Banque Privée qui nécessitent principalement des communications en face à face. De plus, ayant une position dominante dans la Banque de Détail, Aktif Bank tire parti de ses collaborations efficaces, de ses modèles commerciaux innovants et de ses investissements dans les canaux numériques pour détenir 18% du marché de la clientèle de la Banque de Détail en Turquie avec 1 000 employés au total, y compris ses filiales.

Aktif Bank collabore et est en concurrence avec des sociétés fintech nationales et mondiales avec des produits proposés via des canaux physiques et numériques. L'orientation client est ancrée dans l'ADN de la Banque qui, avec ses filiales et ses partenaires commerciaux, fournit un service à 360 degrés à plus de 10 millions de clients dans plus de 10 secteurs d'activité, répondant à leurs besoins quotidiens dans divers domaines, notamment les prêts et les assurances, transports, services de cartes et systèmes de paiement.

“

Aktif Bank soutient le commerce dans 47 pays Africains et sert de banque intermédiaire dans les transactions du commerce extérieur Africain.

En 2019, Aktif Bank a remporté 17 nouvelles distinctions et le nombre total de récompenses internationales a atteint 174. Afin d'établir de nouvelles relations et d'améliorer nos partenariats déjà existants, nous avons effectué des visites sur place dans plus de 500 banques dans plus de 30 pays à travers l'Afrique entre 2017 et 2020.

Notre réseau de Banques Correspondantes compte plus de 1 000 banques dans le monde entier. Nous proposons une large gamme de services pour les transactions commerciales. (L/C, L/G, Cash Against Documents/Goods, Post-financement etc.). Aktif Bank a des limites de commerce

extérieur avec 642 banques dans le monde. Les réseaux de limites du commerce extérieur comprennent 237 banques en Afrique, 149 banques en Europe, 95 banques en Asie, 89 banques au Moyen-Orient, 15 banques dans les Amériques, 57 banques en Russie et dans la région de la CEI. Nous avons des liens RMA avec 300 banques dans 47 pays Africains.

Aktif Bank offre la gamme de services bancaires la plus rapide et la plus efficace aux exportateurs pour leurs opérations en Afrique, et propose des connections dans 47 pays. Actuellement, nous gérons 376 comptes de 145 banques Africaines. Aktif Bank est devenue la première et la seule banque en Turquie à avoir signé un accord avec AfreximBank et à garantir une limite de commerce extérieur d'environ 1 milliard USD pour les exportateurs Turcs dans 47 pays et 60 banques sur tout le continent Africain. En 2019, nous avons une stratégie Africaine à travers laquelle nous avons soutenu plus de 500 exportateurs en Turquie et notre volume total de commerce extérieur en Afrique entre 2019 et 2020 est de 1,2 milliard USD. Dans les pays Africains, Aktif Bank intervient dans les transactions du commerce extérieur, soutient les entreprises Africaines et Turques en Afrique et contribue au développement du volume du commerce extérieur entre l'Afrique et le Monde.

Pour vos investissements, nos services et produits de Trésorerie peuvent offrir des prix compétitifs pour vos différents investissements dans différentes devises (Produits Financiers Conventionnels et Islamiques). Avec un réseau de 1 100 banques correspondantes dans 143 pays, nous sommes prêts à traiter tous les types de transactions commerciales. Pour tous vos besoins bancaires internationaux, Aktif Bank est prête à fournir des services de boutique et des solutions sur mesure. Aktif Bank intervient dans les transactions commerciales des principaux exportateurs dans divers secteurs tels que l'agriculture, l'alimentation, la fabrication, les secteurs du fer et de l'acier, les produits intermédiaires en particulier en Afrique Subsaharienne.

Partenariat avec des noms de renommée mondiale tels que AfreximBank, la Banque Islamique de Développement, Mitsubishi Corporation et Secom dans divers domaines.

Contact

Esentepe Mah. Kore Sehıtlıerı Cad. - Aktif Bank Genel Mudurluk - N° 8/1 Sisli Istanbul TURQUIE

Tél. : +90 212 340 8274 - Email : internationalbanking3@aktifbank.com.tr - www.aktifbank.com.tr

aktif bank

”

Nous travaillons à améliorer les relations commerciales entre la Turquie, l'Afrique et le Monde.

Selim Bora

Président du groupe Summa

« Nous allons partout où l'on nous invite »

PROPOS RECUEILLIS PAR JOSÉPHINE DEDET

En Afrique, qu'il sillonne inlassablement, tout le monde connaît Selim Bora, le patron du groupe Summa. À commencer par les chefs d'État, qui sollicitent son expertise. Diplômé des prestigieuses universités Alfred (États-Unis) et ODTÜ (Ankara), il est autant connaisseur des marchés russe ou balkanique que de ceux du continent.

Crâne rasé, sourire charmeur et volonté de fer, cet homme de 51 ans s'exprime rarement dans la presse : attaché au secret des affaires, il estime sans doute aussi que les réalisations du joyau que son père lui a légué et qu'il dirige avec ses deux frères parlent pour lui.

Actif dans le secteur de la construction, de l'énergie, des mines, de l'hôtellerie, de l'immobilier et de la santé, Summa emploie 3 500 personnes. Présent dans 14 pays, dont 8 en Afrique, le groupe s'est taillé une solide réputation en construisant des complexes sportifs, hôteliers ou ministériels, ainsi que des centres de conférences haut de gamme et les aéroports de Niamey et de Dakar.

Alors qu'il se concentre sur le marché africain, Selim Bora évoque pour JA sa vision et la stratégie de Summa.

Jeune Afrique : Quel a été le point de départ de l'aventure de Summa en Afrique ?

Selim Bora : Dès sa création, en 1989, notre groupe a signé des contrats à l'étranger : avec les ex-républiques soviétiques et les pays d'Europe centrale, puis en Libye, et de là en Afrique subsaharienne et au Venezuela. Nous allons partout où nous sommes invités.

Comment les présidents africains vous ont-ils contacté ?

Voyant les ouvrages que nous avons réalisés en Libye, de nombreux chefs d'État en ont parlé à leurs pairs. Puis, le protocole de la présidence équatorienne nous a contactés. C'est ainsi que tout a commencé. Depuis 2010, nous avons réalisé dix-huit projets en Afrique, notamment en Guinée équatoriale, au Sénégal, au Niger, au Congo, au Rwanda et au Bénin.

De tous vos ouvrages, duquel êtes-vous le plus fier ?

Tous ont une importance égale à mes yeux. Le premier a été le Centre de conférences de Sipopo, que nous avons conçu et construit en Guinée équatoriale en l'espace de six mois. Je peux aussi citer le Centre de conférences Abdou-Diouf, à Dakar, le Centre international de conférence de Kintélé et le complexe hôtelier, au Congo-Brazzaville, le Kigali Convention Centre et son hôtel, au Rwanda, ou l'aéroport du Niger, que nous avons tous achevés dans des délais compris entre onze et quatorze mois.

Vous vous êtes lancé dans l'exploitation aurifère au Niger. Allez-vous développer cette activité ?

Nous en sommes à nos débuts. C'est pourquoi nous sommes ouverts à des partenariats, y compris internationaux. Et cela vaut

pour tous les secteurs où nous sommes présents : production d'électricité, transports, infrastructures... L'addition des compétences est une force.

Quels sont vos atouts face à vos concurrents ?

Notre dévouement. Nous nous concentrons sur chacun de nos projets, et leur consacrons tout notre temps et toute notre énergie – raison pour laquelle nous veillons à ne pas en mener trop à la fois.

Autre atout : nous externalisons, essentiellement de Turquie, tous nos produits, services, équipements. Le secteur du BTP turc est très efficace, je le sais d'autant mieux que je suis vice-président de l'association des professionnels de ce secteur.

Ressentez-vous l'impact de la crise du Covid en Afrique ?

Les gouvernements africains seront confrontés à un problème : choisir « le bon projet » parmi tous ceux qui se présentent à eux. Ils en écarteront ou en différeront quelques-uns, et changeront leurs priorités, en privilégiant par exemple la construction d'hôpitaux ou les industries liées au secteur de la santé. Summa peut s'adapter à cette situation.

Vos activités en Libye ont été gelées en raison de la guerre. Allez-vous participer à la reconstruction de ce pays ?

CITÉS ADMINISTRATIVES, CENTRES DE CONFÉRENCES, AÉROPORTS... IL NE NOUS FAUT QUE SIX À QUATORZE MOIS POUR LES RÉALISER. LE TEMPS, C'EST DE L'ARGENT !



COLE BURSTON/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

Lors d'un forum économique à Toronto (Canada), en septembre 2019.

Les travaux que nous avons suspendus peuvent être repris sans problème, comme le complexe Burj Al Baher : dès que le gouvernement libyen aura donné son feu vert, il sera très vite terminé.

Vous avez construit et vous gérez depuis trois ans l'aéroport Blaise-Diagne de Dakar, au sein du consortium LAS, qui comprend l'État sénégalais (34 % des parts) et le groupe turc Limak (33 % des parts, tout comme Summa). Quel bilan tirez-vous de cette expérience ?

Elle avait commencé avec le groupe saoudien BinLadin, qui a mis huit ans à réaliser 60 % du projet. Summa, qui lui a succédé avec Limak, n'a mis que huit mois pour tout terminer. Aujourd'hui, les Sénégalais sont très satisfaits de leur aéroport, d'autant qu'il était rentable avant la crise due au Covid-19.

Le Sénégal n'échappe pas à la crise mondiale du secteur de l'aviation. Pourtant, l'activité de Blaise-Diagne se redresse rapidement, grâce aux mesures que nous avons prises : tests, recensement des cas de Covid, mises en quarantaine... En outre, nous avons

reçu en 2020 une certification ACA de niveau 2, qui récompense nos efforts en matière de réduction des émissions de carbone.

Comment allez-vous faire face à la baisse de vos revenus, compte tenu de la diminution du trafic passager ?

En Afrique, le retour à la normale est plus rapide qu'ailleurs. Delta Air Lines, Emirates, Turkish Airlines, Air France, etc. ont repris leurs vols à Blaise-Diagne. Certes, avec des fréquences moindres, mais ils sont présents, c'est l'essentiel.

Où en est la Cité gouvernementale, à Brazzaville ?

De nombreux ministères sont éparpillés autour de la ville, dans des bâtiments qui ne sont pas adaptés. Notre projet consiste à les regrouper sur un seul site, afin que tout le monde puisse travailler dans de meilleures conditions. Cette cité administrative doit également inclure un centre de conférences, un hôtel, une zone commerciale. Le projet avancera dès que le gouvernement, qui doit revoir son financement, nous donnera son aval.

Il a été question, en 2019, que Summa construise un aéroport à Djerma, au Tchad. Où en est ce projet ?

Nous parlons avec les autorités tchadiennes, comme avec d'autres autorités africaines. L'aéroport de Niamey est en effet devenu un exemple pour tous les voisins du Niger. Tous ceux qui ont besoin d'un terminal ou d'un aéroport viennent nous voir, car nous avons réussi celui-ci en onze mois.

Recep Tayyip Erdogan, le président turc, voyage régulièrement en Afrique et amène de nombreux businessmen avec lui. Faites-vous partie de ces hommes d'affaires, ou préférez-vous y aller seul ?

Nous avons toujours été seuls, car nous sommes pionniers sur ces nouveaux marchés. D'ailleurs, grâce à la réussite de nos projets, toutes les entreprises qui nous emboîtent le pas débutent avec un a priori favorable, ce qui est important.

Autre particularité de Summa : chaque fois que nous travaillons dans un pays, nous y restons en investissant, comme au Niger, à hauteur de 200 millions d'euros.

Vous insistez sur votre efficacité en termes de délais...

Le timing est crucial, car, sur le continent africain, il y a une fâcheuse habitude : celle de concevoir des projets qui prennent trois ou quatre ans. Nous avons fait changer cette habitude, et voulons continuer à le faire... parce que le temps, c'est de l'argent ! Cela ne signifie pas que nous oublions la qualité. La nôtre est de classe mondiale et répond aux normes internationales.

Qu'appréciez-vous le plus, en Afrique ?

Son potentiel humain. Les Africains sont ouverts à toutes les innovations, et font toujours de leur mieux pour s'améliorer. Nous utilisons au maximum les ressources et les compétences locales : au minimum 50 %, mais en général jusqu'à 70 % ou 80 %. Nos sites sont comme des écoles, et je suis heureux de voir tous ces employés devenir de véritables professionnels après avoir travaillé avec nous. **JA**

Des colosses aux pieds agiles

Limak, MNG, Alapala, Makyol, Dekinsan, Albayrak, Yapi Merkezi... Ces grands groupes turcs ont ouvert la voie à une armada de PME, qui, dans leur sillage, n'hésitent pas à investir sur le continent. Portrait de trois de ces « pionniers »: Karpowership, Çalik et Tosyali.



Karpowership Le navire amiral

C'est l'une des compagnies turques à l'activité la plus originale: Karpowership, principale filiale du holding Karadeniz, fournit de l'électricité à 11 pays dans le monde, dont 8 en Afrique, depuis des navires-centrales ou des plateformes flottantes, alimentés au fuel lourd ou au gaz. Installées le long des côtes, ces installations sont ensuite connectées aux réseaux électriques terrestres des pays.

Pour Karpowership, l'aventure africaine a commencé quand plusieurs sociétés minières turques installées sur le continent lui ont demandé de construire des centrales thermiques pour mener à bien leur activité. L'entreprise a eu l'idée, ingénieuse, d'utiliser des navires et des barges pour gagner en rapidité et en efficacité.

Elle l'a d'abord mise en application en 2010 dans la ville méridionale côtière de Bassora, à la demande du gouvernement irakien.

Le Ghana a suivi, quatre ans plus tard. Aujourd'hui, la compagnie turque fournit 26 % de l'électricité de ce pays, mais aussi 10 % de celle du Mozambique, de la Guinée et du Soudan, 15 % de celle du Sénégal, 60 % de celle de la Gambie, 80 % de celle de la Sierra Leone et 100 % de celle de la Guinée-Bissau. La flotte (25 navires) est en pleine expansion: 20 unités sont en cours de construction à Yalova (Turquie), au bord de la mer de Marmara.

Petite-fille du fondateur du holding Karadeniz et membre (avec ses trois oncles) de son conseil d'administration, Zeynep Harezi, 32 ans, est chargée du développement et des ventes de Karpowership. Pour cette jeune femme très déterminée, aucun doute:

l'unique concurrent de sa compagnie est l'électricité produite depuis le continent par les centrales classiques. D'autres rivaux sur les flots? « Si l'on considère la différence en termes de technologie, d'efficacité et de coût, nous n'en avons pas », estime cette diplômée de la London School of Economics.

Pour l'entreprise et ses 10 000 employés (sous-traitants inclus), aucun pays, même enclavé, n'est inatteignable. « Nous pouvons utiliser les fleuves navigables ou bien passer par des pays tiers. Pour la Zambie, de 2016 à 2018, nous avons positionné un navire-centrale au Mozambique et acheminé l'électricité via le Zimbabwe », explique Zeynep Harezi.

JOSÉPHINE DEDET

Société Anonyme au Maroc :

Les comptes annuels face à la Covid-19, la loi 27-20

Le Maroc à l'instar de beaucoup de pays a fait face à la pandémie de la Covid-19, en édictant une série de mesures contraignantes telles celles instaurant l'état d'urgence sanitaire et des mesures de confinement, de restrictions de déplacement et d'interdiction pour endiguer la contagion et d'autres mesures d'assouplissement telle la loi n° 27-20.

Si les mesures contraignantes ont été adoptées en pleine période de préparation de clôture d'exercice et de présentation des bilans, la loi n°27-20, adoptée le 1^{er} Juin 2020 a vu le jour pour assouplir les dispositions légales relatives à l'approbation des comptes annuels.

Elle s'applique aux sociétés anonymes clôturant leur exercice le 31 Décembre 2019 comme suit :

Les sociétés n'ayant pas encore tenu de Conseil d'Administration (CA) à la date de publication de la loi 27-20 au BO seront autorisées à les tenir en utilisant les moyens de visioconférence pour :

- Arrêter les comptes ;
- Convoquer les Assemblées Générales (AG) d'Actionnaires, fixer leur ordre du jour, arrêter

les termes des résolutions à leur soumettre et ceux du rapport à leur présenter ;

- Convoquer l'Assemblée des Obligataires à l'initiative du ou des représentants de la masse des obligataires.

Pour les sociétés n'ayant pas les moyens de visioconférence :

- Le Directeur Général, le Président Directeur Général et le Président du CA selon le cas peuvent préparer des états de synthèse provisoires au titre de l'année 2019 pendant la période d'état d'urgence sanitaire et les communiquer au commissaire aux comptes pour la préparation de ses rapports à envoyer à l'AGO ;
- Les états de synthèses sont approuvés par le CA dans les 15 jours suivants la levée de l'état d'urgence ;
- Pour les AG, les S.A. peuvent tenir les AG par des moyens de



Esma PARMAC,
Country Managing
Partner, Expert-
comptable, Auditeur
Indépendant, Certifiée
en « Risk Management
Assurance »



Ersin NAZALI,
Managing
Partner, Avocat,
et Commissaire
aux Comptes

visioconférence ou tout moyen similaire même si les statuts ne le prévoient pas. Le vote se fera par le formulaire en vigueur.

La convocation à l'AG doit inclure en sus des exigences légales normales exposer les dispositions retenues pour assurer l'identification des participants et la consultation des documents soumis à l'AG.

Ces mesures édictées ne s'appliquent pas aux sociétés ayant un exercice à cheval, aux autres sociétés commerciales et aux sociétés civiles.

La loi 27-20 a assoupli le formalisme observé pour la préparation des comptes, pour leur certification par les CAC et leur approbation par les actionnaires.

Çalik De Dakar à Kolwezi

Créé en 1981, devenu holding en 1997, Çalik est présent dans les secteurs de l'énergie, des mines, du textile, du BTP, de la banque, des télécoms, du numérique, etc.

Active en Afrique, sa filiale Çalik Enerji construit un barrage hydraulique au Malawi. Seule entreprise à être restée en Libye malgré la guerre, elle y a achevé en 2017 la construction de la centrale à gaz d'Al-Khoms (puissance: 550 MW). Au Sénégal, elle a signé le 3 octobre avec West African Energy, l'Américain General Electric et la Senelec un accord portant sur la construction, au Cap-des-biches, près de Dakar, de l'une des plus grosses centrales électriques de la sous-région, d'une puissance de 300 MW.

Le projet, d'un montant de 350 millions d'euros, sera financé par des investisseurs privés sénégalais.

Les autres filiales ne sont pas en reste. Aktif Bank a un accord de correspondance avec 280 banques africaines. GAP Insaat a bâti l'immeuble des télécoms de Khartoum: un bâtiment « intelligent » de 27 000 m². Et Lidya Madencilik, en quête de cuivre, a obtenu trois licences d'exploration en RD Congo, dans la région de Kolwezi. Elle a également signé un protocole d'accord avec le ministère guinéen des Mines, qui l'autorise à prospecter dans une zone de 20 000 km², située non loin de la frontière avec le Liberia.

J.D.

Tosyali Algeria first

Tout a commencé en 1952 à Iskenderun, dans le sud de la Turquie, dans un atelier de 9 m² où Serif Tosyali fabriquait artisanalement des poêles et des tuyaux de chaudière. En misant sur de nouveaux procédés, ses trois fils ont, au fil des ans, bâti Tosyali Holding: 13 filiales, 7 000 produits (acier plat, ronds à béton, tubes en acier pour pipelines...), 10 000 employés, 25 complexes sidérurgiques sur trois continents.

Mais en Afrique, c'est en Algérie que Tosyali s'est fait un nom. La personnalité de son patron y est pour beaucoup. Figure de proue des hommes d'affaires turcs dans ce pays, Fuat Tosyali est un proche du président Erdogan. Du site de Bethioua, près d'Oran, qui emploie 4 000 personnes, sortent 3 millions de tonnes de produits sidérurgiques, destinés aux marchés du BTP, de l'électroménager ou de l'automobile.

Surtout, depuis trois ans, Tosyali Algérie se classe parmi les premiers exportateurs (hors hydrocarbures) du pays. Des ports d'Oran et de Mostaganem, ses ronds à béton et tubes en acier sont acheminés aux États-Unis, au Canada, en Belgique, en Grande-Bretagne, au Sénégal et en Angola – pays où il envisage d'exploiter 10 millions de tonnes de fer par an.

J.D.

NOUVELLE RÉFÉRENCE CLÉ EN MAIN POUR LES PIONNIERS DE LA MEUNERIE!

Pioneer Foods, en tant que l'un des plus grands groupes d'aliments et de boissons en Afrique du Sud, détient des marques bien-aimées comme Sasko, Weet-Bix, Liqui-Fruit, Ceres, Safari, Spekko et White Star en Afrique.

En tant qu'Alapala, nous sommes fiers de notre nouvelle référence d'installation de moulin à farine pour Pioneer Foods, qui a été livrée avec succès avec notre expertise, notre technologie et notre passion pour la meunerie depuis 1954.

PIONEERS IN SOUTH AFRICA 300 TPD/WHEAT FLOUR



reddot design award
november 2017



alapala.com





*Une bonne éducation
pour un bel avenir*

turkiyemaarif.org | [f](#) [t](#) [niger.cspmaarif](#) [niger.cspmaarif](#)

CSP MAARIF ECOLES DE L'AMITIE NIGERO – TURQUE

En Afrique, la Fondation Maarif de Turquie mène des activités éducatives avec 134 établissements scolaires et 17 internats à travers 22 pays tels que le Sénégal, la Gambie, la Mauritanie, le Mali, le Tchad, la Guinée Equatoriale, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Madagascar....

Un des membres de cette grande famille est le CSP MAARIF ECOLES DE L'AMITIE NIGERO – TURQUE à Niamey au Niger, qui mène des activités sur trois campus avec un internat et des installations sportives.

Le CSP MAARIF ECOLES DE L'AMITIE NIGERO – TURQUE propose un enseignement général de la maternelle au lycée et Franco – Arabe de la primaire au lycée.

Les études académiques et sociales sont mises en place en fonction des caractéristiques individuelles des élèves grâce au soutien des conseillers psychologues sans oublier le système périodique de suivi des élèves et d'information aux parents.

Un enseignement de qualité est dispensé avec un corps enseignant chevronné et dévoué à sa mission éducative. À cela s'ajoute un matériel didactique audio-visuel et interactif de haute technologie, une infrastructure éducative qui a notamment permis au CSP MAARIF de rapidement organiser le passage aux cours en ligne durant la pandémie de COVID-19.

Soucieux du développement des savoir-faire extra-scolaires et encourageant ses élèves à découvrir et développer leurs talents, le CSP MAARIF ECOLES DE L'AMITIE NIGERO – TURQUE met en place des ateliers tels que l'artisanat, la peinture, la chorale musicale, le théâtre, la littérature, des projets écosensibles, des concours sportifs ainsi que des voyages internationaux culturels et éducatifs.



FONDATION MAARIF DE TURQUIE

La Fondation Maarif de Turquie est la seule institution autorisée à mener des activités éducatives de la maternelle à l'université à l'étranger pour le compte de la République de Turquie.

Elle opère avec 335 écoles et 42 internats à travers 66 pays allant du continent Américain à l'Océanie en passant par l'Europe, l'Asie et l'Afrique.



www.turkiyemaarif.org



Cours en ligne au
CSP MAARIF

AFRIQUE SUBSAHARIENNE



Au palais présidentiel
de Kosyam.

68

Cameroun

Maurice Kamto,
deux ans de solitude

72

**Internationale
socialiste**

C'est la chute finale...

BURKINA FASO

Roch Marc Christian Kaboré

« La réconciliation prend
du temps, mais ce n'est
pas du temps perdu »

Le 22 novembre, le chef de l'État briguera un second mandat face à des adversaires mieux organisés qu'en 2015. La dégradation de la situation sécuritaire lui a laissé peu de répit, mais il défend son bilan pied à pied.

**PROPOS RECUEILLIS À OUAGADOUGOU PAR
MARWANE BEN YAHMED**



Ouaga, mi-octobre. Entre la menace terroriste qui pèse sur le Burkina depuis 2016 et la pandémie de Covid-19, l'heure est aux précautions tous azimuts. Fouilles,

portiques de détection, sécurité renforcée, prise de température, test PCR, masque, gel hydroalcoolique... La capitale naguère ouverte aux quatre vents, dynamique, vivante, parfois enfiévrée, n'est plus qu'un lointain souvenir.

Arrivé au pouvoir en décembre 2015, après une élection triomphale (plus de 53 % des voix dès le premier tour), Roch Marc Christian Kaboré, 63 ans, n'a guère eu de répit. Il a hérité d'un champ de ruines sur le plan économique et d'un pays où tout était à reconstruire, situation logique après une révolution et une transition chaotique. Il savait aussi qu'il devait gérer l'impatience et les attentes inouïes de ses compatriotes, ainsi que les inévitables règlements de comptes, les renvois d'ascenseurs inhérents à une élection ou la défiance naturelle d'investisseurs qui attendent de voir avant de mettre la main à la poche. Mais les circonstances qui se sont imposées à lui et à son gouvernement, quelques semaines seulement après son investiture, avec le premier attentat dans la capitale, auront rendu sa tâche bien plus complexe. La crise liée au coronavirus, sur le plan économique plus que sanitaire fort heureusement, constituant un obstacle de plus sur un chemin dont personne ne peut dire qu'il n'était pas semé d'embûches.

Kaboré a de la suite dans les idées et entend – le contraire aurait été étonnant – poursuivre son œuvre à la tête du Burkina. Candidat à un second mandat, face à des adversaires plus nombreux et mieux organisés qu'en

2015, il a accepté de répondre à nos questions. C'est peu dire qu'il n'apprécie guère l'exercice – les interviews qu'il a accordées en cinq ans se comptent sur les doigts d'une main. Au palais de Kosyam, en toute décontraction et sans exiger de pouvoir s'y préparer, il a tenu à défendre son bilan. Fidèle à lui-même, l'homme n'étant guère adepte des polémiques, des joutes oratoires ou des « punchlines » qui font le sel des médias se refuse à attaquer qui que ce soit. Entretien.

Jeune Afrique : Plus de sept mois après le début de la pandémie de Covid-19, alors que le Burkina a enregistré un peu plus de 2 200 cas et une soixantaine de décès, estimez-vous être parvenu à gérer cette crise ?

Roch Marc Christian Kaboré : Nous avons très rapidement anticipé les mesures nécessaires, et souvent drastiques, à prendre pour maîtriser la pandémie. Ce n'était pas simple car, en Afrique, le secteur informel est particulièrement important. Nous avons non seulement travaillé sur les mesures barrières mais aussi sur l'équipement des hôpitaux, sur nos capacités à réaliser des tests partout où cela était possible, etc. Alors que le Burkina a été touché parmi les premiers, en tout cas dans la sous-région, la situation est demeurée relativement stable, et j'estime que nous nous en sommes plutôt bien sortis.

Et sur le plan économique ?

Comme partout ailleurs, nous avons été contraints de revoir l'aspect budgétaire pour l'adapter au combat contre le Covid-19. Ce qui nous a fait ramener notre taux de croissance de 6,7 % – la moyenne ces dernières années – à 2 %. Nous avons mis en place un plan de riposte de l'ordre de 178 milliards de F CFA [plus de 271 millions d'euros] et un autre, destiné aux entreprises, de l'ordre de 100 milliards. Nous faisons au mieux, avec nos modestes moyens...



**LA DETTE DOIT ÊTRE PUREMENT
ET SIMPLEMENT ANNULÉE
POUR PERMETTRE AUX MOINS
NANTIS DE SE RELEVER.**

Parmi les débats sur l'impact de cette pandémie a émergé la question de la dette du continent. Le président sénégalais Macky Sall s'est positionné pour un moratoire, le Béninois Patrice Talon contre. Et d'autres pour une annulation. Quelle est votre opinion ?

Je l'ai exprimée récemment aux Nations unies : la dette doit être purement et simplement annulée pour permettre aux pays les moins nantis, les plus affectés par la crise et – comme c'est notre cas – par la lutte contre le terrorisme de relever ces défis. Les risques sont tels que cet effort me paraît indispensable.

Les élections présidentielle et législatives auront lieu le 22 novembre, même si plusieurs zones du pays ne pourront voter en raison de l'insécurité. Qu'attendez-vous de ces scrutins ?

Qu'ils soient transparents, équitables, et qu'ils permettent au peuple burkinabè de s'exprimer pleinement. Nous avons, depuis un an, engagé une concertation entre les partis de la majorité et ceux de l'opposition afin de définir la feuille de route à suivre pour des élections apaisées. Jusqu'à présent, cette feuille de route a été respectée, et, de part et d'autre, les acteurs se sont bien comportés. Nous sommes dans la dernière phase de notre discussion, la validation du fichier électoral.

Vous êtes candidat à un deuxième mandat. Quel bilan faites-vous de celui qui vient de s'écouler ?

Il est, à mon sens, positif. En tout cas compte tenu du contexte dans lequel nous avons évolué. Sur le plan de la démocratie et des libertés, c'est indéniable. Sur celui de la justice également. Elle est aujourd'hui réellement indépendante, même si elle manque encore de moyens. Sur le plan militaire, nous poursuivons la réorganisation de l'armée puisque l'un de nos talons d'Achille c'est la lutte contre le terrorisme. Concernant le développement du pays, nos investissements portent leurs fruits avec la construction d'écoles, de lycées professionnels ou techniques, d'infrastructures universitaires, etc. Et un effort certain a été porté sur l'agriculture, avec le développement de pôles de croissance comme celui de Bagré et ceux à venir dans le Sourou [Nord-Ouest] ou dans la vallée de Samendéni [Ouest].

Durant ces cinq années, la politique qui a été menée, notamment grâce au Plan national de développement économique et social [PNDES], qui a été réalisé à près de 80 % en 2019, a produit des résultats satisfaisants pour

le Burkina Faso. Le seul couac, comme je l'ai dit, reste la question de la sécurité. Mais nous gardons l'espoir que, grâce à la politique de formation, d'équipement et de réorganisation de nos forces armées, nous puissions trouver des solutions pérennes à cette situation.

Votre élection en 2015, dès le premier tour avec plus de 53 % des voix, après une période de transition post-Compaoré compliquée, avait suscité d'immenses attentes. Est-ce que vous pensez y avoir répondu ?

Je le pense. Au terme de la période de transition, les préoccupations des populations étaient nombreuses. On ne peut pas tout résoudre en même temps. Mais, pour l'essentiel, concernant l'éducation, la santé, où nous avons mis en place la gratuité des soins pour les femmes et pour les enfants de moins de 5 ans, l'eau avec les 7 500 forages prévus tous réalisés, la construction de barrages, le dialogue social... Tout ce qui contribue à améliorer les conditions de vie des populations a été fait. Sans verser dans l'autosatisfaction, cela n'est pas rien. Nous avons posé les jalons d'un travail qui doit, c'est une évidence, se poursuivre. Avec nos moyens, avec réalisme, sans verser dans le populisme et en respectant nos promesses.

Êtes-vous confiant quant à votre réélection ?

Nous sommes en compétition avec d'autres candidats, je me présente avec le bilan que je viens d'exposer. Le peuple burkinabè décidera.

Quel sera votre principal adversaire ? Zéphirin Diabré, deuxième en 2015, Eddie Komboïgo, qui a repris la tête du Congrès pour la démocratie et le progrès [CDP], l'ancien Premier ministre Kadré Désiré Ouédraogo ?

Je ne sous-estime aucun candidat. Mais certains partis sont plus représentatifs que d'autres.

L'opposition semble décidée à faire front commun contre vous, au second tour en tout cas. Est-ce un scénario que vous redoutez ?

C'est la loi de démocratie, on s'y pliera.

Votre gouvernement a promis que les

LE QUESTIONNAIRE

Quel est votre principal défaut ?

Perfectionniste, donc parfois trop exigeant.

Votre principale qualité ?

La détermination.

Votre livre de chevet ?

La Bible.

Le personnage historique qui vous a le plus marqué ?

Le mahatma Gandhi.

Votre hobby favori ?

Les mots croisés.

Si vous deviez vous réincarner sous la forme d'un animal ?

Le taureau. C'est mon signe zodiacal.

L'anecdote que vous n'avez jamais racontée ?

Je suis très ouvert, donc je n'en ai pas caché.

Le moment le plus émouvant de votre vie ?

La naissance de ma fille.

Burkinabè de l'étranger allaient enfin pouvoir voter en 2020. Sera-ce le cas ?

Oui, nous respecterons notre promesse. Malgré le coût et les difficultés réelles que cela représente.

Vous aviez également promis le passage à une V^e République à travers l'adoption d'une nouvelle Constitution. Où en est ce projet ?

Il est maintenu. Cela n'a pu être fait durant le mandat écoulé compte tenu de la situation. Mais nous prenons l'engagement, si je suis élu, que la V^e République sera adoptée au cours du mandat 2020-2025.

Si vous êtes réélu et que cette nouvelle Constitution est adoptée, pourriez-vous briguer un troisième mandat ?

Le président du Faso n'aura qu'un mandat

Ils veulent tous prendre sa place

Ces huit personnalités n'ont pas toutes le même poids politique ni les mêmes chances de jouer les premiers rôles. Mais elles espèrent compliquer la réélection du président sortant.

NADOUN COULIBALY, À OUAGADOUGOU



SOPHIE GARCIA

Zéphirin Diabré *L'opposant historique*

Chef de file de l'opposition, Zéphirin Diabré, 61 ans, est un vieux routier de la politique burkinabè. Ministre de l'Économie et des Finances au début des années 1990, quand le Premier ministre s'appelait Roch Marc Christian Kaboré, il

embrasse un temps une carrière à l'international (au Pnud et chez Areva), avant de faire son retour en politique, en 2010, et de créer l'Union pour le progrès et le changement (UPC). Originaire de la province du Zoundwéogo (Centre-Sud), dont il a été député, il s'oppose en 2014 à la modification de l'article 37 de la Constitution. Une manœuvre qui devait permettre à Blaise Compaoré de se maintenir au pouvoir. Diabré réussit à rallier à sa cause une large part de l'opposition. Arrivé deuxième à la présidentielle de 2015 avec moins de 30 % des voix, il jouera sa survie politique lors du scrutin du 22 novembre.

Kadré Désiré Ouédraogo *Technocrate avant tout*

Ancien Premier ministre, ex-vice-gouverneur de la BCEAO et ex-président de la Commission de la Cedeao, Kadré Désiré Ouédraogo, 66 ans, a un profil similaire à celui du président sortant. Comme lui, il est issu de la noblesse mossi et proche de l'Église catholique. En revanche, il est plus technocrate que stratège politique. Bien que soutenu par les opposants à Eddie Komboïgo au sein du CDP, il n'a pas réussi à être investi par le parti et manque d'une machine politique capable de porter sa candidature. Porté par d'anciens camarades du CDP, comme le banquier Léonce Koné ou l'ancien ministre Boureïma Badini, il incarne aussi une génération qu'une partie de la jeunesse juge dépassée.



VINCENT FOURNIER/JA



SOPHIE GARCIA POUR JA

Eddie Komboïgo *Des affaires à la politique*

Homme d'affaires et fondateur du cabinet d'expertise comptable Kafec-KA, il rêve d'un destin à la Patrice Talon, le président béninois, dont il est proche. Candidat du Congrès pour la démocratie et

le progrès (CDP), il est parvenu à s'imposer face aux anciens caciques de l'ère Compaoré, tels Kadré Désiré Ouédraogo et Mahamadi Kouanda. Disposant d'importants moyens financiers et d'un parti solidement

implanté, il s'est attiré le soutien des jeunes du CDP, mais s'engage en novice dans cette élection. Son but: devenir une personnalité avec laquelle il faudra compter lors de la présidentielle de 2025.

renouvelable une fois. Vous pouvez être sûr que je m'en tiendrai à cela.

Que vous inspire justement le choix effectué par Alassane Ouattara et Alpha Condé de se représenter après la modification de leurs Constitutions respectives ?

Chaque pays a ses règles, ce n'est pas à moi de les juger. Ce que nous souhaitons simplement, c'est que ces élections puissent se

dérouler dans un cadre apaisé.

Est-ce que vous êtes par exemple préoccupé par les tensions politiques qui existent en Côte d'Ivoire, ce grand voisin auquel le sort du Burkina est intimement lié et où vivent des millions de Burkinabè ?

Il est évident que la stabilité de la Côte d'Ivoire est une question fondamentale pour nous. Nous sommes donc attentifs à ce →

Gilbert Noël Ouédraogo *Le come-back*

Exclu de la course à la magistrature suprême en 2015 pour avoir soutenu le projet de modification de la Constitution, l'ancien ministre des Transports fait son come-back dans le landerneau politique.

Bénéficiant de l'assise traditionnelle de l'Alliance pour la démocratie et la fédération-Rassemblement démocratique africain, surtout dans le nord du pays, Gilbert Noël Ouédraogo, 51 ans, espère bien rebondir.



HIPPOLYTE SAMA

Tahirou Barry *L'outsider*

Juriste de formation et ministre démissionnaire du premier gouvernement du président Kaboré, Tahirou Barry, 45 ans, a gagné en popularité depuis qu'il a claqué la porte du gouvernement en disant « sa grande déception ». Il espère capitaliser sur ce mouvement de sympathie. Son aura auprès des jeunes électeurs, notamment dans la région du Sahel, est un atout pour cette figure de l'opposition sous Compaoré, arrivée troisième en 2015 avec 3 % des suffrages. Il n'a que peu de relais — politiques et financiers — mais a obtenu le soutien du Mouvement pour le changement et la renaissance (MCR), qui regroupe une dizaine d'associations et de partis politiques.



OLYMPIA DE MAISMONT

Ablassé Ouédraogo *L'expérience*



HIPPOLYTE SAMA POUR JA

Cet ancien ministre des Affaires étrangères se lance pour la deuxième fois dans la course à la présidentielle comme candidat de son parti, Le Faso autrement. À 67 ans, l'économiste, qui a notamment été directeur général adjoint à l'OMC, mise sur son réseau

international et son expérience du développement pour convaincre ses concitoyens qu'il est l'homme de la situation. Mais son parti reste faiblement représenté à l'échelle nationale.

Abdoulaye Soma *La vague jeune*

Avocat et constitutionnaliste réputé de 41 ans, Abdoulaye Soma espère capter le vote des jeunes et incarner un nouveau leadership. Il se pose en homme de la réconciliation, mais demeure un novice en politique. Il n'a jamais brigué de mandat électif et va devoir faire la preuve de sa capacité à piloter une stratégie électorale maîtrisée.



VINCENT FOURNIER/JA

Yacouba Isaac Zida *Le coup de bluff?*

Alors que son retour au pays a été maintes fois reporté, l'ancien Premier ministre de la transition, Yacouba Isaac Zida, 54 ans, rêvait depuis le Canada de briguer la présidentielle. Recherché par la justice de son pays,



DAVID HIBERT POUR JA

il doit d'abord gérer ses démêlés judiciaires. Son bref passage à la tête de l'État au lendemain de la chute de Compaoré et sa gestion contestée de la transition plaident en sa défaveur, et sa formation, le Mouvement patriotique pour le salut (MPS), n'a pas fait la preuve de son poids politique.



Devant le Palais des sports de Ouaga 2000, au moment de l'investiture de Kaboré, en 2015.

→ qui s'y passe et espérons que le processus se déroulera au mieux.

Blaise Compaoré vit en Côte d'Ivoire depuis sa chute, en 2014. Seriez-vous prêt à l'autoriser à rentrer au Burkina ?

Aucun Burkinabè prêt à rentrer pour travailler dans l'intérêt de son pays ne peut en être empêché. Seul le droit doit s'appliquer.

Son frère François Compaoré doit-il être extradé par la France ?

C'est un problème de justice sur lequel je ne saurais vous donner de réponse. Les procédures se poursuivent, nous verrons bien.

Est-ce un préalable à son éventuel passage devant la justice burkinabè ?

Pour l'instant, il est en France, on ne peut pas le juger. Si les juridictions reconnaissent qu'il doit être extradé, ce sera au Burkina Faso qu'il le sera.

Où en est le processus de réconciliation nationale ?

Le processus se poursuit. Nous avons mis en place le Haut Conseil pour la réconciliation et l'unité nationale. Dans le courant du premier semestre de 2021, nous organiserons une grande rencontre sur la réconciliation pour apurer la question. Au-delà de nos divergences de points de vue, qui sont naturelles, nous devons travailler dans l'intérêt du Burkina.

La réconciliation, cela prend du temps. Mais ce n'est pas du temps perdu, parce qu'il permet à chacun d'apaiser un peu la situation et de mener une discussion plus sereine.

L'ancien chef de l'État et Premier ministre durant la transition, Yacouba Isaac Zida, est inculpé pour désertion et refus d'obéissance. Il s'est pourtant déclaré candidat à la présidentielle du 22 novembre. Cela vous gêne-t-il ?

Il a déposé sa candidature, et, si elle est validée, il sera candidat. Le seul problème que cela peut poser, encore une fois, se situe sur le plan judiciaire. À partir du moment où un officier supérieur déserte en temps de paix et, malgré les lettres de rappel, refuse de rentrer, il a forcément affaire à la justice militaire. Nous sommes dans un État de droit, cela ne dépend pas du chef de l'État.

Nous l'avons déjà évoquée, mais la situation sécuritaire et ses conséquences – plus de 1 million de déplacés dans le pays notamment – sont certainement le défi le plus important auquel vous êtes confronté. Avez-vous les ressources nécessaires pour le surmonter et vous sentez-vous suffisamment épaulé par la communauté internationale ?

Oui, nous sommes épaulés et nous travaillons ensemble dans le cadre du G5 Sahel, avec Barkhane également. Mais, en même temps, le G5 Sahel représente quand même 5000 hommes, et nous avons toujours posé

le problème du financement pérenne de cette organisation. Depuis, nous n'avons jamais eu de réponse favorable à cette question, ce qui handicape son travail. Notons cependant que les chefs d'état-major des différents pays concernés sont en concertation permanente, que nous collaborons plus et mieux. C'est un progrès indéniable.

À la fin de 2019, des tensions avaient émergé avec Emmanuel Macron, notamment au moment de l'organisation du sommet de Pau. Se sont-elles apaisées ?

C'est vous qui parlez de tensions.

Disons que la manière, perçue comme une convocation, vous avait choqué...

Non, même pas. Il s'agissait plutôt d'une mauvaise compréhension de part et d'autre. Les relations sont excellentes, vraiment. Dans le cas contraire, n'ayez crainte, je vous le dirais.

Comment qualifieriez-vous votre relation avec Pékin, cet autre partenaire stratégique pour le Burkina qui a remplacé Taïwan ?

Elle est bonne. Mais cela ne fait que deux ans qu'elle a été nouée. Beaucoup d'investissements ont été réalisés, notamment avec des appuis dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, l'hôpital universitaire à Bobo Dioulasso qui va démarrer, beaucoup d'hôpitaux de province que [les Chinois] ont aidé à rénover, leur participation aux financements d'écoles, de lycées, etc. C'est assez rare pour être souligné : tout ce que nous avons signé dès le départ est en cours de réalisation.

Certains de vos compatriotes vous surnomment « le président diesel ». Cela vous irrite-t-il ?



PEU M'IMPORTE QUE L'ON ME SURNOMME « LE PRÉSIDENT DIESEL ». PRENDRE SON TEMPS POUR FAIRE DU BON TRAVAIL EST PRÉFÉRABLE À LA PRÉCIPITATION.

Le 13 octobre, lors de l'entretien.

Non, peu m'importe. Chacun sa personnalité, et j'assume la mienne. Mais je crois que prendre son temps pour faire du bon travail est préférable à la précipitation qui induit une accumulation d'erreurs qu'il faut corriger plus tard.

Quelles seront vos priorités si vous êtes réélu ?

La priorité, c'est la sécurité. Notre armée ne dispose pas des ressources humaines

adéquates, il nous faut donc recruter. Elle a aussi besoin de moyens et d'équipements, qui lui seront fournis. Nous devons réformer l'État et l'administration, diminuer nos dépenses pour nous concentrer sur ce qui est indispensable, tout en faisant preuve de résilience économique.

Nous poursuivrons les

grands chantiers structurants déjà lancés.

Je souhaite enfin mettre l'accent sur le développement de petites industries dans nos différentes régions pour la transformation des produits locaux, parce que nous pensons qu'il faut ajouter de la valeur à ce que nous produisons, transformer la matière brute, telle que l'anacarde ou le sésame, sur le modèle de ce que nous faisons déjà avec le coton, par exemple.

Quel est votre principal motif de satisfaction durant ce mandat ?

La gratuité des soins pour les femmes et les enfants. C'est une mesure qui coûte cher, mais j'en suis particulièrement fier.

Et votre principal regret ?

Encore une fois, hélas, les questions sécuritaires. Nous sommes arrivés en 2015 pleins d'idées, d'envie et de vitalité. Mais nous avons été frappés par le terrorisme à peine deux semaines après les élections. Et nous n'étions pas prêts à y faire face...

Puisque vous avez la certitude de quitter le pouvoir au plus tard en 2025, avez-vous déjà réfléchi à l'après ?

Pour l'instant, pas encore. De nombreuses possibilités peuvent se présenter, comme c'est le cas pour d'autres anciens présidents, dans le domaine de la médiation, du suivi d'élections ou de la résolution de crises. Mais c'est encore loin... **JA**



PRÉSIDENCE DU BURKINA FASO



À sa sortie de prison, le 5 octobre 2019, après neuf mois d'incarcération pour « atteinte à la sûreté de l'État ».

Maurice Kamto, deux ans de solitude

Si aucun autre adversaire du président Biya ne se dit clairement en désaccord avec le chef du MRC, assigné à résidence depuis le 21 septembre, tous gardent leurs distances. Et c'est l'opposition tout entière qui, faute d'union, risque de rester paralysée.

GEORGES DOUGUELI

Maurice Kamto n'est plus sorti de chez lui depuis le 21 septembre. À Yaoundé, son domicile a été encerclé à la veille d'une manifestation qu'il avait organisée pour s'opposer à la tenue des élections régionales du 6 décembre – son parti, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), exige une réforme préalable du code électoral et la résolution de la crise anglophone.

Depuis, des dizaines de policiers et de gendarmes en tenue de combat campent nuit et jour devant sa porte

avec pour instruction de l'arrêter s'il vient à en sortir. Ses avocats ont obtenu de s'entretenir avec leur client, contre lequel aucune charge ne pèse officiellement. De cette concertation est née l'idée de déposer une plainte contre l'État pour « voie de fait administrative ». À Yaoundé, la tension a baissé, et la vie a repris son cours. L'homme politique le plus populaire du pays fait face seul à l'appareil sécuritaire camerounais.

En janvier 2019, une première confrontation l'avait déjà opposé au gouvernement – c'était au lendemain d'une manifestation qui avait été interdite. Avec plusieurs de ses compagnons, Kamto avait été arrêté pour

« atteinte à la sûreté de l'État », puis libéré après neuf mois d'incarcération sur instruction du président Paul Biya. L'opposant risque aujourd'hui une nouvelle privation de liberté, mais qui s'en soucie ?

Depuis que Kamto a boycotté les élections législatives et municipales du 9 février dernier en dénonçant l'iniquité du système, le pouvoir le soupçonne de préparer une insurrection. Sans élus, il veut jouer son va-tout dans la rue, les autorités en sont convaincues. C'est pour cela que ses partisans et lui sont étroitement surveillés et que les manifestations du MRC sont systématiquement interdites. Et pourtant : aucun des grands partis se revendiquant de l'opposition n'est monté au créneau pour lui apporter son soutien.

Problème de personne ?

Son appel à manifester le 22 septembre n'a d'ailleurs pas non plus été suivi alors que, dans les discours, tous réclament une modification du code électoral et une réforme d'Elecam, l'organe chargé d'organiser les consultations électorales. Tous ont également conscience de la nécessité de faire front commun pour contraindre Paul Biya à accepter le principe des réformes, mais tous prennent leurs distances quand Kamto appelle à passer de la parole aux actes.

Est-ce un problème de personne ? Nul ne le reconnaît. Interrogée par *Jeune Afrique*, Édith Kah Walla, présidente du mouvement Stand Up for Cameroon, une plateforme d'opposition ouvertement « dégagiste », assure n'avoir aucun contentieux avec Kamto. Elle précise tout de même qu'il « ne sera jamais question d'aider quiconque à réaliser une ambition politique personnelle ». « Nous devons avoir une vision convergente, définir des objectifs communs et mettre en place une stratégie pour les atteindre », explique cette militante fédéraliste née de parents anglophones qui a refusé de prendre part à la dernière présidentielle. Elle a également refusé de manifester à l'appel du principal opposant. « Modifier

le code électoral est d'un intérêt mineur pour nous, se justifie-t-elle. Ne nous faisons pas d'illusion : il n'y aura jamais d'élections transparentes tant que le système actuel perdurera. Notre objectif est donc de faire partir Paul Biya pour ouvrir une transition politique au cours de laquelle nous devrons revoir la Constitution, redéfinir la nature de l'État, changer les lois électorales et organiser des élections démocratiques à l'issue desquelles les Camerounais désigneront leurs dirigeants. »

Avec le Social Democratic Front (SDF), l'entente n'a jamais été cordiale. Dans les années 1990, Maurice Kamto fut un conseiller influent de John Fru Ndi, le fondateur du parti. Mais les trajectoires politiques des deux hommes ne se sont plus jamais croisées. Certes, depuis Atlanta, aux États-Unis, où il séjourne pour raisons médicales depuis le mois de février, l'opposant historique a annoncé que le SDF boycotterait les élections régionales, à l'instar du MRC, renouant ainsi avec l'intransigeance qui a si longtemps été sa marque de fabrique. Ses sympathisants s'en sont réjouis, ceux du MRC aussi : unies face au régime, les deux principales composantes de l'opposition auraient pu faire efficacement pression sur le gouvernement. Mais le vieux leader n'a finalement pas demandé à ses troupes de descendre dans la rue, comme le souhaitait Kamto.

Les deux principaux lieutenants de Fru Ndi, qui s'opposent sur la ligne à suivre par le parti d'opposition historique, ne clarifient pas davantage le positionnement du SDF. Vice-président et candidat du parti à la dernière présidentielle, en 2018, Joshua Osih reproche à Kamto de se

« IL FAIT ERREUR QUAND IL CROIT POUVOIR À LUI SEUL VENIR À BOUT DE CE RÉGIME », LÂCHE JEAN-MICHEL NINTCHEU, DÉPUTÉ SDF.

comporter en « patron » de l'opposition. « Il fixe la date de la manifestation, l'annonce sur les réseaux sociaux et nous demande à nous autres de le suivre », critique-t-il.

Député de Douala catalogué « modéré », il mise sur le travail parlementaire pour faire bouger les lignes. « Nous sommes dans une démarche globale basée sur des valeurs, pas sur un projet unipersonnel », tacle-t-il. Jean-Michel Nintcheu, député de Douala et président de la région Littoral pour le SDF, est d'un avis différent : « Maurice Kamto a pris contact avec les formations politiques d'opposition pour tenter de rassembler », reconnaît-il, tout en invitant l'opposant à changer de méthode pour se poser en chef de file de l'opposition. « Il fait erreur quand il croit pouvoir, à lui tout seul, venir à bout de ce régime, insiste Nintcheu. Non pas parce qu'il ne peut pas mobiliser, mais parce qu'il sous-estime les capacités des forces de répression. Il aurait mieux valu approfondir les contacts avec les autres forces du changement et travailler pour constituer un front de l'opposition. »

L'enjeu de ce débat Osih-Nintcheu est vital pour le SDF. « Notre base est restée radicalement opposée au pouvoir », assure Nintcheu pour justifier son penchant pour une opposition frontale. Se posant en arbitre entre ses deux poulains, Fru Ndi se garde bien de trancher. Conséquence, les deux principaux partis de l'opposition font chambre à part.

Respect

Nouveau venu sur la scène politique, classé en troisième position à la dernière présidentielle, Cabral Libii, lui, assure avoir « beaucoup de respect » pour Kamto, qu'il appelle « le prof » en souvenir de ces années où le président du MRC était son enseignant à la faculté de droit, à Yaoundé. Tous deux candidats contre Biya il y a deux ans, ils avaient esquissé les contours d'une alliance en prélude de la présidentielle. Mais le projet tourna court. Les proches de Libii sont convaincus que Kamto n'avait

jamais envisagé d'autre scénario que le désistement en sa faveur.

En février, le parti fondé par ce jeune loup – le Parti camerounais pour la réconciliation nationale, PCRN – a obtenu cinq sièges à l'Assemblée nationale. Pour marquer sa différence, Libii clame qu'il est possible de chasser Paul Biya par les urnes même si le code électoral demeure inchangé. Commentant la situation du leader du MRC, Libii tacle discrètement : « Le Pr Kamto ne peut être surpris par sa situation actuelle, parce que ce type d'abus et de brimades existent dans ce pays depuis bien longtemps, y compris quand il était au ministère de la Justice. » Manifestement, l'ex-étudiant en droit a « séché » la leçon portant sur le pacte républicain...

Realpolitik

C'est un paradoxe, qui explique en partie l'impossible alternance à la tête du Cameroun : tout opposant en capacité de l'emporter face à Paul Biya se retrouve isolé et combattu par d'autres opposants. « Avant Kamto, John Fru Ndi lui-même avait déjà échoué, dans les années 1990, aux portes d'Etoudi, en partie à cause de l'incapacité de l'opposition à taire ses divergences idéologiques, ses querelles d'ego, les



Après la présidentielle d'octobre 2018, la villa de Kamto avait déjà été placée sous surveillance policière.

calculs individuels et opportunistes de ses meneurs », analyse un politologue camerounais sous le couvert de l'anonymat.

Quoi qu'il en soit, depuis qu'il est arrivé deuxième à l'élection présidentielle de 2018, Maurice Kamto vit de grands moments de solitude. Les forces du changement lui ont tourné le dos alors que, dans la réalité, peu de

divergences idéologiques le séparent de ses collègues de l'opposition. Mais, adeptes de la Realpolitik, ces derniers se positionnent plus en fonction d'intérêts de carrière qu'en raison d'enjeux doctrinaux clairement identifiés. Tant mieux pour le « fantôme » du palais d'Etoudi, qui peut se frotter les mains. Ses concurrents ne sont pas prêts à l'en déloger de sitôt. **JA**

Fouilles et arrestations

Les autorités camerounaises soupçonnent le président du MRC de fomenter un soulèvement populaire avec l'objectif de renverser le pouvoir. En résidence surveillée, le président du MRC vit reclus avec son épouse et un vigile dans sa villa de Ngouso, dans le nord de Yaoundé, depuis le 21 septembre. Nul n'y a accès, à l'exception de ses avocats, et plusieurs dizaines de policiers d'élite et de gendarmes encerclent les lieux, avec pour instruction de l'arrêter s'il tente d'en sortir. Son épouse, Julie Kamto, peut aller faire des courses, mais est soumise chaque fois à une fouille

méticuleuse. Avocat de l'opposant, le Canadien Robert Amsterdam a par ailleurs dénoncé la violation de l'intimité du couple à cause de l'installation d'une caméra infrarouge devant leur maison.

Inquiétude

À ceux qui ont pu lui parler, Maurice Kamto a dit son inquiétude concernant le sort de deux de ses plus proches lieutenants, Alain Fogue et Olivier Bibou Nissack, incarcérés au secrétariat d'État à la Défense. Au total, près de 500 personnes ont été arrêtées en marge de la marche du 22 septembre.

Surveillé de près, Kamto se défend de préparer un soulèvement populaire. Les communications de son parti appellent ses partisans à la « résistance » plutôt qu'à l'insurrection et ont toujours engagé à manifester pacifiquement. « L'insurrection ne se décrète pas, conclut le politologue Achille Mbembe, en réponse aux soupçons des autorités. Elle se prépare et se finance. Elle est planifiée. On la prépare en cultivant les esprits et en instillant dans la fabrique sociale et culturelle des germes de rupture. L'émeute, c'est autre chose. C'est spontané. Ça n'a pas de but politique de long terme. »

G.D.



Challenge App Afrique

Édition 2020

LE NUMÉRIQUE
AU SERVICE DE
LA LUTTE CONTRE
LES ÉPIDÉMIES



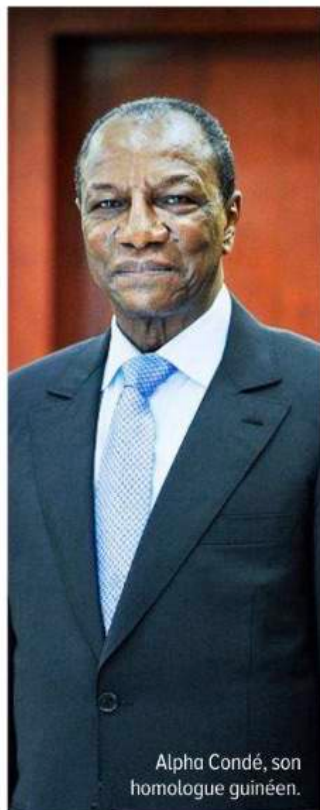
LES CANDIDATURES SONT OUVERTES
JUSQU'AU 15 NOVEMBRE 2020
sur le site appafrique.rfi.fr

RFI et France 24 encouragent l'innovation numérique, en accompagnant les jeunes entreprises et développeurs sur le continent africain.





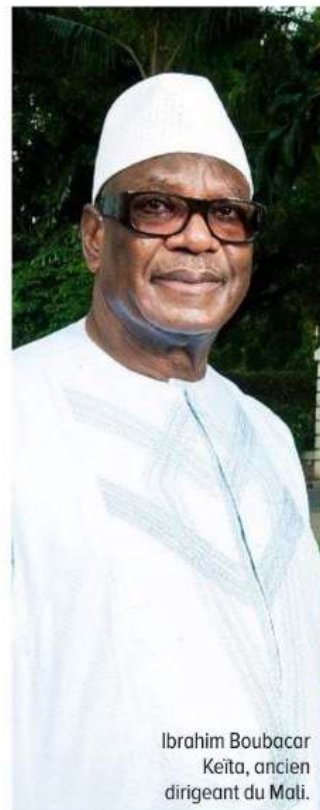
Roch Marc Christian Kaboré,
président du Burkina Faso.



Alpha Condé, son
homologue guinéen.



Mahamadou Issoufou,
chef de l'État nigérien.



Ibrahim Boubacar
Keïta, ancien
dirigeant du Mali.

PHOTOS : VINCENT FOURNIER/JA

C'est la chute finale...

Avec la démission du Malien Ibrahim Boubacar Keïta, l'organisation fondée en 1951 a perdu l'un de ses illustres représentants en Afrique francophone. Le symbole d'un déclin qui semble inexorable.

MATHIEU OLIVIER

L'or. Le marbre. Le millier de lustres en cristal. Tout, au cœur de l'Emirates Palace d'Abou Dhabi, coupe le souffle et écrase le visiteur sous le poids de la magnificence. L'endroit est orgueilleux, à l'image des Émirats arabes unis. Sous la coupole d'une quarantaine de mètres de diamètre qui surplombe le grand hall se croisent touristes, princes et hommes d'affaires. Quelques déracinés aussi.

En ce mois de septembre, un ancien roi d'Espagne y occupe une suite de luxe de 280 mètres carrés, avec jacuzzi et majordome. Juan Carlos I^{er} a abdiqué en 2014 et s'ennuie ferme, mais il a préféré quitter son royaume, où un scandale de 200 millions de dollars le poursuit. À 82 ans, l'ex-monarque est visé par une enquête judiciaire pour corruption. Il n'en rêve pas moins de rentrer chez lui.

Non loin, un autre client du palace, de sept ans son cadet, prend son mal en patience. Rien ne les rapproche, hormis une chose : lui aussi a abdiqué – c'était le 18 août dernier. Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) se repose désormais, tout en suivant un protocole de soins. Entouré de ses proches, l'ancien président malien a momentanément laissé derrière lui son pays et les militaires qui ont obtenu sa chute.

IBK l'a affirmé à la télévision publique : s'il a rendu les armes, c'est pour « qu'aucun sang ne soit versé ». Le regard plongé dans les immensités marines du Golfe, pense-t-il également à ceux qui l'ont trahi ? En privé, il regrette d'avoir été abandonné par le président français, Emmanuel Macron. Ses mots sont plus durs envers l'ancien socialiste Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères. Quant à ses pairs africains, ils n'ont eu aucun mal à accepter son sort, et il en est conscient.

Certes, ses voisins de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont entamé un bras de fer avec les putschistes, poussant à l'instauration d'une transition présidée par un civil. La Cedeao a même obtenu sa libération et son évacuation sanitaire vers ce palace du Golfe. Mais ne fallait-il pas attendre davantage des « camarades » Alpha Condé, Mahamadou Issoufou et Roch Marc Christian Kaboré ? Au lendemain du putsch du 18 août, ces trois présidents, membres comme lui de l'Internationale socialiste (IS), n'auraient-ils pas pu faire plus ?

« Minimum syndical »

Le 19 août, l'organisation a bien publié un communiqué réclamant le retour au pouvoir du camarade IBK : « Il est impératif que les dirigeants démocratiquement élus puissent reprendre leurs fonctions. » L'Internationale y affirmait que son secrétaire général, le Chilien Luis Ayala, et le président de son comité Afrique, le Malien Bokary Treta, suivaient de près la situation et n'accepteraient « jamais le renversement par la force des résultats du scrutin démocratique ». Mais le texte est passé inaperçu. « L'IS a fait le minimum syndical », déplore l'un de ses anciens hauts dirigeants africains.

« Qui a lu ce communiqué ? Si l'Internationale avait pu avoir une quelconque influence sur la situation au Mali et sur l'action d'IBK depuis des années, cela se saurait », glisse un ancien vice-président de l'organisation. À l'en croire, l'impuissance est générale. « En Guinée, le fait qu'Alpha Condé brigue un troisième mandat est contraire à nos valeurs. Mais, en dehors de l'initiative personnelle du président Issoufou, qui a pris position contre les troisièmes mandats, qu'a fait l'IS ? »

Un autre dirigeant s'interroge : « Nous ne sommes pas capables de nous faire entendre quand un de nos membres, en l'occurrence IBK, est renversé. Nous ne sommes pas davantage capables d'influencer un camarade, notamment Alpha Condé. Donc à quoi servons-nous ? » À cette question,

notre premier interlocuteur répond : « À rien. L'Internationale n'existe plus, faute d'avoir su se renouveler. »

« Le passé est glorieux, se souvient le socialiste tchadien Saleh Kebzabo. Mais il n'y a pas eu les changements et les débats idéologiques nécessaires, et les grosses pointures ont disparu. » « Chez les Africains francophones, l'influence de l'Internationale ne fait que diminuer. Kaboré, au Burkina, a peu ou prou le même bilan qu'IBK. Il ne reste que Mahamadou Issoufou et Mohamed Bazoum, au Niger, qui pourraient peut-être porter le flambeau », analyse un ancien vice-président. Symbole de cette lente disparition : le comité Afrique de l'Internationale, censé tenir une rencontre annuelle, ne s'est pas réuni depuis décembre 2017. À l'époque, la Guinée avait annoncé vouloir recevoir la prochaine réunion. Alpha Condé n'a plus donné suite.

Pour l'Internationale, déjà affaiblie par les Printemps arabes (*lire encadré*) et par la crise ivoirienne (le cas de Laurent Gbagbo l'a profondément

divisée), tout a-t-il basculé en 2012 ? Cette année-là, à la fin du mois d'août, le monde socialiste a pourtant de quoi se réjouir. François Hollande et le Parti socialiste viennent de conquérir le pouvoir à Paris. Les camarades africains se réjouissent, espérant profiter des faveurs d'un « ami » à l'Élysée. Pour ceux qui ont fait leurs classes d'opposant en France, comme Alpha Condé et IBK, il y a de quoi avoir le sourire. Toutes ces années passées à fréquenter les réseaux du « parti de la rose » n'auront pas été vaines.

Le socialiste centrafricain Martin Ziguélé se souvient de ses fréquents voyages à Paris. Dès les premières heures du quinquennat Hollande, plusieurs camarades ont particulièrement la cote : Thomas Mélonio, conseiller Afrique du président et ex-« Monsieur Afrique » du PS (après l'incontournable Guy Labertit, *lire encadré*), Harlem Désir et son directeur de cabinet, Maurice Braud, Jean-Yves Le Drian et ses collaborateurs, Cédric Lewandowski et Franck Paris. « Il y →

HÉMORRAGIE NORD-AFRICAINE

« En Afrique du Nord, l'Internationale ne s'est pas relevée des Printemps arabes », confie un cadre de l'organisation. L'IS a attendu le départ en exil du Tunisien Zine el-Abidine Ben Ali pour exclure son Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le 18 janvier 2011. Quant au Parti national démocratique égyptien, de Hosni Moubarak, il ne sera rayé des listes qu'après la répression des manifestations de la place Tahrir, au Caire. Les socialistes égyptiens n'ont pas réintégré l'organisation. Quant aux Tunisiens, ils sont représentés, timidement, par le parti Ettakatol, de Mustapha Ben Jaafar, président d'honneur de l'IS. L'Algérie n'est pas beaucoup plus présente : le FLN a été exclu en décembre 2019, en plein Hirak, tandis que le Front des forces socialistes, fondé par Hocine Aït Ahmed, reste en retrait. Seul le Maroc se distingue, avec une présence constante de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). « Les Marocains sont là pour s'assurer que l'IS ne penche pas du côté des Algériens au sujet du Sahara occidental », confie un habitué. Depuis 2008, le Polisario est membre observateur de l'Internationale, dont il est devenu membre consultatif en 2017, à Carthagène (en Colombie), en présence de Mohamed Salem Ould Salek, ministre des Affaires étrangères de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

M.O.

→ avait un réseau, mais on est restés sur notre faim », se remémore Martin Ziguélé. « On a vu la Françafrique, mais pas l'Internationale », tranche un ancien vice-président.

« Hollande s'est servi des réseaux socialistes comme d'un carnet d'adresses, mais l'Internationale, en tant qu'institution, n'a pas bénéficié de son élection. Elle a même explosé », ajoute cette dernière source.

Le 30 août 2012, alors que s'ouvre le congrès de l'IS au Cap, en Afrique du Sud, Ségolène Royal, vice-présidente de l'organisation, représente le PS français. « Ségo » est un animal politique blessé. Elle vient d'être battue aux législatives dans son fief de Charente-Maritime par un dissident du PS, Olivier Falorni. C'est au Cap qu'elle espère se relancer. Mais rien ne se passe comme prévu.

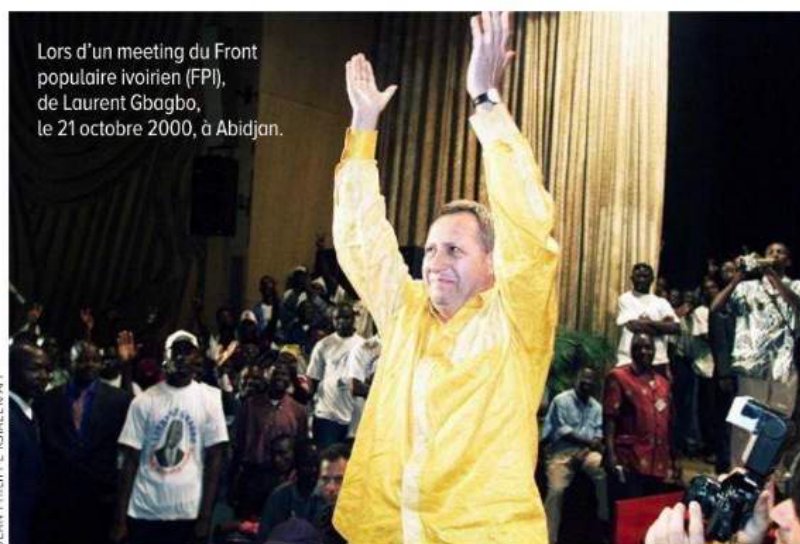
À l'IS, les vrais patrons de l'organisation se nomment Géorgios Papandréou, ancien Premier ministre grec, président de l'IS depuis 2005 (il a succédé à António Guterres, actuel patron de l'ONU), et Luis Ayala, socialiste chilien et secrétaire général depuis 1989. Ce dernier a eu tout le temps d'assurer ses contacts – et ses réélections – en s'appuyant sur les partis socialistes d'Amérique du Sud, qui sont grâce à lui les plus nombreux à avoir adhéré à l'organisation.

Il dispose également de bons réseaux au Ghana, grâce au Congrès démocratique national, de John Dramani Mahama, et au sein des partis de libération du Mozambique et d'Angola des présidents Filipe Nyusi et João Lourenço. « Avec l'Afrique australe et les Sud-Américains, Luis Ayala est quasiment imbattable », calcule un camarade africain. « Il s'est assuré une sorte de présidence à vie », dénonce un autre. Alors que se clôt le congrès de l'IS, le 1^{er} septembre 2012, au Cap, le Chilien triomphe une nouvelle fois. « Ségo » et les Européens, pourtant locomotives historiques de l'organisation, ont échoué à le mettre en minorité.

Mascarade

Excédés, les socio-démocrates allemands prennent une décision : ne plus participer activement – et diminuer leur contribution financière – à l'Internationale socialiste de Luis Ayala, qu'ils considèrent comme une mascarade. Le 22 mai 2013, ils fondent l'Alliance progressiste (AP), un « réseau mondial des partis progressistes ». Officiellement complémentaire de l'IS, l'AP, dont le siège est installé à Berlin, apparaît comme une concurrente directe. Papandréou et Ayala en boudent la cérémonie de lancement, regrettant « que la direction des membres allemands veuille diviser le mouvement mondial des forces progressistes au lieu de les unifier et de les renforcer ».

Depuis, l'AP a pris de l'ampleur. La plupart des partis de l'Internationale, sans pour autant désertir la vieille maison, ont adhéré à la nouvelle version



Lors d'un meeting du Front populaire ivoirien (FPI), de Laurent Gbagbo, le 21 octobre 2000, à Abidjan.

JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP

GUY LABERTIT, « LE SEUL SOCIALISTE FRANÇAIS QUI A COMPRIS L'AFRIQUE »

« Il est le seul conseiller qui a vraiment compris l'Afrique et qui a réussi à se sortir de son européanisme. » Le Centrafricain Martin Ziguélé ne tarit pas d'éloges sur Guy Labertit, « le meilleur responsable Afrique que le Parti socialiste français ait jamais eu ».

Lorsqu'il rejoint le PS, en 1991, Labertit favorise l'entrée dans l'Internationale socialiste du Front populaire ivoirien, de Laurent Gbagbo, l'opposant avec qui il a fait ses classes à Paris et qu'il a même hébergé chez lui, à Vitry-sur-Seine, dans les années 1980. Sous son influence, l'africanisation de l'IS se poursuit : en 1996, l'Alliance pour la démocratie au Mali, d'Alpha Oumar Konaré, le PNDS, de Mahamadou Issoufou, ou encore le SDF, de John Fru Ndi, font leur entrée, suivis en 1999 par le RPG, d'Alpha Condé. « C'était l'époque du leadership du PS français, celle des congrès où tous les Africains se pressaient pour profiter de son influence », se souvient Saleh Kebzabo. Et un habitué de l'IS de conclure : « On a vite déchanté et découvert la Françafrique version PS. Les Français avaient leurs intérêts, qui n'avaient parfois rien à voir avec ceux du mouvement. »

M.O.



La Française Ségolène Royal, avec Ousmane Tanor Dieng, premier secrétaire du PS sénégalais, à Dakar, en 2006. Quelques années plus tard, elle tentera sans succès de ravir la tête de l'IS au Chilien Luis Ayala.

allemande. Le Front social démocratique (SDF) camerounais divise ainsi ses forces : son vice-président, Joshua Osih, se rend aux réunions de l'Alliance, tandis que Chantal Kambiwa s'active au sein de l'IS comme vice-présidente. Le PS sénégalais avait quant à lui réussi à placer Ousmane Tanor Dieng (décédé en juillet 2019) à la vice-présidence de l'IS et au bureau de l'AP dès la fondation de cette dernière.

Le Parti pour la démocratie et le progrès (PDP, du Burkina Faso), le NDC ghanéen, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), l'Union socialiste des forces populaires (USFP, Maroc), le Rassemblement des forces démocratiques (RFD, Mauritanie), le Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), le Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC), l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), en RD Congo, l'Union nationale pour le développement et le renouveau (UNDR, Tchad) ou Ettakatol, en Tunisie... Tous ont adhéré à l'AP sans quitter l'IS, du moins pour le moment.

« Les Allemands et leurs alliés suédois mettent le paquet », explique un Africain qui a choisi Berlin. Billets d'avion, hébergement, voire *per diem*... « Ils veulent tuer l'Internationale socialiste de Luis Ayala », ajoute notre source. Mais le Chilien s'accroche. À Carthagène, en Colombie, lors du dernier congrès de l'IS, en 2017, une pétition a circulé à l'initiative de partis européens appelant à sortir de

l'impasse et à se rapprocher des progressistes. « Cela a mis Ayala hors de lui », se souvient un participant.

Mais, à Carthagène, le Chilien a une nouvelle fois été réélu, son seul challenger, le Sud-Africain Welile Nhlapo, s'étant retiré à la dernière minute. « La candidature était mal ficelée, et l'Afrique n'a pas un leadership assez fort pour faire gagner un candidat », déplore Saleh Kebzabo. « On manque de poids lourds. L'Angola ou le Mozambique sont derrière Ayala, et l'Afrique du Sud et l'Algérie sont de plus en plus effacées », détaille un ancien vice-président. Le Front de libération nationale (FLN) algérien a en effet déserté l'IS avant de s'en faire exclure à la fin de l'année 2019 (*lire encadré*).

« L'IS vit une traversée du désert, y compris sur le plan idéologique. Luis Ayala ne cherche qu'à se maintenir et à profiter de l'agacement des Européens et de l'affaiblissement de la France, qui n'a pas été en mesure de rapprocher les deux camps », résume un cadre africain. « L'affaiblissement de l'IS, c'est

d'abord un problème de gouvernance, explique Martin Ziguélé. Tant que Luis Ayala ne prendra pas sa retraite, les progressistes ne reviendront pas. Se maintenir aussi longtemps, c'est une honte pour un socialiste. »

Dernière carte

L'Afrique francophone peut-elle jouer un rôle ? « Il est temps de remettre les idées au cœur du mouvement. Et c'est aux Africains de le faire, en sortant d'un socialisme eurocentré. Où peut-on mieux lutter contre les inégalités et pour un meilleur rapport entre l'homme et son environnement que sur le continent, là où le capitalisme effréné fait le plus de mal ? » insiste un socialiste d'Afrique centrale. « Nous voulons être plus présents, et nous pouvons sans doute profiter de la tendance multilatérale de l'IS », affirme encore Ziguélé.

Un nom revient régulièrement : celui du Nigérien Mahamadou Issoufou, lequel quittera le pouvoir en février 2021. « Il est déjà président honoraire et peut aspirer à prendre la présidence ou le secrétariat général, estime Saleh Kebzabo. C'est notre dernière carte si l'on veut faire survivre le mouvement et réunir les courants autour de nos idées. » Mais Zaki (« le lion », en haoussa) souhaitera-t-il plonger dans le panier de crabes et scander, poing levé comme au temps de la splendeur du mouvement ouvrier, « Travailleurs, groupons-nous enfin » ? **JA**

ET SI MAHAMADOU ISSOUFOU, UNE FOIS RETIRÉ DE LA VIE POLITIQUE NIGÉRIENNE, TENTAIT DE RELANCER L'IS ?

MAGHREB & MOYEN-ORIENT

ALGÉRIE-MAROC

Guerre froide

Offres de médiation concurrentes au Mali et en Libye, lutte d'influences à l'Union africaine, le tout assorti de déclarations peu amènes... La joute diplomatique entre Rabat et Alger a repris de plus belle.

FAHD IRAQI, À CASABLANCA

Le « classico » diplomatique entre le Maroc et l'Algérie qui se joue depuis quarante-cinq ans sur le dossier du Sahara s'est étendu ces derniers mois au Sahel et à la Libye. De brûlants dossiers sur lesquels sont braqués les projecteurs de la communauté internationale. C'est que la diplomatie algérienne, inerte du temps de Bouteflika, s'est revivifiée avec l'élection d'Abdelmadjid Tebboune, en décembre 2019, et tente désormais de rattraper quelque trois décennies de « désafricanisation ». Un changement de régime qui a forcé le voisin marocain à retrouver, à son tour, son dynamisme régional.

Sur le conflit libyen, les hostilités ont été lancées lors du sommet de l'Union africaine (UA) de février. « Le président Tebboune en était à sa première participation et espérait que la présidence sud-africaine de l'UA, en 2020, allait lui offrir plus de latitude sur le dossier libyen, après une présidence égyptienne qui a plutôt neutralisé les initiatives africaines en la matière. Il pensait aussi obtenir la tenue à Alger d'une conférence de réconciliation inter-libyenne », explique un familier des arcanes de l'organisation panafricaine. Fureur de Rabat, qui avait déjà subi l'affront, un mois plus tôt, de voir l'Algérie jouer les médiateurs

durant la Conférence internationale de Berlin, tandis que le Maroc avait été écarté. La diplomatie chérifienne considère d'ailleurs que « la réconciliation est un long processus qui évolue graduellement. Aujourd'hui, c'est de légitimité institutionnelle qu'il faut s'occuper en priorité », affirme le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita.

Lamamra récusé par le royaume

La proposition algérienne se voit opposer une fin de non-recevoir. Mais la démission, au début de mars, de Ghassan Salamé, envoyé spécial de l'ONU en Libye, redonne espoir à Alger. Son lobby diplomatique se met en branle pour placer un ancien ministre, Ramtane Lamamra, à la place du Libanais. L'affaire est bien engagée : Lamamra, qui a ses entrées à l'UA, décroche l'approbation officielle de la commission de l'UA, ainsi que celle du président français, Emmanuel Macron. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, n'oppose pas de réserves. Le Maroc, de concert avec les Émirats arabes unis, qui ne veulent pas non plus d'un Algérien, s'active néanmoins pour faire échouer la nomination de Lamamra à ce poste, toujours vacant – l'Américaine Stephanie Williams en assure l'intérim jusqu'au 3 novembre.

Depuis, le Maroc a réussi à renverser la vapeur sur le dossier libyen en passant à l'offensive et en rappelant à qui veut l'entendre →

Nasser Bourita,
ministre
marocain
des Affaires
étrangères et de
la Coopération
internationale,
lors d'une
réunion avec les
représentants
libyens,
le 6 octobre,
à Temara.

82

Tunisie

Interview
de Nabil Karoui

84

Maghreb

Chasse gardée
des émirs

88

Libye

On se bouscule
au portillon

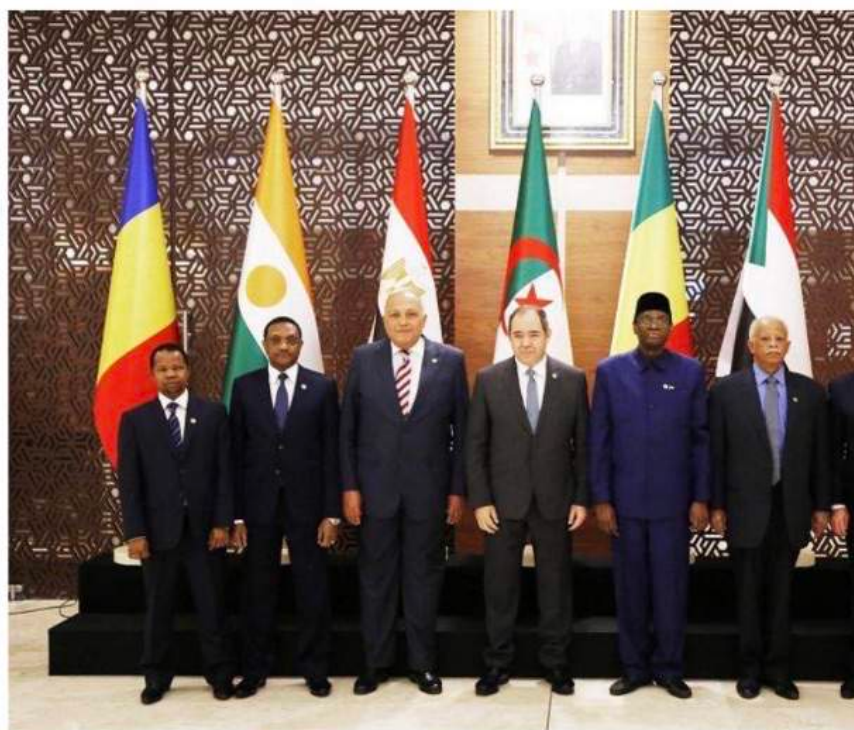


→ que le royaume n'a pas d'agenda en Libye, contrairement à l'Algérie, pays limitrophe. Plus question dès lors de se contenter de l'accord de Skhirat de 2015, qui avait permis l'émergence d'un Gouvernement d'entente nationale (GNA). La diplomatie chérifienne décide de réactiver le processus. Des délégations du Parlement libyen et du Haut Conseil d'État se rencontrent à deux reprises à Bouznika (à 12 km de Skhirat), entre août et septembre, pour réactualiser l'accord. Rabat retrouve ainsi sa place dans le circuit des négociations libyennes : institutionnelles au Maroc, politiques en Suisse et militaires en Égypte. « Le Maroc n'a jamais prétendu à une quelconque exclusivité. Les ronds de négociation de Skhirat et de Bouznika ont d'ailleurs été initiés à la demande de la Libye, car nous inspirons toujours confiance aux différents protagonistes. La diplomatie marocaine est restée cohérente dans ses positions et a maintenu son attachement aux institutions libyennes issues de Skhirat », explique à JA Nasser Bourita.

Agitation ou avancée ?

Observant depuis les tribunes ce ballet diplomatique, Alger se console en jetant le discrédit sur les initiatives du voisin. Au lendemain de la tenue du deuxième round du dialogue inter-libyen à Bouznika, Abdelmadjid Tebboune qualifie le processus « d'agitation diplomatique ». C'est « essayer de donner de l'aspirine à un corps complètement métastasé », estime-t-il. Une métaphore reprise lors de sa visite au ministère de la Défense, qu'il chapeaute également. S'adressant aux hauts gradés, le président algérien met l'accent sur la menace que représente l'aggravation du conflit libyen pour l'Algérie. « Nos frontières sont devenues le théâtre de conflits internationaux qui nous concernent directement, qu'on le veuille ou non », affirme-t-il, qualifiant la Libye de « Somalie de la Méditerranée ». Le président Tebboune réitère son appel à l'organisation d'élections. Sous-entendu : les représentants libyens – dont ceux qui discutent à Bouznika – ne sont pas légitimes.

Pourtant, difficile de ne pas mettre au crédit du royaume l'entente réalisée à Bouznika, aussi symbolique soit-elle. L'ONU, qui ne voit pas toujours d'un bon œil les processus de négociation parallèles, n'a pu que saluer l'initiative marocaine. « Conformément aux instructions royales, notre diplomatie a toujours œuvré de manière dynamique dans ce dossier et n'a jamais cédé aux sirènes du désespoir poussant au statu quo », se félicite Bourita. Les pays qui



Le chef de la diplomatie algérienne Sabri Boukadoum entouré de ses pairs nigérian, tunisien, égyptien, soudanais, nigérien, tchadien et malien, le 23 janvier dernier, à Alger.

ont pu sous-estimer le poids du royaume dans les négociations sur la Libye ont fini par se rattraper. Alors même qu'il supervisait les rencontres de Bouznika, Bourita a ainsi été invité par son homologue allemand à prendre part à une visioconférence sur la Libye. Manière d'apaiser la colère marocaine après l'impair de la Conférence de Berlin.

Course aux nominations

Le crédit retrouvé du royaume sur les dossiers régionaux s'illustre notamment par les récentes nominations de diplomates marocains au sein de missions internationales. Quelques jours seulement avant le premier round de Bouznika, l'ancien ministre Mohammed Aujjar a été désigné à la tête de la mission d'établissement des faits en Libye (FFML), créée en juin par l'ONU. Aux côtés de deux autres experts internationaux, cet ancien représentant permanent du Maroc à l'ONU devrait ainsi piloter cette étape cruciale « pour, a-t-il déclaré à JA, mettre fin à l'impunité et prévenir de nouvelles violations des droits de l'homme et exactions en Libye ». L'organe a été lancé dans le cadre du Conseil des droits de l'homme de l'ONU au sein duquel le royaume a également pu placer un de ses dignitaires. Mahjoub El Hiba, délégué ministériel chargé des droits de l'homme, a été nommé, en septembre, expert au sein de cet organisme redouté. « La communauté internationale est consciente de la cohérence de la politique étrangère du Maroc, commente Nasser Bourita. La démarche royale inspire au royaume sa vocation d'être un pourvoyeur de stabilité acceptée et sollicitée dans la région et sur le plan international. Il ne s'impose pas ! »



CHINE NOUVELLESPA

Une course aux nominations qui se prolonge dans les couloirs de l'UA pour le renouvellement des postes de commissaires. Au sein de l'organisation panafricaine, où elle compte de nombreux sympathisants, l'Algérie est peut-être sur le point de perdre son hégémonie sur le poste de Commissaire Paix et Sécurité, une fonction actuellement assurée par Smaïl Chergui – et avant lui par Ramtane Lamamra. Divisée en interne sur le sujet et confrontée à la lassitude de certains de ses pairs africains, l'Algérie a choisi dans un premier temps de ne présenter aucun candidat. Mais Alger tentera finalement d'imposer un secrétaire général à la tête de la nouvelle instance regroupant la commission Paix et Sécurité et celle des affaires politiques en la personne d'Abdel Kader Araoua. Le Maroc, de son côté, a transmis des noms pour six des sept postes à pourvoir. Problème : c'est le doyen des représentants de l'Afrique du Nord qui est chargé de remettre les candidatures à l'UA... en l'occurrence Lamine Baâli, ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à Addis-Abeba. Alger possède ainsi une carte de choix pour contrer les ambitions de son voisin au sein des institutions panafricaines. Un candidat marocain est toutefois toujours en lice dans la *short list* établie pour la commission Agriculture de l'UA.

Même au sein d'institutions à l'influence relative, comme l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), le royaume ne rate pas l'occasion de se positionner sur les dossiers régionaux. Moha Ouali Tagma, ambassadeur du Maroc à Abuja et auprès de la Cedeao, a été nommé, en septembre, au sein de la délégation mandatée par l'OIF pour « soutenir le processus de restauration des institutions démocratiques au Mali ». Car sur ce terrain, non plus, le Maroc ne veut pas rester à la traîne par rapport à son voisin, qui recommence à faire valoir son rôle dans la région. « Comme le Maroc le fait avec la Libye et les accords de Skhirat de 2015, l'Algérie n'a cessé de rappeler les accords d'Alger de 2015, censés mettre fin à la crise politique et dont la feuille de route n'aurait pas été respectée », estime un observateur.

LE MAROC SE PRÉVAUT DES ACCORDS INTER-LIBYENS DE SKHIRAT, QUAND L'ALGÉRIE FAIT VALOIR CEUX D'ALGER CENSÉS METTRE FIN À LA CRISE MALIENNE.

« Le Maroc n'a jamais perçu les dossiers régionaux de manière géographique, mais plutôt en tenant compte des enjeux géopolitiques », rétorque Nasser Bourita. Le royaume fait ainsi valoir son action en faveur d'une transition malienne en douceur. Dès juillet, la diplomatie marocaine a tenté une médiation pour apaiser les tensions entre le président Ibrahim Boubacar Keïta et l'imam Mahmoud Dicko, figure d'une opposition hétéroclite. « Le Maroc s'est impliqué car il a été cohérent dans sa démarche depuis qu'il a accompagné l'élan de paix enclenché avec l'investiture de Keïta en 2013, à laquelle le souverain avait exceptionnellement assisté, soutient Nasser Bourita. On voyait que les tensions politiques et sociales s'intensifiaient. Il était évident que les Maliens ressentaient le besoin de réinventer leurs arrangements passés qui avaient atteint leurs limites. » Une attaque à peine voilée contre les accords d'Alger.

Offensives et contre-attaques

Contrairement à son homologue algérien Sabri Boukadoum, qui s'est rendu au Mali dès le lendemain du coup d'État militaire, Nasser Bourita n'a fait le déplacement qu'une fois le président par intérim Bah N'Daw nommé, afin d'être reçu par l'ensemble des décideurs politiques et religieux. Il était porteur d'un message royal dans lequel on pouvait lire : « Les Maliens ont la capacité de gérer leurs problèmes et n'ont pas besoin d'une internationalisation de la situation. » Une réponse indirecte à la thèse du président Tebboune, qui estime que « la solution au Mali sera à 90 % algérienne ». Le Mali a régulièrement accusé l'Algérie de complaisance vis-à-vis des jihadistes, quand l'Algérie n'apprécie pas d'être tenue à l'écart de négociations qui ont un impact sur la sécurité de sa frontière. La libération d'une centaine de jihadistes maliens – en échange de celle de l'opposant Soumaïla Cissé et de trois otages européens – a ainsi été très mal reçue par les autorités algériennes.

Les offensives et contre-attaques diplomatiques entre Rabat et Alger au sujet des dossiers régionaux ne constituent qu'une partie de la joute diplomatique permanente à laquelle se livrent les deux voisins. « Imaginez seulement si ces deux puissances africaines étaient sur la même longueur d'onde plutôt que de perdre autant d'énergie à se tirer dans les pattes », regrette un politologue. Mais l'interminable conflit du Sahara, qui entretient la guerre froide entre les deux voisins depuis des décennies, en a décidé autrement. 

Sahara: Tebboune enfonce le clou

Si le président algérien a opéré une véritable rupture avec son prédécesseur sur la forme, rien n'a vraiment changé sur le fond, notamment s'agissant du soutien au Polisario, qu'il a réaffirmé à l'envi.

Depuis 1994, les frontières entre l'Algérie et le Maroc sont aussi hermétiques que les rapports entre les voisins sont glaciaux. Et rien n'indique, d'un côté ni de l'autre, qu'un possible dégel soit à l'ordre du jour. Depuis son arrivée au palais d'El-Mouradia en décembre 2019 après le mouvement populaire qui a chassé Abdelaziz Bouteflika du pouvoir, Abdelmadjid Tebboune souffle le chaud et le froid, se montrant tantôt acerbe, tantôt conciliant avec le voisin de l'Ouest.

Sahara occidental, réouverture des frontières terrestres, relations bilatérales, trafic de drogue, dossiers libyen et malien, ou encore influence en Afrique, les sujets qui empoisonnent les relations entre Alger et Rabat sont légion. Et l'accession de Tebboune à la présidence de la République n'a, sur le fond, pas changé grand-chose. Entre Alger et Rabat, le statu quo est de mise : déclarations incendiaires, articles de presse insultants et incidents diplomatiques rythment une chorégraphie que les deux frères ennemis mettent en

scène depuis maintenant presque un demi-siècle.

Sur la forme, l'actuel président algérien a pourtant opéré une véritable rupture par rapport à son prédécesseur. Depuis l'AVC de 2013 qui l'avait cloué dans un fauteuil roulant, Bouteflika s'était retiré de la scène internationale, rendant ainsi inaudible et inopérant l'appareil diplomatique algérien, que Tebboune s'emploie aujourd'hui à ressusciter. La participation du chef de l'État algérien au 33^e sommet de l'UA, à Addis-Abeba, en février 2020, est une première depuis janvier 2010.

Occasions ratées

Conséquence de cette éclipse diplomatique : l'affaire du Sahara occidental avait fini par être rangée au bas de la pile des dossiers prioritaires de Bouteflika. Avant d'être ressortie et dépoussiérée par Tebboune. Mais si ce dernier répète à l'envi que l'Algérie n'a pas de problème avec le Maroc et qu'il est disposé à rétablir des relations, ses multiples déclarations sur le conflit sont sans équivoque et n'augurent guère d'un début de normalisation.



Au sommet de l'UA, à Addis-Abeba, en février 2020.

Pour Alger, la question du Sahara est toujours une affaire de décolonisation. En visite le 10 octobre au ministère de la Défense, Tebboune a rappelé la position algérienne canonique. Dénonçant « la politique du fait accompli » du Maroc – référence à l'installation de consulats africains dans le Sahara occidental – et l'absence d'une solution pacifique au conflit, il a demandé l'application des résolutions de l'ONU relatives à l'organisation d'un référendum d'autodétermination, la nomination dans les plus brefs délais d'un envoyé spécial onusien, ainsi que la relance du processus de négociations entre Marocains et Sahraouis. Faute de quoi, point de réconciliation.

Soutien indéfectible du Polisario et de la cause sahraouie, l'Algérie est considérée par son voisin de l'ouest comme le troisième belligérant. Aussi, pour Rabat, la solution à cette guerre froide, qui dure depuis le cessez-le-feu de 1991, passe inévitablement par l'implication directe des Algériens. Réponse invariable de ces derniers : l'Algérie n'est pas partie prenante, ne l'a pas été et ne le sera pas. Un diplomate à Alger résume la question ainsi : « L'ONU affirme qu'il y a deux parties responsables, à savoir le Maroc et le Polisario. L'autodétermination est un principe marqueur de notre diplomatie. Nous demandons le respect de la légalité internationale.



DR

Et quel que soit le choix des Sahraouis à l'issue du référendum – l'indépendance ou le rattachement au Maroc –, nous le respecterons. Encore faut-il qu'ils aient la possibilité de décider de leur destin. » Tebboune campe sur cette position. Pourtant, l'histoire démontre que l'affaire du Sahara occidental ne constitue pas un obstacle insurmontable à une éventuelle normalisation. « Contrairement au discours développé au Maroc l'armée algérienne ne conditionne pas la normalisation des relations au règlement de la question du Sahara, abonde un diplomate à Alger. La position de l'armée est conforme à celle de l'État algérien. »

En 1988, à la faveur d'un processus de rapprochement de plusieurs années, notamment grâce à la médiation saoudienne, Alger et Rabat avaient rétabli leurs relations diplomatiques, rompues depuis 1975. En février 1989, le président Chadli Bendjedid avait même effectué une visite de deux jours au Maroc, à l'issue de laquelle les deux pays avaient rouvert leurs frontières. « La question du Sahara n'a pas empêché cette normalisation, pas plus qu'elle n'a

été un obstacle à la réouverture des frontières, note l'ancien ambassadeur Abdelaziz Rahabi. Ce réchauffement s'était d'ailleurs opéré sur la base d'un consensus autour de l'organisation d'un référendum d'autodétermination. »

Le divorce arrive en 1994 avec l'attentat terroriste de Marrakech. Nouvelle fermeture des frontières et brutal retour à la période glaciaire. L'espoir renaît avec l'arrivée au pouvoir de Bouteflika, en 1999, quelques mois avant l'accession au trône de Mohammed VI. Natif du Maroc, où il a passé sa jeunesse, diplomate au long cours réputé iconoclaste, l'ex-ministre des Affaires étrangères de Boumédiène affiche sa volonté de régler tous les contentieux avec le voisin. « Vous verrez, je vais régler la question du Sahara occidental dans six mois », confie-t-il à des diplomates algériens quelques semaines après son élection. Las ! Entre lui et Mohammed VI, le courant ne passe vraiment pas. Bouteflika prend de haut le souverain marocain, le juge immature et fermé, quand M6 goûte peu la condescendance du président algérien, dont il confie un jour à Jacques Chirac qu'il n'est « pas fiable ». Ambiance.

Pourtant, l'occasion de solder les différends s'était présentée lors du sommet de la Ligue arabe de mars 2005, à Alger, auquel

le roi du Maroc avait assisté. « Bouteflika a promis à Mohammed VI de faire une déclaration commune pour amorcer le dégel des relations à l'occasion de ce sommet, se souvient un diplomate algérien. Il l'a fait poireauter pendant deux jours, avant que le roi du Maroc quitte Alger sans décrocher la rencontre tant attendue. » L'occasion ne se renouvellera pas. Les relations se réduisent depuis à des échanges protocolaires ou épistolaires à l'occasion des fêtes nationales, où les sempiternels serments d'amitié entre les « deux peuples frères » ne font jamais défaut. Dans les faits, les frontières terrestres, dont la réouverture est sans cesse réclamée par Rabat comme un gage de bonne volonté, sont toujours fermées.

Gouffre

En juin, le tollé soulevé par une déclaration prêtée au consul du Maroc à Oran – « l'Algérie est un État ennemi » – et la convocation de l'ambassadeur marocain à Alger révèlent à quel point les liens demeurent tendus. Accusé d'être un agent du renseignement marocain – des allégations que le ministre chérifien des Affaires étrangères a jugées ridicules et sans fondement –, le consul a fini par être rappelé à Rabat. Cette première crise diplomatique sous la mandature de Tebboune illustre le gouffre qui sépare toujours les deux frères ennemis. « On a appris à vivre les uns sans les autres », résume un proche du chef de l'État algérien.

FARID ALILAT

POUR RABAT, LA SOLUTION AU CONFLIT PASSE PAR L'IMPLICATION D'ALGER, LEQUEL RÉPOND QU'IL N'EST PAS PARTIE PRENANTE.

Nabil Karoui

« L'alliance avec Ennahdha est stratégique »

Un an après sa défaite à la présidentielle, le leader de Qalb Tounes est revenu au centre du jeu politique... à la faveur d'un rapprochement avec les islamistes. Il s'en explique.

FRIDA DAHMANI, À TUNIS

Ses déboires judiciaires ont eu raison de la candidature de Nabil Karoui à la présidentielle de 2019. Un an plus tard, le bouillonnant fondateur et président de Qalb Tounes a rebondi et changé de braquet ; il s'exprime moins, mais agit plus, s'installe sans bruit au centre de la scène politique tunisienne, en dialoguant aussi bien avec les conservateurs d'Ennahdha, les ultras d'El Karama qu'avec une partie de la famille moderniste. Une stratégie fédératrice qui fait de lui l'un des hommes forts du pays. Et qui lui permet aujourd'hui d'avoir l'oreille du nouveau gouvernement Mechichi.

Jeune Afrique : Quel bilan faites-vous de cette première année de législature ?

Nabil Karoui : Entre les choix des anciens chefs de gouvernement, Habib Jemli et Elyes Fakhfakh, et la crise récurrente, nous avons malheureusement perdu beaucoup de temps. Mais l'expérience a été utile : elle montre que la scène politique n'est pas binaire, scindée entre une droite et une gauche, entre islamistes et anti-islamistes, mais, avec toutes ses nuances, multidimensionnelle. Le 31 juillet 2019, le projet de retrait de la confiance à Rached Ghannouchi, président de l'Assemblée, a été un test grandeur nature de la solidité de l'alliance entre partis. Avec une centaine de députés, cette alliance est devenue l'unique garant de la stabilité en Tunisie. Elle a permis d'écarter les propositions hasardeuses

du chef de l'État, comme l'activation de l'article 100 de la Constitution qui aurait constaté une vacance du poste de chef du gouvernement. Elyes Fakhfakh n'était pourtant ni en fuite, ni emprisonné, ni malade, ni décédé ! Mais le 31 juillet, l'assise des 120 députés a changé la donne et permis la validation du gouvernement Mechichi. Le Parti destourien libre [PDL] et sa présidente, Abir Moussi, ont survendu la mort politique de Rached Ghannouchi et d'Ennahdha. Nous aurions alors eu la superposition de deux populismes, celui de Kaïes Saïed et celui d'Abir Moussi...

Comment expliquer votre position privilégiée ?

Je n'ai de contentieux ni avec Ennahdha ni avec El Karama. Par contre, beaucoup d'autres partis veulent une revanche sur les cinq dernières années et ont senti l'odeur du sang à travers les tentatives du PDL. Mais l'hallali n'a finalement pas sonné. La position actuelle de Qalb Tounes permet de bloquer ces dérives, mais tout cela n'a pas été sans difficultés. Nous avons notamment pesé pour éviter la création d'un fonds de Zakat (aumône légale) et de dons qui était une nouvelle forme d'impôts, mais aussi



Son positionnement fédérateur lui permet aujourd'hui d'avoir l'oreille du nouveau gouvernement.

pour bloquer le passage du gouvernement de Habib Jemli. Et nous préparons une motion de censure contre Fakhfakh quand il a démissionné. De la même manière, nous avons travaillé au maintien de Rached Ghannouchi à la tête de l'Assemblée et au vote de confiance en faveur du gouvernement Mechichi, si bien qu'aujourd'hui Qalb Tounes est dans une alliance stratégique avec l'exécutif. C'est ainsi que nous avons fondé une coalition gouvernementale avec El Karama, des indépendants et Ennahdha. Mais il ne s'agit pas là d'une nouvelle troïka. C'est une plateforme de programme à laquelle tous peuvent adhérer. Nous allons d'ailleurs sous peu être rejoints par des groupes parlementaires de



**SEUL LE SECTEUR PRIVÉ PEUT SAUVER LE PAYS
ET EN FINIR AVEC LE POPULISME QUI JETTE LA
SUSPICION SUR LES NANTIS.**



NICOLAS FAUQUE/WWW.IMAGESDETUNISIE.COM

la famille moderniste. Nous avons une bonne assise parlementaire sans que personne n'impose de diktats. Avec un Parlement aussi morcelé, il n'y a pas de place pour le dogmatisme.

C'est-à-dire ?

Nous étions le deuxième parti aux législatives, mais le président Saïed a fait fi des règles du régime parlementaire et a préféré nous écarter au profit de personnes sans assise parlementaire. Nous avons accepté la situation pour préserver la stabilité du pays. Mais il se trouve que le choix de Hichem Mechichi est un bon choix, d'autant qu'il semble avoir pris ses distances avec Carthage. Nous avons donné l'impulsion nécessaire pour que l'exécutif passe et éviter ainsi des scénarios à risque. Tout est finalement une question de dynamique : l'essentiel n'est pas tant d'avoir un nombre élevé de députés que de nouer les bonnes alliances.

Qalb Tounes n'est pourtant pas au gouvernement...

Nous n'avons pas demandé à l'être, nous n'avons pas besoin de sièges gouvernementaux. Il suffit que l'exécutif inscrive à son programme la lutte contre la pauvreté et la libéralisation de l'économie pour qu'il obtienne notre soutien. Avec l'actuelle loi électorale, si le premier parti ne travaille pas avec le second, il n'y a pas de stabilité. C'est ce qui a été démontré avec l'exécutif de Fakhfakh, qui a ignoré les poids parlementaires, ce dont se préserve Mechichi en restant ouvert au dialogue. L'alliance avec Ennahdha est stratégique.

La libéralisation de l'économie est-elle une condition de sortie de crise ?

La priorité est d'abord que les plus démunis soient intégrés à la société et que la paupérisation de la classe moyenne soit freinée. La libéralisation suivra pour relancer l'investissement. Faute de quoi il sera impossible, avec un État en faillite, d'aider les pauvres. Aujourd'hui, seul le secteur privé peut sauver le pays et en finir avec le populisme qui jette la suspicion sur

les nantis. La haine et la lutte entre classes sociales n'ont pas lieu d'être. Le premier pas est l'adoption d'une loi de sauvetage de l'économie qui proposera la libéralisation de différents secteurs, assortie d'une amnistie fiscale, une amnistie de change et douanière. La Tunisie ne peut continuer avec des textes sur le change totalement obsolètes et couper ses citoyens des nouveaux modes de paiement. L'autre point sur lequel il faut revenir est l'interdiction faite aux étrangers de posséder un bien. Une absurdité ! Comme le disait Cheikh Zayed [Zayed Ben Sultan Al Nahyane], des Émirats arabes unis, « je n'ai jamais vu un étranger repartir avec un appartement sur le dos ». En changeant ces dispositions, on relancera l'immobilier et le tourisme. Il faut également arrêter de criminaliser l'économie parallèle et contribuer à l'intégrer à l'économie.

Le marché tunisien est envahi par des produits venus de l'étranger. Faut-il en interdire certains ?

C'est une question de compétitivité. À nous de faire en sorte que les produits locaux soient attractifs. Il faut lever les blocages : nous pourrions ainsi mettre à profit l'opportunité économique que représente la Libye.

Les syndicats risquent de s'opposer à cette politique.

Il faut traiter les dossiers au cas par cas pour les entreprises publiques. Le reste fera l'objet de discussions. Les syndicats ne sont pas obtus et sont surtout patriotes : ils ne peuvent nier les chiffres et veulent aussi trouver des solutions de sortie de crise. Il faut aussi tenir compte d'un paysage politique en pleine recomposition avec la déconfiture de partis comme Ettayar, Echaab, et surtout Tahya Tounes. Ce parti factice qui se considérait comme parti de l'État n'avait que l'opportunisme pour programme. Et les slogans anti-corruption ont fait long feu avec Elyes Fakhfakh. Cette législature ne sera donc pas politique, mais bel et bien sociale et économique, d'où la priorité donnée à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration du pouvoir d'achat. 

Chasse gardée des émirats

Avec l'arrivée de températures plus clémentes, les princes du Golfe ont coutume de converger vers le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Objet de leur convoitise: le gibier des grandes étendues nord-africaines. Et tant pis s'il s'agit d'espèces protégées.

AREZKI SAÏD, FRIDA DAHMANI ET FAHD IRAQI

Bouarfa, Tata, Missour, Guelmim... Des bourgades loin des cartes postales du Maroc touristique. Pourtant, elles connaissent un tourisme d'un autre genre, quasi confidentiel. Souvent, les habitants de ces petites villes voient défiler des visiteurs en provenance des pays du Golfe. « Ce sont de riches hommes d'affaires, voire des émirats. Ils arrivent avec de grands 4x4, installent des bivouacs de luxe pour quelques jours durant lesquels ils s'adonnent à la chasse à l'outarde », raconte un habitant de Tata (à 450 km de Marrakech). « En 2014, le petit aéroport de Bouarfa a été transformé en pavillon d'honneur avec la présence d'un ministre et du wali de la région, qui accueillaient en grande pompe l'ancien émir du Koweït, venu chasser dans la région », se souvient un ancien fonctionnaire de cette ville à la frontière algérienne (à 270 km de Oujda).

Feu Ahmed Jaber Al Sabah n'est pas la seule tête couronnée du Golfe à avoir posé son arsenal de chasse au royaume. Hamad Ben Khalifa Al Thani, ancien émir du Qatar et père de l'actuel souverain, était aussi un habitué des lieux et s'est même vu offrir, en 2011, une réserve de chasse s'étendant sur une superficie de 45 000 hectares, non loin de la ville de Guelmim (à 200 km d'Agadir). Mohammed Ben Rachid Al Maktoum, l'émir de Dubaï, est lui aussi fan des regs marocains, où il lâche fréquemment ses faucons.

La chasse à l'outarde, devenue intensive dès le début des années 1970, a ainsi fini par conduire à la raréfaction de cette espèce protégée. Le Maroc a rattrapé le coup en concluant une convention avec les Émirats arabes unis pour la création d'espaces de préservation réservés à cette espèce d'oiseau. Une station d'élevage est ainsi sortie de terre, en 2005, financée par l'Emirates Center for Wildlife Propagation (ECWP) afin de déployer « une stratégie globale de conservation visant à restaurer et à préserver les populations naturelles d'outarde houbara d'Afrique du Nord ». Une infrastructure qui permet à l'ECWP de produire plus de 20 000 oiseaux par an. « C'est le triste drame de l'outarde: tuée, puis protégée pour être mieux tuée », se désole le docteur Abdelouahed Oufkir, dans la revue spécialisée *GéoDév*. Pour ce spécialiste du bassin du Guir, « il est temps que les autorités et la société civile fassent en sorte que la chasse pratiquée sur leurs communes soit contrôlée et coordonnée localement pour mettre fin au

**EN 2019, LES CLICHÉS
DE SAUDIENS S'AFFICHANT
AVEC QUELQUE 1500
TOURTERELLES MASSACRÉES
EN UNE MATINÉE
AVAIENT FAIT LE BUZZ.**





L'outarde est chassée à l'aide de faucons dressés et munis de puces électroniques pour pouvoir être suivis par leurs propriétaires.

braconnage et favoriser la reconstitution de la faune sauvage ».

Dans les localités concernées, la population est tiraillée entre l'activité économique générée par ces chasses et son impact sur l'environnement. Certains évoquent les scandales écologiques, comme celui de l'année dernière : les photos d'un groupe de Saoudiens s'affichant avec quelque 1500 tourterelles massacrées en une matinée avaient fait le buzz sur les réseaux sociaux. Les locaux déplorent aussi la création de réserves clôturées qui empêchent les nomades éleveurs de chameaux d'accéder à des zones pastorales. D'autres habitants de Bouarfa et de Tata y trouvent en revanche largement leur compte en travaillant pour les chasseurs durant la saison, qui démarre généralement au mois de novembre. « Pourvu que les restrictions sanitaires soient levées d'ici là afin de permettre leur retour », lance un commerçant de Tata qui s'est reconverti en rabatteur à l'occasion de ces parties de chasse de luxe.

Vertus aphrodisiaques

« Il fait l'émir comme s'il était chez lui ! » fulminait dans les années 1970 le ministre tunisien de l'Agriculture Hassen Belkhoja, qui avait refusé à un prince saoudien une autorisation de chasse à l'outarde. Un demi-siècle plus tard, l'engouement pour ce gibier est intact : les Saoudiens ont simplement été remplacés par les Qataris. « Le président Ben Ali, obligé des Saoudiens, tolérait la chasse à l'outarde. De manière tacite, le Sud tunisien était divisé en cinq zones de chasse réservées spécifiquement à des princes de la famille régnante, dont Nayef et Abdallah. Les Qataris se contentaient, eux, d'un petit territoire vers Chott el-Garsaa », raconte Adnane, un lanceur d'alerte qui, chaque →

EZEQUIEL SCAGNETTI/REPORTERS-REA



→ année, observe la recrudescence du business de la chasse à l'outarde et à la gazelle.

« Ce n'est pas une chasse mais du braconnage qui ne respecte aucun des rythmes biologiques des animaux », dénonce la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), qui apporte son soutien à Abdelmajid Dabbar, président de l'Association Tunisie Écologie (ATE), pionnier de la protection des écosystèmes et des espèces, dont l'outarde, une variété encore sauvage en Tunisie. Mais rien n'y fait, l'engouement pour l'outarde ne fléchit pas. « Ce n'est pas tant l'outarde houbara qui est recherchée, mais son cœur, son foie et sa vésicule biliaire, qui auraient des vertus aphrodisiaques », explique Khémaïs, un résident de Douz grand amateur de chasse. Une promesse-produit qui explique en partie l'attrait exercé par le Maghreb sur ces riches touristes du Golfe, qui ont transformé les classiques parties de chasse en véritables expéditions guerrières.

Et ils ne lésinent pas sur les moyens. « En 2014, se souvient Abdelmajid

Dabbar, les Qataris avaient à disposition, outre un campement entièrement équipé, un hélicoptère, des rabatteurs, une trentaine de 4x4 et des Hummer. » Une partie de chasse qui avait alors obtenu le feu vert des autorités et à laquelle avait participé l'émir Tamim Ben Hamad Al Thani avec des proches. Les Qataris disposent depuis 2008 d'une réserve naturelle attitrée dans le désert tunisien. « Ils arrivent avec tout le nécessaire et leur propre personnel. Les gros-porteurs déchargent le matériel à l'aéroport de Tozeur, qui devient une base de départ pour ces razzias. En 2011, ils avaient profité de l'aide apportée aux réfugiés de Libye par des associations caritatives de Doha pour acheminer aussi

LES QATARIS DISPOSENT DEPUIS 2008 D'UNE RÉSERVE NATURELLE ATTITRÉE DANS LE DÉSERT TUNISIEN.

des équipements de chasse. La crise du tourisme et le terrorisme ne les ont pas empêchés d'investir dans un hôtel de luxe en bordure du désert », constate un guide de la région, qui évoque également une discrète présence de jeunes femmes, venues de Beyrouth ou de Londres, pour animer les soirées. « Même les faucons sont acheminés par avion », souffle-t-il.

Hôtes de Bouteflika

Ce n'est qu'à partir des années 1980 que les princes du Golfe, qui jusqu'alors avaient pris leurs habitudes au Maroc et en Tunisie, jettent leur dévolu sur les grands espaces algériens, qui abritent en abondance un gibier dont les princes raffolent : la gazelle dorcas et l'outarde houbara – toujours elle. Deux espèces pourtant dûment protégées par le décret présidentiel du 20 août 1983.

À la fin des années 1990, le phénomène prend de l'ampleur avec l'avènement d'Abdelaziz Bouteflika. Écarté du pouvoir à la mort de Boumédiène en 1978, le futur président avait rongé son frein aux



Le 4x4 du roi de Bahreïn, Hamad Ben Issa Al Khalifa, pendant une partie de chasse au Maroc, le 28 décembre 2007.

Émirats arabes unis. Se sentant redevable envers ses hôtes, qui l'avaient entretenu durant ce qu'il a qualifié de « traversée du désert », Bouteflika leur ouvre le Sahara algérien comme terrain de chasse. Au titre d'invités personnels du président, les émir du Golfe bénéficient alors en Algérie d'un traitement de choix. Leurs jets privés et leurs avions-cargos atterrissent de nuit et dans la discrétion la plus absolue dans les aéroports du Sud. Des 4x4 tout confort et des camions frigorifiques, permettant de conserver le gibier, les rejoignent ensuite par voie terrestre. Des escortes de la gendarmerie nationale sont mobilisées pour veiller à leur sécurité, et des guides locaux sont fournis. Les princes ont la réputation de payer grassement chauffeurs, aides-cuisiniers, mécaniciens et guides. Un simple ouvrier chargé de planter les piquets de leurs tentes peut recevoir jusqu'à 1 000 dollars pour cette seule mission. Mais, malgré ces salaires élevés, les traitements humiliants ont souvent dissuadé ces employés de renouveler l'expérience.

Les princes ont pour habitude d'écumer les étendues désertiques de Djelfa, Biskra, Ghardaia, Laghouat, Bechar, Naama (pour les Émiratis et les Saoudiens) et El Bayadh, (pour les Qataris). Une cohabitation pas toujours harmonieuse tant la compétition pour les meilleures zones de chasse fait rage. À plusieurs reprises, des médiateurs algériens ont dû intervenir pour mettre fin aux disputes entre leurs hôtes de la péninsule arabique.

Les rares personnes qui ont pu les approcher décrivent, là encore, des méthodes de chasse dévastatrices, avec des dizaines de véhicules qui saccagent le maigre et fragile couvert végétal. L'outarde est chassée à l'aide de faucons dressés auxquels les émir accrochent des puces électroniques pour les suivre facilement à bord de leurs 4x4. Pour les gazelles dorcas, une fois repérées, les émir se contentent de les suivre en voiture jusqu'à ce qu'elles tombent d'épuisement. Les serveurs n'ont ensuite plus qu'à les ramasser et à les charger dans les véhicules. Les princes ne se contentent pas de chasser les

outardes. Leurs œufs sont ramassés pour être frauduleusement exportés. Les parties les plus nobles de l'outarde sont congelées sur place pour être offertes une fois les chasseurs de retour dans le Golfe.

Deux centres de reproduction, l'un pour l'outarde et l'autre pour la gazelle dorcas, ont été installés en 2018 dans la wilaya d'El Bayadh. Les centres sont entièrement financés par le Qatar. En 2013 et en 2014, l'émir du Qatar avait pris ses quartiers d'automne à El Bayadh. De son côté, l'émir de Dubaï, Mohammed Ben Rachid Al Maktoum, a fait, en 2017, « don » à l'Algérie de 500 gazelles... destinées à être lâchées dans le secteur de Naama et tuées. Dans les localités du Sud, les populations ont fini par être excédées par ces princes sans gêne qui se comportent en terrain conquis avec la bienveillance des autorités. À Oued Souf, les locaux ont décidé de prendre les choses en main et s'organisent régulièrement, comme en 2016, pour faire fuir les gazelles hors des zones ratissées par les riches touristes du Golfe. 

On se bouscule au portillon

La démission attendue de Faye al-Sarraj est le prélude à la mise en place de nouvelles institutions politiques unifiées. Mais la multiplication des candidatures aux principaux postes du futur exécutif a grippé le processus de réconciliation nationale.

SARAH VERNHES

Après plus d'un an de conflit entre les forces du gouvernement de Tripoli et celles du maréchal Khalifa Haftar, la démission du Premier ministre du Gouvernement d'accord national (GNA), Faye al-Sarraj, pourrait ouvrir la voie à une sortie de crise politique. Ce dernier a annoncé, le 16 septembre, qu'il s'appropriait à quitter ses fonctions à la fin d'octobre. Mais à une condition, et non des moindres : la nomination d'un nouveau gouvernement.

Ce chambardement politique est attendu par une population exténuée par les ravages de la guerre et par la corruption des pouvoirs exécutifs. Des milliers de personnes ont manifesté en septembre à Tripoli, à Benghazi, à Misrata et à Sebha pour réclamer de meilleures conditions de vie et le départ des dirigeants en place, tandis que des représentants de l'Ouest et de l'Est reprenaient langue pour relancer les négociations de sortie de crise dans la foulée de l'accord de cessez-le-feu annoncé le 22 août.

La mission onusienne piétine

De son côté, la cheffe de la mission des Nations unies en Libye (UNSMIL), Stephanie Williams, ferraille pour mettre en œuvre son plan de réconciliation nationale en vue de faire valider un nouvel accord destiné à remplacer celui de Skhirat, en 2015, qui avait acté la création du GNA. Mais le remplacement de Faye al-Sarraj risque d'être repoussé malgré la volonté du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, réaffirmée le

5 octobre, de le voir transmettre le pouvoir à la fin du mois. Or, « face à l'évolution du conflit, il est aujourd'hui difficile de trouver une personnalité comme Faye al-Sarraj, qui est une figure de compromis », souligne le spécialiste de la Libye Emad Badi.

De plus, le grand forum pour le dialogue politique prévu pour la fin d'octobre à Genève a déjà été décalé pour novembre et devrait se tenir à Djerba pour des raisons logistiques. Censée renvoyer l'image de larges

concertations nationales, la rencontre réunira près de 90 représentants des trois régions libyennes. Objectif : valider les noms des personnalités appelées à diriger les futures institutions. L'organisation de ce forum fait écho à la tentative de l'ex-patron de l'UNSMIL, Ghassan Salamé, d'organiser une grande conférence nationale de sortie de crise en mars 2019. Celle-ci avait avorté en raison de l'offensive lancée sur Tripoli par le maréchal Haftar. Or l'histoire pourrait se répéter : l'état-major du GNA a fait état, le 8 octobre, de nouvelles menaces militaires sur Bani Walid, Gharyan et Tarhouna. Mais Emad Badi reste circonspect. Selon lui, « l'UNSMIL applique les mêmes formules qui n'avaient pas fonctionné



FABRICE COFFRINI/AFIP

précédemment. Même si la réunion a bien lieu, elle ne va pas nécessairement avoir un impact sur la situation sur le terrain ».

Aguila Saleh écarté

À l'issue d'innombrables médiations, les deux camps rivaux étaient parvenus à un accord sur la structure des futures institutions politiques lors des négociations menées à Bouznika (Maroc) entre les représentants du Haut Conseil d'État de Tripoli et de la Chambre des représentants de Tobrouk. Mais ils bataillent désormais pour faire nommer leurs favoris. Il a été convenu que le futur président devrait être originaire de l'Est et que le Conseil présidentiel serait restreint à trois membres représentant les régions de la Tripolitaine, de Cyrénaïque et du Fezzan.

En coulisses, le patron de la Chambre des représentants de

LA RÉUNIFICATION DU PAYS DÉPEND AUSSI DES NÉGOCIATIONS ENTRE LES PARRAINS ÉTRANGERS DES DEUX CAMPS RIVAUX.

Tobrouk, Aguila Saleh, avait fait valoir son ambition de briguer la fonction suprême. Un espoir rapidement balayé par les membres du Conseil d'État de Tripoli. Aguila Saleh a vu ses chances s'amenuiser avec la perte de nombreux soutiens au sein du Parlement. Un revirement illustré par le départ de son adjoint Fawzi Annweiry, qui a rejoint le groupe parlementaire dissident de Tripoli. Le patron de la Chambre des représentants se rallierait alors à la candidature d'Abdelbaset al-Badri, ambassadeur de Libye à Riyad et neveu de l'ex-secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) de 2007 à 2016, Abdallah Salem al-Badri. La proximité d'Abdelbaset al-Badri avec Khalifa Haftar fait de lui un bon candidat pour les parrains étrangers du maréchal, la Russie et l'Arabie saoudite.

Trois autres noms sont évoqués pour la présidence : Fathi Majbri, ancien vice-président du Conseil présidentiel libyen, Jadallah Azzuz al-Talhi, ex-Premier ministre (en 1979) de Mouammar Kadhafi, et Mohamed al-Megarief, ancien président du Congrès général national (CGN), dont le fils, Tarik Youssef al-Megarief, est membre du conseil d'administration de la Banque centrale libyenne (BCL), à Tripoli, et proche de son gouverneur, Al-Seddik Omar al-Kabir. Mais la fonction de Premier ministre, qui concentrerait l'essentiel des pouvoirs, reste la plus stratégique. Jusqu'à présent, le ministre de l'Intérieur misrati du GNA, Fathi Bachagha, tient la corde pour le poste, fort de la stature internationale qu'il s'est forgée, notamment du fait de ses bonnes relations avec Washington.

Fathi Bachagha est concurrencé par un autre poids lourd de Misrata : Ahmed Miitig. L'homme d'affaires et numéro deux du Conseil présidentiel peut se targuer d'avoir réussi le tour de force de signer un accord de relance de la production pétrolière avec Khalifa Haftar le 18 septembre. Sont également dans les starting-blocks, l'homme d'affaires misrati Mohamed al-Muntasser, l'ex-membre zintani du Conseil présidentiel Omar al-Aswad, l'ancien premier vice-président de la Chambre des représentants M'Hamed Chouaib, ainsi que l'ambassadeur de Tripoli à Washington, Tahar el-Sonni.

La loi des milices

Fayez al-Sarraj pourrait temporiser, mais il doit toujours composer avec les milices de Tripoli. Le Premier ministre a donné des gages à la communauté internationale en travaillant sur un plan de désarmement et de désengagement des milices piloté par Fathi Bachagha. Ce programme est appuyé par Washington, soucieux de lutter contre le terrorisme en Libye. Depuis 2015, les milices sont montées en puissance sur le terrain tripolitain, se substituant aux services de sécurité traditionnels. La milice Rada travaille ainsi directement pour le compte du ministère de l'Intérieur, alors qu'elle avait été rebaptisée en 2018 Unité de prévention du crime organisé et du terrorisme. De son côté, la puissante milice Nawasi a réussi à infiltrer les services de renseignements.

La réussite du processus de réunification du pays dépend aussi des négociations entre les alliés étrangers des camps rivaux. Parrain de Khalifa Haftar, les Émirats arabes unis veulent à tout prix maintenir le maréchal en pole position. De son côté, la Russie cherche à associer les kadhafistes aux négociations, mais vise surtout à maintenir sa présence dans l'Est par le biais de la société paramilitaire Wagner, encore présente sur certains sites pétroliers. Quant à la Turquie, soutien du GNA, elle veut placer ses hommes dans le futur gouvernement pour ne pas perdre la main dans le bassin méditerranéen. **JA**



Le Premier ministre du GNA,
le 24 février, à Genève.

OBJECTIF COTONOU

UNE VILLE, SES DÉFIS

Dans la cour des grands



Le boulevard de la Marina,
dans le centre-ville.

Développement urbain. À l'instar du reste du pays et malgré la conjoncture mondiale morose, la capitale économique du Bénin est en pleine mutation. Son ambition: se tailler une place de choix dans le chapelet des métropoles côtières ouest-africaines.



MATTHIEU MILLECAMPS

Il est encore tôt sur le boulevard de la Marina quand deux véhicules militaires pénètrent dans la cour de la résidence de Mathieu Kérékou. Sous le regard de la petite escouade d'hommes qui en descend, les huissiers entament leur office. Les effets personnels de l'ancien président sont entassés dans les couloirs avant d'être évacués, les voitures sorties des garages... Il faut faire place nette, rapidement. En ce matin du 5 novembre 2019, au terme d'un long bras de fer judiciaire, l'État reprend possession manu militari de la résidence Les Filaos, où Kérékou a vécu de 1965 jusqu'à sa mort, en 2015.

La scène aurait dû rester discrète. Mais les images ne tardent pas à se retrouver sur les réseaux sociaux, sans que l'on sache vraiment, encore aujourd'hui, si ce sont des membres de la famille de l'ancien chef de l'État, choqués, ou des militaires, trop heureux de ce scoop, qui ont pris et partagé ces photos.

Moins d'un an plus tard, les bulldozers sont passés. Il ne reste aujourd'hui plus rien du bâtiment, détruit jusqu'à ses fondations pour laisser la place au jardin Mathieu-Kérékou, concession faite au devoir de mémoire vis-à-vis de l'ancien chef du parti unique, qui aura ouvert le Bénin au multipartisme.

Bientôt, ici, les Cotonouais pourront se promener à l'ombre des filaos, au cœur d'un nouvel espace vert, lequel s'intègre au vaste plan de rénovation urbaine qui, depuis deux ans, modifie en profondeur la physionomie de la ville. Ironie du sort, la résidence de l'ancien président marxiste-léniniste est devenue le passé dont les promoteurs du Cotonou nouveau ont choisi de faire table rase.

Dans les couloirs du ministère du Cadre de vie, comme au sein des services de l'État chargés de mettre en musique le très ambitieux volet urbanistique du Programme d'actions du gouvernement (PAG) 2016-2021 – lancé quelques mois après que le président Patrice Talon a pris ses quartiers au Palais de la marina –, on préfère éviter de revenir sur cet épisode. De même, quand on évoque l'expulsion des habitants des berges lagunaires de Xwlacodji, en août 2019, ou celle des commerçants de Dantokpa, en février dernier, on préférera parler d'opération de « libération de l'espace public » plutôt que de « déguerpissement ».

Coincée sur une bande de terre de 4 km de large entre l'océan Atlantique au sud et



GWENN DUBOURTHOMIEU POUR JA

le lac Nokoué au nord, et partagée en deux, en son centre, par une lagune enjambée par trois ponts, Cotonou fait sa révolution. Une révolution urbaine menée à marche forcée avec un objectif fixé par le « patron », Patrice Talon : améliorer la vie des Cotonouais et rendre Cotonou plus attrayante pour les investisseurs, voire incontournable.

Comparé à Lomé la togolaise, ou à Accra la ghanéenne, Cotonou peut et doit « se faire une place, à son échelle et avec son identité, sans se fondre dans une « ville globale » », martèle José Tonato, le ministre du Cadre de vie (*lire pp. 98-99*).

Sur les pavés, l'asphaltage

Sous la houlette du ministre, depuis deux ans, la métropole béninoise est un chantier à ciel ouvert. Partout, les engins creusent des canalisations et éventrent les routes constellées de nids-de-poule pour dérouler à la place de larges bandes de bitume qui, à peine sèches et ouvertes à la circulation, font le bonheur des zémidjans et de leurs passagers.

Le projet Asphaltage est entré dans sa phase active en août 2018. Il prévoyait dans sa première phase la réfection de 237 km de voirie



Terminal à conteneurs sur le port autonome.

à Cotonou – sur un total de 646 km prévus sur le plan national, pour un budget global de 900 milliards de F CFA (près de 1,4 milliard d'euros), dont environ 300 milliards pour Cotonou. La quasi-totalité des rues du centre historique ont déjà été bitumées ou pavées, ou sont en passe de l'être. Plusieurs axes stratégiques (dits pénétrants) l'ont également été, afin de désenclaver les quartiers résidentiels et de faciliter l'accès aux principaux axes structurants qui traversent la ville d'est en ouest pour la relier aux autres localités de l'agglomération du Grand Nokoué – Abomey-Calavi, Porto-Novo, Ouidah et Sèmè-Kpodji –, qui compte 2,3 millions d'habitants, dont environ 700 000 à Cotonou intra-muros.

La pandémie de Covid-19 a certes retardé certains des chantiers, mais sur ce projet « l'essentiel du gros œuvre a été réalisé et tout est désormais en cours de finition », souligne Gilbert Francisco, directeur général par intérim de l'Agence du cadre de vie pour le développement du territoire, qui assure que « la phase 1 sera terminée dans les deux prochains mois », donc d'ici à janvier 2021. Ces finitions, c'est l'une des promesses du plan : la rénovation de façade à façade, c'est-à-dire

assainissement, trottoirs, mobilier urbain et éclairage compris. « C'est cela aussi qui transforme radicalement la vie des habitants », souligne Gilbert Francisco. L'ingénieur des Ponts et Chaussées, qui dirige le bras armé opérationnel du ministère du Cadre de vie, a déjà conduit des projets de rénovation urbaine au Maroc, au Qatar et en Norvège.

Selon lui, si le projet Asphaltage est le plus spectaculaire, il est loin d'être le seul projet à participer à la révolution urbaine en cours à Cotonou. Alors qu'en juillet et en août certaines rues de la ville se sont de nouveau transformées en torrents, la mise sur les rails du Programme d'assainissement pluvial de Cotonou (PAPC) devrait à terme permettre à la ville de mieux résister aux inondations.

Sa situation en aval du fleuve Ouémé rend la ville d'autant plus vulnérable qu'elle n'a quasiment aucun relief. Pour y remédier, le PAPC prévoit la réfection d'un réseau de drainage et de collecte des eaux long de 136 km, la création de nouveaux bassins de rétention, l'aménagement de nouvelles rues dans certains quartiers particulièrement touchés, afin d'améliorer l'écoulement des eaux. Le coût du PAPC – 250 milliards de F CFA – a été financé grâce au soutien de plusieurs bailleurs de fonds, dont la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Agence française de développement, la Banque ouest-africaine de développement, la Banque européenne d'investissement et la Banque islamique de développement.

Le port, poumon économique

Si, dans ce combat contre les inondations pluviales, tout reste à faire, celui contre l'érosion côtière semble gagné. Tout au moins sur le segment du littoral de Cotonou, où d'importants travaux ont été réalisés (*lire pp. 106-107*). « Nous allons également valoriser ces atouts en aménageant le complexe lagunaire pour favoriser le développement du tourisme », ajoute Gilbert Francisco.

« La situation géographique de Cotonou est une bénédiction dont il nous faut tirer le meilleur parti, s'enthousiasme Luc Atrokpo, le nouveau maire de Cotonou (*lire pp. 116-117*). Les marchandises qui arrivent au Port autonome de Cotonou [PAC] peuvent rejoindre Lomé dans la journée et être rapidement convoyées vers le Niger ou vers d'autres pays de l'hinterland. Par ailleurs, notre proximité avec le Nigeria, malgré les difficultés de ces derniers mois, est aussi un grand atout qu'il nous faut positiver. »

Novotel Cotonou, l'hôtel à vivre !



Le Novotel Cotonou Orisha, après 2 ans de rénovation totale, vous propose un univers unique situé à 5 min de l'aéroport international. De style contemporain, au milieu d'un jardin arboré de 7 hectares, l'offre multi-service, adaptée à toutes les attentes du moment et les attentions qui font chaque jour la réputation des équipes du Novotel Cotonou, feront de vos moments de travail et loisirs, des expériences inoubliables.

Le Hub Arty de Cotonou : Le projet Nov 'Art Cotonou

Stéphane Jamin, Directeur Général des Hôtels NOVOTEL et IBIS Cotonou : Nous souhaitons proposer un lieu unique d'exposition aux artistes Béninois, un espace de créations, d'échanges, de rencontres, de découvertes et une vitrine médiatique inédite. Nous ne souhaitons pas dédier un espace du Novotel mais tout l'hôtel à ce projet. Nous accueillerons des expositions de peintres, sculpteurs, d'artistes plasticiens de tous les horizons qui se relaieront tous les 3 mois et investiront l'hôtel. Nous inviterons également

Exposition « Le théâtre de nos demeures » de Charly d'Almeida
du 5 Novembre au 5 Février au Novotel Cotonou Orisha.

des stylistes et designers Béninois à présenter leur travail sous forme de concept store éphémère. Avec la Société d'Investissement et Gestion Immobilière du Bénin, propriétaire des Hôtels Novotel et IBIS Cotonou, nous sommes très heureux d'initier ce projet en collaboration avec l'un des artistes Béninois les plus emblématiques : M. Charly d'Almeida, à qui j'ai demandé d'être le parrain et le conseiller artistique du projet et bien

évidemment le premier artiste plasticien exposé.

Charly d'Almeida, Artiste Plasticien : J'ai accepté avec enthousiasme de participer activement à ce projet de promotion des artistes Béninois. Mon histoire avec le Novotel est très riche et je souhaite aujourd'hui collaborer avec l'hôtel qui m'a permis d'exposer mes premières œuvres et permettre à la jeune scène Béninoise de bénéficier à son tour d'une exposition, d'une mise en lumière capitale pour son développement et sa reconnaissance. En effet, le vernissage de mon exposition, le jeudi 5 Novembre, lancera également officiellement le projet NOV'ART COTONOU et je remercie Stéphane et ses équipes de s'impliquer avec autant d'enthousiasme dans la promotion artistique Béninoise.



OBJECTIF COTONOU

DÉVELOPPEMENT URBAIN

Véritable poumon économique de la ville et du pays – c'est ici que se concentre l'essentiel de la collecte des droits de douane, l'une des principales ressources fiscales de l'État –, le PAC est lui aussi en pleine mutation. Depuis que sa gestion a été confiée, en 2018, au port belge d'Anvers (Port of Antwerp International), il fait l'objet d'un plan d'investissement de 350 milliards de F CFA et est soumis par le gouvernement béninois à une politique de résultats, destinée à améliorer rapidement l'efficacité de sa gestion et de ses prestations, ainsi que sa rentabilité.

La fermeture des frontières terrestres avec le Nigeria, depuis août 2019, et les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 ont fortement pesé sur le trafic. Cependant, les investissements du PAC, dirigé par Joris Thys, restent plus que jamais d'actualité. À la fin de septembre, Bénin Terminal, une filiale du français Bolloré Transport & Logistics, a ainsi annoncé la réception de deux nouveaux portiques. Un investissement de 2,1 milliards de F CFA, qui doit permettre au port de renforcer sa place de hub logistique régional de croissance pour le Niger, le Mali, le Burkina Faso, mais aussi le Nigeria.

Luc Atrokpo, qui a pris ses fonctions à la tête de la municipalité le 7 juin, est convaincu que le visage de la capitale économique aura complètement changé avant la fin de son mandat. « Dans cinq ans, Cotonou sera comme une ville nouvelle », dit-il. Conscient que les ressources propres de la municipalité sont trop faibles pour lui accorder une grande marge de manœuvre, le nouvel édile assure vouloir agir « en complémentarité » avec l'État pour aménager la ville, dont le budget annuel

L'emblématique place de l'Étoile-Rouge.



VINCENT FOURNIER POUR JA

s'élève à près de 18 milliards de F CFA en 2020. « Nous intervenons sur les espaces où l'État n'intervient pas, explique le maire. Comme avec notre projet de verdissement des axes routiers, la création d'espace consacrés aux pratiques sportives ou le relooking de certains carrefours du centre-ville. »

Si le gouvernement promet de faire entrer la décentralisation dans sa phase opérationnelle, notamment par le transfert progressif aux municipalités, d'ici à cinq ans, de l'entretien des voiries et autres équipements, les maires des communes du Grand Nokoué sont d'ores et déjà associés aux décisions portant sur les principaux projets de développement urbain. Reste que, à l'heure actuelle, les moyens financiers et humains dont disposent les communes ne leur permettent pas de faire face aux défis auxquels elles sont confrontées.

Nouveaux équilibres

Bien qu'ils aient déjà changé la physionomie de la ville, la plupart des travaux en cours dans l'agglomération n'ont pour le moment porté que sur des opérations de rattrapage et de mise à niveau de ce qui existe. Désormais, l'un des chantiers prioritaires pour les années à venir sera la mise en place d'un véritable réseau de transports urbains.

Autre volet sur lequel tout reste à faire : la définition de la vision de la future Cotonou. « L'espace de développement de Cotonou aujourd'hui, son nouveau poumon, c'est le plateau d'Abomey-Calavi, au nord, explique José Tonato. Par le simple fait qu'y seront établis de nombreux projets phares, la centralité de Cotonou va s'y déplacer dans les années à venir. »

Il faudra évidemment penser et concevoir ces nouveaux équilibres en fonction des collectivités et métropoles voisines, parmi lesquelles Lomé, à 140 km à l'ouest, et la géante Lagos, forte de ses 20 millions d'habitants, qui n'est qu'à quelque 120 km à l'est. « Cotonou, ville trait [d'union] dans la chaîne des capitales ouest-africaines, coincée entre son désir de prendre son envol vers son avenir et son souci de s'adosser à son passé colonial et à ses dieux voduns. Cotonou, ou Cototrou, ville surtout oubliée du monde », écrivait l'auteur béninois Florent Couao-Zotti dans *Si la cour du mouton est sale, ce n'est pas au porc de le dire* (Serpent à plumes, 2010). Le futur plan « Cotonou 2050 » devrait le faire mentir. **JA**



Société pour le Développement du Coton

La culture du coton

Depuis la cession de l'outil industriel de la SONAPRA dans les années 2000, et la reprise de ses activités par la SODECO, la filière cotonnière du Bénin a largement gagné en efficacité. Au point que le pays est devenu depuis deux ans, le principal producteur d'or blanc en Afrique de l'Ouest. Membre de l'Association interprofessionnelle du coton (AIC), la SODECO ne se contente pas de contribuer chaque année à l'établissement de nouveaux records, elle veille également à optimiser la qualité de ses produits, ainsi que la chaîne de valeur du coton béninois en poursuivant l'amélioration de ses unités de transformation. Rencontre avec un champion encore méconnu, même dans son propre pays.

La SODECO dispose de 17 unités d'égrenage installées sur l'ensemble du territoire béninois, dont cinq sont certifiées ISO 9001, pour une capacité totale de 517 500 tonnes. Elles emploient plus de 5 200 agents. Dans le même temps, la production béninoise n'a cessé d'augmenter ces dernières années pour dépasser les 714 000 tonnes de coton graine durant la campagne 2019-2020, soit le volume le plus important enregistré dans toute l'Afrique de l'Ouest. L'or blanc s'est imposé au fil du temps comme la principale culture d'exportation du pays, contribuant à hauteur de 13 % au PIB.

Incontournable SFP

De SONAPRA à SODECO il n'y a donc qu'un pas franchi avec réussite par le Bénin, dans la foulée de son principal opérateur cotonnier qui égrène à lui-seul 87,2 % de la production nationale, loin devant ses deux autres

Il y a décidément des virages qu'il faut savoir prendre. En choisissant de libéraliser la filière cotonnière en 1994 et de la sortir du giron monopolistique de l'État alors en vigueur, les pouvoirs publics béninois de l'époque espéraient bien relancer un secteur alors en difficulté. Et quand les mêmes décrétèrent en 2003 la privatisation de l'outil industriel de la Société nationale pour la promotion agricole (SONAPRA), et la création la Société pour le développement du coton (SODECO), cinq ans plus tard, c'est avec l'objectif de relancer et de moderniser le principal opérateur cotonnier du pays. Quelques décennies plus tard, la mission a été remplie.

© J. VANICK FOLLY





© JACQUES DU SORLET ANA

© JERANICK POLLY



concurrents, Bénin Coton et Label Coton du Bénin (LCB). Il faut dire que la SODECO a pu compter sur le soutien inconditionnel de son actionnaire majoritaire, la Société de financement et de participation (SFP), spécialisée dans les différentes fonctions qui constituent l'ensemble de la chaîne cotonnière béninoise, de l'égrenage du coton graine à l'exportation de la fibre et la commercialisation des graines et des différents produits dérivés. Obéissant à sa logique d'intégration, la SFP dispose de plusieurs autres filiales dans le secteur. La Société des huileries de Bohicon (SHB) fabrique de l'huile après trituration des graines, pendant qu'Atral s'occupe du stockage, de la manutention et de la mise FOB de la fibre produite.

Continuer à investir malgré la crise

Si la pandémie du Covid-19 a bien entendu un impact sur le secteur cotonnier mondial en général et béninois en particulier, elle n'a en rien freiné les ambitions de développement de la SODECO. L'opérateur prévoit

ainsi d'investir plusieurs milliards de F CFA dans la mise en place de deux nouvelles usines, pendant que trois unités existantes ont déjà commencé à être entièrement rénovées. Avec ces nouvelles capacités supplémentaires attendues au plus tard pour la fin de l'année 2021, la société cotonnière sera alors en mesure d'égrener 672 000 tonnes chaque année, soit une augmentation de près de 30 % des volumes traités, en phase avec la croissance des volumes de production constatée chaque année au Bénin. La SODECO n'oublie pas non plus d'investir dans le volet social, pour le plus grand bénéfice des producteurs cotonniers béninois. En collaboration avec la Fondation Claudine Talon, la société a investi plus de 500 millions de F CFA pour la réalisation d'un centre de soin à Banikoara, la première commune cotonnière du pays. Elle nourrit également, à plus long terme, un projet de centre de formation aux métiers du coton, en partenariat avec les lycées professionnels du Bénin. Pour que l'embellie enregistrée par le coton béninois depuis plusieurs années s'inscrive dans la durée et qu'elle entraîne, dans son sillage, l'ensemble de l'économie nationale.

À l'heure du coton Bio

En 2014, la SODECO a commencé à égrener du coton bio produit au Bénin. Bien sûr les volumes restent encore faibles, puisque les 1 400 tonnes traitées lors de la dernière campagne représentent un peu moins de 1 % du tonnage total égrené par l'opérateur. Deux associations de producteurs béninois ont fait le choix du bio et utilisent les nombreux services mis à leur disposition par la SODECO : l'Union des producteurs de coton biologique (UPC-bio) et l'Organisation béninoise pour la promotion de l'agriculture biologique (OBEPAB). Leurs productions sont regroupées pour être traitées dans les usines de Kandi et de Glazoué, situées à l'intérieur du pays.

Sodeco

Société pour le Développement du Coton

Immeuble Fagace,
Bat B, bd de la Censad
Rue 918, Haie Vive
Cotonou, 01 - Bénin
Tél. : +229 21 30 95 39

SODECO Agri, faites entrer les intrants

Depuis 2019, la SODECO a encore diversifié ses services au sein de la filière agricole en lançant SODECO Agri, chargé du volet intrants agricoles. L'opérateur s'était dans un premier temps concentré sur les produits liés spécifiquement au coton avant d'élargir sa gamme à d'autres cultures, comme le maïs, le soja, le riz et les cultures maraîchères. SODECO Agri compte pour l'instant 33 boutiques installées sur l'ensemble du territoire béninois, proposant engrais et produits phytosanitaires à ses clients, avant de leur fournir également des semences et des produits d'hygiène publique dans un avenir proche. L'objectif étant de couvrir le pays en intrants de qualité pour accompagner la volonté nationale de développement agricole.

DIFCOM/DF - PHOTOS : DR SAUF MENTION

POLITIQUE DE LA VILLE

José Tonato

Ministre du Cadre de vie et du Développement durable

« Cotonou doit être une étape incontournable sur le corridor Abidjan-Lagos »

PROPOS RECUEILLIS PAR
MATTHIEU MILLECAMPS

Homme de dossiers et de chiffres, rigoureux dès qu'il s'agit d'exposer les montages financiers complexes des différents projets qu'il conduit, José Didier Tonato est à la tête du ministère du Cadre de vie et du Développement durable depuis 2016. Il n'hésite pas, non plus, à mettre les pieds dans la boue des chantiers qui ont fleuri depuis deux ans aux quatre coins du pays, tout particulièrement dans la capitale économique. Et c'est un mètre à la main qu'il arpente Cotonou, un jour à inspecter les fondations des futurs marchés urbains, un autre à tancer les entrepreneurs qui ont pris du retard dans les travaux d'asphaltage de la voirie.

L'urbaniste devenu ministre, qui, dans une même phrase, peut évoquer « l'âme de Cotonou » et le retour sur investissement d'un kilomètre linéaire de bitume, nourrit d'immenses ambitions pour le Grand Nokoué, l'agglomération qui comprend Cotonou, Abomey-Calavi, Sèmè-Kpodji, Ouidah et Porto-Novo. Pour José Didier Tonato, la métropole béninoise peut, et doit, se faire une place privilégiée dans la compétition à laquelle se livrent les grandes villes du littoral nord du golfe de Guinée. À condition de mener à bien les travaux engagés pour la moderniser et la projeter dans le futur.

Jeune Afrique: Cotonou s'inscrit dans un chapelet de métropoles côtières qui

s'égrène d'Abidjan à Lagos. Quelle est sa place dans cet espace ?

José Tonato : En Afrique, aujourd'hui, on compte trois mégalopoles, « Jo'burg », Le Caire et, dans une moindre mesure, Lagos. Cotonou, par sa taille, par le niveau de développement du Bénin, n'est pas en concurrence avec Lagos, ni même avec Abidjan. Elle se positionne par rapport à Lomé et par rapport à Accra.

Dans ce cadre, Cotonou a besoin d'infrastructures et d'un certain nombre de prérequis qui feront d'elle une étape incontournable sur le corridor Abidjan-Lagos, la voie autoroutière rapide qui va relier ces deux métropoles. Cotonou peut se faire une place, à son échelle et avec son identité, sans se fondre dans une ville globale.

Les infrastructures que nous avons mises en place, la rénovation de l'aéroport, la lutte contre l'érosion côtière, tout cela a permis d'améliorer la qualité de vie des Cotonnois, mais a aussi amélioré l'attractivité de la ville. D'ailleurs, malgré la fermeture de la frontière terrestre, on observe déjà que cela suscite un intérêt important des Nigériens pour Cotonou et son agglomération.



QUAND UN PROJET VIENT RÉPONDRE À UN RÉEL BESOIN DES POPULATIONS, IL A, FORCÉMENT, DU SUCCÈS.

Cotonou concentrait une large part des projets inscrits dans le Programme d'actions du gouvernement (PAG) 2016-2021, qui arrive bientôt à terme. Toutes les promesses ont-elles été tenues ?

Il est toujours très difficile de s'évaluer soi-même. Et ça l'est d'autant plus que le PAG n'a pas été un programme figé mais dynamique. Certains des projets qui y étaient inscrits n'ont finalement pas été réalisés, et d'autres qui n'y figuraient pas initialement ont été ajoutés compte tenu des besoins.

C'est le cas de l'emblématique projet Asphaltage [lire « Au Bénin, les routes du développement » sur jeuneafrique.com], car la nécessité de relever le niveau des infrastructures routières s'est imposée à nous. Aujourd'hui, c'est l'un des projets qui a le plus de visibilité, au point qu'il éclipse un peu ce que l'on a pu faire sur d'autres fronts, tout aussi importants, comme la gestion des déchets, l'assainissement ou encore la protection côtière.

Pourquoi la ville concentre-t-elle autant l'attention ?

À Cotonou, nous avons d'énormes problèmes de circulation et d'assainissement ; il y avait une vraie urgence. Sur les vingt dernières années, on avait pris beaucoup de retard en matière d'infrastructures. Il fallait donc parer au plus pressé.

Nous avons en outre fait le choix de ne pas nous concentrer uniquement sur le relèvement du niveau d'infrastructures des quartiers centraux. Nous avons aussi traité les voies permettant de désenclaver des zones qui, jusqu'alors, étaient confrontées à d'énormes difficultés, comme les quartiers d'Agla ou d'Akpakpa. Quand un projet vient répondre à un réel besoin des populations, il a, forcément, du succès.

Dans sa première phase, le projet a provoqué la colère des habitants que l'on avait délogés pour faire place aux nouvelles voiries et l'impatience des Cotonnois, qui ont dû attendre entre l'annonce des travaux et leur démarrage...



E. AHOUNOU/AID POUR JA

C'est très difficile de satisfaire la population de Cotonou. Hier, c'était la frustration par rapport à ce que les gens ici nomment « déguerpissements », mais que nous nommons « libération du domaine public ». Et puis cette frustration s'est transformée en impatience de voir les résultats.

Aujourd'hui, nous récoltons les fruits de cette attente. Les études ont duré un peu plus de deux ans, ce qui a pu paraître long à certains, mais nous

avons voulu que les choses soient bien calées et ne pas courir le risque que les projets n'aboutissent pas, ou qu'ils aboutissent mal.

Que répondez-vous à ceux qui ont critiqué le montant des travaux, estimant que le coût au kilomètre linéaire était largement supérieur à ce qui est pratiqué dans la sous-région ?

Il faut comparer ce qui est comparable. D'abord, la qualité des infrastructures nouvelles n'a rien à

voir avec ce qui se faisait auparavant. Nous avons imposé des standards permettant de quadrupler la durée de vie de ces nouvelles voiries – qui est de vingt-cinq ans, au lieu de cinq à dix ans par le passé.

Ensuite, nous, nous faisons de l'aménagement « de façade à façade ». Ce qui signifie que nous réalisons la voirie, mais aussi l'assainissement, les trottoirs, l'installation de l'éclairage public – solaire –, du mobilier urbain et des équipements de sécurité, la plantation d'arbres, etc.

Des investissements lourds de 900 milliards de F CFA (près de 1,4 milliard d'euros) ont été consentis par l'État pour ce projet Asphaltage, et il était prévu d'instaurer une taxe une fois les équipements réalisés. Quand entrera-t-elle en vigueur ?

Avant de commencer à prélever des taxes, il faut que le service soit devenu réel. Le dispositif législatif est déjà en place : une redevance d'aménagement urbain a été instaurée lors de la modification du code foncier et domanial. Le décret qui l'introduit dans la loi de finances sera activé dès que nous aurons terminé la première phase du projet et que les populations auront constaté que leur cadre de vie s'est nettement amélioré. À ce moment-là seulement, on activera la redevance.

Cotonou est en première ligne en matière d'érosion côtière. Par le passé, les habitants de quartiers entiers ont dû abandonner leur maison. Où en est la ville sur ce front ?

Aujourd'hui, nous pouvons dire que nous avons définitivement réglé la question de l'érosion côtière. C'était une énorme difficulté dans la partie est de Cotonou lorsque nous sommes arrivés, en 2016. Mais, dès 2018, ce problème a été définitivement réglé grâce aux travaux menés sur le littoral [lire pp. 106-107], et nous faisons réaliser des mesures régulières pour nous assurer que les choses sont définitivement stabilisées. En outre, ce projet est couplé avec le programme de port en eau profonde de Sèmè-Kpodji. →



BRICE DANSOU POUR JA

→ Nous sommes en train de stabiliser toute cette côte.

Les inondations récurrentes restent un énorme problème pour les Cotonnois. Comment y remédier ?

Cotonou est confronté à deux types d'inondations. Les inondations pluviales, d'une part, et les inondations fluviales, de l'autre, lorsque les eaux descendent du nord vers le sud. Pour ce dernier cas, un tiers de l'agglomération – dans sa partie septentrionale – est particulièrement exposé.

Nous avons lancé le Programme d'assainissement pluvial de Cotonou [PAPC], un plan de 250 milliards de F CFA, avec six partenaires techniques et financiers, dont le chef de file est la Banque mondiale. Ce PAPC va nous permettre de régler sérieusement ce problème de vulnérabilité des terres du Nord.

Nous allons compléter ce programme par le chantier de l'axe routier du grand contournement nord, destiné à décongestionner Cotonou, qui sera doublé d'une solution de remblais face au lac Nokoué. D'ici à six ans, ce projet, couplé au programme d'aménagement des berges du lac, va

nous permettre de mieux résister aux inondations.

Quels sont les prochains chantiers prioritaires à Cotonou ?

Une ville, c'est dynamique. La première phase du PAG va désormais faire l'objet d'une évaluation, qui permettra d'identifier des axes de développement. Il faut aussi consolider les projets qui ont été des succès, car ils concourent à une rénovation urbaine en profondeur, à l'échelle de Cotonou certes, et, au-delà, à l'échelle du Grand Nokoué.

Enfin, maintenant que la rénovation du réseau routier est avancée, il faut que nous nous attelions à la question cruciale de la mobilité urbaine. Notre

ville a l'un des réseaux les plus faibles de la région en matière de taxis [au profit des motos-taxis], et la problématique du transport urbain de masse n'a jusqu'à présent pas été bien traitée.

Comment imaginez-vous Cotonou dans dix ou vingt ans ?

Cotonou est malheureusement l'une des rares métropoles qui n'a pas encore son rêve pour l'avenir. Vous avez « Conakry 2040 », « Ouaga 2030 » ou encore la fameuse vidéo de « Kigali 2040 », qui montre la vision à long terme sur le développement de la ville... À Cotonou, rien de tel. Nous avons donc prévu de recruter un cabinet pour nous aider à repenser la ville et son avenir. Nous avons besoin d'un véritable *master plan*, d'une planification sur l'avenir du Grand Nokoué et de Cotonou, à un horizon de vingt-cinq ou trente ans.

Mais on tient à préserver l'identité de Cotonou : une ville d'eau, à taille humaine. On veut de la verdure, une ville qui soit agréable à vivre et attrayante. On ne veut pas de gratte-ciel, ni de la reproduction de modèles venus d'ailleurs qui n'ont rien à voir avec notre façon de voir la ville. **JA**



**ON VEUT DE LA VERDURE,
UNE VILLE QUI SOIT
AGRÉABLE À VIVRE ET
ATTRAYANTE. ON NE VEUT
PAS DE GRATTE-CIEL.**

BENIN CONTROL : UN ACTEUR MAJEUR DES RÉFORMES DOUANIÈRES AU BÉNIN

BENIN CONTROL est mandatée par l'Etat béninois pour l'implémentation des réformes de la Douane à travers l'évaluation et la classification des marchandises importées, le scanning des conteneurs, le suivi des cargaisons et véhicules en transit et enfin, la certification des poids et quantités des marchandises débarquées au Port de Cotonou.



M. Gwendal Euzen,
Directeur Général

Après plus de 3 ans de partenariat avec la Douane, quel est votre bilan ?

Notre bilan est largement positif. Les objectifs des réformes consistent à rendre le Bénin attractif et plus compétitif à travers des procédures douanières simplifiées et dématérialisées. La performance de nos outils, les contrôles automatiques intégrés aux différentes plateformes et l'indépendance de nos équipes favorisent un climat de libre concurrence. L'excellente collaboration avec la Douane nous permet de construire un cercle vertueux durable.

Comment confirmer la réussite des réformes ?

En matière d'évaluation et de classification des marchandises, notre système est totalement dématérialisé et les données automatiquement injectées dans le système de la Douane. Elles ne peuvent donc pas être altérées. Des SMS sont envoyés aux usagers à chaque étape du dossier jusqu'à la délivrance par mail de l'attestation de vérification documentaire.

En matière d'enlèvement des conteneurs, nous avons mis en place un service d'analyse de risque qui cible sur la base de critères définis (historique, origine...). Ainsi, les opérateurs fiables sont de moins en moins inquiétés par les inspections aléatoires. En 2020, le délai d'enlèvement moyen d'un conteneur « non suspecté » est de moins de 15 minutes.

Quant au transit, il n'est plus, comme par le passé, organisé

en convoi avec la lourdeur que cela impliquait. Aujourd'hui, les données sont automatiquement importées dès la déclaration de transit, et la balise GPS affectée dans les 10 minutes suivi d'un SMS au transporteur. Une fois équipé, le camion prend immédiatement le départ.

Pour les véhicules légers, toutes les formalités étant désormais réunies en un guichet unique, l'émission du kit (immatriculation, carte grise, assurance...etc.) est réalisée sous 24h. L'attestation permettant la déconsignation, est remise sous 72h.

Quelles sont les prochaines réformes à engager ?

De grands projets continuent d'être implémentés tels que l'installation de systèmes de pesage aux différentes frontières, le développement d'un logiciel de gestion des Magasins et Aires de Dédouanement/d'Enlèvement, la gestion automatisée des affaires

contentieuses et celle des ventes aux enchères.

Un dernier mot ?

Dans ce contexte défavorable de crise sanitaire, couplé à la fermeture des frontières par le Nigéria, des mesures d'accompagnement ont été prises pour répondre aux préoccupations des opérateurs économiques. Ainsi, divers comités composés des acteurs de la chaîne portuaire se réunissent régulièrement pour élaborer de nouvelles stratégies.

Aujourd'hui, les excellents résultats de la Douane béninoise prouvent que ces réformes sont pertinentes. Personne ne pouvait imaginer il y a peu, une telle résilience.



Cotonou, République du Bénin
Tél. : (+229) 21 31 70 70 / 21 31 70 71
Email : info@benincontrol.com



M. Joris Thys
Directeur Général
Port Autonome
de Cotonou



La présence de Benin Control a permis d'améliorer le suivi et le renforcement de la sécurité des marchandises sur la plateforme portuaire et sur le corridor béninois ; ceci converge avec le plan directeur en exécution au Port Autonome de Cotonou.



**Lt-colonel
Dr Charles Inoussa
Sacca Boco**
Directeur Général
des Douanes



La progression des recettes de la Douane depuis 2017, la modernisation et la dématérialisation des procédures de dédouanement sont le fruit de la réussite des réformes, pilotées par Benin Control. Nous ne pouvons que nous en réjouir pour notre pays.



**M. Mouphtaou
Yessoufou**
Président de la
FEBECAD



En peu de temps, les réformes engagées par Benin Control avec la Douane, assainissent progressivement le métier de déclarant en douanes tout en réduisant l'impact de la concurrence déloyale, problème ayant longtemps paralysé le commerce au Bénin.



**M. Arnold
Akakpo**
Président
de la CCI Bénin



Benin Control dans son appui à la Douane Béninoise a énormément facilité les formalités d'enlèvement des marchandises importées par les opérateurs économiques au cordon douanier : tel est le témoignage reçu de plusieurs acteurs économiques.

Projets de vi(lle)

Nouveaux quartiers, modernisation des équipements et des services, sécurisation du front de mer... Dans le cadre de son Programme d'actions du gouvernement (PAG) 2016-2021, l'exécutif béninois a engagé nombre de chantiers qui ont d'ores et déjà profondément transformé Cotonou.

1 Habitat

Des logements aussi économiques qu'écocompatibles

Le gouvernement s'est engagé à construire 20 000 appartements et villas accessibles en location-vente, dont 12 000 à Abomey-Calavi, dans l'agglomération.

Aujourd'hui, plus de la moitié des 12,5 millions de Béninois sont des citadins, et les villes accusent un cruel déficit d'habitations. Ces dix dernières années, l'État a construit 2 000 logements économiques... une offre largement insuffisante au regard d'un besoin estimé à 320 000 unités. Pour y remédier, le gouvernement de Patrice Talon a engagé dans le cadre du programme d'actions du gouvernement (PAG) un Projet qui vise à construire 20 000 logements dans les principales villes du pays, dont quatre situées dans l'agglomération du Grand-Cotonou : Abomey-Calavi, Cotonou, Ouidah et Porto-Novo. De quoi répondre à la croissance démographique et pallier la pénurie, mais pas seulement.

À l'horizon 2021, l'objectif est de permettre à 150 000 Béninois de bénéficier d'« un habitat nouveau dans des villes rénovées ». Les travaux de la première phase de construction concernent trois communes : la capitale, Porto-Novo ; la métropole

du Nord, Parakou ; et la « ville-dortoir » de Cotonou, Abomey-Calavi, où 12 000 unités sont en cours d'édification, sur une superficie totale de 235 hectares, pour un investissement de plus de 100 milliards de F CFA (environ 152,5 millions d'euros). Les premières unités seront livrées en mars 2021.

Plusieurs types de logement sont proposés : des ensembles collectifs répartis en immeubles de type R + 2 et R + 3, ainsi que des habitats individuels de type villas basses, de plain-pied. Préalablement aux chantiers des programmes de logement proprement dits, sont réalisés les travaux de viabilisation des terrains, comprenant l'aménagement des réseaux d'adduction d'eau potable, d'électricité et de fibre optique, la construction et le bitumage des rues, etc.

Qualité, confort et mixité

Ce programme d'habitat en cours à Abomey-Calavi est un projet urbain ambitieux dans sa conception, qui attache une importance à la qualité architecturale et veille à ce que ces habitations soient entourées de services administratifs et d'équipements commerciaux, culturels, associatifs, éducatifs, religieux, de sécurité et de loisirs. Pour ne pas créer de énièmes cités-dortoirs, mais, au contraire, donner naissance à de nouveaux quartiers, bien vivants et fonctionnels.

Par ailleurs, une attention particulière est apportée à l'aménagement des espaces publics et des espaces verts, pensés pour favoriser le « bien-vivre-ensemble », comme le souligne l'urbaniste José Tonato (*lire pp. 98-100*), ministre du Cadre de vie et du Développement durable : « La planification des constructions privilégie le confort des déplacements des

Cité sécurisée dans le quartier de Cadjehoun.



piétons, tout en assurant la fluidité des circulations et des transports. Entre les logements, les bâtiments et équipements, de grands espaces de respiration ont vocation à accueillir tous les publics, dans une diversité propice aux rencontres et au partage. » Ainsi, à chaque site du programme correspond un projet d'aménagement paysager, reposant sur la plantation d'une végétation adaptée au sol et au climat, qui va venir former une trame verte, intégrant des cheminements pour piétons, aux abords des axes de circulation.

Modèle opérationnel

Pour financer son programme, le gouvernement a mobilisé des fonds auprès de différents partenaires. La Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) a déboursé 90 milliards de F CFA pour la construction de 3 175 logements. Quatre accords de prêt de la Banque ouest-africaine de développement, d'un montant total de 70 milliards de F CFA, ont été affectés aux opérations de viabilisation et de construction de 3 035 logements.

DES ESPACES PUBLICS ET DES ESPACES VERTS PENSÉS POUR FAVORISER LE « BIEN-VIVRE-ENSEMBLE ».

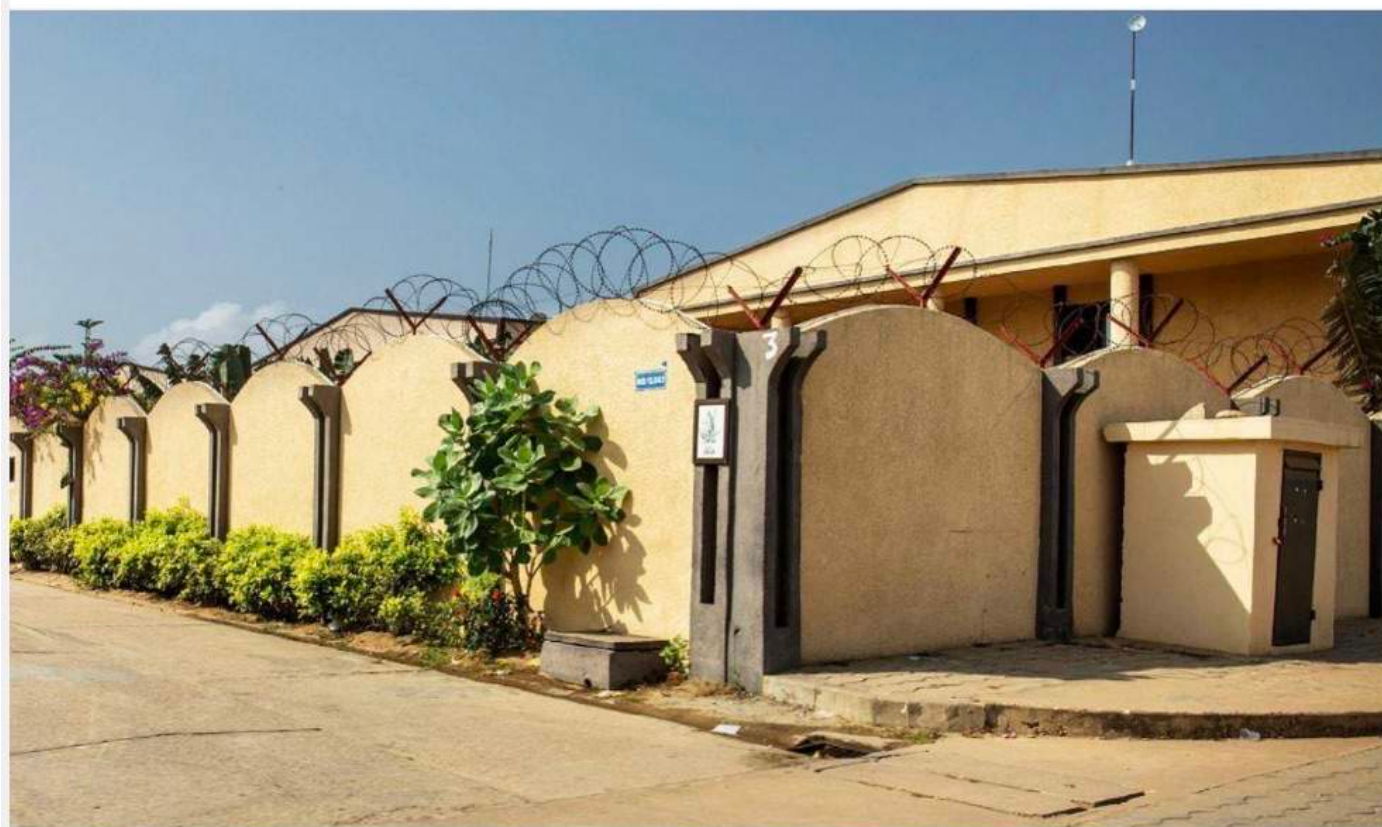
Un prêt de la Banque islamique de développement (BID), d'un montant de 40,7 milliards de F CFA, doit permettre la construction de 2 145 autres logements.

Les ressources ainsi mobilisées par le gouvernement sont rétrocédées à la Société immobilière et d'aménagement urbain (Simau), qui lève également des fonds sur le marché financier pour mettre en œuvre le programme. La société d'économie mixte a pour mission d'assurer la construction des 20 000 logements, de les commercialiser et de gérer les nouveaux lotissements. Le mode principal de commercialisation est la « location avec accession à la propriété », qui permet de devenir propriétaire en

payant le montant d'un loyer sur une durée maximale de dix-sept ans. La location-vente est adossée à une garantie de remboursement émise par une banque ou une compagnie d'assurances pour le compte de l'acquéreur ayant rempli les conditions requises par celle-ci, contre une rémunération de 0,5 % par an (la banque ou la compagnie d'assurances émettrice de la garantie se substituant à l'acquéreur en cas de défaillance de celui-ci).

Le financement du programme sera amorti par la Simau grâce aux paiements périodiques des acquéreurs. Le coût de cession de ces appartements et villas varie de 17 millions à 45 millions de F CFA en fonction de la superficie et du type de bien. Selon les responsables de la Simau, « un dispositif a été mis en place pour la gestion de la copropriété », et les conditions sont créées pour que les constructions se projettent « dans les usages du présent et du futur », avec des possibilités d'évolution dans certaines de leurs fonctions. **JA**

FIACRE VIDJINGINOU, À COTONOU



JACQUES TORREGANO POUR JA

Le port sec d'Allada : une plateforme logistique moderne au service de l'économie sous-régionale.



En dépit des impacts négatifs de la fermeture des frontières terrestres par le Nigéria voisin depuis le 20 août 2019 et de la pandémie de la Covid-19 qui a induit un ralentissement important des flux logistiques,

l'Agence de Transit et de Logistique ATRAL SA

réalise un ambitieux projet d'extension de sa plateforme logistique appelée Port Sec d'Allada.

Un pari optimiste sur l'avenir !

ATRAL SA

L'Agence de Transit de Logistique **ATRAL SA** est une société anonyme avec Conseil d'Administration de droit béninois au capital social de 1 000 000 000 (Un milliard de F CFA). Créée en 1998 elle est spécialiste du transit terrestre, maritime et aérien (import et export), de la consignation de navires et de la représentation d'armateurs, du transport et de la manutention de marchandises conteneurisées ou en vrac. Dans le souci de désengorger le port de Cotonou, de réduire l'afflux de camions sur la capitale économique et d'offrir aux clients la possibilité d'optimiser leur logistique, **ATRAL SA** a bâti et exploite le port sec d'Allada.

Le port sec d'Allada comme poste avancé du port de Cotonou

Situé dans la ville d'Allada à 60 kilomètres au nord du port de Cotonou sur le corridor desservant les pays de l'hinterland, le port sec d'Allada s'est établi comme un poste avancé du port de Cotonou auquel il est relié par route et par rail. Cette plateforme logistique multimodale sous douane rapproche les installations et services portuaires des régions

béninoises productrices de produits tropicaux et des pays de l'hinterland notamment le Niger et le Burkina Faso.

Une gamme complète de services logistiques

À ses divers clients à savoir les lignes maritimes, les importateurs et exportateurs du Bénin et de l'hinterland, le port sec d'Allada offre des services de manutention, de stockage de conteneurs vides et pleins, de stockage de marchandises en vrac, d'empotage mécanisé et de dépotage de conteneurs. Il offre également des prestations de pesage certifié, de traitement phytosanitaire et de commissionnaire agréé en douane. **ATRAL SA** raccourcit donc les délais de route et offre à ses clients, un espace entièrement sécurisé, des équipements modernes et un personnel qualifié.

ATRAL SA raccourcit les délais de route et offre à ses clients un espace entièrement sécurisé grâce à des équipements modernes et un personnel qualifié.



ATRAL

Agence de Transit et de Logistique



JAMG - © ATRAL

Un commissionnaire agréé en douane expérimenté

Titulaire d'un agrément de commissionnaire agréé en douane, **ATRAL SA** fournit depuis une vingtaine d'année des prestations de transit. Avec une fine connaissance de la réglementation douanière et des régimes d'exception, **ATRAL SA** est la référence pour accompagner à l'import comme à l'export les entreprises privées, les institutions publiques, les représentations diplomatiques, les organismes internationaux et même les particuliers dans leurs diverses formalités de dédouanement. **ATRAL SA** lève annuellement des déclarations en douane pour plus de 1 000 000 de tonnes de divers produits en conteneurs, vrac solides et liquides à l'import et assure la mise à FOB à l'export de plus de 200 000 tonnes de fibres de coton et produits dérivés.

La sécurité des personnes et des biens comme priorité

Adhérent au code ISPS, le port sec d'Allada est une installation aux accès contrôlés, entièrement sous vidéo-surveillance et doté d'un réseau de lutte anti-incendie certi-

fié. Il offre ainsi aux usagers une sécurité optimale renforcée par la présence permanente de la Police Républicaine, du Groupement National des Sapeurs-Pompiers et d'une équipe médicale animant une infirmerie moderne. Des aires aménagées servant de lieux de détente y sont aussi conçues pour le confort des usagers.

Le port sec d'Allada par lequel transit en moyenne 1 300 000 tonnes de marchandises se démarque comme étant le plus important centre de stockage et d'empotage de produits tropicaux de l'Afrique de l'Ouest

L'ambition d'être la meilleure plateforme logistique de l'Afrique de l'Ouest

Avec plus de 60 000 EVP (équivalent vingt pied) en moyenne y transitant chaque année soit 1 300 000 tonnes de marchandises, le port sec d'Allada se démarque comme étant le

plus important centre de stockage et d'empotage de produits tropicaux de l'Afrique de l'Ouest et comme le principal point de transbordement des marchandises transitant par le Bénin et destinées à l'arrière-pays.

Les travaux d'extension et de modernisation réalisés au cours de cette année dotent le port sec d'Allada d'une surface opérationnelle entièrement pavée de 25 hectares, d'une capacité statique de stockage de 42 000 tonnes de marchandises en vrac et de 5 000 EVP en marchandises conteneurisées. Couplée à l'ambitieux plan d'investissement que déroule le Port Autonome de Cotonou, cette augmentation des capacités d'accueil du port sec d'Allada participe à l'attractivité et à la compétitivité de l'écosystème portuaire béninois pour les chargeurs nationaux et ceux de l'hinterland notamment du Niger dont le Bénin entend conserver le statut de passage naturel et d'accès privilégié à la mer.

ATRAL BÉNIN SA

Ilot 620-G Patte d'Oie
06BP2671 Cotonou - BÉNIN
Tél. : (+229) 21 30 39 22
Email : contact@atralbenin.com
www.atralbenin.com



Enrochements et digues de protection le long de la côte.

VINCENT FOURNIER POUR JA

2 Environnement Bras de fer avec l'érosion côtière

En dix ans, la mer a arraché du littoral cotoinois plusieurs hectares de terre, une dizaine d'hôtels et une centaine de maisons. Mais après une longue lutte et de lourds investissements les pouvoirs publics semblent avoir trouvé la parade.

Mettre fin au cauchemar d'une bonne partie des Cotoinois qui se couchent le soir avec la peur de se retrouver les pieds dans l'eau le lendemain matin : telle était la mission des gouvernements qui se sont succédé depuis le début des années 2000 et y ont consacré en vain des milliards de francs CFA. Des milliards évanouis depuis dans les flots.

En 2014, le gouvernement de Boni Yayi avait érigé des digues artificielles de 200 à 300 mètres de long chacune en bordure des quartiers du sud-est de la ville, les plus exposés à l'assaut des vagues et aux inondations : Akpakpa-Dodomè, Enagnon, Jak, Donaten et

Siafato. Mais certains de ces ouvrages ont dramatiquement accentué l'érosion côtière.

À la suite des grandes marées particulièrement dévastatrices d'avril 2016, le gouvernement du président Patrice Talon a pris le taureau par les cornes dès le lendemain de son investiture avec un double objectif : il s'agissait, dans un premier temps, de caractériser la bande côtière du Bénin face à l'érosion afin de mieux connaître la dynamique en cours pour la maîtriser, puis, dans un second temps, d'engager des actions afin de définir les projets et de mobiliser les financements nécessaires à la réalisation rapide des

travaux indispensables pour stabiliser les 125 kilomètres de côte du pays – dont environ 35 km pour la seule capitale économique.

Une meilleure valorisation économique

Après les études de modélisation des façades maritimes du pays, qui ont coûté 2,7 milliards de F CFA (plus de 4,1 millions d'euros), le programme de protection du littoral contre l'érosion côtière a effectivement démarré par l'enrochement de la côte et le rechargement systématique des segments de plage créés sur 15 km du littoral est de Cotonou.

Un chantier pharaonique, qui a vu la pose de plus de 1030 m linéaires d'épis et de 600 m linéaires de digue immergée, sans oublier un volume de quelque 4,3 millions de m³ de sable dragué... Au total, une superficie de 10 hectares a été purgée et « rechargée » et environ 150 ha de plage ont été reconstitués sur les 15 km de côte protégés. Une réserve de sable de plus de 13 ha a été stockée pour des projets futurs du gouvernement. Ces travaux de génie civil ont nécessité un investissement de 33,7 milliards de F CFA.

Pour le gouvernement, il ne s'agit pas seulement de gagner la bataille contre les assauts de la mer. Cette sécurisation de la bande côtière va aussi permettre une meilleure valorisation économique du littoral cotois, en particulier grâce au développement du tourisme balnéaire, pour attirer des touristes

locaux et étrangers. « Un lac marin sera d'ailleurs créé dans la zone d'Akpakpa-Dodomè, au niveau de l'épi "A" », a ajouté Esquill Outicliou, le responsable du suivi et de l'évaluation du programme de protection du littoral contre l'érosion côtière. Les chantiers en cours devraient également avoir un impact extrêmement positif sur les ressources halieutiques et la biodiversité marine, avec la création de zones de frayage, ainsi que le développement des zones de ponte des tortues marines.

**L'OPÉRATION AURA
AUSSI UN IMPACT POSITIF
SUR LES RESSOURCES
HALIEUTIQUES ET LA
BIODIVERSITÉ MARINE.**

Au-delà de la capitale économique, ce problème de l'érosion affecte 125 km de la façade maritime du pays, depuis sa frontière avec le Togo, en passant par la ville de Grand-Popo et la cité historique de Ouidah, où le gouvernement développe aussi le tourisme mémoriel. Dans cette dernière, le programme a déjà permis de construire 5 km de digue immergée et de draguer 1,7 million de m³ de sable.

Le Bénin bénéficie du soutien technique et financier de la Banque mondiale à travers le Programme de gestion du littoral ouest-africain (Waca). Lancée à la fin de 2018 pour aider à enrayer l'aggravation de l'érosion côtière et la dégradation du littoral dans six pays (Bénin, Togo, Sénégal, Côte d'Ivoire, Mauritanie, São Tomé-et-Príncipe), cette plateforme est dotée d'environ 210 millions de dollars (177,5 millions d'euros). **FA**

FIACRE VIDJINGNINOU



**LE POUVOIR
DE LA
FIBRE**

...bientôt partout à Cotonou

www.isoceltelecom.com

ISOCEL
telecom
L'internet pour tous

3 Tertiaire Un quartier administratif nouvelle génération

En ce mois de novembre, et avec une petite année de retard, les travaux de la Cité ministérielle de Cotonou, futur centre névralgique du pays, démarrent, pour une livraison prévue en 2022. Petit tour de chantier.

À l'instar des autres métropoles ouest-africaines, comme Dakar, avec le quartier ministériel en cours de construction dans la ville nouvelle de Diamniadio, ou encore Abidjan, avec la modernisation de la Cité administrative dans le nord du Plateau, la capitale économique béninoise sera bientôt dotée d'une Cité ministérielle « moderne, rationnelle et durable », comme le soulignent ses concepteurs – et conformément à l'image que l'exécutif veut donner des institutions et des administrations du pays.

Le projet, dont le coût est estimé à 70 milliards de F CFA (près de 107 millions d'euros), est porté par la présidence de la République et piloté par la Société immobilière et d'aménagement urbain (Simau, dont les actionnaires sont l'État, la Boad, des sociétés d'assurances et des banques de la place). Son chantier doit commencer – avec une petite année de retard – en novembre 2020, pour une livraison prévue en 2022.

Gestion optimale

La Cité ministérielle de Cotonou va donc bientôt prendre corps, sur un terrain de 5 hectares (mis à disposition par l'État) situé entre le palais de la Marina et l'ambassade des États-Unis. Elle comprendra dix bâtiments en R + 5 de 10 000 m² chacun (qui accueilleront vingt cabinets et départements ministériels ainsi que des services centraux), organisés autour d'une allée arborée, telle une nef centrale, et irrigués de chemins couverts de toitures végétalisées, assurant des passages frais et ombragés d'un immeuble à l'autre.

C'est le cabinet d'architectes ivoirien Koffi & Diabaté, qui est le maître d'œuvre du projet, avec la

participation du groupe français Projex, chargé du volet ingénierie.

Un onzième bâtiment en R + 3, plus vaste, abritera un parking sur trois niveaux, doté d'une capacité d'au moins 500 places, et, au troisième et dernier étage, un immense restaurant. L'identité architecturale de l'ensemble se démarque par une alternance de façades de panneaux en terre cuite et de façades ventilées de cinq types différents, de sorte que les bâtiments de bureaux se distinguent légèrement les uns des autres. Tous sont orientés du nord vers le sud pour atténuer leur exposition au soleil.

Objectif affiché : « Créer une zone de concentration des départements ministériels et offrir aux agents publics un cadre de travail fonctionnel, rationnel, qui permettra plus de

fluidité et de synergies, pour une gestion optimale des affaires de l'État », explique un responsable du dossier à la présidence.

Pour ne plus consacrer d'énormes ressources aux baux administratifs – dont la gestion a, par le passé, été à l'origine de trop nombreux abus –, l'exécutif a retenu pour modèle un partenariat public-privé en ce qui concerne le financement, la viabilisation, la construction et la concession de la Cité ministérielle de Cotonou. Ainsi, la Simau se charge de la mobilisation du financement et de la construction. C'est elle qui assurera la gestion et l'entretien de la Cité ministérielle, qu'elle louera à l'État, et qui encaissera donc les revenus locatifs, qui lui permettront de rembourser ses emprunts. **IA**

CHARLES DJADE



Maquette du projet piloté par la Simau.

BÉNIN TERMINAL

COTONOU



MOTEUR DE LA TRANSFORMATION LOGISTIQUE DU BENIN

Bénin Terminal est l'opérateur de référence du terminal à conteneurs du port de Cotonou

A travers ses infrastructures, ses investissements et ses équipes, Bénin Terminal rapproche les hommes, contribue au bien-être des personnes, favorise les économies locales et innove pour offrir le meilleur à ses clients dans un monde en mouvement.



Contacts : 01 BP 433 Cotonou - Bénin - Tél.: +229 21 36 83 07 - E-mail : benin.terminal@bollore.com

4 Numérique

Cotonou rattrape son retard en matière de très haut débit



VINCENT FOURNIER POUR JA

Enfouissement de câbles électriques et de fibre optique près du port autonome, en septembre.

À Cotonou, ceux qui peuvent se connecter au web grâce à la fibre optique sont encore rares. L'agglomération accuse en ce domaine un peu de retard sur les autres métropoles côtières de la région, comme Abidjan, Lomé, Lagos, Accra ou Dakar. Seuls 3 500 foyers, entreprises et administrations du centre-ville et des quartiers du front de mer profitent du très haut débit. Mais, d'ici à quatre ou cinq ans, plus de 60 000 abonnés pourraient y avoir accès.

Achevé en 2018, le Projet gouvernemental de développement des infrastructures des télécommunications et des TIC (PDI2T) a doté le pays d'un réseau de transport en fibre optique de 2 000 km qui permet d'acheminer la capacité internet apportée par l'intermédiaire de câbles sous-marins SAT-3 et ACE sur tout le territoire. Dans l'agglomération cotonnoise, ce maillage a été complété par des boucles de distribution sur lesquelles les fournisseurs d'accès à internet (FAI) peuvent brancher leur réseau pour amener le très haut débit jusque dans les bureaux et les habitations.

Sur le boulevard de la Marina et dans le quartier résidentiel Cen-Sad, une vingtaine d'employés d'Isocel, reconnaissables à leurs tenues bleues et à leurs chasubles vertes, posent actuellement une centaine de mètres de fibre optique chaque semaine. Ils achèvent la première phase de couverture du Grand Cotonou. L'entreprise, qui a déjà posé 90 km de fibre dans le cadre de ce projet, veut étendre son réseau sur 500 km. Elle est le seul acteur privé à avoir investi ce créneau après l'adoption du nouveau code des télécommunications, il y a deux ans.

Prêt attractif

Pour passer à la vitesse supérieure et engranger au moins 10 000 clients dans les cinq ans, son PDG, Robert Aouad, a négocié un financement de 6 millions d'euros avec la Banque publique d'investissement (BPI) française. Principale contrepartie: utiliser des fournisseurs français, pour un montant égal à au moins 50 % de celui du projet. La fibre sera fournie par l'usine Acome, de Normandie (nord de la France), posée par Sagecom, partenaire d'Isocel sur la première phase

du projet, et l'ensemble des travaux se fera sous la surveillance d'un cabinet français. « Le prêt consenti par la BPI était très attractif. Assurance incluse, le taux d'intérêt n'est que de 4 %, alors qu'il faut compter au moins 10 % pour un crédit de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et encore plus avec les banques commerciales locales », explique Robert Aouad. Pour pouvoir proposer une offre de départ de 25 euros pour un débit de 10 mégabits/sec, Isocel pose sa fibre en hauteur, l'accrochant aux poteaux électriques, ce qui, en évitant de creuser des tranchées pour l'enterrer, divise le coût d'installation par deux ou trois et réduit le coût du raccordement à moins de 5 000 F CFA. « Le développement du secteur numérique repose sur la complémentarité d'investissements publics et privés, c'est essentiel », se félicite Serge Adjovi, directeur général de l'Agence pour le développement du numérique.

Saine concurrence

Car Isocel devra compter avec la concurrence de la Société béninoise d'infrastructures numériques (Sbin), qui réunit les actifs des ex-filiales de Bénin Télécoms et de l'opérateur mobile Libercom. L'opérateur public, qui gère aussi les infrastructures de transport et les boucles métropolitaines, sert déjà 3 000 abonnés et espère en conquérir 50 000 en moins de quatre ans. « Nous avons des offres depuis le début de l'année, mais nous attendions que la Sbin soit opérationnelle pour en faire la promotion », explique son directeur général, Marc-André Akinolu Loko. Pour le moment privé de licences fixes, les opérateurs mobiles Moov et MTN regardent ce marché leur échapper, mais cela ne durera pas, anticipe Serge Adjovi. De bon augure pour les Cotonnois, professionnels et particuliers, pressés de goûter au très haut débit. **JA**

JULIEN CLÉMENT

LBM

LES BAGNOLES MOTORS

BIENVENUE À BORD DE LA BMW X7



LA SUV QUI SE VEUT LIMOUSINE

En terme de design, la BMW X7 2020 est impressionnante. Elle propose beaucoup de technologies, mais ces dernières sont si bien intégrées au reste du design, c'est un véhicule élégant et cossu.



21 31 00 02 / 99 99 66 66

LBM
LES BAGNOLES MOTORS

CERTIFIÉE
ISO 9001

Le carrefour des grandes marques



Avenue Van Vollen Hoven Cotonou
Quartier Scoa-Gbeto, Carrefour LBM



www.lesbagnoles.com



LBM229

Votre communication dans toutes ses facettes

Qui sommes-nous ?

Régie publicitaire et agence media

Filiale du Groupe LBM

Société Anonyme de droit béninois

Notre vision :

Etre la référence en matière
de régie publicitaire au Bénin.

Notre mission :

Optimiser la performance des
stratégies de communication
de tous nos clients.

Nos valeurs :

Innovation

Excellence

Intégrité

Nous apportons l'expertise aux entreprises pour mieux gérer leur communication, nous sommes aussi la régie publicitaire de toute la plateforme aéroportuaire de Cotonou.

Avec nous, communiquez à l'Aéroport International Cardinal Bernadin Gantin de Cotonou sur tous supports : intérieur et extérieur, hall départ, arrivée, parking, zone fret, salle bagages, magazine, site web....



Nos prestations

RÉALISATION DE SPOTS PUBLICITAIRES

CONCEPTION D'AFFICHES

AFFICHAGE PUBLICITAIRE MODERNE

PANNEAUX GÉANTS LED, ÉCRANS GÉANTS

GESTION DE CAMPAGNES PUBLICITAIRES

TRAVAUX D'IMPRIMERIE

CRÉATION DE CHARTE GRAPHIQUE

ORGANISATION DE MEETING POLITIQUE

ÉVÈNEMENTIEL, RÉGIE MOBILE

ÉMISSIONS TÉLÉ, MAGAZINE



Enlèvement des ordures dans le centre-ville, en septembre.

5 Salubrité Décharges sauvages, un mauvais souvenir

Depuis décembre 2019, une société publique est chargée du nettoyage des espaces publics et de l'organisation du système de collecte des déchets. Efficace ?

Entre 800 et 1000 tonnes de déchets sont produites chaque jour dans le Grand Nokoué, qui regroupe les villes de Cotonou, Abomey-Calavi, Sèmè-Kpodji, Ouidah et Porto-Novo, ce qui représente une superficie de 1200 km². La production annuelle de déchets solides est évaluée à plus de 450 000 t par an. Un état des lieux a recensé en 2017 plus de 1000 dépotoirs sauvages et relevé un dysfonctionnement du système de précollecte des déchets solides, assurée jusque-là par plus de 240 associations et ONG. Une étude menée par l'Agence d'exécution des travaux urbains (Agetur) cinq ans plus tôt avait révélé que, sur les 2,3 millions d'habitants de l'agglomération, seuls 25 % étaient abonnés au service de précollecte et que 10 % des ménages évacuaient leurs détritiques sur des « points de regroupement » situés à proximité de chez eux. Résultat : les déchets ménagers restent stockés dans les quartiers où ils sont produits... Avec un impact extrêmement négatif sur le plan environnemental et sanitaire, ainsi que sur le cadre de vie.

Il était temps de changer radicalement d'approche et d'assurer une

gestion rationnelle et efficace de la salubrité publique en optimisant les ressources.

Support informatique

En novembre 2018, le gouvernement a créé par décret la Société de gestion des déchets et de la salubrité du Grand Nokoué (SGDS-GN). Dotée d'un capital social de 10 milliards de F CFA (plus de 15,2 millions d'euros) et détenue à 100 % par l'État dans sa première année d'exercice, la SGDS-GN a un statut de société publique anonyme et unipersonnelle (Sarlu). Ses missions sont de garantir la salubrité publique dans toutes ses composantes, c'est-à-dire la gestion des déchets mais aussi la propreté des espaces publics. Pour cela, elle intervient dans la précollecte et la collecte, ainsi que dans l'aménagement et l'exploitation des lieux d'enfouissement sanitaire situés dans les communes de Ouèssè et de Takon. Elle doit suivre, contrôler et informatiser l'ensemble des prestations afin de mettre en place un support informatique de cartographie et de gestion dynamique des données spatiales et géographiques relatives à la filière.

Enfin, la société a également pour mission de réorganiser le secteur en instaurant un mécanisme de participation des différents acteurs, mais aussi de sensibiliser et d'éduquer la population à travers un plan d'information.

Opérationnelle depuis le mois de décembre 2019, la SGDS-GN a démarré ses activités avec les services de balayage, de désherbage et de piquetage, et, depuis août, procède à la contractualisation avec les PME retenues (sur appel d'offres) pour la fourniture de poubelles et de tricycles ou le suivi et le contrôle informatisés des prestations de salubrité et de collecte des déchets – le montant estimé de ces contrats est de 8,2 milliards de F CFA sur trois ans.

Même si l'agglomération n'est pas encore débarrassée de ses problèmes d'insalubrité et de décharges sauvages, les services de nettoyage et de collecte des déchets se sont déjà améliorés. L'objectif est que, d'ici à 2023, la capitale économique et l'ensemble du territoire du Grand Nokoué soient dotés d'une filière de collecte, de traitement et de valorisation des déchets 100 % efficace et vertueuse, fondée sur le développement de solutions innovantes à faible empreinte écologique qui devraient aussi, et ce n'est pas négligeable, être créatrices d'emplois.

CHARLES DJADE



La douane du Bénin poursuit et amplifie sa stratégie de réformes

L'administration des douanes béninoises poursuit sa modernisation amorcée depuis 2016 et ceci avec le soutien du gouvernement et l'appui technique des partenaires tels que Webb Fontaine, Benin Control, le Fonds Monétaire International (FMI), le Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'ouest (AFRITAC de l'Ouest) et l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD). La double crise actuelle, sanitaire et économique, n'a pas freiné l'élan des réformes.



Le Dr Charles I. SACCA BOCO, Directeur Général des Douanes et Droits Indirects (DGDDI), accompagné du Directeur de Cabinet du Ministre de l'Économie et des Finances (MEF) et du Président de l'Assemblée Nationale du Bénin à l'occasion de la fête patronale Saint Matthieu du 21 septembre 2020.

Il est important de rappeler qu'au début de l'année 2020, une crise sanitaire a pris le monde entier de court, mettant à rude épreuve les activités économiques de tous les pays. Même si le continent africain semble être relativement moins touché, le Bénin, malgré la fermeture des frontières avec le Nigéria, a pris, dès le début du mois d'avril 2020, des mesures sanitaires afin de limiter les déconvenues.

Forte progression des recettes douanières

La pandémie du Covid-19 a mis en exergue l'importance de la Convention de Kyoto révisée (CKR) de l'OMD et de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'OMC, et notamment des principaux concepts soutenus par ces instruments : la dématérialisation complète du processus de dédouanement entièrement numérique et une gestion efficace des risques.

Les résultats sont encourageants. Pendant les neuf premiers mois de l'année en cours, nous avons pu mobiliser environ 244,575 milliards de F CFA, soit un taux de réalisation de plus de 75 % par rapport aux prévisions initiales. Le FMI, lors de sa revue, nous crédite d'un taux maximum de 60 %, soit une augmentation de 15 points comparée à la prévision révisée des recettes fiscales. Ce niveau de réalisation correspond à un taux de 102,86 % malgré la crise économique couplée avec la fermeture des frontières et la pandémie de la Covid-19 entraînant une baisse du commerce extérieur.

Le fruit des réformes

Ces résultats positifs sont le fruit des réformes découlant du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) et des mesures internes prises par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) avec l'appui des autorités. Les diverses réformes en cours visent à renforcer la douane dans ses fonctions essentielles, à doter son administration d'outils modernes et performants afin de consolider son efficacité et à améliorer le recouvrement des recettes douanières. Un ambitieux programme de réformes a été mis en place par la DGDDI avec l'appui du département des finances publiques du FMI (*voir encadré*).

Par ailleurs, les progrès réalisés en matière de facilitation du commerce (durée du dédouanement et normes de service) situent le Bénin de manière favorable dans les classements des administrations douanières au niveau de la sous-région. La DGDDI a occupé la 1^{ère} place en 2018 et en 2019 en ce qui concerne la facilitation des échanges et la libre circulation des biens et des personnes au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO. Dans le classement Doing Business 2020 de la Banque mondiale, le Bénin a gagné quatre places.

Poursuite de la modernisation

Les réformes opérées avec nos partenaires techniques, Webb Fontaine et Benin Control, ont contribué de façon décisive à la modernisation de la douane du Bénin. La collaboration avec Webb Fontaine, d'ordre institutionnel et informatique, a permis la création du Guichet unique du commerce extérieur (GUCE).

UN PROGRAMME AMBITIEUX DE RÉFORMES

Avec l'appui du département des finances publiques du FMI, la DGDDI a mené une série de réformes de grande ampleur :

- Le renforcement de la mobilisation et de la gestion des recettes et du cadre de gouvernance.
- Le renforcement de la fonction contrôle après dédouanement.
- Le développement des capacités douanières et de la fonction de veille et d'analyse statistique.
- Le renforcement des procédures et contrôles douaniers dans les ports des pays d'Afrique de l'ouest.
- La gestion automatisée des risques pour la sélectivité des contrôles.
- Le renforcement de la facilitation du commerce sur la disponibilité des informations et sur les décisions anticipées.
- L'analyse des données et indicateurs de suivi des opérations douanières ;
- Le temps de dédouanement et les normes de service.

Webb Fontaine accompagne la DGDDI dans la poursuite de sa modernisation à travers de nombreux chantiers de renforcement de capacité à plusieurs niveaux : réorganisation de la Direction du renseignement et des enquêtes douanières (DRED) et formation de certaines entités aux techniques de lutte contre la fraude.

Benin Control nous accompagne dans la poursuite et l'amélioration des réformes dans les domaines suivants :

- La maîtrise de la valeur en douane par la délivrance des attestations de vérification documentaire (AVD).
- La gestion des vrac par la certification des valeurs et des poids des produits liquides, gazeux et solides.
- Le suivi électronique des véhicules d'occasion en transit, assuré en collaboration le Centre de formalités des véhicules d'occasion.
- Le tracking des marchandises en transit et le scanning des marchandises.

UN GUICHET UNIQUE PLEINEMENT OPÉRATIONNEL

Depuis janvier 2018, la plateforme du Guichet unique du commerce extérieur (GUCE) propose plusieurs fonctionnalités pour améliorer, faciliter et sécuriser les opérations d'importation, d'exportation et de transit des marchandises. De nombreux services innovants sont été développés pour enrichir la plateforme du GUCE :

- La consultation de la déclaration en détail en accès privé.
- La consultation du système de Tracking Cargaison de Benin Control en accès privé.
- L'obtention des licences, permis et certificats en ligne, soit plus de 11 documents dématérialisés dans le GUCE.
- La soumission des demandes d'autorisation de change via le module e-Forex sur la base d'un DVT ou d'une déclaration en douane.
- L'approbation des demandes d'autorisation de change par la banque puis par le Trésor public.
- Le paiement en ligne des prestations avec le module de paiement électronique interconnecté avec ECOBANK, UBA, BOA, NSIA BANK et l'intégration des opérateurs de Mobile Money.
- L'interface entre le GUCE et le système informatique des services fiscaux.



Remise de Lettres de Félicitations aux fonctionnaires des douanes ayant fait valoir leur droit à une pension de retraite.

L'appui de l'OMD

L'assistance technique reçue de la part de l'OMD, notamment la formation à distance de fonctionnaires des douanes sur les outils du COPES, a été particulièrement utile. L'objectif a été de maximiser l'impact de l'action de la douane béninoise et de mieux intégrer l'intervention de ses services dans la chaîne pénale. Nous avons pu apporter un soutien supplémentaire aux cadres et agents de terrain, en leur apportant des méthodologies et des bonnes pratiques labellisées COPES. À ce titre, des agents des douanes ont été formés aux techniques de recueil de la preuve, de saisies et d'enquêtes.

Par ailleurs, dans la riposte contre la Covid-19, les administrations douanières jouent un grand rôle. L'OMD a présenté le 6 octobre 2020, au moyen d'un webinaire, les résultats de l'opération OMD STOP, relative au trafic illicite de médicaments et d'équipements médicaux liés à la Covid-19. L'administration douanière béninoise a réussi une belle performance en se hissant au 13^e rang sur 99 au plan mondial et au 4^e au plan continental.

Des outils de communication modernes

Pour compléter ce tableau, il convient de rappeler que la DGDDI a réussi à mettre en place des outils de communications modernes :

- L'utilisation de Sydonia World : les 43 unités douanières sont informatisées et ont migré vers ce logiciel.
- La gestion automatisée des cautions.
- La mise en place d'un système de management de la qualité : l'administration des douanes est désormais certifiée ISO 9001 version 2015.
- Au plan régional, l'interconnexion des systèmes informatiques avec les douanes de certains pays limitrophes a été réalisée.
- La mise en place d'un programme d'opérateur économique agréé (OEA).



**Direction Générale
des Douanes
et Droits Indirects**

01 BP 400 - Cotonou, Bénin
Tél. : (+229) 21 31 55 48 - Fax : (+229) 21 31 67 86
E-mail : douanes_béninoises@yahoo.fr
E-mail : contact@douanes.bj

www.douanes-benin.net

Luc Atrokpo, l'édile a dit

Chantre de l'écocitoyenneté, le nouveau maire a promis beaucoup aux Cotonnois. Et même si une grande partie des compétences et des moyens restent dans le giron de l'État, il entend jouer un rôle dans la transformation de la ville.

FIACRE VIDJINGNINOU
ET MATTHIEU MILLECAMPS

Élu à la tête de la municipalité de Cotonou le 6 juin, Luc Sètondji Atrokpo (47 ans) bouillonne d'idées et multiplie les plans pour transfigurer la capitale économique béninoise, une métropole aujourd'hui bondée, engoncée entre le lac Nokoué et l'océan Atlantique, et confrontée aux sempiternels problèmes d'inondations et d'assainissement.

Le nouvel édile a beau être un « parachuté », il l'affirme haut et fort : son accession à la tête de la mairie de Cotonou, il la doit avant tout à ses électeurs. « Cotonou, c'est mon marigot ! » insiste Luc Atrokpo. Il est vrai qu'il est devenu le premier magistrat de la capitale économique à l'issue des élections communales du 17 mai... après avoir été, pendant quinze ans, le maire de Bohicon, ville de 180 000 habitants située dans le Zou, à 120 km au nord de Cotonou.

S'il avait les faveurs du président, Patrice Talon, et le soutien actif de la direction de l'Union progressiste (UP), l'un des deux partis de la mouvance présidentielle, ce chrétien catholique fervent a cependant dû

batailler ferme pour finir par s'imposer. Avant même le début de la campagne, un jeune militant de l'opposition avait saisi la Cour suprême pour remettre en question sa candidature, qui a finalement été validée. Ensuite, c'est de son propre camp que sont venus les coups. Gatièn Sèdami Adjagboni a en effet mené une campagne de candidat au poste de maire, affichant son propre « plan pour Cotonou ». Quant au maire sortant, Isidore Gnonlonfoun – qui avait accédé à la fonction après l'éviction de l'ancien maire, Léhady Soglo,

en 2017 –, il ne cachait pas son envie de rester dans le fauteuil qu'on lui demandait de quitter.

Cité verte et vertueuse

Finalement, le 6 juin, le conseil municipal a tranché, et Luc Atrokpo a été installé. Son expérience à la présidence de l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB), où il a pu renforcer son réseau auprès des élus locaux, lui a sans aucun doute servi à convaincre. « Il est normal que des ambitions s'expriment lors des campagnes. Désormais, nous allons

CHARLES PLACIDE TOSSOU



**IL EST RÉPUTÉ ÊTRE UN
BON COMMUNICANT,
CE QUI LUI EST PARFOIS
REPROCHÉ PAR
SES DÉTRACTEURS,
QUI L'ACCUSENT
DE « PRIVILÉGIER
LE DIRE AU FAIRE ».**

Après avoir administré
Bohicon, grande ville
du Zou, il a été élu à la
tête de la municipalité
de Cotonou le 6 juin.

Et, à Cotonou, les défis sont de taille. Les premiers à relever sont ceux de la sécurité et de la salubrité. Situé au cœur d'une plaine littorale, dont la nappe phréatique est si peu profonde qu'elle affleure parfois, Cotonou est très vulnérable aux inondations, qui provoquent chaque année des dégâts considérables. Une situation d'autant plus critique que la prise en charge des 1000 tonnes de déchets produites chaque jour à Cotonou est encore loin d'être optimale. « Le défi est à notre portée, a cependant martelé Luc Sétondji Atrokpo tout au long de sa campagne pour la municipalité, en début d'année, se faisant le chantre de l'écocitoyenneté. Nous ne voulons pas seulement faire de Cotonou l'une des villes les plus modernes du continent, mais surtout l'une des plus vertes. »

Le nouveau maire entend également mettre l'accent sur l'amélioration des services municipaux – 1200 agents, tous corps de métier confondus – et vient d'ailleurs de lancer un audit sur leur fonctionnement. « Nous avons la quantité, il faut désormais être sûr d'avoir la qualité », insiste-t-il. Conformément au discours programme de l'UP, Luc Atrokpo et son équipe municipale travaillent aussi à la mise en place d'une direction de l'économie locale et de l'emploi, des services cruciaux encore trop souvent considérés comme le parent pauvre de l'investissement des communes au Bénin.

Enfin, celui qui a fait gagner à Bohicon le premier prix du concours

de la meilleure commune du Bénin en matière de reddition des comptes en 2018 entend « mettre en place des mécanismes de transparence et de redevabilité », afin de redorer le blason d'une ville dont l'image a été écornée par plusieurs scandales financiers. « Lorsque nous rendrons compte aux citoyens de Cotonou et que notre gestion sera transparente, le défi de la mobilisation des ressources propres sera relevé », estime le maire.

Vitrine du pays

Mais si ses administrés l'attendent de pied ferme sur plusieurs de ses promesses, Luc Atrokpo sait aussi qu'il ne pourra rien faire sans l'État. Avec un budget annuel de moins de 20 milliards de F CFA (environ 30,5 millions d'euros) – 17,9 milliards en 2020 –, la mairie de Cotonou est incapable d'assumer seule les grands travaux dont la ville a besoin. Elle peut cependant compter sur l'appui du gouvernement, qui a lancé plusieurs projets d'envergure dans la capitale économique et dans l'agglomération du Grand Nokoué. Entre le projet d'aménagement et d'assainissement urbains (« Asphaltage ») et le programme d'assainissement pluvial de Cotonou (*lire pp. 90-100*), la construction de logements économiques (*lire pp. 102-103*) ou la lutte contre l'érosion côtière (*lire pp. 106-107*), la métropole bénéficie de son statut de vitrine du pays et concentre une part importante des investissements du Programme d'actions du gouvernement (PAG) 2016-2021.

Réputé bon communicant – ce qui lui est parfois reproché par ses détracteurs, qui l'accusent de « privilégier le dire au faire » –, Luc Atrokpo cumule de nombreuses casquettes. Toujours président de l'ANCB, il conserve ses fonctions de premier vice-président du Conseil des collectivités territoriales de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Le maire entend cependant trouver le temps de mener à bien son plan sur cinq ans pour Cotonou et en promet la publication dans le courant du mois de novembre. **JA**

tous dans le même sens, assure Luc Atrokpo. Nous avons le devoir et l'obligation de réussir. »

De retour à Cotonou le 20 septembre, après avoir dû s'absenter du pays pour recevoir des soins en France, Luc Atrokpo promet de mettre les bouchées doubles. C'est aussi un militant infatigable du mandat local. Plusieurs fois élu député, il lui est arrivé de refuser de siéger au Parlement afin de pouvoir se consacrer à sa municipalité. « C'est à la base que se posent les problèmes. C'est là où l'action publique a du sens », justifie-t-il.

Le Port de Cotonou amorce sa modernisation et son repositionnement pour le Benin et les pays de l'hinterland.



Port Autonome de Cotonou
Boulevard de la Marina
Tél. (00229) 21 31 21 93
Fax. (00229) 21 31 28 91
E-mail. contact@pac.bj
www.portcotonou.com

Un port en marche

Au plan de la formation

► 20 000 heures de formation au titre de l'année 2019 - 2020 avec le soutien de ENABEL (Agence belge de développement):

- Les pilotes
- Les capitaines de remorqueur et leurs équipages
- L'informatique et les nouvelles technologies de l'information
- La gestion moderne des ports
- La logistique portuaire

Au plan opérationnel

- Mise en service d'une bouée océanographique
- Mise en service de deux bouées latérales de balisage de chenal avec un système de supervision
- Dragage du bassin
- Deux (2) remorqueurs de type ASD de 80 tonnes chacun (mise en service début 2021)
- Ligne directe à la vigie
- Amélioration du réseau électrique (2x10MW)
- Navigation 24h/7j; 365 jours/an
- Navires de 300m
- Bureau d'embauche unique

Dématérialisation

- E-banking
- Guichet unique
- Digitalisation de la planification des navires
- Système d'informations portuaires intégrées
- Facturation et paiement électronique
- Gestion électronique des documents



Une expertise en marche

Au plan des grands travaux (2020-2024)

- ▶ Création d'un accès centralisé
 - Remise à neuf du Boulevard de la Marina
 - Des voies d'accès pour gros porteurs
 - Des portiques automatisés
- ▶ Gestion moderne de parking
- ▶ Construction d'un centre d'affaires maritimes
- ▶ Construction d'un nouveau terminal vraquier (Terminal 5) avec 550 m de quai et 25 ha de terre-plein
- ▶ Expansion et nouvelle concession du Terminal à Conteneur (Terminal 2)
- ▶ Élargissement du cercle d'évitage à un diamètre minimum de 550 m
- ▶ Dragage à 15m de profondeur du bassin
- ▶ Construction d'une plateforme logistique sous statut spécial de 43 hectares pour activités à valeurs ajoutées pour desservir la sous-région

Au plan de la sécurité et sureté

- ▶ Conformité au code ISPS
- ▶ Certification ISO 14001
- ▶ Formation continue
- ▶ Sécurisation du système informatique
- ▶ Accès contrôlés
- ▶ EPI exigé
- ▶ Brigade cynophile
- ▶ Électricité aux normes sécuritaires électriques HTA
- ▶ Éclairage par luminaire LED
- ▶ Programme de sureté et de protection personnel

Le Port de Cotonou, la porte pour l'hinterland

Niger

BP: 12963 Niamey
Tél. (00227) 20740965
Fax. (00227) 29743429
Mobile. (00227) 96966261
E-mail:adjimba@pac.bj

Mali

BP: E2099 Bamako
Tél/Fax (00223) 20231255
Mobile. (00223) 76460 553
E-mail:jattiogbe@pac.bj

Burkina Faso

01 BP: 6327 Ouaga
Tél. (00226) 50304515
Fax. (00223) 50399079
Mobil. (0026) 78833144
E-mail:jtchaou@pac.bj

Dans les yeux de Tchif



Sur le *roof top* à 360° du Home Residence, un bar en plein cœur de la ville, en octobre.

FIACRE VIDJINGNINOU POUR JA

FIACRE VIDJINGNINOU

« Fasciné », dit-il, par la révolution urbaine engagée à Cotonou depuis 2016, l'artiste Francis Tchiakpè, alias Tchif, a décidé de lui consacrer une série de toiles inspirées du concept African Urban. Un regard personnel, profond, sans concession et sans nostalgie, entre le passé et le présent de cette ville qui l'a vu grandir depuis ses 3 ans.

Intitulé « Mon Cotonou à moi... », le projet artistique de Tchif donne le ton, comme s'il y avait un Cotonou pour les autres et un Cotonou tout à lui, rien qu'à lui. Le plasticien assume cette vision « possessionnelle », entre possessivité et obsession: « Je ne sais

pas ce que Cotonou représente pour les autres. Seule ma vision de la ville m'intéresse. »

Il est suffisamment « témoin de tous ses instants », depuis 1976, pour constater le « hiatus » entre la ville de son enfance, marquée par le brouhaha incessant, les trous dans la chaussée, les détritiques, et celle d'aujourd'hui, « plus sereine », « comme apaisée... » et « asphaltée à souhait ». Un constat qu'il veut lucide et objectif, l'artiste cotonnois n'étant pas réputé pour s'embarasser de propos laudateurs en faveur de tel ou tel parti ou leader politique. Selon lui, depuis quelques années, force est de constater que les rues de la métropole ont

fait l'objet de vastes opérations de déguerpissement – douloureuses pour les petits commerçants, mais qui ont permis à la ville de respirer. Quant au programme d'assainissement et d'aménagement urbain, il est en train de boucher les trous et de napper d'asphalte plus de 200 km de voies urbaines... Une révolution.

Du « bouyabouya » à une ambiance « plus classe »

La métamorphose de la ville est telle qu'en parcourant les quartiers où il avait ses habitudes Tchif en perd ses repères des années 1990-2000: « Ils n'existent plus, ces lieux ont un nouveau visage. » Au concert de



L'espace culturel
créé par le
plasticien en 2007.



**L'ART PEUT
BEAUCOUP
APPORTER
À L'ÉCONOMIE.**

bruits confus qu'il appelle le « bouyabouya du Cotonou d'avant » s'est substituée une ambiance plus douce, dans une ville « beaucoup plus classe », où, par exemple, dans les rues, il n'y a plus de place pour les bars douteux.

S'il apprécie ce « Cotonou plus tranquille et en paix », l'ancien habitué des boîtes de nuit de Jonquet – l'un des quartiers les plus torrides de la ville – n'a pas pour autant renoncé à sa prédilection pour les « coins chauds », de Ganhi aux Cocotiers, en passant par la Haie Vive – quartiers populaires du centre-ville. À 47 ans, un « âge certain », Tchif préfère aujourd'hui y passer des *after-work* plus calmes, à se « ressourcer, prendre un petit whisky, fumer [sa] cigarette, manger »... « J'y résiste rarement », avoue-t-il.

À travers la série de toiles « Mon Cotonou à moi... », Tchif veut raconter le présent de Cotonou à la lumière de son passé récent. Pour lui, il n'est pas seulement question de « copier-coller la ville sur de la toile », mais aussi de « l'imaginer dans le futur proche » pour que, à sa mesure – à taille humaine –, sa ville s'inscrive dans le même mouvement que les autres métropoles du monde, comme Miami, Washington, Paris, Rio, Madrid, Bruxelles, Berlin, Amsterdam, Dubaï, Dakar, Lagos, Accra, Johannesburg... Autant de cités où le plasticien béninois expose ses talents de créateur de « nouveaux territoires poétiques et prosaïques » – il fait partie des rares artistes africains présents dans la

collection permanente du Smithsonian Museum de Washington.

Valeurs culturelles

Dans ce Cotonou transfiguré, qui va « sans aucun doute faire partie des grandes villes qui comptent en Afrique », Tchif aurait aimé voir plus d'espaces culturels, comme celui qu'il a créé en 2007. Près du port de Cotonou, ce site accueille des pièces de théâtre, des concerts et des séances de slam, mais aussi des ateliers d'art scénique et de musique. « L'art peut beaucoup apporter à l'économie d'un peuple », insiste le plasticien, espérant que « sa » ville s'urbanise en tenant compte des valeurs culturelles du pays et de ceux qui les exaltent. **JA**



BOUTIQUE HÔTEL 4*

1131 Boulevard de la Marina - Cotonou - Bénin
Tél. : +229 21 30 09 01 - Mobile : +229 65 12 69 89 / +229 97 97 61 88
Email : contact@maison-rouge-cotonou.com

www.maison-rouge-cotonou.com

Chambre à partir de 78 000 F CFA

Wifi gratuit

Salle de gym

2 Piscines

Terrasse panoramique

Espace de co-working



Déjà un an de contrat de gestion de la **Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE)**



Depuis le 4 novembre 2019, **Jacques Paradis** à la tête d'une équipe de huit cadres, préside le comité de direction de la SBEE, avec d'autres directeurs béninois. Le Gouvernement du Bénin a en effet fait le choix de recourir à un contrat de gestion afin de rendre cette société d'État plus performante et d'offrir un meilleur service à la clientèle.



La centrale électrique thermique à Maria Gleta inaugurée le 29 août 2019

Un an après le démarrage de sa mission à la Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE), l'équipe de Manitoba Hydro International Limited (MHI), retenue aux termes d'un appel d'offres international conduit par le Millenium Challenge Corporation dans le cadre du programme MCA Bénin II, a déjà établi un diagnostic complet de la SBEE et déploie aujourd'hui un plan de restructuration afin d'améliorer les performances de la société, autant pour les employés que pour la clientèle qui est au centre de ses préoccupations.

Une stratégie en quatre volets

Pour atteindre les objectifs fixés par le contrat de gestion accordé à MHI, la politique de gestion à la SBEE repose sur quatre principaux axes stratégiques. Le tout premier, et dont l'impact a déjà commencé à se faire ressentir pour les consommateurs est relatif à **l'amélioration du service à la clientèle** : mettre le client au cœur des préoccupations est une véritable priorité pour l'équipe et l'ensemble des acteurs du secteur de l'énergie électrique. Le deuxième axe concerne **la fiabilité du réseau de la société sur tout le territoire béninois**. Au troisième plan, il est question de mettre en place un programme

de base pour la société afin de **pérenniser les différentes réformes pour un changement qualitatif de l'image de la société**. C'est d'ailleurs le souhait de l'actuel Directeur Général Jacques Paradis pour que, bien après le départ de l'équipe MHI, la société demeure une référence avec des performances exceptionnelles. Pour contribuer à cet objectif, il faut **mettre les ressources humaines au cœur de toutes les actions**, élément qui constitue le quatrième pilier de cette politique. À ses yeux, c'est l'axe le plus important pour aller vers une meilleure performance. Et c'est dans cette optique qu'il rappelle sans cesse à toutes les équipes que des dispositions seront prises pour une meilleure gestion du plan de carrière de chaque acteur de la société.

Une mission, des moyens...

« On compte sur vous... Il faut qu'on réussisse. Il n'y a pas de raison qu'on ne réussisse pas. » Ce sont les mots de Jacques Paradis vis-à-vis de son personnel. Il les rassure de ce que la direction générale mettra à disposition les moyens nécessaires pour l'atteinte des objectifs. Pour le directeur général, un meilleur service à la clientèle passe par des employés au cœur même de l'action quotidienne de la société.



En permettant l'éclosion du plein potentiel des ressources humaines et en veillant au grain afin d'assurer le développement des compétences, il espère transformer chaque salarié en un ambassadeur de la SBEE.

Preuve de cette nouvelle dynamique qu'il souhaite insuffler, le directeur général a déjà effectué une tournée dans les huit directions régionales, à plus d'une reprise, afin de tenir les agents au courant des objectifs mais également des avancées dans les différentes étapes de la mission. La visite la plus récente était annonciatrice de la mise en œuvre imminente du plan de restructuration.

Transformer la SBEE en une référence moderne, aux normes internationales

Facilitation du raccordement des petites et moyennes entreprises (dont les besoins en consommation sont compris entre 140 et 160 Kva), travaux de renforcement d'extension des réseaux électriques de la com-



Jacques Paradis (au centre), Directeur Général de la SBEE est en visite de chantier (ci-dessus).

mune d'Abomey-Calavi et du département de l'Atlantique, pose de nouveaux compteurs, paiement par portefeuille mobile des recharges pour les compteurs prépayés, limitation des heures d'interruption de la fourniture en énergie dans le cadre des coupures planifiées sont quelques-unes des actions déjà menées ou en cours, sous la houlette de la nouvelle direction.

Afin de mieux s'imprégner autant des difficultés rencontrées par les équipes lors de l'exécution des travaux que des désagréments subis par les consommateurs, le



Rencontre entre partenaires pour les entreprises en charge des travaux d'aménagement urbain.

Directeur Général n'hésite d'ailleurs pas à descendre sur le terrain ou à rencontrer des partenaires dont les actions impactent les consommateurs (comme ce fut par exemple le cas avec les entreprises en charge des travaux d'aménagement urbain, pour régler les problèmes récurrents de piochage de ses câbles). Cette proximité vise non seulement à mieux cerner les problèmes pour y répondre adéquatement mais aussi à combler les possibles écarts par rapport aux normes internationales, dans le but de faire de la SBEE un fleuron régional du secteur de l'énergie électrique. ●

FINANCE

Ade Ayeyemi

Directeur général d'Ecobank

« Une entreprise qui
ne change pas meurt »

Aux commandes depuis cinq ans, le Nigérian – qui a engagé avec succès la transformation numérique du groupe bancaire panafricain – appréhende la crise sanitaire actuelle comme le meilleur moyen d'accélérer l'innovation technologique.

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER HOLMEY

Ade Ayeyemi, banquier nigérian à la réputation d'intraitable *cost cutter*, vient de fêter ses cinq ans à la tête d'Ecobank. Arrivé en septembre 2015 dans une institution comptant 11 millions de clients et 200 millions de dollars de bénéfices avant impôts, mais affaiblie par des accusations de mauvaise gouvernance et d'incompétence, ce vétéran de l'américain Citi a eu fort à faire pour redresser la banque panafricaine, présente dans 33 pays du continent. La clientèle et les bénéfices annuels ont doublé sous son mandat. Une progression obtenue au prix d'un lourd tribut : le groupe compte désormais un tiers d'agences bancaires en moins – il en restait moins de 850 à la fin de 2019 – et a perdu près d'un quart de ses effectifs, pour descendre à moins de 15 000 salariés. Au début d'octobre, au cours d'un entretien d'une heure en visioconférence depuis le siège de la banque à Lomé, c'est un Ade Ayeyemi volubile et fier de son bilan qui est revenu pour *Jeune Afrique* sur la transformation numérique qu'il a engagée, les difficultés que rencontre la banque au Nigeria et l'impact de la pandémie de Covid-19, qui a contribué à une chute de 22 % du bénéfice net au premier semestre. À l'approche de ses 58 ans, le patron a également évoqué son propre avenir au sein du groupe.

Jeune Afrique : À la fin de mars, vous disposiez de très peu de temps pour fermer vos agences dans une grande partie du Nigeria. Un défi symptomatique de l'accélération de la numérisation provoquée par le Covid-19 ?

Ade Ayeyemi : La pandémie nous a totalement pris de court. Lagos, un État voisin [Ogun] et Abuja – soit une grande partie de l'économie d'Afrique de l'Ouest – nous ont donné quarante-huit heures pour fermer nos agences

[dans le cadre du confinement local], afin d'éviter des pertes en vies humaines. Mais les gens devaient continuer de vivre leur vie, de toucher de l'argent et d'en transférer vers d'autres régions du pays. La technologie numérique nous a permis de maintenir ces flux. Il y a vingt ans, nous n'aurions pas pu y arriver. Avant le Covid, nous, comme les autres banques, avions beaucoup investi dans l'innovation technologique. Mais le bureau restait notre cadre de travail. Le Covid nous a appris le télétravail.

En réalité, nous avons augmenté la fréquence de nos échanges avec nos partenaires, ministres comme gouverneurs de banques centrales pendant le confinement. Je me suis rendu, virtuellement, dans 14 pays en un mois. Auparavant, il aurait été impossible de convier un ministre des Finances à un échange en ligne. Les pouvoirs publics comprennent désormais que le numérique est indispensable si l'on veut aboutir au plus vite à une inclusion financière pour une majorité de la population. De la nécessité naît l'invention. C'est pourquoi le Covid est le premier facteur accélérateur d'innovation technologique.

Il y a quatre ans, Ecobank annonçait en grande pompe vouloir atteindre 100 millions de clients d'ici à la fin de 2020, un objectif rendu possible, disiez-vous, par la montée en puissance du numérique. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Nous en sommes à 24 millions de clients. C'est peu. Il nous fallait un objectif ambitieux pour générer le soutien de tous. Notre continent compte plus de 1 milliard de personnes ; un objectif de 100 millions de clients n'est donc pas démesuré. Pour y parvenir, nous nous associons à des opérateurs de téléphonie mobile, dont MTN et Airtel, qui partagent notre état d'esprit sur ce sujet. Nous avons les licences bancaires ; ils ont accès aux clients. Il n'y a plus qu'à se mettre d'accord.

Vous êtes pourtant très loin de l'objectif que vous vous étiez fixé.

J'étais très confiant dans notre capacité à atteindre cet objectif, mais il y a eu des imprévus, dont le fait que certains de nos marchés sont entrés en récession. Il nous faudra probablement encore deux ans environ pour y parvenir. Cet objectif nous permet de parler de création de richesses plutôt que simplement de réduction de la pauvreté.

Tous ceux qui intègrent le système financier peuvent en effet rapidement gravir les échelons sociaux. L'assurance et toutes sortes d'autres services s'ouvrent à vous une fois que vous avez accès aux services bancaires.

Les mesures de distanciation physique en vigueur et votre politique numérique vous conduiront-elles à fermer davantage d'agences ?

Nous avons déjà fermé certaines agences [la banque en comptait près de 1300 à la fin de 2015 et moins de 850 à la fin de 2019], dont nous n'avions pas besoin. Nous souhaitons avant tout pouvoir servir nos clients sans qu'ils aient à sortir de chez eux. Cela n'enlève pas le besoin de banques de proximité, mais il vaut mieux que nos agents jouent ce rôle. C'est pourquoi nous avons aujourd'hui moins de 1000 agences dans nos pays mais environ 50 000 agents [personne ou entité extérieure au groupe autorisée à fournir certains services bancaires].

Ecobank comptait 19 600 salariés à la fin de 2015 ; l'an dernier, il en restait moins de 15 000. Allez-vous encore supprimer des emplois ou pouvez-vous vous engager à affecter les personnels des succursales closes à de nouveaux rôles au sein de la banque ?

Voici ce à quoi nous pouvons nous engager : que notre organisation demeure un vecteur de croissance économique. Certains de nos 50 000 agents étaient des caissiers, les voici entrepreneurs. Nous créons des opportunités pour eux. L'important, c'est qu'en tant qu'institution bancaire nous continuions à rechercher des opportunités. Les guichetiers d'aujourd'hui peuvent donner demain des conseils aux petites et moyennes entreprises. Nos points physiques ne sont plus seulement un lieu de transaction, de retrait de liquidités, ce sont des lieux de conseil.

En fin de compte, si une entreprise ne change pas, elle meurt. Rappelez-vous Air Afrique : c'était une très bonne société avec une raison d'être. Où est Air Afrique aujourd'hui ? Si l'entreprise s'était montrée flexible, elle serait encore là, et emploierait

UN BUSINESS DE MOINS EN MOINS NIGÉRIAN

L'an dernier, le Nigeria concentrait plus d'un tiers des employés du groupe, et un quart de ses actifs, alors même que ce marché ne contribuait plus qu'à 1 % des bénéfices avant impôts, contre 28 % il y a cinq ans. Forte de ce constat, la banque mise désormais sur d'autres marchés. Au premier rang desquels le Ghana, dont les bénéfices ont augmenté de 40 % depuis 2015, pour atteindre 110 millions de dollars en 2019. Soit un quart du total du groupe. L'Afrique de l'Ouest francophone, où la banque a le plus d'actifs, et l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, où la banque génère le plus de bénéfices, sont aussi des régions en forte expansion. De quoi faire dire à Ade Ayeyemi : « Nos seuls défis sont aujourd'hui au Nigeria. »

O.H.

probablement plus de personnes qu'auparavant. Une banque n'est pas une agence de recrutement. Nous nous associons actuellement à l'Agence de développement de l'Union africaine pour affirmer que les micro-, petites et moyennes entreprises sont la pierre angulaire de notre économie. Nous formons ces entreprises [4500 personnes dans huit pays africains ont déjà pris part à ces formations en ligne] et comptons leur fournir des fonds pour les aider à développer leur activité. Nous pouvons créer plus d'emplois en soutenant nos clients qu'en employant nous-mêmes des personnes.

Au Nigeria, vos opérations sont en difficulté. À votre arrivée, vos activités dans ce pays généraient deux fois plus de recettes nettes que celles de l'Afrique de l'Ouest francophone. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Votre nouveau PCA, Alain Nkontchou, a déclaré que le Nigeria était « de loin » le marché le plus difficile pour Ecobank. Comment réagir ?

Nous avons eu des défis partout : au Mali, au Liberia, au Gabon, partout. Maintenant, nous avons des défis en un seul endroit : au Nigeria. Il est de notre responsabilité de régler cette situation. Nous avons l'habitude de prêter beaucoup d'argent au Nigeria, maintenant nous y avons réduit les créances douteuses.

Dans le même temps, nous avons vu des opportunités en Afrique de l'Ouest francophone, en Afrique de l'Ouest anglophone et en Afrique centrale, en Afrique orientale et en Afrique australe. Nous y avons donc développé nos activités. La banque produit un bénéfice avant impôt annuel de 400 millions de dollars, dont moins de 10 % au Nigeria [1 % seulement, selon les résultats 2019]. Cela vous montre les avantages de la diversification. Cela dit, il y a 400 millions de personnes en Afrique de l'Ouest, dont 200 millions au Nigeria. Ce pays reste donc important pour nous.

En mai, l'agence de notation Fitch a abaissé la note d'Ecobank, citant entre autres la faible qualité des avoirs d'Ecobank Nigeria, des fonds propres trop bas dans ce pays et la hausse des pertes de change. Faudra-t-il injecter plus de capital dans Ecobank Nigeria ?

Ecobank Nigeria était classée comme une banque disposant de filiales à l'étranger ; selon les règles en vigueur, elle devait donc maintenir un taux d'adéquation des fonds propres de 15 %, contre les 10 % exigés de la part des banques nationales. Nous avons rappelé au régulateur qu'Ecobank Nigeria n'avait

pas de filiale internationale, mais était au contraire une filiale d'Ecobank Transnational Incorporated. Nous avons résolu ce différend [depuis la publication de l'analyse de Fitch], ce qui nous permet d'avoir une réserve de fonds propres importante. Ce changement nous donne du répit pour continuer de travailler sur nos avoirs nigériens, pour faire fonctionner notre activité de paiement, qui est notre principale offre dans le pays, et pour continuer à gérer les versements venus de l'étranger, qui sont très importants au Nigeria. Ce pays a été un pilier de la banque à ses débuts, nous ne voulons pas que ce marché devienne un fardeau pour nous.

Êtes-vous déterminé à maintenir votre activité dans tous vos marchés ?

Ecobank est actuellement présent dans 33 pays d'Afrique, plus la France. Mais toute l'Afrique vient de signer la Zone de libre-échange continentale. L'avenir du continent est d'être un marché unique. Nos marchés sont fragmentés et petits, ils ne sont donc pas en mesure d'attirer les investisseurs. En les combinant, nous devenons attractifs.



FACE AU COVID, L'AFRIQUE S'EST MIEUX DÉBROUILLÉE QUE NOUS NE NOUS Y ATTENDIONS EN MARS-AVRIL.

Il y a cinq ans, on nous avait prédit que nous n'aurions pas de succès dans le centre, l'est et le sud du continent, que nous devrions partir. En 2019, cette région était notre plus grande source de bénéfice [34 % du total, contre 33 % en Afrique de l'Ouest anglophone et 32 % en Afrique de l'Ouest francophone]. Si à l'avenir l'Afrique devient un marché unique, nous nous engagerons sur ce marché unique.

Comment expliquer ce succès dans le centre, l'est et le sud du continent ?

Nous y sommes parvenus à la suite de la restructuration de nos opérations dans la région en 2017, qui visait à rendre la banque efficace et rentable



avec une présence minimale sur le terrain. Pour cela, il nous a fallu continuer à investir dans notre plateforme technologique tout en fermant certaines succursales non viables et en réduisant nos effectifs. Nos canaux numériques nous permettent d'accéder rapidement à de nouveaux marchés et de nous y développer à moindre coût.

Vous fêtiez en septembre vos cinq ans à la tête d'Ecobank. Combien de temps comptez-vous rester ?

Mon mandat s'achèvera quand j'aurai l'âge de la retraite, soit 60 ans. Je quitterai donc mes fonctions en 2022. Je ne veux pas que les gens soient anxieux à l'idée d'un changement de direction, comme s'il s'agissait d'une expérience traumatisante pour l'entreprise. Notre conseil d'administration vient de nommer un nouveau président, cela n'a pas été une expérience traumatisante pour l'entreprise. Cette institution nous précède tous, et devrait nous survivre à tous.

Les actionnaires n'ont pas reçu de dividendes depuis cinq ans. Cette année non plus, étant donné la crise en cours ?

La dernière fois que nous avons eu un événement comme le Covid, c'était il y a cent ans, avec la grippe espagnole. Personne ne sait quand cela va se terminer. L'Afrique s'est mieux débrouillée que nous ne nous y attendions en mars-avril, mais voyons où nous en serons en fin d'année. Les actionnaires sont une ressource clé de l'organisation, leur confiance fait vivre la banque. Il faudra donc que nous discutons de la meilleure chose à faire. Cette décision sera prise par le conseil d'administration en mars.

Vos résultats du premier semestre ont été meilleurs que ceux de certains de vos pairs, mais ont néanmoins été marqués par les effets défavorables des taux de change et de la pandémie. Êtes-vous confiants quant aux résultats de fin d'année ?

Le premier semestre a produit de bien meilleurs résultats que ce à quoi nous aurions pu nous attendre, compte tenu des circonstances. Nous pensons que cela va continuer pour le reste de l'année. Mais, encore une fois, je n'aime pas crier victoire alors que nous sommes encore sur le théâtre des opérations.

LA GALAXIE DE Tewolde GebreMariam



ETHIOPIAN AIRLINES

Triplement de la flotte et du chiffre d'affaires, développement du hub d'Addis, lequel relie désormais près de 130 destinations, diversification... Sous sa houlette, Ethiopian Airlines (ET), cinquième compagnie du continent en 2010, est devenue en dix ans un géant des airs et le numéro un africain. JA dévoile la liste de ceux qui, en coulisse, le conseillent.

LE MENTOR

GIRMA WAKE



Souvent décrit comme l'architecte de la stratégie de développement d'ET et comme l'un de ceux à qui Tewolde doit son

ascension, l'actuel administrateur de la compagnie fait partie des personnes que le DG peut appeler à tout moment.

LES LIEUTENANTS

BUSERA AWEL



Ami de jeunesse et témoin de son mariage, Busera Awel, entré chez ET en 1985 en même temps que

Tewolde, a été le premier patron d'Asky à Lomé. Il est aujourd'hui vice-président de la planification stratégique et des alliances de la compagnie.

MESFIN TASSEW



Ayant également rejoint Ethiopian dans les années 1980, cet ingénieur, aujourd'hui directeur

des opérations de la compagnie, fait partie des personnes de confiance sur lesquelles Tewolde peut se reposer.

LES VISITEURS RÉGULIERS

ZEMEDENEH NEGATU



Président du fonds américain Fairfax Africa

depuis 2017, cet influent homme d'affaires éthio-américain, qui a fondé le cabinet EY à Addis-Abeba et se trouve au cœur de nombreux deals, a conseillé Ethiopian dès le milieu des années 2000.

HENOK TEFERRA



Même si l'ex-dirigeant d'Asky est maintenant ambassadeur

d'Éthiopie à Paris, Tewolde conserve toujours des relations très étroites avec son ancien bras droit, qui fut, jusqu'en 2018, vice-président de la stratégie et des partenariats. Ils ne manquent jamais de déjeuner ensemble à Addis-Abeba.

LES CONNEXIONS POLITIQUES

ABADULA GEMEDA



PCA d'ET depuis 2014, ce militaire de formation a occupé les

postes de chef des opérations des forces de défense nationale éthiopiennes, directeur des renseignements, président de la région d'Oromia, ministre de la Défense ainsi que président de l'Assemblée nationale.

ARKEBE OQUBAY



Le vice-PCA d'ET, qui siège au *board* de nombreuses grandes

entreprises éthiopiennes, a été maire d'Addis-Abeba. Conseiller spécial des Premiers ministres Hailemariam Desalegn et Abiy Ahmed, il est l'un des stratèges du développement industriel de l'Éthiopie. C'est l'un spécialiste des relations sino-africaines.

LES RELAIS DANS LE SECTEUR

RAPHAËL KUUCHI



« Envoyé spécial » en Afrique de la puissante Association internationale du transport aérien (Iata), le Ghanéen discute

souvent de stratégie avec le patron d'ET, qui lui sert de relais sur le continent.

ADEFUNKE ADEYEMI



Directrice des relations extérieures Afrique de la Iata, l'influente avocate nigériane, diplômée de Cambridge, reste une

interlocutrice régulière du dirigeant d'ET, qui figure lui-même au *board* de l'association.

TEFERA MEKONNEN TEFERA



Directeur de la Commission africaine de l'aviation civile (Cafac), l'ancien patron de l'aviation civile éthio-

pienne se révèle être un contact utile pour le développement du réseau d'Ethiopian.

Atlas Mara: autopsie d'un naufrage annoncé

Depuis 2013, le holding bancaire qui se rêvait leader au sud du Sahara a multiplié les faux pas. Son parcours, entre infortune et erreurs stratégiques, est un avertissement pour les aventuriers de la banque en Afrique.

AURÉLIE M'BIDA

« C'est moins l'histoire de personnes qui auraient erré qu'une mauvaise fortune rencontrée sur les marchés », insiste un membre de l'équipe originelle d'Atlas Mara. Un verdict rare – sinon désintéressé – parmi ceux recueillis auprès d'une dizaine d'investisseurs et de spécialistes des marchés africains consultés en octobre alors que le titre du groupe flirte avec un palier historique singulier: la perte de 100 % de sa valeur initiale. Le 20 octobre, il s'échangeait autour de 30 cents de dollars, soit avec une baisse de 97 % par rapport aux 9,83 dollars lors de son introduction au London Stock Exchange, à la mi-décembre 2013.

Ambition affichée à l'époque: devenir rapidement un groupe présent dans une quinzaine de pays d'Afrique subsaharienne. Le timing semble idéal pour se lancer, dans un contexte de reprise post-crise financière de 2008.

Atlas Mara a certes connu son lot d'infortunes. En septembre 2014, lorsque le nouveau venu sur le continent, cofondé par Bob Diamond – ancien DG du colosse britannique Barclays – et l'entrepreneur

anglo-ougandais Ashish Thakkar – encensé à l'époque, à tort, comme le « plus jeune milliardaire du continent » – annonce son entrée minoritaire au capital de Union Bank of Nigeria, le baril de pétrole oscille autour de 100 dollars. En décembre, il n'en vaut plus que 60 – niveau qu'il ne retrouvera qu'en 2018. Entre-temps, l'économie nigériane est entrée en récession (– 1,62 % en 2016).

Rebelote cette année. En juin, l'accord de cession de quatre de ses filiales – annoncé quelques mois plus tôt – au géant kényan Equity Group, est tombé à l'eau. Officiellement en raison des incertitudes et des coûts supplémentaires induits par la crise économique et sanitaire du Covid-19.

Pour Atlas Mara, le revers a été rude, du fait de sa difficulté à sortir d'une situation financière périlleuse et à redonner confiance aux investisseurs.

Si la chute des cours du pétrole et la crise du coronavirus ont affecté l'ensemble des économies, peu de groupes ont connu une succession aussi sévère de contre-performances, ce qui souligne des difficultés stratégiques plus profondes, voire un défaut de conception. Avec un chiffre d'affaires de 92 millions de dollars en 2019 (contre 163 millions en 2018), Atlas Mara a presque disparu des radars: rares sont les analystes financiers qui « suivent » encore le groupe aujourd'hui dirigé par Michael Wilkerson, par ailleurs DG de Fairfax Africa, le principal actionnaire d'Atlas Mara. Que s'est-il passé?

Une direction fortement marquée par la banque d'investissement

Au commencement, pourtant, l'ensemble était joliment emballé. À l'époque, malgré son départ abrupt de la direction de Barclays – à la suite d'un scandale complexe de manipulation du cours du Libor – Robert Edward (« Bob ») Diamond conserve une certaine aura dans les milieux financiers, qui se souviennent de l'ex-star de la banque d'investissement de Citi à Wall Street et du *golden boy* qui avait remanié le modèle d'affaires de Barclays.

À ses côtés, Ashish Thakkar, coqueluche des médias, présenté comme étant à l'origine d'un impressionnant groupe diversifié – Mara Group Holdings Limited – établi à Dubaï et présent dans dix-neuf pays

africains (plus de 400 millions de dollars de revenus). On est encore loin des révélations de 2017, durant le divorce d'Ashish Thakkar, quand ce dernier affirmera devant un tribunal anglais que son patrimoine n'atteignait que 500 000 euros et que Mara Group était détenu dans les îles Vierges britanniques par sa mère et sa sœur...

« Diamond avait besoin de quelqu'un de crédible, qui soit reconnu sur le continent. Mais ni lui ni Thakkar n'avaient de compétence dans la banque de détail. Bob Diamond ne connaissait pas les pays, ni le métier, puisque chez Barclays il travaillait dans la banque d'investissement. Or les filiales d'Atlas Mara font de la banque de *retail*. L'alliance des deux cofondateurs a pourtant été suffisante pour flouer



Michael Wilkerson pilote le groupe depuis février 2019.

DESSIN CHRISTOPHE CHAUVIN/JA

AYANT QUASIMENT DISPARU DES RADARS, LE GROUPE N'INTÉRESSE AUJOURD'HUI PLUS QUE QUELQUES RARES ANALYSTES FINANCIERS.

certaines investisseurs institutionnels et récolter du capital », avance un investisseur ouest-africain.

En effet, pas moins de 325 millions de dollars sont levés lors de l'introduction en Bourse. Moins de six mois plus tard, 300 millions de dollars supplémentaires sont obtenus, par l'intermédiaire d'une émission privée auprès d'investisseurs qualifiés. À la clôture de son premier exercice, Atlas Mara sécurise plusieurs financements auprès de bailleurs de fonds de premier plan : Afreximbank, Standard Chartered, AATIF (Africa Agriculture and Trade Investment Fund)...

Mais difficile d'attribuer ce succès au seul « prestige » des fondateurs. Dès le départ, on trouve parmi les administrateurs du holding des figures connues, dont Arnold Ekpe, l'ancien CEO d'Ecobank, Rachel F. Robbins, ancienne directrice juridique de Citigroup, et Amadou Rouf Raimi, ex-président de Deloitte France. En 2014, le holding se félicite d'avoir « attiré une équipe extraordinaire » : John Vitalo, vétéran de Barclays, a été nommé CEO. Détail important, dès son arrivée, Atlas Mara rappelle qu'il a été « responsable de la création et de la direction d'Absa Capital, la banque d'investissement panafricaine, à Johannesburg ». Encore la banque d'investissement...

Polémique autour de la rémunération des dirigeants

Très vite d'ailleurs, les premiers signes d'un fonctionnement bancal commencent à poindre. Le plan de Bob Diamond se heurte à l'incompréhension des investisseurs. En avril 2015 : l'ancien CEO de Barclays est accusé de surpayer certains de ses dirigeants et d'avoir caché des informations relatives à un investissement personnel.

La première acquisition stratégique d'Atlas Mara – trois entités de BancABC en Zambie, en Tanzanie et au Mozambique achetées au début de 2014 pour un montant de 210 millions de dollars – est largement décriée par les analystes. La banque traîne d'importantes créances douteuses au Zimbabwe et est tombée en dessous

des exigences de capital minimum en Tanzanie. Des coûts élevés de fonctionnement et les mauvaises conditions économiques au sein de certains des pays d'implantation entraînent une perte nette de 63 millions de dollars en 2014.

En parallèle, des informations circulent dans la presse et font état d'un départ en bloc de l'équipe dirigeante de la filiale tanzanienne en décembre 2014, soit quelques mois à peine après le rachat. Motif invoqué : de trop lourdes procédures administratives imposées par le holding. « Ils ont créé une superstructure au niveau du holding, avec plusieurs bureaux administratifs, à Dubaï, à Jo'burg, aux Îles Vierges britanniques... Mais, en contrepartie, dans les pays, Atlas Mara attendait un rapide retour sur investissement et un haut niveau de

DÈS 2015, LES PREMIERS SIGNES D'UN FONCTIONNEMENT BANCAL – OU PIS, D'UN DÉFAUT DE CONCEPTION –, COMMENCENT À POINDRE.

profitabilité pour pouvoir financer cette structure », confirme un ancien cadre interrogé par JA.

À la fin de 2015, Atlas Mara affichait un ratio coût sur revenus de 95 %, pour un chiffre d'affaires de 213 millions de dollars. Quant à la rémunération des membres de son état-major, elle représente un total de 5,85 millions de dollars. Par comparaison, Ecobank, présent dans une trentaine de pays pour dix fois les revenus d'Atlas (2,1 milliards de dollars), n'avait accordé que 7,3 millions de dollars en rémunération aux principaux cadres dirigeants, pour un ratio coût sur revenus de 65 %.

Vains efforts de restructuration et effets d'annonce sans lendemain

« À cause de son défaut de construction à la base, les synergies sont

impossibles au sein du groupe. Atlas Mara ne détient pas le contrôle opérationnel de ses actifs majeurs comme Union Bank of Nigeria, il ne peut donc pas consolider, il ne peut pas réduire ses coûts », commente un investisseur panafricain, bon connaisseur du marché bancaire. « Sans synergies, il n'y a pas de justification à payer une dizaine de millions de dollars de frais de holding pour simplement gérer des participations dans les banques », explique notre source.

Dès 2016, le tandem Diamond-Thakkar tente une parade : racheter Barclays Africa (troisième banque du continent) en vue d'une combinaison de ses actifs avec Atlas Mara. En 2016, Barclays Africa Group pèse 80 milliards de dollars d'actifs et 3 milliards de dollars de revenus. Le total de bilan d'Atlas Mara est alors de 2,8 milliards... L'opération ne sera jamais concrétisée.

L'échec du rachat de Barclays Africa – rebaptisé depuis Absa – ouvre une période difficile qui va se solder par le départ de plusieurs hauts cadres dont Ashish Thakkar. Son éviction coïncide avec l'arrivée d'un nouvel actionnaire, Fairfax Africa. Nous sommes en 2017. La filiale du groupe canadien d'investissement aux 40 milliards de dollars d'actifs sous gestion, Fairfax Financial, prend une participation majoritaire (42 %) dans Atlas Mara, moyennant 159 millions de dollars.

Dans ce mouvement, une série de départs interviennent, et de nouveaux administrateurs font leur entrée au *board*, notamment Michael Wilkerson, qui remplacera Bob Diamond lorsqu'il devra abandonner son siège de président exécutif en février 2019, après une levée de boucliers des investisseurs, inquiets des mauvaises performances du groupe. Diamond, qui se consacre depuis les États-Unis à son autre création, le fonds Atlas Merchant Capital – et que nous avons sollicité sans succès pour s'exprimer sur les choix stratégiques d'Atlas Mara –, demeure administrateur non exécutif.

Certes, les performances financières du holding britannique s'améliorent à

Le président rwandais Paul Kagame, entouré des deux fondateurs, Ashish Thakkar et Bob Diamond, lors du Forum économique mondial sur l'Afrique, à Kigali, le 11 mai 2016.

PAUL KAGAME/ELICKR



la suite de cette injection de sang neuf et de capital. Le chiffre d'affaires 2017 d'Atlas Mara s'apprécie en effet de 11,5 %, à 270 millions de dollars, tandis que les bénéfices nets sont multipliés par cinq, atteignant 45 millions de dollars. Mais la manœuvre peine à convaincre les marchés. Dans la foulée de l'annonce de l'arrivée de Fairfax, l'action Atlas Mara ne vaut même pas le tiers de sa valeur d'introduction. Impossible d'envisager une levée de fonds ni, donc, de reprendre les acquisitions.

Des due diligences bâclées lors des acquisitions en 2014?

D'ailleurs, les comptes rebasculent dans le rouge à partir du deuxième semestre 2018. Subissant les conséquences négatives de l'application des règles mondiales IFRS9 sur le traitement de la dépréciation des prêts, ainsi que la dévaluation des cours au Zimbabwe, le résultat net d'Atlas Mara baisse à nouveau, à 39 millions de dollars au titre de 2018. Une revue de portefeuille est mise en place. Très vite, il est décidé de sortir de quatre des sept pays d'activité du groupe alors que le cours de l'action Atlas Mara a perdu près de 85 % de sa valeur initiale.

En avril 2020, arrive l'espoir – bientôt déçu – d'un accord trouvé avec Equity Group Holdings, la maison

mère du groupe bancaire Equity Bank dirigé par James Mwangi. Lors de cette opération, Atlas Mara devait céder au kényan ses 62 % du capital de la Banque populaire du Rwanda, ainsi que 100 % du capital des filiales de l'African Banking Corporation (BancABC). La transaction était évaluée à 10,7 milliards de shillings (98 millions de dollars). En lieu et place d'argent frais, Atlas Mara avait opté pour une part de 6,3 % du capital d'Equity, groupe solide et admiré sur les marchés africains.

Excepté que, après plusieurs mois d'atermoiements, la transaction est annulée « d'un commun accord » en juin 2020. Officiellement, la crise du Covid-19 est venue modifier les projets d'expansion du groupe de James Mwangi. Mais de leur côté, les observateurs parlent de *due diligences* « bâclées » lors de l'évaluation de ses acquisitions par Atlas Mara il y a six ans. Une information que le management actuel d'Atlas Mara refuse de confirmer, prétextant la méconnaissance de ce qui a été négocié en 2014. Le groupe kényan a finalement conclu en août le rachat d'une participation majoritaire dans Banque commerciale du Congo (BCDC) pour 95 millions de dollars.

« Il y avait quatre pays dans le cadre de la transaction avec Atlas Mara,

contre une transaction unique en RD Congo. Lorsque vous regardez la valeur combinée de ce que nous obtenions, la RD Congo était une transaction plus importante que les quatre autres transactions réunies », précisait James Mwangi, dans un entretien à JA en septembre.

Malgré ce revers, Michael Wilkerson se veut optimiste. « Nous sommes en train de changer le modèle de fonctionnement d'une société de services financiers centralisée vers une véritable société d'investissement, un holding qui redescend vers les banques », explique-t-il, à la fois dans l'optique de réduire ses coûts de structure et de recentrer l'activité du groupe. Et de préciser : « Après le deal avec Access Bank qui reprend nos actifs au Mozambique [annoncé en septembre], notre intention est toujours de nous désengager du Rwanda, de la Zambie et de la Tanzanie, dans le cadre d'un partenariat ou d'une cession. Toutefois, les administrateurs et moi-même restons confiants quant aux perspectives d'avenir, et la recherche de nouvelles opportunités ». Pour mémoire, BancABC Mozambique est la deuxième plus petite – après la Tanzanie – des quatre banques qu'Atlas souhaitait céder à Equity. Difficile d'y voir autre chose qu'un lot de consolation. **JA**

La dette à la loupe

FMI, BAD, Chine, France... La Banque mondiale a passé au crible les déficits publics des pays africains et ce que chacun doit à ses créanciers. Décryptage.

NELLY FUALDES

« **A** vant même le début de la pandémie de Covid-19, l'augmentation des niveaux de la dette publique était déjà une source d'inquiétude, en particulier parmi les pays les plus pauvres du monde », assure la Banque mondiale, qui a dévoilé le 12 octobre des données « plus détaillées que jamais au cours de ses soixante-dix ans d'existence ».

« En 2019, la dette extérieure totale des pays éligibles à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) – soit les pays les plus pauvres du monde – a augmenté de 9,5 % par rapport à l'année précédente, pour atteindre un montant record de 744 milliards de dollars en 2019 », développe l'institution multilatérale, présidée par l'Américain David Malpass. Selon elle, il y a « urgence pour les créanciers et les emprunteurs à collaborer afin d'éviter le risque croissant de crises de la dette souveraine provoquées par la pandémie de Covid-19 ». En 2019, rappellent ses équipes, « le rythme d'accumulation de la dette de ces pays était près de deux fois supérieur à celui des autres pays à faible et à moyen revenu ». Pour la première fois, l'institution a publié les ventilations de ce que chaque pays emprunteur doit à ses créanciers, ainsi que les paiements initialement attendus du service de cette dette en 2021.

Objectif de cette compilation titanesque de données : « Permettre aux pays à faible et à moyen revenu d'évaluer et de gérer leur dette extérieure pendant la crise actuelle et de travailler avec les décideurs politiques pour atteindre des niveaux et des conditions d'endettement viables. » Cette étude

met en lumière la montée en puissance du privé dans la composition de la dette des pays éligibles à l'ISSD.

Montée en puissance de la Chine, premier prêteur bilatéral

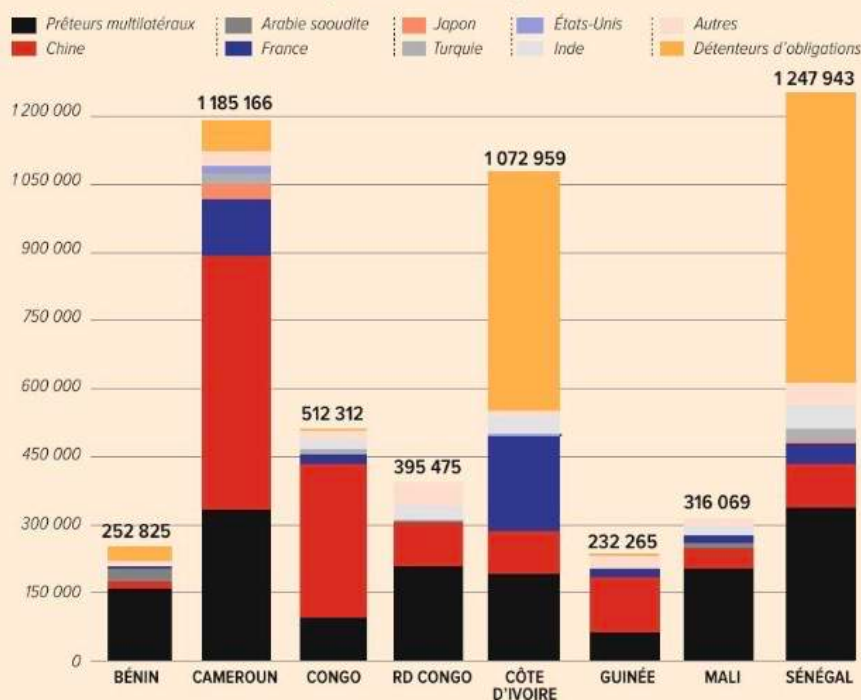
Si les créanciers multilatéraux, au premier rang desquels le FMI, la Banque mondiale ou encore la Banque africaine de développement, sont les principaux créanciers de ces pays, avec un encours total de 243 milliards de dollars à la fin de l'année 2019, ce qui équivaut à 46 % de la dette publique totale et de la dette garantie par l'État, les prêteurs privés sont ceux qui enregistrent la croissance la plus rapide. Avec une multiplication par cinq des créances depuis 2010, les obligations souscrites par des privés atteignant 102 milliards de dollars à la fin de 2019.

Le graphique ci-dessous, qui retrace une grande partie des ardoises que devraient payer, sauf moratoire ou renégociation, huit des pays africains éligibles à l'ISSD, illustre bien l'ampleur qu'a prise cette dette privée pour des pays comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Et encore ces données comportent-elles quelques lacunes, telles que les prêts contractés auprès des banques commerciales et les emprunts directement négociés auprès d'acteurs privés, les sociétés de négoce, par exemple.

Le Bénin, qui a dès le début marqué une forte réticence à la mesure de suspension, par crainte qu'elle n'affecte sa crédibilité auprès des créanciers privés – et donc sa capacité à emprunter à nouveau –, a eu recours de façon croissante à ce type d'endettement. Il faut noter que cette dette reste cependant bien en dessous de ce que les banques de développement prêtent à Cotonou. Autre enseignement : la montée en puissance de la Chine, de très loin le principal prêteur bilatéral, qui a vu sa quote-part dans la dette combinée due aux pays du G-20 passer de 45 % en 2013 à 63 % à la fin de 2019. [JA](#)

SERVICE DE LA DETTE POUR L'ANNÉE 2021

(en milliers de dollars)



SOURCE : BANQUE MONDIALE

jeuneafrique

Bien s'informer, mieux décider



AVEC JEUNE AFRIQUE DIGITAL, PROFITEZ :

- ♦ de tous nos contenus digitaux pour plus d'analyses, d'informations exclusives et de débats
- ♦ de nos newsletters et de nos alertes pour toute l'actualité africaine en temps réel
- ♦ de nos archives pour comprendre l'évolution du continent africain

Rendez-vous sur
jeuneafrique.com/abonnements
pour découvrir nos offres

Abonnez-vous

à Jeune Afrique Digital
pour seulement

1 €

le premier mois

et profitez de toute l'actualité
africaine décryptée pour vous.



Coup de tonnerre à Lagos

L'acquisition de Paystack par le spécialiste américain des paiements Stripe pourrait marquer un tournant au sein de l'écosystème des start-up au Nigeria.

RUTH OLUROUNBI, À ABUJA,
AVEC ESTELLE MAUSSION

Si la majorité des investisseurs locaux, au Nigeria, paraît ne pas avoir encore pris conscience de la valeur de l'industrie du capital-risque (accompagnement des jeunes entreprises de la nouvelle économie), l'accord de rachat de Paystack par Stripe démontre néanmoins le potentiel de cette catégorie d'actifs et signale que les start-up nigérianes sont *bancable*, se félicite Tomi Davies, cofondateur du Lagos Angel Network et président de l'African Business Angel Network.

Stripe, une société de services financiers et de logiciels établie aux États-Unis, a annoncé à la mi-octobre le rachat de Paystack, l'une des plus grandes fintech du Nigeria. Une opération considérée comme la plus importante acquisition de start-up de l'histoire du pays. Selon le cabinet d'avocats nigérian TNP, qui a conseillé Paystack, la transaction est supérieure à 200 millions de dollars.

Fondée en 2015 par un duo d'entrepreneurs nigériens – Shola Akinlade et Ezra Olubi, aujourd'hui à peine trente-naires –, Paystack propose une plateforme qui intègre une demi-douzaine de canaux (carte de paiement,

compte, virement, code USSD, solutions Visa, code QR, paiement mobile, et bientôt des terminaux de paiement). L'entreprise, qui emploie environ 100 personnes, revendique plus de 60 000 clients professionnels, dont le géant des télécommunications MTN, Domino's Pizza, l'assureur Axa Mansard ou encore le spécialiste de la mobilité partagée Bolt. Créée en 2010 par les frères Patrick et John Collison et installée à San Francisco, Stripe emploie 2 500 personnes et compte, parmi les utilisateurs de ses solutions de paiement, des géants tels que

Google, Amazon, Uber et Deliveroo. Sa valorisation est estimée à 35 milliards de dollars.

Le rachat annoncé en octobre parachève une collaboration entamée dès 2018. Car, si Paystack a été lancé grâce à des financements d'amorçage, octroyés notamment par l'accélérateur de start-up américain Y Combinator, Stripe et d'autres investisseurs – dont Visa et Tencent – ont rapidement pris le relais. Stripe était en tête de file pour la première levée de fonds de Paystack en août 2018 (8 millions de dollars). Selon



Ezra Olubi (à g.) et Shola Akinlade, fondateurs de Paystack, qui revendique plus de 60 000 clients.

les standards de l'industrie, cette levée de fonds en « série A » valorisait alors la start-up – qui se rêvait en « Stripe de l'Afrique » – à environ 40 millions de dollars, estime un investisseur africain. Avec l'opération de rachat, cette valeur aurait donc été multipliée par cinq, alors que Paystack a plus que doublé sa clientèle (environ 25 000 en novembre 2018).

« Cette transaction montre que les investisseurs providentiels [*business angels*] locaux commencent à arriver à maturité. Dans ce cas, nous en avons qui ont commencé le voyage avec Shola et Ezra, ce qui valide notre conviction que les investisseurs locaux sont essentiels pour l'autonomisation des fondateurs en créant des solutions innovantes à nos défis sur le continent », se réjouit Tomi Davies.

Si l'acquisition menée par Stripe lui ouvre la voie du continent, elle témoigne avant tout de l'attractivité du secteur des paiements au Nigeria, un marché de 200 millions d'habitants. Les paiements numériques s'y développent fortement et ont augmenté de près de 500 % en 2019, selon les données du Nigeria Interbank Settlement Scheme (NIBSS). Ainsi, les Nigériens ont transféré 149 milliards de nairas (392 millions de dollars) depuis leurs appareils mobiles en décembre 2019, contre 28 milliards durant le même mois l'année précédente.

Autre indicateur qui ne trompe pas : sur les 2 milliards de dollars de financement de capital-risque levés par les jeunes entreprises technologiques africaines en 2019, le Nigeria a attiré un montant record de 747 millions de dollars (37 % du total), selon la société d'investissement Partech.

SUR LES 2 MILLIARDS DE DOLLARS LEVÉS PAR LES JEUNES POUSSÉS AFRICAINES EN 2019, LE PAYS EN A ATTIRÉ 747 MILLIONS.

De fait, une bataille de marchés et d'investissements est en cours. L'année dernière, Visa a payé 200 millions de dollars pour une participation de 20 % dans Interswitch, autre entreprise de paiement au Nigeria. Après cette opération, Interswitch a confirmé avoir atteint le statut de licorne – start-up valorisée à 1 milliard de dollars ou plus. L'investissement de Visa devrait permettre à Interswitch d'étendre son empreinte sur le continent, qui s'illustre notamment par les cartes de débit Verve (équipées d'une technologie de paiement développée par Interswitch), dont près de 20 millions d'unités sont en circulation au Nigeria, au Kenya, en Ouganda et en Gambie.

Une réussite exceptionnelle qui en appelle d'autres

Mais la concurrence s'avère rude. Au début de 2019, l'américain Mastercard, grand concurrent de Visa, a investi près de 300 millions de dollars dans l'émirati Network International, qui se présente comme le grand prestataire de services de paiement en Afrique et au Moyen-Orient. Victor Basta, directeur général de Magister Advisors, une banque d'investissement installée à Londres, estimait à la fin de 2019 qu'une poignée d'autres acteurs peut obtenir également une place stratégique en développant une présence suffisamment large sur le marché des fintechs, que ce soit au Nigeria ou dans plusieurs autres pays africains.

« En cinq ans seulement, Paystack a réussi ce que nombre de sociétés ne parviennent pas à faire en plusieurs années », s'est félicité Matt Henderson. Pour le responsable du développement de Stripe pour les marchés émergents et l'Afrique, il s'agit désormais de « donner à Paystack les moyens de développer de nouveaux produits, de soutenir des entreprises et de consolider un marché des paiements africain hyperfragmenté ». Avant d'ajouter : « Nous avons hâte de voir ce qu'ils vont construire à l'avenir et comment leur croissance va booster l'écosystème de la tech africaine. » 

PAYSTACK VS FLUTTERWAVE: UN MATCH À DISTANCE

Il est à noter que si le rachat de Paystack est la première vente majeure d'une jeune fintech nigériane, d'autres acteurs issus de l'écosystème de Lagos ont mobilisé d'importantes ressources ces dernières années. Il en va ainsi de Flutterwave. Créée en 2016 par deux entrepreneurs nigériens, Iyinoluwa Aboyeji et Oluwbenga Agboola, cette société est toutefois installée en Californie. L'entreprise, qui a levé 64,5 millions de dollars depuis sa création, s'est peu à peu rapprochée du modèle multicanal de Paystack. Si les deux compétiteurs ont vu leur nombre de partenaires croître à un rythme soutenu, Flutterwave semble réaliser une part plus importante de ses transactions auprès d'un nombre plus restreint de son – pourtant plus vaste – portefeuille de clients (l'entreprise en revendiquait 86 000 à la fin de 2019), soit un point faible, selon un observateur du secteur. En outre, Paystack se montre plus agressif sur les tarifs, avec une commission de 1,5 % sur les transactions locales, contre 2,9 % pour son concurrent, et un plafonnement des frais à 2 000 nairas (4,40 euros) par transaction. Il est à noter, cependant, que Flutterwave dispose d'une empreinte géographique plus étendue en Afrique, avec une présence dans dix pays, dont le Nigeria, l'Afrique du Sud et le Ghana.

E.M.

Tribune

BANQUES DE DÉVELOPPEMENT

Trois leviers pour des réformes structurelles par temps de Covid-19



Rabah Arezki

Économiste en chef et vice-président chargé de la gouvernance économique et de la gestion des connaissances de la BAD

En réponse à la crise provoquée par l'épidémie de Covid-19, les banques de développement et plus largement les institutions financières internationales (IFI) ont agi très tôt pour aider les pays en développement à apporter une aide indispensable à leurs populations. Pourtant, la capacité des IFI à déployer plus de ressources a rapidement atteint ses limites. En effet, leurs bilans sont devenus relativement modestes par rapport à la taille des économies en développement, qui représentent désormais la moitié de l'économie mondiale. Globalement, l'aide au développement, qui représentait plus de 16 % des investissements directs étrangers (IDE) au début des années 1970, est tombée aujourd'hui à environ 3 %.

Dans le cas de l'Afrique, dont la population devrait atteindre 2,5 milliards d'habitants au cours des trente prochaines années, le besoin de construire des infrastructures sociales et économiques est colossal. Or, le coronavirus rend la situation encore plus difficile avec la crise de la dette imminente et la perspective d'un ralentissement de la croissance mondiale, synonyme de réduction des IDE, des transferts de fonds et des flux touristiques. Pour rester pertinentes, les IFI ont besoin d'accroître encore davantage leur capital et de repenser leur modus operandi. Pour ce faire, elles doivent actionner trois leviers distincts mais interdépendants.

Le premier levier est le soutien à l'intégration régionale.

Sur ce volet, les IFI doivent utiliser l'aide apportée pour promouvoir un cadre pro-concurrence et fournir une expertise technique dans la conception d'organes nationaux et régionaux de réglementation qui soient compétents et indépendants. La régionalisation doit rendre plus cohérentes les politiques commerciales, mais aussi fiscales et concurrentielles, complétant les nombreuses initiatives sur le continent, y compris la dernière en date, à savoir la Zone de libre-échange continentale (Zleca).

Le deuxième levier consiste à « réparer » les systèmes financiers pour qu'ils soient capables de mobiliser des milliards, voire des trillions de dollars d'investissements au service du

développement. Les IFI doivent ainsi tenir compte du fait que les incitations des banques sont déterminées par la combinaison entre le degré de concurrence au sein du système financier (incluant des opérateurs non bancaires) et l'orientation macroéconomique des pays – un taux de change surévalué encouragera par exemple le poids du lobby des importateurs. Dans ce cadre, la promotion active des *swaps* de devises (contrat d'échange de flux financiers en monnaies différentes) et de la régionalisation du système financier en Afrique, y compris les Bourses et marchés obligataires en monnaie nationale, sont deux moyens d'accroître le poids du continent dans les portefeuilles des investisseurs mondiaux.

Le troisième et dernier levier, qui repose sur les deux premiers, n'est autre que la promotion du secteur privé, via la mise en place de réformes en amont pour encourager son essor. Nombre de banques de développement, dont la Banque mondiale et la BAD, s'y attellent depuis quelques années. Ces réformes permettent de libérer le financement commercial en remédiant aux défaillances du marché et en supprimant d'autres contraintes. Lorsque les risques restent élevés, il convient alors d'utiliser des garanties gouvernementales et d'autres instruments de partage des risques. Ce n'est que lorsque les réformes et l'atténuation des risques ne peuvent favoriser les solutions de marché que l'aide publique au développement, y compris les prêts concessionnels, doit être utilisée. De même, en raison du niveau croissant de la dette des États, le financement public des infrastructures et d'autres projets ne devrait être utilisé qu'en dernier recours.

En résumé, la conception des instruments des IFI doit être réorientée pour intégrer ces nouvelles priorités. Un exemple : inclure le développement du secteur privé dans les critères pour l'octroi des prêts concessionnels aux autorités. Les IFI doivent également garantir un meilleur équilibre entre leurs (grandes) idées et leurs opérations afin qu'elles se renforcent mutuellement. Enfin, la dimension « banque » ne doit pas éclipser la dimension « développement » sous peine de ne pas catalyser suffisamment de ressources. **JA**

WE BELIEVE IN AFRICA

Pouvons-nous nourrir de manière durable une planète de près de 10 milliard d'habitants ?

Chez OCP Africa, nous sommes convaincus que c'est possible.

Avec des filiales dans 12 pays et des projets dans plus de 15 marchés, notre objectif commun est de promouvoir un nouveau mode d'agriculture sur le continent africain : plus durable, plus moderne, plus productif et plus accessible.

OCP Africa est une filiale d'OCP Group - un des leaders mondiaux sur le marché du phosphate et ses dérivés. Notre expertise séculaire et notre engagement nous permettent d'apporter aux agriculteurs africains des solutions agricoles adaptées ainsi que le partage des bonnes pratiques nécessaires pour les accompagner dans leur développement.

OCP Africa est fière de collaborer étroitement avec les agriculteurs africains, pour contribuer à libérer durablement le potentiel agricole du continent africain.

 twitter.com/OCP_Africa
 [linkedin.com/company/ocp-africa](https://www.linkedin.com/company/ocp-africa)
 [facebook.com/ocpafrika](https://www.facebook.com/ocpafrika)
 ocpafrika.com



Édito

Nigeria: des motifs d'espoir au-delà de l'or noir



Nicholas Norbrook

Journaliste à The Africa Report

Le pétrole n'a été découvert dans le delta du Niger que quatre ans avant l'indépendance du Nigeria, dont le 60^e anniversaire a été célébré en octobre. Depuis lors, l'exportation de matières premières a dominé l'économie, au détriment du progrès industriel. La consommation règne, la création de valeur est minime. « À l'indépendance, l'économie du pays était très prometteuse, l'agriculture étant l'épine dorsale des trois régions. Dans le Nord, l'arachide, le coton, la gomme arabique, dans l'Ouest, le cacao, et dans l'Est, les produits dits "de palme" », se souvient Aliko Dangote. Pour l'homme le plus riche d'Afrique, le dynamisme de l'économie pré pétrolière et les débuts de l'agroalimentaire auraient pu placer le Nigeria sur le même chemin industriel que nombre de pays asiatiques.

Pour les plus optimistes, Dangote illustre cette lutte contre la domination du pétrole. D'abord, sa richesse s'est construite sur le sucre et le ciment, et non sur le pétrole. Il se trouve par ailleurs au cœur de la politique industrielle du Nigeria, qui incite les producteurs à s'approvisionner en matières premières localement. Cette politique a été conçue par le général Olusegun Obasanjo. Premier président élu démocratiquement en 1999, il choisit d'imiter la politique des *chaebol* sud-coréens : l'émergence de champions nationaux. Sous la présidence de Goodluck Jonathan, la loi de 2011 sur le contenu local dans l'industrie pétrolière a contribué à la création d'une série d'importantes compagnies locales, dont Seplat et Oando. Le gouvernement actuel du président Buhari « protège » aujourd'hui les riziculteurs de la concurrence internationale (frontières fermées, fourniture d'engrais et d'intrants à bon marché).

Il faut cependant noter que la promotion de l'industrie locale s'est faite parallèlement à l'ouverture économique. Olusegun Obasanjo, par exemple, a libéralisé le secteur des télécommunications, qui contribue désormais à hauteur de 40 milliards de dollars au PIB du Nigeria – l'équivalent de toute l'économie du Cameroun voisin. Et le secteur de la tech du Nigeria à lui seul mobilise des dizaines de millions de dollars chaque trimestre. La première véritable licorne africaine est nigériane : Interswitch, spécialiste des paiements. Sa jeune rivale Paystack a été rachetée, à la mi-octobre, par l'américain Stripe.

Depuis la fin des années 1990, tant le PIB que le revenu par habitant sont en forte progression. Ce mélange de forces du marché et d'aide de l'État a donc fonctionné – pour certains. Le capitalisme nigérien continue cependant de s'adresser aux plus forts et aux plus influents : les géants locaux et les multinationales étrangères. Le taux de chômage a triplé depuis cinq ans ; un Nigérien sur deux est au chômage ou sous-employé. Les optimistes diront qu'il s'agit là d'étapes difficiles mais nécessaires sur la voie d'une économie florissante, et que les entreprises nigérianes sont meilleures que bien d'autres firmes africaines pour « internaliser » la création de valeur au lieu d'importer passivement des biens étrangers. Et ce dans une multitude de secteurs.

Accélération des réformes

Comme l'explique Don Jazzy, le chef de file de la musique nigérienne : « Il ne s'agit pas seulement de créer des artistes mondiaux, mais de développer cette industrie en Afrique. Nous essayons d'instaurer une plus grande sécurité de l'emploi, plus que de faire émerger juste une superstar. » Il en va de même pour des industriels comme Aliko Dangote et Abdul Samad Rabiu, passés de l'importation de produits de base à la création d'industries nationales et qui travaillent sur des projets de raffinerie. On peut déjà imaginer quels types de projet de grande valeur seront menés.

Les pessimistes insisteront sur les contraintes qui persistent. Les seuls ports nigériens coûtent aux entreprises quelque 6,5 milliards de dollars de pertes de revenus chaque année... S'y ajoutent des obstacles moins visibles, comme les coûts engendrés par le système judiciaire. De nombreuses entreprises étrangères quittent le marché nigérien, ou l'évitent ; moult PME locales sont harcelées pour des pots-de-vin. Il reste que ce marché exerce un attrait indéniable sur les investisseurs. En 2017, les investissements directs étrangers ont rebondi à 12 milliards de dollars. Face à la plus grave récession que le pays ait connue depuis quarante ans, les réformes s'accroissent pourtant. On se dirige vers une privatisation partielle de la compagnie nationale pétrolière. Les prix de l'électricité et du carburant sont déréglementés. Les réformes du système juridique pourraient institutionnaliser le pouvoir des États de la fédération, loin du gouvernement fédéral. Il y a encore de l'espoir. **JA**

TÉLÉVIVEZ !





Branle-bas de combat chez les opérateurs

Entre généralisation du télétravail et boom du recours au streaming, la pandémie a bouleversé l'usage d'internet, obligeant les grands acteurs du secteur à multiplier les initiatives pour répondre aux besoins de leurs clients.





La visioconférence s'est généralisée. Ici, la dernière assemblée générale de la BAD, qui a vu la réélection en mode virtuel d'Akinwumi Adesina.

QUENTIN VELLUET

Contrairement aux réseaux routiers, ferroviaires ou maritimes, le réseau internet n'aura pas été délaissé durant la pandémie liée au nouveau coronavirus. Tant s'en faut, puisque le télétravail et les cours à distance, tout comme la consommation de divertissements en ligne, ont fait exploser le trafic ces derniers mois.

Dans les dix pays où il est présent, le réseau d'établissements d'enseignement supérieur Honoris United Universities a dû, par exemple, faire en sorte que ses 45 000 étudiants passent, du jour au lendemain, aux cours à distance à 100 %. « L'e-learning fait partie de notre culture, mais nous avions dans certains pays des établissements plus ou moins prêts pour la transition, explique Laura Kakon, directrice

de la stratégie et de la croissance du groupe. La crise sanitaire a donc joué un rôle de catalyseur, mais le coût de la *data* a été un vrai sujet », poursuit la dirigeante basée à Casablanca. En Afrique du Sud, Honoris a par exemple mis au point un *chatbot* sur WhatsApp afin de communiquer avec ses étudiants plus facilement et à un coût raisonnable.

À l'image du réseau d'écoles, de nombreuses entreprises ont, elles aussi, dû passer au télétravail total pendant plusieurs semaines. Résultat, les opérateurs de télécommunications ont dû gérer une explosion du trafic internet. Entre mars et avril, au plus fort de la crise, Maroc Telecom a ainsi constaté une hausse de la consommation d'internet de 25 % à 30 %, que l'opérateur chérifien a amorti en augmentant de 20 % sa capacité sur les câbles internationaux SeaMeWe-3, Estepona-Tétouan et Atlas Offshore.

Des équipes sur le pont 24 heures sur 24 pour maîtriser ce flux hors du commun

Plus au sud, au Sénégal, Mamadou Mbengue, directeur général de l'opérateur Free (repreneur de Tigo en 2018), confie avoir constaté une « explosion » du trafic sur l'internet mobile de 41 % entre février et septembre. Cette demande soudaine en bande passante a poussé l'opérateur à accroître la capacité louée à l'espagnol Telefónica et au dubaïote Dolphin sur le câble sous-marin international ACE.

Ce flux hors du commun doit être contrôlé par des équipes sur le pont 24 heures sur 24. « Pour la gestion technique du réseau, il doit forcément y avoir des collaborateurs au bureau. Les équipes fonctionnent d'habitude en rotation, mais pour cette période particulière nous avons exceptionnellement augmenté les effectifs de 20 % en transférant certaines compétences, comme des profils informatiques, vers des équipes terrain », explique le dirigeant sénégalais, qui emploie 400 personnes à temps plein.

L'obsession de la plupart des opérateurs a été de muscler les stations de base – ou antennes de télécoms – en ajoutant de nouveaux processeurs et en dopant la capacité des transmetteurs chargés de faire le lien entre la station et le réseau. Pour ce faire, Free a dû négocier auprès des autorités sénégalaises afin d'obtenir des autorisations de circuler durant les couvre-feux pour ses techniciens et ses prestataires. L'opérateur panafricain Vodacom, qui compte 4 100 collaborateurs et consultants, n'a pas fait autrement pour amortir une inflation

du trafic internet sur mobile comprise entre 15 % et 40 % selon ses marchés. « En RD Congo, la consommation en data mobile a crû de 30 %, tandis qu'au Ghana cette croissance a atteint 22 % », explique à JA Andries Delpont, directeur de la technologie de Vodacom.

L'opérateur, contrôlé à plus de 60 % par le britannique Vodafone, s'est réorganisé afin de faire face à la hausse du trafic. « Nous avons transféré une partie de nos budgets – alloués initialement à des projets comme le développement de logiciels, la conception de nouveaux produits et services ou à la gestion de nos magasins – vers des dépenses affectées à la gestion du réseau en période de confinement », explique le dirigeant de Vodacom. Au total, le groupe estime avoir ainsi réalloué « environ 400 millions de rands » (environ 20 millions d'euros) pour faire face à cette période particulière.

Négocier avec les plateformes et les gouvernements

Outre les aménagements internes propres à leur physionomie, les opérateurs de télécommunications africains ont – comme leurs homologues d'autres continents – participé aux discussions menées auprès des plateformes les plus gourmandes en bande passante comme Netflix (+ 66 % en consommation de bande passante en avril en Afrique du Sud), WhatsApp (+ 32 %) ou YouTube (+ 22 %) afin de leur demander d'optimiser la qualité de leurs contenus pour alléger le réseau.

Les gouvernements ont également été sollicités pour l'élargissement – temporaire ou non – des spectres de fréquence afin d'étendre la capacité en ondes radio des opérateurs. « En Afrique du Sud, des accords temporaires d'élargissement de spectre ont été conclus pour de la 4G et de la 5G. Il en va de même au

PRÉSENT DANS 18 PAYS AFRICAINS, ORANGE OBSERVE UNE MODIFICATION DÉFINITIVE DES PRATIQUES ET DES BESOINS DE SA CLIENTÈLE.

Ghana pour la 4G, et pour la 2G, la 3G et la 4G en RD Congo. Au Mozambique, nous avons réclamé plus de fréquences 2G et 3G. Si vous avez déjà l'équipement qui peut prendre en charge l'élargissement du spectre, vous pouvez être opérationnel immédiatement », précise Andries Delpont.

Un rythme d'acquisition de nouveaux clients en forte augmentation

Pour Orange aussi l'extension de capacité sur le cœur de réseau a été nécessaire au Sénégal et au Maroc, et s'est concrétisée par des mises à jour de logiciel et des négociations avec les fournisseurs de capacité internationale. Et dans certains cas de figure, comme en Jordanie, ces ajustements sont désormais définitifs : « Nous avons déjà des projets d'acquisition de fréquences additionnelles. Le Covid n'a fait qu'accélérer les choses », explique Elisabeth Medou Badang, porte-parole d'Orange pour le Moyen-Orient et l'Afrique et vice-présidente de l'opérateur, chargée de l'Afrique et de l'océan Indien.

Le groupe, présent dans 18 marchés sur le continent, observe désormais une modification définitive des pratiques et des besoins de ses clients, particuliers comme professionnels. Alors que la consommation moyenne a doublé depuis mars, et que le groupe estime que la crise lui a permis d'acquérir 5 % d'abonnés supplémentaires, Orange constate une accélération de la demande sur l'internet fixe. « Notre rythme d'acquisition de nouveaux clients a augmenté au Maroc, en Côte d'Ivoire, en RD Congo et à Madagascar », indique Elisabeth Medou Badang.

Les incertitudes liées au contexte poussent aussi l'opérateur à repenser ses offres pour les entreprises. « Des réflexions sont en cours pour offrir la capacité aux professionnels d'ajuster leur débit en fonction de leurs besoins, toujours dans le cadre d'une relation pérenne », explique la dirigeante.

Plus qu'une simple transformation digitale, la crise du Covid-19 a donc poussé le secteur des télécoms à de profondes réorganisations technique et commerciale. Mais la clientèle a aussi ajusté ses relations avec son opérateur de télécoms : « Nos utilisateurs sont beaucoup plus autonomes et consultent davantage notre application pour trouver des renseignements avant de se rendre en agence ou de nous appeler », souligne la porte-parole d'Orange. In fine, concernant les télécoms, la distanciation physique a entraîné des mutations bénéfiques durables. [JA](#)

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE DATA
DE L'OPÉRATEUR FREE AU SÉNÉGAL

Variation en % depuis février 2020





huawei.com/explore

L'exploration **nous éclaire sur la voie à suivre**

La recherche constante de l'innovation est un gage
d'éclairage pour le monde intelligent



Orange dépose les armes face aux Gafam

Google et Facebook sont maintenant considérés comme des alliés par le groupe français, qui ne mise plus sur la voix comme principal vecteur de croissance continentale, mais sur le développement de la data et de la fintech.



Alioune Ndiaye, PDG d'Orange pour le Moyen-Orient et l'Afrique, préconise la prise en charge par les Gafam d'une partie des taxes touchant les opérateurs.

FRANÇOIS GRIVELET POUR JA

KÉVIN POIREAULT

« En Afrique, 95 % des téléphones tournent sous Android, le système d'exploitation de Google. » Dans les mots d'Alioune Ndiaye, patron d'Orange Afrique et Moyen-Orient (Omea), l'alliance avec la firme américaine pour commercialiser le nouveau smartphone Sanza Touch d'Orange sonne comme une évidence. Depuis plusieurs mois, le groupe français multiplie les opérations avec les Gafam : outre le lancement de « l'un des téléphones les moins chers d'Afrique » à 25,50 euros, commercialisé depuis octobre en Guinée-Bissau, en Côte d'Ivoire et à Madagascar, Orange avait déjà

rejoint Facebook, avec une multitude d'autres opérateurs opérant en Afrique autour du projet 2Africa, un futur câble sous-marin encerclant le continent.

Pourtant, lors de sa prise de fonctions, en 2018, le ton d'Alioune Ndiaye s'affichait volontiers offensif à l'encontre des deux géants américains les plus présents en Afrique, Google et Facebook. « Orange a d'abord essayé de consolider son activité de "vache à lait" 2G, décrypte Steve Esselaar, expert dans le secteur des télécoms africaines au cabinet Research ICT Solutions. La société pensait que les autorités réglementaires l'aideraient à compenser ses investissements dans les réseaux haut débit. » Lesquels sont considérables, d'après Alioune Ndiaye, qui assure

qu'« Orange investit 1 milliard d'euros chaque année dans les infrastructures réseau en Afrique ».

« Cette stratégie a clairement échoué, il lui a fallu changer son fusil d'épaule », estime Steve Esselaar, pour qui l'avenir des revenus de télécoms se joue dans la donnée, WhatsApp et Facebook ayant remplacé le SMS et la voix. Un constat que partage Alioune Ndiaye : « La voix, qui représentait 80 % des revenus des opérateurs il y a quelques années, a plongé sous les 50 % », indique-t-il. Selon Research ICT Solutions, elle représente 30 % des revenus mobiles en 2020 et pourrait bien avoir totalement disparu en 2025. « Nos chiffres d'affaires ont connu des baisses à deux chiffres en Afrique avec l'arrivée des acteurs *over-the-top services* [OTT ou service par contournement] », explique encore Alioune Ndiaye.

Facebook et consorts savent absolument tout de leurs clients

Pour les chercheurs du cabinet Research ICT Solutions, les OTT n'ont pas seulement pris des parts de revenus aux opérateurs. Ils se sont aussi approprié une denrée de valeur : le contrôle des données d'usage de leurs clients. « Pendant des années, les fournisseurs d'accès à internet (FAI) étaient ceux qui avaient le plus d'informations quant à leurs utilisateurs, sachant où ils se trouvaient, avec qui et quand ils communiquaient. Aujourd'hui, les médias sociaux et les achats en ligne constituent une source d'information plus puissante et plus détaillée. Les informations qu'Amazon et Facebook possèdent sur un client sont probablement plus précieuses que celles qu'un FAI possède sur le même client. »

L'opérateur s'est alors tourné vers des relais de croissance. La data, tout d'abord : « Orange a dépensé →

Soutenir la résilience et le développement durable en Afrique grâce au digital

Le financement des technologies digitales fait partie des priorités du programme d'innovation et de compétitivité de la Banque européenne d'investissement (BEI) en ligne avec la stratégie de l'UE visant à stimuler la « transformation numérique » de l'Afrique. En effet, la Commission européenne estime qu'une augmentation de 10 % de la couverture numérique pourrait entraîner une hausse du PIB africain de plus de 1 %.

Les solutions digitales contre la Covid-19 en Afrique

La réponse de la BEI à la crise sanitaire et économique liée au Covid-19 en Afrique a été rapide et conséquente avec une enveloppe de 6,7 milliards d'euros dédiée aux pays situés en dehors de l'UE, dont 3 milliards pour l'Afrique, dans le cadre de Team Europe. Notre soutien s'adresse au secteur de la santé mais également à celui du digital. La crise a révélé que les technologies numériques pouvaient offrir des alternatives à la mise en quarantaine et aider à lutter contre la pandémie. Elle a aussi mis en lumière la fracture numérique qui persiste en Afrique où 900 millions de personnes non connectées à l'internet ne peuvent recevoir des informations sur la

crise ni bénéficier de la télémédecine. Les entreprises et gouvernements doivent également assurer leurs services en ligne. Nous avons donc organisé une vaste enquête à travers l'Afrique pour mieux comprendre les solutions numériques qui peuvent aider le continent et estimer l'investissement requis, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le soutien de BearingPoint. Le rapport « Covid-19 les solutions numériques de l'Afrique » recense plus de 100 solutions numériques à fort impact. Parmi celles-ci, figurent une application d'autodiagnostic disponible dans 15 pays d'Afrique.



Ambroise FAYOLLE,
 Vice-Président
 de la BEI

ture mobile de l'opérateur Orange en Guinée afin de répondre à la demande croissante tout en assurant un approvisionnement plus fiable en électricité. Des antennes de télécommunications mobiles alimentées par l'énergie solaire

En Afrique, la BEI a approuvé plus de 600 million d'euros d'investissements dans le secteur de l'économie digitale au cours des cinq dernières années

Digitalisation et économie verte

Le recours aux technologies digitales contribue à l'atteinte des objectifs de développement durable en Afrique, notamment dans le domaine de l'énergie. La BEI, en tant que banque du climat, a financé l'extension de la couver-

permettre de réduire de plus de 80 % la consommation de diesel du réseau. Le développement durable et la lutte contre le changement climatique sont au cœur des priorités de la BEI. D'ici 2025, nous y consacrerons 50 % de nos financements.

→ plusieurs centaines de millions d'euros pour acquérir les licences 4G et déployer les réseaux dans plusieurs des 18 pays où nous sommes présents », affirme Alioune Ndiaye. Mais aussi de nouvelles fonctions, qui, en plus de générer des revenus (5,65 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 6 % de croissance pour l'Afrique et le Moyen-Orient en 2019), lui permettraient de reprendre la main sur une bonne partie des activités de ses clients : le lancement d'une solution de transfert d'argent avec Orange Money en 2008 – qui compte aujourd'hui 50 millions de clients sur le continent – et le service bancaire Orange Bank Africa, inauguré en Côte d'Ivoire en juillet 2020 avec la banque ivoirienne NSIA. « Orange Bank Africa a démarré ses activités à Abidjan et proposera des offres au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal en 2021, dès que nous aurons l'autorisation des régulateurs bancaires nationaux », indique Alioune Ndiaye.

Câble 2Africa, une coopération bienvenue

Dans cette nouvelle ère, où l'opérateur semble libéré de sa dépendance aux revenus liés à la voix, Orange est donc logiquement moins réticent à se tourner vers les géants du numérique. « Nous ne sommes pas en guerre contre les Gafam, insiste le dirigeant sénégalais. D'autant plus que les services qu'ils offrent apportent une vraie valeur à nos clients. » Pour le Sanza Touch, Orange a troqué KaiOS – le système d'exploitation *open source* (OS) qui équipait le Sanza, le *feature phone* en 3G lancé par l'opérateur en février 2019 – pour Android Go, l'OS allégé de Google « qui permet d'optimiser la capacité mémoire et la

consommation de données », précise Alioune Ndiaye. On y trouve d'ailleurs aussi bien, par défaut, les applications Orange (Orange & Moi, Orange Money...) que celles de Google (Google Go, YouTube Go...) et même Facebook et WhatsApp.

Reste que, si Orange ne livre plus bataille aux géants du numérique, Alioune Ndiaye entend toujours lutter contre la pression fiscale, qu'il juge trop forte. « En 2019, le revenu global cumulé des cinq Gafam représentait 915 milliards de dollars. On ne peut pas imaginer qu'ils ne soutiennent pas financièrement une partie des infrastructures internet des pays dans lesquels ils opèrent. En Afrique, il n'y a rien de comparable à la taxe française de 3 % [votée en 2019]. »

Le directeur d'Omea préconise qu'une partie des taxes touchant les opérateurs soit supportée par les Gafam : « Dans les pays africains où nous sommes présents, nous sommes taxés à hauteur de 30 % à 40 % de nos chiffres d'affaires. Or, selon une étude commandée en 2018 au cabinet Goodwill Management, grâce aux investissements ainsi qu'aux emplois que nous générons, à nos activités de mécénat et à notre

fondation, nous représentons jusqu'à plus de 10 % du PIB dans certains pays, comme au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Il n'est pas raisonnable que les Gafam ne paient pas une partie de ces 30 % à 40 % de taxes », fait-il encore valoir.

Quant à l'investissement des Gafam dans les infrastructures réseaux, Alioune Ndiaye pointe tout de même une lueur d'espoir : les câbles sous-marins. « Sur ce point, ils ont changé de braquet », se réjouit-il, considérant



Le smartphone low cost Sanza Touch est lancé par Orange et Google.

VERS UNE TAXATION DES GÉANTS DU NUMÉRIQUE

Plusieurs pays africains ont déjà instauré une taxe ciblant les Gafam, parmi lesquels le Nigeria, le Zimbabwe et le Kenya, même si ce dernier pourrait bien faire volte-face à cause d'un accord économique avec les États-Unis en cours de négociation. Par ailleurs, l'African Tax Administration Forum (Ataf), groupement de 38 autorités fiscales africaines, piloté depuis Pretoria, a publié le 30 septembre un document de travail pour aider les gouvernements à taxer les entreprises du numérique qui font du profit sur leur territoire sans y être véritablement installées.

K.P.

que 2Africa est « un excellent exemple de coopération entre Gafam et opérateurs africains ». Une initiative qui « augmente la résilience de nos réseaux, nous permet de faire face aux besoins grandissants de connectivité sur le continent, et baisse les coûts » ; initiative d'autant plus bienvenue qu'Orange doit faire face à un nouveau ralentissement de la croissance de ses revenus lié à la pandémie de Covid-19, qui pourrait bien contre-carrer son objectif de 5 % de croissance d'ici à 2023. « Contrairement à ce que beaucoup disent, les volumes du trafic de données ont certes plus que doublé en 2020, mais cela ne s'est pas traduit en hausse de revenus car nous avons aussi dû multiplier les offres pour aider nos clients à conserver leur accès à internet », témoigne Alioune Ndiaye. Cette fois-ci, les relais de croissance sur lesquels compte le dirigeant d'Orange sont plutôt liés à de futurs services dans l'énergie, la santé et l'éducation. ■

« EN AFRIQUE, SOULIGNE ALIOUNE NDIAYE, IL N'Y A RIEN DE COMPARABLE À LA TAXE FRANÇAISE DE 3 %. »



KONNECT ŒUVRE A L'INCLUSION NUMERIQUE ET AU DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

L'INTERNET HAUT DEBIT PAR SATELLITE POUR TOUS ET PARTOUT

Grâce aux dernières technologies satellitaires, Konnect (groupe Eutelsat) participe au développement africain en agissant notamment pour la réduction de la fracture numérique en Afrique. De nombreuses « zones blanches » demeurent et l'offre complémentaire que propose konnect permet de répondre à ce manque de connectivité. Konnect c'est la promesse d'offres haut débit de qualité à des tarifs compétitifs.

Konnect propose aux institutions publiques, aux particuliers et aux entreprises des offres de connectivité flexibles, abordables économiquement, accessibles partout là où aucune solution haut débit fiable n'est disponible.

La gamme Konnect est composée d'offres d'accès à l'Internet fixe, comprises entre 5 Go et 250 Go de data, jusqu'à 25Mbps à partir de 15\$ s'adaptant ainsi aux besoins et moyens de chacun. Ces offres sont toutes éligibles au Bonus Fidélité pour un renouvellement anticipé avant échéance du forfait offrant jusqu'à 20% de data supplémentaire. Konnect propose également à ses clients un boost de data (entre 150 et 300GB) la nuit de 22h et 6h. A noter l'existence d'offres illimitées proposées à partir de 55\$. Ces services sont disponibles selon un modèle pré-payé afin de répondre aux usages du marché africain.

Konnect n'oublie pas les zones rurales en proposant également une solution adaptée et légère, baptisée konnect Wifi, permettant un accès à l'Internet via Wifi par le biais

d'un seul et même « Hotspot » et ce dans un rayon de 100m. Ces hotspots sont et pourront être localisés dans des magasins, écoles, exploitations agricoles, hôpitaux, etc. L'accès au service s'effectue en achetant des bons de recharge (vouchers), valides de quelques heures à 1 mois, à partir de 0,25\$.

LA CONNECTIVITE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

Konnect collabore régulièrement avec les gouvernements africains et institutions publiques pour apporter une connectivité de qualité dans les zones les plus reculées. Ces actions rendent possible, entre autres, la continuité du service public même en cas de crises ou conditions extrêmes, elles permettent aux hôpitaux isolés de mieux lutter contre la COVID ou encore connectent des milliers d'écoles & professeurs facilitant l'accès au savoir. Enfin nous permettons à chacun de connecter au monde sa famille ou développer son activité, peu importe sa localisation géographique. Ces prochains mois, ce sont près de 40 pays d'Afrique qui pourront bénéficier des services konnect.

konnect

32, Boulevard Gallieni,
92130 Issy-les-Moulineaux, France
www.konnect.com



It's that simple.



Ici, à Londres, en mai 2019. Expatrié zimbabwéen, il est arrivé dans la nation Arc-en-Ciel à 18 ans.

Ralph Mupita, un financier aux manettes

Cet expert de la fusion-acquisition est le nouveau DG du géant sud-africain. Bon communicant, il lui faudra prouver ses talents de négociateur pour résoudre plusieurs dossiers brûlants.

QUENTIN VELLUET

« **S**i la technologie reste réservée à une petite tranche de la société, elle participe à l'accroissement des inégalités. » À l'occasion d'une intervention lors de l'événement virtuel GSMA Thrive Africa 2020, qui réunissait à la fin de septembre la fine fleur de l'internet africain, Ralph Mupita s'est montré soucieux de l'impact social des activités du groupe, qu'il pilote depuis deux mois.

Discret depuis sa prise de fonctions à la mi-août, le nouveau patron de l'opérateur aux 261 millions de clients et aux 17 filiales africaines est présenté officiellement comme l'homme de la continuité, s'inscrivant dans la stratégie de rationalisation et de digitalisation du groupe entamée il y a quatre ans par son prédécesseur, l'Anglo-Sud-Africain Rob Shuter. En coulisse, l'ingénieur civil formé à la prestigieuse Université de Cape Town

(UCT), reconverti dans la finance via un MBA également effectué à l'UCT, commence à imposer ses thématiques. Expatrié zimbabwéen arrivé à 18 ans dans la nation Arc-en-Ciel, il se définit lui-même comme un panafricain, sensible au développement de son continent. Mais le mois d'octobre a été marqué par plusieurs sessions de travail à mille lieues de toute considération sociale. « Nous avons affiné une stratégie très financière, axée essentiellement sur l'amélioration du cours de notre action en Bourse », indique une source interne. En d'autres termes, Mupita veut réussir là où Shuter a échoué. Toujours en dessous de son niveau enregistré à l'arrivée de Shuter en 2017, le titre de l'opérateur a aussi du mal à retrouver sa valeur d'avant la crise. Après un timide pic à 69 rands (3,57 euros) à la veille du passage de flambeau, l'action a baissé et s'échange autour de 54 rands à Johannesburg.

Père de famille, marié à une ex-cadre d'Old Mutual, le nouveau patron dispose des réseaux de son mentor

Freedom Phuthuma Nhleko, ancien DG de MTN. C'est ce dernier qui l'avait convaincu en 2017 de quitter un poste de DG pour venir gérer les finances de l'opérateur. Les bons connaisseurs de l'entreprise s'accordent à dire que Phuthuma Nhleko et son *board* avaient déjà à l'époque l'ambition de porter Mupita – identifié comme un cadre noir à haut potentiel – à la tête de MTN, Shuter – dirigeant blanc – ayant été recruté en urgence pour régler les crises qui minaient l'entreprise depuis le milieu des années 2010.

Difficultés au Ghana et affaire ultrasensible en Afghanistan

Présenté à sa nomination comme un expert des services financiers et de la fusion-acquisition, ce fondu de FI prend la barre d'un opérateur solidifié et plus souple. MTN a présenté de bons résultats pour la première moitié de 2020. En hausse de 11 %, son excédent brut d'exploitation (Ebitda) s'élevait à 42 milliards de rands, et son bénéfice net est attendu autour de 13 milliards de rands cette année. Après trois ans et demi à la tête des finances de l'opérateur, l'ancien DG pour les marchés émergents d'Old Mutual se sent capable de dompter les investisseurs. « C'est un bon communicant qui apprécie ce genre d'exercice. À son poste de directeur financier, il s'est appuyé pleinement sur son équipe pour l'aspect opérationnel, ce qui lui a laissé du temps pour cultiver de bonnes relations avec les marchés », indique un cadre de MTN.

Deux mois après une promotion plutôt attendue, personne ne sait si le nouveau maître des lieux a prévu une refonte de son comité de direction. S'il a formé un duo efficace avec Rob Shuter, qu'il a rencontré dans les couloirs de Nedbank lorsque lui-même était à Old Mutual – la maison mère –, le Zimbabwe n'en était pas pour autant proche. De nombreux dossiers vont mettre le nouveau DG au défi. À commencer par les ennuis de la filiale au Ghana. Selon l'Autorité nationale des communications, MTN contrôlerait près de 68 % de l'activité mobile du pays; ses activités doivent donc être

restreintes afin de garantir l'équité aux concurrents AirtelTigo, Vodafone et Glo. D'abord prudent quant à la riposte à adopter, MTN, qui avait opté pour l'offensive fin juin en saisissant la justice, s'est depuis rétracté constatant la bonne foi du régulateur dans des négociations toujours en cours. L'autre dossier extrêmement sensible concerne la plainte contre MTN déposée aux États-Unis pour financement du terrorisme en Afghanistan. Alors que le groupe au logo jaune et bleu nie en bloc toute connexion financière criminelle, cette affaire pourrait le mettre en difficulté dans la cession prochaine de ses filiales en Syrie, en Afghanistan et au Yémen.

Mupita dispose d'une expérience incontestable pour le volet financier de son nouveau poste et avoue cultiver une dilection assumée pour la complexité. Aux côtés de Shuter, il a fait mener à l'opérateur une cure d'amaigrissement drastique pour le désendetter

(le ratio dette/capital total a baissé de moitié). Il a été un précieux conseiller dans la clôture des contentieux au Nigeria, capable d'analyser les risques et les effets financiers des décisions. Désormais, il lui faudra aussi prouver ses talents de négociateur, notamment

avec ses interlocuteurs politiques en Afrique du Sud et partout ailleurs. Il devra également montrer son habileté à saisir de nouvelles sources de revenus et de rentabilité, dans un secteur des télécoms et de la tech qui évolue vite, et parfois brutalement. [UA](#)

LA NOUVELLE VIE DE ROB SHUTER

Officiellement DG de MTN jusqu'en mars 2021, « Iron Man » reste à la disposition de son successeur pour l'épauler dans la gestion des affaires courantes. L'Anglo-Sud-Africain prépare néanmoins son retour en Europe, plus précisément à Londres, où il prendra en charge la filiale de BT Group dévolue aux entreprises et au secteur public, dont il intègre aussi le comité exécutif. Shuter connaît déjà l'environnement européen des télécoms pour avoir passé huit ans dans le giron de Vodafone, où il a occupé divers postes à responsabilité entre Johannesburg et Amsterdam de 2009 à 2015.

Q.V.

 **bizao**

 www.bizao.com
contact@bizao.com

**ACCÉLÉRONS LE PAIEMENT
DIGITAL EN AFRIQUE**

Paris - Abidjan - Dakar - Douala

 Plateforme robuste

 Conformité réglementaire

 Sûr et sécurisé

 Tarification transparente

Tribune

Privatiser Ethio Telecom,
une décision salubre**Fentaw Abitew***Analyste et consultant*

En décembre 2019, le Premier ministre Abiy Ahmed a lancé son plan de réforme économique pour faire avancer l'ambitieux projet visant à faire de l'Éthiopie un pays à revenu moyen d'ici à 2025, et un « modèle africain de prospérité » d'ici à 2030. Ce plan a été élaboré en tenant compte à la fois des possibilités offertes par le marché et du rôle de l'État dans la résolution des problèmes économiques du pays, tout en privilégiant le secteur non étatique. Il prévoit de renforcer la contribution du secteur privé à l'économie globale en ouvrant les grandes entreprises publiques aux investissements privés et étrangers.

Ethio Telecom est la première grande entreprise à être concernée par le processus de libéralisation, qui se trouve désormais dans sa phase finale. La pandémie de Covid-19 a souligné l'importance des services de télécommunications en tant qu'épine dorsale de l'économie mondiale. Plus que jamais, l'Éthiopie a besoin de services de télécommunications performants. Le pays est l'un des derniers à détenir un monopole sur l'opérateur national de télécommunications. La plupart des autres pays, y compris les voisins kényan, égyptien et soudanais, ont – il y a longtemps – privatisé le secteur et bénéficient d'excellents services qui contribuent de manière substantielle à leur PIB.

Pendant ce temps, l'Éthiopie a pris du retard. Selon l'indice de développement des TIC (IDI) 2017 de l'Union internationale des télécommunications de l'ONU, le service éthiopien est classé à la 170^e place sur 176. Avec plus de 45 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, le taux de pénétration de ce service – téléphonie mobile (65 %), internet (15 %) et fixe (0,6 %) – peut difficilement être comparé à celui de pays à la population équivalente, comme l'Égypte (106 %, 48 % et 5,2 %) et le Nigeria (84 %, 51 % et 0,01 %). Ethio Telecom a récemment réduit ses tarifs, mais ceux-ci restent encore au-dessus du seuil déterminé comme abordable par l'ONU, et le pays est classé 60^e sur 61 dans le rapport 2019 de l'Alliance for Affordable Internet (A4AI) en Afrique.

Il existe un mythe – infondé – selon lequel Ethio Telecom serait une vache à lait qui générerait chaque année des bénéfices. Les revenus effectifs d'Ethio Telecom devraient être mis en regard du prêt de 3,1 milliards de dollars, destiné à améliorer ses

opérations, qui lui a été octroyé à des taux élevés par la Banque chinoise d'import-export (China Exim Bank) et par la Banque de développement de Chine. Il convient de considérer également les frais assumés par l'opérateur national liés à l'obsolescence des équipements, à l'amortissement des logiciels et au coût des licences internationales. En outre, les prêts créent une dépendance totale vis-à-vis des fournisseurs d'équipement, de l'expertise et des ressources chinoises, sans aucun transfert de technologie ni de connaissances: les infrastructures critiques d'Ethio Telecom sont actuellement la chasse gardée des entreprises chinoises ZTE et Huawei. Par ailleurs, la qualité des services de l'opérateur reste médiocre.

Transparence et responsabilité

Il existe une véritable préoccupation chez les Éthiopiens au sujet de la transparence et de la responsabilité du processus de privatisation. Il est essentiel d'impliquer la population (universitaires, partis politiques, partenaires de développement et autres parties prenantes concernées) dans les évaluations, les processus d'appel d'offres et les critères de sélection et de passation des marchés. Certains commentateurs craignent que la valorisation d'Ethio Telecom ne soit affectée par la pandémie de Covid-19 et ses répercussions économiques. Il s'agit d'un danger réel, mais on peut penser que, du point de vue du gouvernement, il est crucial d'obtenir des financements par le biais de la privatisation, qui offre des risques moins élevés que ceux que les prêts font encourir.

En résumé, la décision du gouvernement de procéder à la privatisation partielle d'Ethio Telecom est salubre et opportune. Elle permettra à la fois d'augmenter l'efficacité d'Ethio Telecom en l'exposant à une plus grande concurrence et à une meilleure discipline de marché, d'augmenter les recettes de l'État, et de mobiliser des capitaux d'investissement pour les services de télécommunications. Une première privatisation réussie devrait en outre servir de catalyseur important pour réduire le rôle de l'État dans l'économie, dans le cadre des réformes en cours. **JA**

Article initialement paru en anglais sur le site Ethiopia Insight

AVIS D'EXPERT



Safritel Canada Inc.

5201 Duke Street, Scotia Square,
Halifax, Nova Scotia B3J 1N9 - PO Box 34096
Email : jpmuleba@safritel.com
Tél. : +1.902.797-0752
www.safritel.com

Une solution innovante de communications intégrées

Développée par Safritel, fournisseur canadien de services de communications cloud, « MEET 4 LESS » offre un ensemble de services parfaitement adaptés aux besoins des clients africains.

Il s'agit d'une plate-forme de communication cloud intégrée, multi-sites, sécurisée, flexible, fiable et évolutive qui comprend : une ligne téléphonique professionnelle, un numéro de téléphone local ou international, un fax, un service de SMS professionnel, des outils de réunion à distance (téléconférence, vidéoconférence et conférence Web), une messagerie interne et externe instantanée, un partage d'écran d'ordinateur et mobile, une application de soft-phone, la possibilité d'enregistrement d'appels, la surveillance de présence téléphonique des salariés en télétravail, le filtrage des appels et un dispositif assurant la confidentialité. « MEET 4 LESS » a été développée par Safritel

en partenariat avec Polycom (Poly) et Ringcentral.

Cette offre comprend également un système de standardiste virtuel automatique, des messages d'accueil personnalisés de l'entreprise, la musique et annonces commerciales de votre choix pendant les appels en attente et un système d'enregistrement vocal interactif à plusieurs niveaux (IVR). Le produit est sécurisé et crypté. Un interlocuteur global et multilingue du support client est disponible 24h/24.

« Notre solution peut être utilisée dans l'environnement de travail au bureau, à domicile et par les employés travaillant de la maison, pendant et après le COVID-19, à partir de leur téléphone intelligent, tablette, iPad, ordinateur

portable et ordinateur de bureau. Le client ne règle qu'une seule facture de téléphone pour tous les services intégrés » affirme Jean-Pierre Muleba, directeur général de Safritel.



Jean-Pierre MULEBA,
directeur général
de Safritel

« MEET 4 LESS » a fait ses preuves dans plusieurs pays (Canada, États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Japon, etc.). La solution est déployée actuellement dans plusieurs pays africains : Afrique du sud, Cameroun, Éthiopie, Kenya, Maroc, République démocratique du Congo et Togo. Safritel cherche des partenaires et distributeurs en Afrique pour la vente, l'installation, la distribution et le soutien technique.

MEET 4 LESS®



Tout en une
seule solution



Téléphone de bureau, fax, message instantané, appel et vidéo conférence, standardiste automatisé, numéro local ou international, afficheur, répondeur, messagerie d'accueil entreprise, musique en attente et plus.

Contact: meet4less@safritel.com

Powered by  poly 

FOCUS CAMEROUN

AGRIBUSINESS

STRATÉGIE

Comment la Sodecoton relance la filière



Dans un champ
de coton
du village
de Djalingo,
dans le nord du
Cameroun.

Poids lourd national de l'or blanc, la société a déjà obtenu la moitié des 65 millions d'euros nécessaires à la rénovation de ses installations. Un investissement indispensable pour répondre à la hausse de sa production depuis quatre ans.

OMER MBADI, À YAOUNDÉ

P principale agro-industrie du septentrion camerounais, la Société de développement du coton (Sodecoton) subit les effets de la crise sanitaire liée au Covid-19. En mai, au terme de la campagne de récoltes du cinquième producteur africain, il manquait plus de 50 000 tonnes par rapport à la même période en 2019, induisant une baisse non encore estimée du chiffre d'affaires et une augmentation des coûts de stockage, précise une source interne.

Malgré les affres de la crise sanitaire, l'entreprise, détenue par l'État (59 %), Advens-Geocoton (30 %) et la Société mobilière d'investissement du Cameroun (Smic, 11 %), de Baba Danpullo, a réalisé une performance honorable sur l'année écoulée.

En hausse de 18,6 % par rapport à 2018, son chiffre d'affaires s'est établi à 154,6 milliards de F CFA (235,7 millions d'euros), dont près de 85 % reposent sur la vente de la fibre de coton, tandis que l'entreprise réalise une troisième année bénéficiaire, avec 3,04 milliards de F CFA en 2019. Un bénéfice cependant en chute de 40 % par rapport à l'année précédente.

Des chiffres validés lors du conseil d'administration du 27 juillet, qui viennent consolider son redressement. Car l'entreprise revient de loin. Une baisse des capacités de ses neuf usines d'égrenage et de ses deux huileries, couplée à la vétusté des camions de transport de l'or blanc et aux difficultés de la centrale hydroélectrique de Lagdo, avait considérablement allongé la durée des campagnes cotonnières entre 2013 et 2016.

« À cette époque, elles se sont étalées sur deux cent cinquante jours, jusqu'en pleine saison des pluies, quand la durée normale d'une campagne est de cent cinquante jours. Ce qui est catastrophique pour le coton », se souvient un cadre de l'entreprise. Conséquence :

une perte en trois ans de 36,5 milliards de F CFA de fonds propres, réduits à 5 milliards de F CFA en 2016.

Arrivé à la tête de la société en juin 2016, l'ingénieur agroéconomiste Mohamadou Bayero Bounou, ancien cadre de la maison, a mis sur pied un plan de redressement. Il négocie une convention de dettes croisées avec l'État, ce qui permet à Sodecoton d'empocher plus de 30 milliards de F CFA pour rémunérer les producteurs, et obtient un remboursement de crédit de TVA de 8,5 milliards de F CFA.

Avec 1,5 tonne à l'hectare, le Cameroun est le premier producteur du continent

Pour être en phase avec l'Ohada (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) concernant les fonds propres, une recapitalisation suivie d'une baisse du capital social, réalisée en 2018, a ramené celui-ci de 23 milliards à 1,5 milliard de F CFA. Ce qui s'appelle un « coup d'accordéon ». Une soixantaine de camions ont été achetés ainsi que des groupes électrogènes pour accroître les volumes traités par l'appareil industriel, qui passent de 50 % à 85 % de capacité pour les usines d'égrenage, et de 62 % à 90 % pour les huileries.

Mieux rémunérés et encadrés, les producteurs ont augmenté leur productivité. Pour la campagne écoulée, le rendement a atteint 1,5 t à l'hectare – ce qui classe le Cameroun en tête des producteurs du continent devant le Bénin (à 1,1 t/ha) –, une amélioration due à l'accroissement des surfaces. Grâce au soutien de la BID, l'entreprise a pu distribuer 30 milliards de F CFA de crédits en intrants (pesticides et engrais) et en matériel aux cotonculteurs, ce qui leur permet de dégager 336 000 F CFA (512 euros) de marge brute à l'hectare, après remboursement du crédit. Cela s'est traduit par une progression de la production ces quatre dernières saisons, passée de 240 222 t à 328 448 t (+ 36,7 %). Fait significatif, la durée



20 ans déjà que la Socapalm développe sa production d'huile de palme dans une logique de développement durable

La Société Camerounaise des Palmeraies (Socapalm), leader de la production d'huile de palme au Cameroun, fête cette année les vingt ans de son rachat par le Groupe Socfin. Durant ces deux décennies, l'entreprise s'est développée et a réussi à s'adapter aux défis qui se sont dressés devant elle, tout en intégrant les principes de développement durable et responsable de ses activités.

La Socapalm gère des plantations sur une superficie totale de 34651 hectares répartis sur 6 sites. Elle emploie, tous statuts confondus, près de 5200 travailleurs et contribue à la sécurité alimentaire du Cameroun en produisant 40 % de l'huile de palme consommée.

Une « success-story » expliquée en quelques lignes

Depuis sa privatisation en 2000, l'entreprise a mis en œuvre des moyens considérables pour améliorer ses performances agronomiques, industrielles, financières mais également le climat social à l'intérieur et aux alentours des concessions.

Ainsi, ce sont plus de 150 milliards de F CFA qui ont été investis au cours des vingt dernières années pour améliorer les structures de production, entretenir les moyens de communication, rénover les parcs immobiliers et soutenir les populations riveraines.

D'autre part, l'entreprise s'est toujours engagée à fournir un salaire supérieur au minimum légal à l'ensemble de ses travailleurs à travers des revalorisations régulières de ses grilles salariales.



La production d'huile de palme à la Socapalm a également connu une augmentation spectaculaire puisque celle-ci est passée de 62 266 tonnes en 2000 à 140 349 tonnes en 2019. La Socapalm est ainsi devenue un acteur essentiel pour la sécurité alimentaire du pays.

Pour arriver à ce résultat, le rendement a été optimisé via un programme continu de régénération des palmeraies. De nouvelles cultures

agricoles entrent en production chaque année, ce qui permet de garantir une augmentation continue de l'offre. Une nouvelle huilerie de 30 tonnes/heure a été construite en 2012 à Mbambou. Les cinq autres huileries sont scrupuleusement entretenues et modernisées afin de maintenir un processus d'extraction d'huile de qualité, qui soit également respectueux de l'environnement et assure un environnement de travail sûr pour les employés.



Une gouvernance responsable

En 2014, la Socapalm a été la première plantation d'huile de palme d'Afrique Centrale certifiée ISO 14001. Ce label a été renouvelé cette année dans sa dernière version : ISO 14001:2015. Différents audits et autres contrôles sont régulièrement effectués afin d'assurer le respect de ces normes.

En 2017, l'entreprise a entamé son processus d'adhésion à la certification RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) avec la mise en place de ses procédures et exigences spécifiques. Dans ce cadre, la Socapalm, la Safacam et le WWF travaillent ensemble auprès des communautés riveraines et autres parties prenantes en organisant des réunions d'information auprès des populations.

Des études scientifiques d'identification des zones HVC (Hautes Valeurs de Conservation) ont également été menées sur tous les sites, permettant de mettre en évidence les zones environnementales à préserver et à protéger : des zones dans lesquelles se trouvent une faune et une flore des plus diversifiées.



L'engagement social de l'entreprise

Les conditions de vie des travailleurs et de leurs familles étant au centre de ses préoccupations, la Socapalm ne cesse de mettre en œuvre les moyens pour les améliorer.

Des centres médicaux sont présents sur chacun des sites permettant aux travailleurs et à leurs familles de bénéficier d'une prise en charge médicale gratuite. Les soins externes (ne pouvant donc pas être effectués dans ces structures) sont pris en charge à 80 %. Ce sont, au total, environ 14 000 personnes qui peuvent bénéficier de la prise en charge médicale mise à disposition par la société.

Par ailleurs, un vaste plan de construction et de rénovation de logements a débuté en 2017 pour une durée de huit ans. Ainsi, environ 600 logements ont déjà pu être construits ou rénovés, et ce processus se poursuivra sur les quatre prochaines années.

L'aspect social ne peut être abordé sans traiter les questions d'éducation. En effet, les 52 écoles situées au sein des plantations accueillent actuellement près de 9 800 élèves.



C'est donc tout naturellement que la Socapalm leur apporte son soutien, notamment en offrant un « paquet minimum » de rentrée, permettant aux établissements scolaires des plantations, mais également à ceux situés aux alentours, de disposer de matériel didactique pour démarrer l'année. D'autres types de supports sont apportés ponctuellement en fonction des besoins, tels que : la construction de nouvelles salles de classe, la rénovation des locaux, la donation d'autres fournitures comme des bancs d'école, et enfin, la prise en charge d'une partie du salaire des enseignants.

La création de centres de loisirs est engagée sur tous les sites ainsi que la mise à disposition de clubs multisports et de matériel sportif pour diverses activités (football, basketball, volleyball, handball, tennis, etc.). Des activités sportives organisées pour les travailleurs. La Socapalm a d'ailleurs accueilli, en 2019, son second tournoi de football « inter-plantation » : PALMFOOT. L'occasion pour les participants de se réunir et de se divertir dans un contexte non-professionnel.

Un partenariat avec les planteurs

L'entretien de relations paisibles avec les populations riveraines, leur apportant des bénéfices visibles, est également l'un des

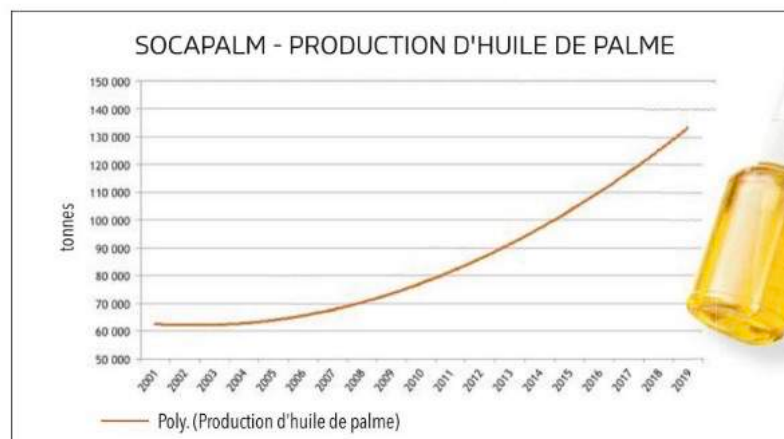
pilliers de l'engagement de la Socapalm pour son intégration dans ses régions hôtes.

Ainsi, depuis plusieurs années, la Socapalm travaille en partenariat avec les planteurs villageois riverains de l'entreprise, par le biais de la collecte de leurs régimes, la mise en place ou la réhabilitation de pistes agricoles, la fourniture d'une assistance technique agronomique et d'outils agricoles ou d'engrais à la demande et, bien entendu, le paiement selon un prix progressif et transparent des productions. On notera ainsi une progression constante des volumes achetés d'année en année, atteignant 140 300 tonnes d'huile de palme en 2019.

Un appui dans la lutte contre la Covid-19

Enfin, il est essentiel de mentionner les mesures de protection mises en place par la Socapalm pour ses employés, leurs ayants-droits et les populations riveraines dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, comme la contribution à hauteur de 50 000 000 F CFA faite au Fonds National de Lutte contre le coronavirus du Cameroun, la distribution de masques réutilisables, la distribution de stations de lavage des mains, les multiples sensibilisations auprès des travailleurs et populations villageoises, la distribution d'équipements de protection individuelle aux équipes médicales, etc. Et ceci, sans parler du fait que l'entreprise a pu conserver des niveaux de performance élevés en dépit des circonstances. L'activité du palmier n'a subi aucun jour d'arrêt de production et d'exploitation.

Le succès de l'entreprise au cours de ces vingt dernières années est donc le résultat des investissements stratégiques considérables de modernisation et d'innovation dans différents secteurs, mais aussi et surtout de la place prépondérante consacrée au personnel et aux populations environnantes. La Socapalm continuera sur la même lancée afin de pérenniser cette évolution positive dans le futur.



de la campagne a été ramenée à une moyenne de cent quatre-vingts jours, et l'objectif de cent cinquante jours est à portée si l'effort d'aménagement des voies d'évacuation de la fibre se poursuit.

Des données qui masquent un problème structurel. Faute d'investissements suffisants, l'outil industriel vieillissant a de plus en plus de mal à absorber cette production en croissance, dont le nouvel horizon est d'atteindre 600 000 t en 2025. La Sodecoton, avec ses 5 500 employés, dont 2 000 permanents, fait actuellement face à une contrainte qui suscite de l'inquiétude au sein de la filière.

À la recherche de 30 millions d'euros pour une troisième huilerie

« Le parc de production n'a pas été renouvelé depuis 1960. Nous produisons 400 000 t de coton par an, mais la Sodecoton ne peut pas nous accompagner pour collecter, égrener et commercialiser les productions à temps », déplore à Bebnone Payounni, vice-président de la Confédération nationale des producteurs de coton du Cameroun (CNPC), forte de 250 000 membres.

« Le relèvement des capacités nous permet d'absorber 340 000 t pour l'égrenage. Nous pouvons pousser l'outil actuel jusqu'à 400 000 t, mais ce serait risquer d'achever des machines déjà sursollicitées », renchérit le cadre de Sodecoton contacté.

L'entreprise recherche 43 milliards de F CFA pour résoudre cet épineux problème. Environ la moitié, soit 34 millions d'euros, devrait provenir de l'Union européenne par l'intermédiaire d'un don de 9 millions pour construire des centrales solaires et d'un prêt de la BEI de 25 millions d'euros pour les deux usines d'égrenage supplémentaires dont la Sodecoton a tant besoin. Les 30 millions d'euros supplémentaires doivent en principe servir à la réalisation d'une troisième huilerie, qui ferait passer la production de 1,2 million de cartons actuellement à 1,7 million.

L'entrée en activité de ces nouvelles structures à la date initialement prévue – 2021 – est pour le moment compromise du fait des délais de conclusion des prêts qu'imposent souvent les institutions de financement de développement. À moins qu'un nouvel investisseur ne se présente. **JA**

Privatisation Abbas Jaber face aux barons du septentrion

« Cela ne passera pas. Et s'il le faut, nous allons saisir le président », affirmait au début de juillet un parlementaire de la région du Nord quelques jours après qu'Abbas Jaber, patron d'Advens, eut rencontré le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, et le secrétaire général de la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh. La pression des barons politiques du Nord aurait-elle fini par payer ? L'entretien prévu le 10 juillet entre le président Paul Biya et Jaber a été annulé à la dernière minute par le chef de l'État.

Détenteur de 30 % de la Sodecoton à travers sa filiale Geocoton, le groupe français veut monter dans le capital de l'entreprise à hauteur de 51 %. En contrepartie, Abbas Jaber s'engage à investir 60 milliards de F CFA (91,5 millions d'euros) pour

remettre l'outil de production à niveau.

La pilule a du mal à passer auprès d'une élite du septentrion qui a mal vécu, il y a plus de deux décennies, le fait d'être empêchée de prendre des parts du capital de la Sodecoton, un emblème économique et politique du nord du pays. Certains barons du cru, à l'instar de l'ancien monarque (Iamido) de Rey-Bouba, de l'ancien Premier ministre Sadou Hayatou ou de l'actuel président de l'Assemblée nationale, Cavaye Yégué Djibril, avaient tenté une prise de contrôle de la société cotonnière à la faveur d'une opération de privatisation en 1998. Cela leur avait été refusé par la présidence. Seul Baba Danpullo, originaire d'une autre région, le Nord-Ouest anglophone, avait pu à l'époque acquérir 11 % des parts.

Abbas Jaber, échaudé par la tentative ratée en 2018 de prise de contrôle



Abbas Jaber, le président d'Advens-Geocoton.

de CotonTchad – que lui avait soufflée le singapourien Olam –, avance avec prudence sur ce dossier sensible. Ses équipes continuent de déminer le terrain discrètement, et il a mis entre parenthèses la présentation de son *business plan* à Yaoundé dans le courant de septembre.

O.M.

**CAMVERT SA**

Complexe agro-industriel
de production et de transformation
du palmier à huile dans les localités
de CAMPO et NIETE

CAMVERT SORT DE TERRE

Le 12 septembre, l'entreprise Cameroun Vert SA (CAMVERT) a enterré les premiers plants de ce qui est appelé à devenir l'une des plus grandes palmeraies d'Afrique centrale, à l'horizon 2033. Lancé fin 2019, le projet s'est vite matérialisé, sous la direction de M. ABOUBAKAR AL FATHI, opérateur économique camerounais.

Le projet CAMVERT envisage de mettre en place un complexe agro-industriel structuré autour :

- ◊ d'une palmeraie industrielle de 50 000 ha, soutenue par des palmeraies communautaires de 5 000 ha pour les riverains (Plantations individuelles, associatives, coopératives ou communales), sous contrat avec CAMVERT ;
- ◊ de 3 unités de transformation d'une capacité minimale chacune à termes de 60 000 tonnes d'huile de palme et de 10 000 tonnes d'huile de palmistes ;
- ◊ de 3 centrales à cogénération d'une capacité chacune de 6 720 Kwe et de 24 t/h de vapeur pour les utilités énergétiques ;
- ◊ de 3 centrales de traitement des eaux usées par anaérobiose ;
- ◊ Une unité de traitement de la biomasse pour la production des chips et des pellettes.

Ce projet structurant générera près de 8 000 emplois directs et 15 000 emplois indirects et, aura un effet réducteur substantiel sur les importations en matière d'huile de palme dont, un effet direct sur l'amélioration de la balance commerciale du Cameroun.

L'ensemble du projet porte sur un investissement de 237 milliards de francs CFA. La Société CAMVERT va produire chaque année 180 000 tonnes d'huile de palme, plus 16 000 tonnes d'huile de palmiste à partir de 2033.

L'ensemble de la production sera réservée au marché national, pour satisfaire la demande en huile raffinée, en savons et autres produits dérivés, en forte augmentation à travers le pays.

Les retombées économiques et sociales du projet sont énormes. Plus de 700 personnes sont déjà à pied d'œuvre dans la palmeraie. La population locale bénéficiera également des revenus supplémentaires

tirés des palmeraies communautaires, ainsi que des infrastructures de santé et d'éducation, dont un centre de formation aux métiers du palmier annoncé.

Sur le plan social, il faut noter la signature des cahiers des charges entre CAMVERT et les communes de Campo et Niété ainsi que tous les groupements de la localité. Un protocole de collaboration entre CAMVERT et les OSC Campo-Ma'an a été également signé. Ce protocole permettra à ces ONG de suivre le strict respect des dispositions des cahiers des charges signés avec les Communautés.

Au-delà de toutes ces conventions, un mémorandum d'entente entre le MINFOF et CAMVERT est en cours de négociation pour la gestion durable de la biodiversité.

Sur le plan de la mise en œuvre des cahiers des charges, la société CAMVERT a déjà développé des plantations communautaires pour le compte de la commune de CAMPO, le groupement MVAE et le groupement IYASSA. Des sociétés coopératives de gestion de ces plantations ont été créées. Ceci montre l'étroite collaboration existante entre CAMVERT et les communautés locales.

Le Projet CAMVERT est un joyau pour le Cameroun en raison des retombées économiques multiformes qu'il se propose d'engranger à court, moyen et long terme, s'agissant notamment de la création d'emplois et de la richesse, de l'inversion du déficit de la production nationale d'huile de palme, et de la balance commerciale afférente. Cette structure, pilotée par une équipe jeune et dynamique, propose des solutions innovantes en matière de préservation de l'environnement.



L'émancipation de la femme au cœur des préoccupations de CAMVERT. Les femmes de CAMVERT, le 8 Mars 2020 à Kribi.

📍 CAMVERT, Siège Tsinga à coté de NSIA Assurance, BP 35 450 Yaoundé
☎ (+237) 697 090 708
✉ info@camvert.cm

www.camvert.cm

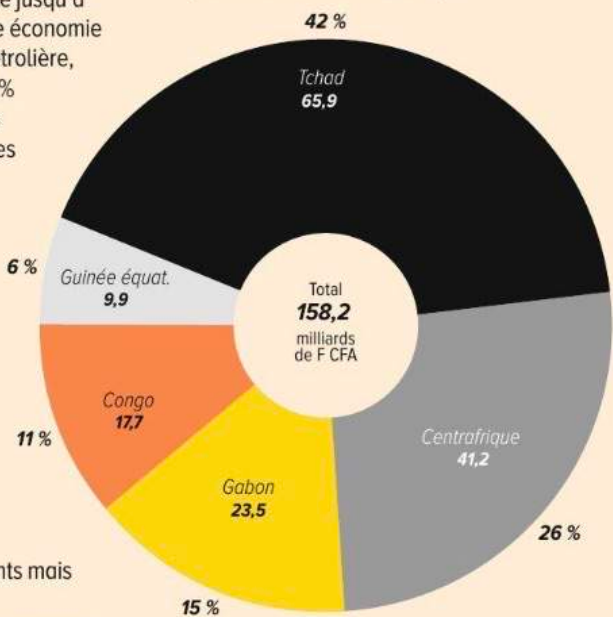
L'INFOGRAPHIE

Grenier de la Cemac

Au début d'avril 2020, à la suite de la fermeture par Libreville de sa frontière avec le Cameroun en raison de l'épidémie de Covid-19, le prix des denrées alimentaires est allé jusqu'à doubler au Gabon. Avec une économie orientée vers l'extraction pétrolière, le pays, très urbanisé (à 90 % en 2019), fait venir des pays voisins une bonne part de ses produits alimentaires – essentiellement du manioc, des bananes, des tomates et des piments – pour ses 2,1 millions d'habitants. Les seules exportations camerounaises officiellement enregistrées au Gabon ont représenté quelque 23 milliards de F CFA en 2019 (35 millions d'euros), chiffre qui n'inclut pas les volumes informels, importants mais difficilement quantifiables. Les infographies ci-contre le montrent : le Cameroun – dont le premier client régional est le Tchad – est incontestablement le grenier de la zone Cemac. Le pays mérite son surnom d'Afrique en miniature, qui lui a été donné pour la variété de son climat et de sa végétation. Selon la FAO, la valeur de sa production agricole pèse plus de la moitié de celle de la région (52,3 %). Le déséquilibre est encore plus fort à l'export, du fait de la performance de ses grandes filières agricoles, banane et coton en tête. Toujours selon la même agence de l'ONU, les exportations agricoles du Cameroun ont atteint 1,2 milliard de dollars en 2017, ce qui représente 88 % de la valeur de celles de toute la région Cemac.

CHRISTOPHE LE BEC

EXPORTATIONS CAMEROUNAISES VERS LES PAYS CEMAC
(en milliards de F CFA, 2019)



SOURCE : INS DU CAMEROUN

VALEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE DE LA CEMAC
(en %, 2018)



SOURCE : FAO

VALEUR DES EXPORTATIONS AGRICOLES DE LA CEMAC
(en millions de dollars)



SOURCE : FAO

Nana Bouba Group, acteur stratégique du développement de l'agroalimentaire au Cameroun

Nana Bouba Group est engagé dans une stratégie d'investissements pour renforcer ses capacités de production et accroître les flux d'exportation vers les pays voisins. Au total, 2 500 créations d'emplois sont prévues d'ici 2025.

Opérationnelle depuis 2015, la holding Nana Bouba Group rassemble de grandes entreprises qui ont fait leurs preuves dans le paysage camerounais des affaires. Celles-ci se retrouvent dans plusieurs secteurs d'activités : industrie, distribution, BTP, immobilier et agriculture. Plusieurs investissements de grande envergure sont actuellement en cours de réalisation.



Huile de palme : répondre à une demande en forte croissance

Au sein du pôle industriel, le groupe a engagé des investissements importants afin d'accroître la capacité de raffinage d'huile de palme de la société Azur S.A. Une deuxième unité de raffinage permettant de quintupler la capacité actuelle est actuellement en construction. Elle sera opérationnelle à la fin de 2021. Grâce à cet investissement, la capacité de production actuellement sera multiplié par cinq.



La société Azur SA, spécialisée dans la fabrication de savon de ménage, d'huile de table raffinée et de glycérine, a mis l'accent sur la qualité de ses produits et l'efficacité de ses services de distribution, ce qui a permis à la marque de savon Azur d'être leader sur le marché national et appréciée dans les pays voisins. La société a développé les opérations d'exportations vers le Tchad et une présence accentuée dans les autres pays de la zone CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale).

La mise en service de la 2^e raffinerie permettra de faire face à une demande en évolution croissante et de mieux couvrir les besoins des clients sur l'ensemble du territoire du Cameroun. Par ailleurs, la société Azur SA envisage d'exporter vers la République centrafricaine (RCA).



Renforcer l'export

Le groupe compte également développer les exportations de savon de ménage fabriqué par la société IBI SA dans son usine située en zone franche dans la Dibamba. Cette unité, qui est opérationnelle depuis 2018, est dédiée exclusivement à l'exportation.

La société exporte régulièrement vers le Congo, le Gabon, le Nigéria et le Tchad. L'objectif est d'attaquer de nouveaux marchés, notamment la République démocratique du Congo, et de renforcer la présence de la marque au Nigéria, un marché de grande importance compte tenu de sa population (plus de 200 millions d'habitants). Cette stratégie prendra appui sur les facilités douanières offertes par la future zone de libre-échange continentale africaine.



Augmenter la capacité de production du concentré de tomate

Un autre projet important concerne le doublement de la capacité de production de concentré de tomate de la société SAGRI SA, qui fait partie également du pôle industriel. Grâce à une technologie de pointe, l'usine, située à Douala, sera en mesure de doubler sa capacité de production d'ici fin de 2021. Cette extension permettra de couvrir une demande qui est en forte expansion sur le marché camerounais mais également sur le marché tchadien.



Un pôle agricole émergent

Nana Bouba Group souhaite développer la production agricole et a lancé un projet ambitieux de plantation de 20 000 hectares de palmiers à huile sur une période de huit ans. La société GREENFIL SA, créée en 2013 conduit cette activité qui est implantée à Yabassi, dans le département du Nkam (région du Littoral). L'objectif final est de sécuriser les approvisionnements tout en garantissant la provenance éco-responsable de l'huile de palme. Un millier d'hectares ont déjà été plantés.



Un pôle de distribution de plus en plus moderne

La société alimentaire du Cameroun (SOACAM) créée en 1991 avec un réseau de distribution bien étoffé sur le territoire camerounais et dans la zone CEMAC se modernise avec sa nouvelle branche d'activités de supermarché « BEL ACHAT ».

Au total, grâce à ces différents investissements, ce sont près de 2 500 emplois qui devraient être créés d'ici 2025. Nana Bouba Group devrait ainsi renforcer son positionnement comme acteur clé de l'industrie agroalimentaire mais aussi contribuer au développement économique et social du Cameroun.

SOACAM Building, Marché Congo 3^e étage - BP 3031 Douala, Cameroun - Tél. : (237) 696 00 40 82 / 699 96 29 10 - E-mail : informations@nanaboubagroup.com - www.nanaboubagroup.com

BANANE

Les producteurs espèrent retrouver le lustre des années 2012-2016. Ici, une plantation à Tiko, province du Sud-Ouest.

RENAUD VANDERMEEREN



En quête d'une nouvelle dynamique

OMER MBADI, À YAOUNDÉ

L'horizon s'éclaircit sous le ciel de la filière camerounaise de la banane. Tout d'abord, la Cameroon Development Corporation (CDC), deuxième producteur du pays, a repris ses exportations en juin, après une interruption de près de deux ans due à la crise sécuritaire dans les régions anglophones, où se situent ses plantations.

Ensuite, l'Union européenne a accédé à la demande de Yaoundé de proroger jusqu'en 2022 les mesures d'accompagnement banane (MAB), son programme de soutien à la compétitivité de la filière, pour la période 2013-2022, de 48 millions d'euros, dont moins de la moitié a été utilisée. « La plupart de nos financements à la CDC avaient été suspendus à sa demande, quelque 80 % des montants lui revenant au titre du programme restent à décaisser », indique

l'ambassadeur de l'UE au Cameroun, Hans-Peter Schadek.

La décision de l'Union européenne permettra d'achever la remise en plantation de 414 hectares de l'entreprise publique, dont les fruits sont attendus courant novembre, mais aussi l'aménagement de 554 ha par les Plantations du Haut-Penja (PHP, groupe Compagnie fruitière, à Marseille), le premier producteur du pays. Elle offrira aussi l'occasion de boucler, le mois prochain, la modernisation du terminal fruitier du port de Douala pour peu que la crise sanitaire ayant affecté les ouvriers et retardé l'acheminement du matériel ne fasse pas des siennes.

Le retour de la CDC, un acteur de poids

Avec ce retour d'un acteur de poids et les résultats des investissements consentis, la filière espère retrouver le lustre qu'elle avait acquis entre 2012 et 2016, période pendant laquelle elle avait connu une croissance de 6 % de son chiffre d'affaires annuel. En 2015, le Cameroun avait momentanément ravi à la Côte d'Ivoire la première place des producteurs africains grâce à une production culminant à 278 450 tonnes. Deux années plus tard, ses exportations avaient atteint un pic de 387 000 t.

Mais, depuis 2017, la crise sécuritaire qui affecte tous les membres de l'Association bananière du Cameroun (l'Asobacam comprenant, outre la CDC et PHP, Boh Plantations Ltd, de l'entrepreneur camerounais Njong Eric

POUR VOS DÉPLACEMENTS AU CAMEROUN, EASYRIDE MET À VOTRE SERVICE UNE GAMME VARIÉE DE VÉHICULES

- Location horaire
- Transfert aéroport
- Hors ville
- Forfait mensuel



Service tout inclus: chauffeur, carburant, péage, stationnement

f t i n Easyride Cameroun ☎ 00237 694 431 749 ✉ commande@easyride.cm

EASYRIDE
EASY RIDE, EASY LIFE

Pour atteindre l'objectif ambitieux de 500 000 t en 2025 que s'est fixé le gouvernement, la filière espère un plan de relance qui tarde à prendre corps. « Il est impératif de mettre en place un dispositif d'allègements fiscaux au niveau national pour cette filière, sensible à des risques climatiques, sécuritaires et économiques auxquels échappent les concurrents latino-américains », soutient le directeur général de PHP, Pascal Ferrier. « En comparaison avec d'autres pays producteurs africains, comme le Ghana et la Côte d'Ivoire, l'environnement fiscal de la filière au Cameroun n'est pas le plus favorable », confirme Hans-Peter Schadek. L'allègement sollicité par les membres d'Assobacam passe par

Des menaces sur le marché européen

Mais des menaces extérieures pèsent aussi beaucoup sur l'avenir, émanant du marché européen, qui absorbe la quasi-totalité de la production camerounaise. L'UE n'a pas abandonné l'idée de faire descendre le prix plancher payé aux producteurs d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), actuellement de 75 euros la tonne. « Nous travaillons depuis plusieurs exercices à marge nulle, voire négative. La baisse de cette protection engendrerait mécaniquement une chute de notre chiffre d'affaires

1	Côte d'Ivoire	339 297
2	Cameroun	188 566
3	Ghana	85 118
4	Angola	4 889
5	Afrique du Sud	125
6	Ouganda	123
7	Madagascar	59
8	Mozambique	22
9	Rwanda	2

SOURCE: COMMODAFRICA

à proportion. Avec 180 000 t exportées par an, l'impact pour PHP serait une perte immédiate de 13 millions d'euros, pour un chiffre d'affaires de 115 millions d'euros. Il est peu probable que nous puissions y survivre », prévient Pascal Ferrier, qui compte sur le plaidoyer mené à

Bruxelles par l'Association des producteurs africains de bananes. Le maintien par l'UE des droits de douane sur la banane dollar d'Amérique latine – que ne supportent pas les producteurs ACP – semble acquis pour l'instant, mais ne le sera sans doute pas éternellement. D'ici à leur suppression, il faudra que la filière bananière camerounaise se soit trouvée un second souffle. **JA**

**Distribuées
dans 54 pays**

500 variétés

Depuis 1985

Leader des semences tropicales

**Semences innovantes
et de qualité**

Membre du groupe
Novalliance

Variétés traditionnelles
et mondialement cultivées

67 partenaires commerciaux

Données au 01/01/2020



NOVALLIANCE

CULTURE(S) & LIFESTYLE



Le cinéaste
franco-ivoirien, en
septembre, à Paris.

CINÉMA

Shakespeare
à la Maca

Œuvre multidimensionnelle dont l'action se déroule dans la célèbre prison ivoirienne, *La Nuit des rois* livre un conte spectaculaire et sanglant, doublé d'une réflexion sur le pouvoir politique.

Rencontre avec son réalisateur, Philippe Lacôte.

LÉO PAJON

Quand Philippe Lacôte nous avait révélé il y a presque trois ans préparer un film sur les gangs de « microbes », ces jeunes voyous qui sèment la terreur en Côte d'Ivoire, on ne s'attendait pas que son œuvre gagne autant en profondeur et en densité. Parfaitement maîtrisée, malgré un scénario complexe, *La Nuit des rois* raconte l'histoire d'une lutte de pouvoir à la Maca, la prison d'Abidjan, où de jeunes détenus s'affrontent pour remplacer le vieux chef Barbe Noire, affaibli par la maladie. Pendant une nuit onirique, spectaculaire et sanglante, un jeune garçon devient Roman, le conteur officiel de la prison, et raconte l'histoire de Zama King le plus longtemps possible pour échapper à la mort, à la manière d'une Schéhérazade moderne.

La Nuit des rois est une œuvre multidimensionnelle : un conte urbain, un regard sur la société ivoirienne minée par la violence, une réflexion sur la vie politique... C'est aussi une œuvre qui

devrait recevoir son lot de récompenses et un bon accueil en salles. Après la Mostra de Venise, il a été annoncé en compétition aux festivals de Chicago, de Busan (Corée du Sud) et représentera la Côte d'Ivoire aux Oscars. Grâce à Néon (le distributeur de *Parasites*), il pourra sortir aux États-Unis... Entretien avec le réalisateur.

Jeune Afrique : À quel point ce film est-il une métaphore de la vie politique ivoirienne ?

Philippe Lacôte : C'est une métaphore du pouvoir mais pas forcément de celui exercé aujourd'hui. La politique prend beaucoup de place dans mes films, car la Côte d'Ivoire est un pays surpolitisé. Cela remonte à Houphouët-Boigny, qui était un cerveau politique, ministre français avant de devenir le gendarme de la France dans une bonne partie du continent, avec un rôle déterminant sur le choix des présidents, une influence sur le Burkina, le Mali, la Guinée, le Liberia... Ma propre famille est très politique. Ma mère est l'une des personnes à l'origine de la création du FPI, de Laurent Gbagbo. La politique est devenue une matière intime. Je me suis intéressé aux intrigues, aux rivalités en coulisses, qui peuvent prendre une dimension presque shakespearienne...

D'où le titre de votre film, qui renvoie à celui d'une pièce de Shakespeare. La politique, c'est du théâtre ?

Ce qui m'intéresse dans la politique, c'est le narratif, comment elle se remplit d'histoires. Sous Houphouët, par exemple, il y a eu le célèbre « complot du chat noir » : le président affirme avoir trouvé un chat noir mort devant sa maison, un fétiche posé là pour attenter à sa vie... et il jette tous ses opposants en prison. Il révélera plus tard que cette histoire était totalement imaginaire, mais elle lui a permis de mater l'opposition.

Le surnaturel est très présent dans votre film...

Parce qu'il est présent dans la culture ivoirienne. Barbe Noire est inspiré de Yakou le Chinois, caïd de la Maca au début des années 2010. Il a fini par mourir quand on a voulu le transférer et qu'il s'est rebellé... Mais, pour beaucoup, il est mort parce qu'il a touché le corps de l'un de ses hommes qui avait été tué. Ce qu'on appelle « réalisme magique » ailleurs, c'est la réalité en Côte d'Ivoire.

L'État vous aide financièrement... Est-ce compliqué de rester « neutre » politiquement ?

Je n'ai la carte d'aucun parti, ce n'est pas mon rôle en tant qu'artiste de choisir un camp. Je



suis financé parce qu'il y a convergence d'intérêts. Maurice Bandaman, lorsqu'il est devenu ministre de la Culture, voulait relancer le cinéma ivoirien. J'ai bénéficié de cet élan.

On a le sentiment qu'en dehors de vos films l'industrie cinématographique ivoirienne est un peu assoupie...

Des choses se fabriquent, mais ce n'est pas toujours facile. Il y a surtout un essor des séries, avec des réalisateurs comme Alex Ogou, Andy Melo, Olivier Kone. Nous avons aujourd'hui des techniciens, des maquilleurs, des chefs opérateurs qui vivent de leur travail. Des acteurs aussi, comme Abdoul Karim Konaté. Il y a moins de longs-métrages car les budgets sont beaucoup plus importants, mais des films comme *La Nuit des rois* permettent de professionnaliser le secteur.

Justement, le premier rôle, qui interprète le personnage de Roman, n'avait jamais tourné...

J'embauche souvent des amateurs, je trouve que la naissance d'un acteur à l'écran est très émouvante. Moi-même autodidacte, je me remets dans la peau de celui qui ne sait pas à chaque fois que je fais un film... Sur le plateau de *La Nuit des rois*, lorsqu'on disait « coupez ! », tous les figurants passaient derrière le moniteur pour voir le résultat... Je trouve ça galvanisant !

À l'origine du film, il y a l'histoire de Zama, ce chef d'un gang de « microbes » qui est mort lynché. Pourquoi être parti de ce fait divers ?

Zama n'a pas seulement été lynché... Son corps, découpé, brûlé, broyé, a presque totalement disparu face à la violence de la foule ! Dans un pays qui sort d'un conflit politique, militaire, cela questionne. Grâce à un article de *Jeune Afrique*, j'ai été contacté par un ami d'enfance de Zama. Il m'a donné des photos de lui enfant, m'a parlé de son père, de sa copine... Il essayait de passer en Europe depuis l'Algérie,

VIRTUOSE AUTODIDACTE

Pour Philippe Lacôte, le cinéma a d'abord été une baby-sitter. Lorsqu'il est enfant, sa mère le colle dans le cinéma attendant à leur maison du quartier de Marcory, le Magic, dès qu'elle part faire les courses. « Je ne voyais pas les films en entier, mais j'étais la mascotte du cinéma et je montais dans la cabine de projection... », se souvient le réalisateur.

Lors de ses études, à Toulouse, il touche un peu à tout, travaille comme projectionniste, développe des films en labo, réalise des courts-métrages avec un petit groupe de passionnés. « Le cinéma ne s'apprend pas à l'école », estime l'électron libre qui s'est formé le regard dans des salles d'art et essai pointues, devant David Lynch, Wim Wenders ou Abbas Kiarostami. Ses documentaires (*Chroniques de guerre en Côte d'Ivoire*, en 2008) et ses fictions (*Run*, en 2014, sélectionné à Cannes) étaient déjà centrés sur le thème du pouvoir, et de la violence. Après *La Nuit des rois*, il songe déjà à un futur long-métrage évoquant les indépendances africaines... et les arts martiaux, qui passionnent la jeunesse ivoirienne.

L.P.



BANSHEE FILMS



BANSHEE FILMS

et j'ai fini par perdre son contact, mais il m'a beaucoup aidé à comprendre le personnage.

La Nuit des rois représentera la Côte d'Ivoire aux Oscars 2021.

Comme dans votre précédent film, *Run*, une attention particulière est accordée à la jeunesse ivoirienne. Pourquoi ?

Dans la plupart des pays africains, 70 % de la population a moins de 25 ans. Selon moi, c'est donc cette jeunesse qu'on doit observer pour avoir un baromètre du pays. Aujourd'hui, si tu ne viens pas d'une famille riche, tu nais et meurs au chômage. Et pourtant, cette jeunesse, on le voit dans le film, a une formidable énergie. Si elle ne la canalise pas dans l'art, dans le sport... elle le fait dans la violence.

Votre film convoque la danse, le chant, la musique... Pourquoi ce choix de mise en scène ?

Je voulais que le récit soit incarné par les corps. Les danseurs, que j'appelle les « joueurs », rejouent ce que Roman raconte. Les chœurs, comme dans une tragédie grecque, permettent de réentendre l'histoire. La nuit de Roman est fabriquée comme une veillée funéraire. Chez les Bétés, l'ethnie dont je fais partie, on chante, on parle lors de la veillée...

On retrouve dans votre film des acteurs inattendus : Denis Lavant, figure du théâtre et du cinéma français, et Laetitia Ky, qui s'est fait connaître sur les réseaux sociaux en réalisant d'incroyables sculptures dans ses cheveux...

Lors des castings, j'essaie d'aller vers des gens qui ne sont pas forcément acteurs, mais qui ont un sens de l'image. Je suivais Laetitia sur Instagram, et, pour moi, c'était déjà une actrice. Je lui avais demandé de réfléchir à son personnage de reine, elle m'avait envoyé un long texte, très beau, féministe. Elle s'est imposée. Ce choix s'est révélé payant, car c'est une grande bosseuse. Denis Lavant, lui, était déjà là quand je faisais mes premiers courts-métrages. On a toujours beaucoup échangé. Il joue le personnage de Silence, un Blanc qui est dans cette prison et a choisi de se réfugier dans une forme de mutisme. Il y a vraiment des Blancs à la Maca, souvent en position de repli.

Comment vous êtes-vous documenté sur la Maca ?

Je connais cette prison depuis que je suis gosse... Quand j'avais 8 ans, j'allais une fois par semaine en taxi collectif voir ma mère qui y était incarcérée. J'ai des amis qui y sont morts. Et 25 % des figurants de mon film sont d'anciens détenus. Mais le lieu que je montre est assez différent. À la Maca, il y a une plus grande promiscuité, le rôle de Roman existe, mais ceux qui racontent les histoires ne sont pas tués à la fin de leur récit... Et cela fait des années que je me passionne pour les prisons. Les cellules disent beaucoup sur le pays où l'on se trouve. J'en ai visité au Mali, en Égypte, en Guinée...

À l'approche de la présidentielle, quel regard portez-vous sur la vie politique ivoirienne ?

Il faut qu'on arrête de faire du surplace. Le pays a un énorme potentiel économique, social, humain... On ne devrait pas rejouer 2010 en 2020, il y a une jeunesse qui est là, qui attend des perspectives d'emploi. Ils ne vont pas tous devenir brouteurs ! Il faut qu'on arrive à faire des élections qui ne soient pas contestées le lendemain. En Côte d'Ivoire, on a la chance et la malchance d'avoir trois partis importants, aguerris... et pourtant les scrutins sont régulièrement contestés, on ne sort pas de cette impasse. Est-ce qu'il y a un homme providentiel ? Je n'y crois pas, encore moins s'il a dirigé le Crédit Suisse. C'est aux électeurs de dire qui doit gouverner, mais il faut que toutes les candidatures soient possibles. **BA**

Une révolution du regard

Plus de vingt ans après leur ultime numéro, paru en septembre 1999, les fondateurs de *Revue noire* reviennent sur la genèse d'une publication déterminante pour les artistes du continent.

NICOLAS MICHEL

En France, et pour qui s'intéresse de près ou de loin au continent africain, il y a un avant- et un après-*Revue noire*. Propos exagérés ? Vingt ans après la fin de cette revue d'avant-garde créée par le quatuor Jean-Loup Pivin, Simon Njami, Pascal Martin Saint-Leon et Bruno Tilliette, on commence à peine à mesurer à quel point elle a permis de modifier le regard porté par l'Occident sur l'Afrique, et, d'une certaine manière, le regard porté par l'Afrique sur elle-même. Pour s'en convaincre, il suffit aujourd'hui de se plonger dans les textes et les images rassemblés dans l'ouvrage *Revue noire. Histoire Histoires* publié par les quatre fondateurs. Plus de 400 pages pour dire 34 numéros consacrés à l'art contemporain, entre 1991 et 1999, et expliquer une démarche qui n'allait pas de soi. Mais comme il fallait s'y attendre avec ces olibrius iconoclastes, il ne s'agit ni de brosser l'histoire d'un passé glorieux, ni de jouer aux anciens combattants. Et s'ils sont fiers du chemin parcouru – pas de fausse modestie dans leur discours – ils aiment suffisamment leur monde, et son présent, pour savoir à quel point les questions qu'ils soulevaient il y a vingt ans demeurent intensément d'actualité. Alors, ne pas s'attendre au récit chronologique patiemment agencé et nourri d'anecdotes individuelles, illustré par des photos floues prises en fin de soirée, fumée des cigarettes et vapeurs d'alcool comprises pour faire plus vrai.

Revue noire fut bel et bien une histoire d'amitiés, de soirées arrosées et de discussions sans fin, mais les images de ces moments n'existent pas dans l'ouvrage. « C'est une décision mûrie, confirme Jean-Loup Pivin avec son franc-parler habituel. Nous ne sommes pas là pour montrer nos gueules. *Revue noire* est plus importante que les gens qui la composent. Au tout début, nos textes n'étaient pas signés. Et vous remarquerez qu'il n'y avait pas de photos des artistes eux-mêmes. » Une position que rejoint son comparse Simon Njami : « Il ne s'agit pas de nous en tant qu'individus. Nous avons toujours voulu éviter l'aspect superficiel de l'image et de l'anecdote. »

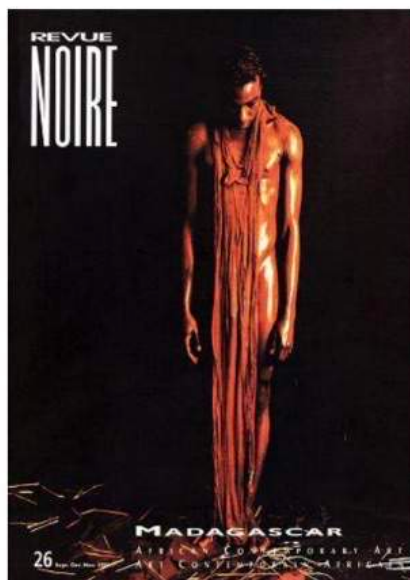
Pensée mosaïque

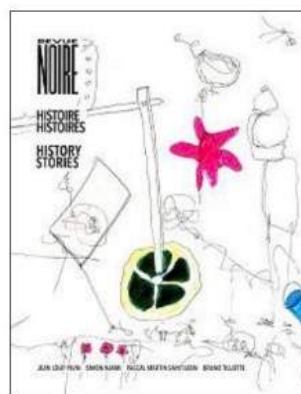
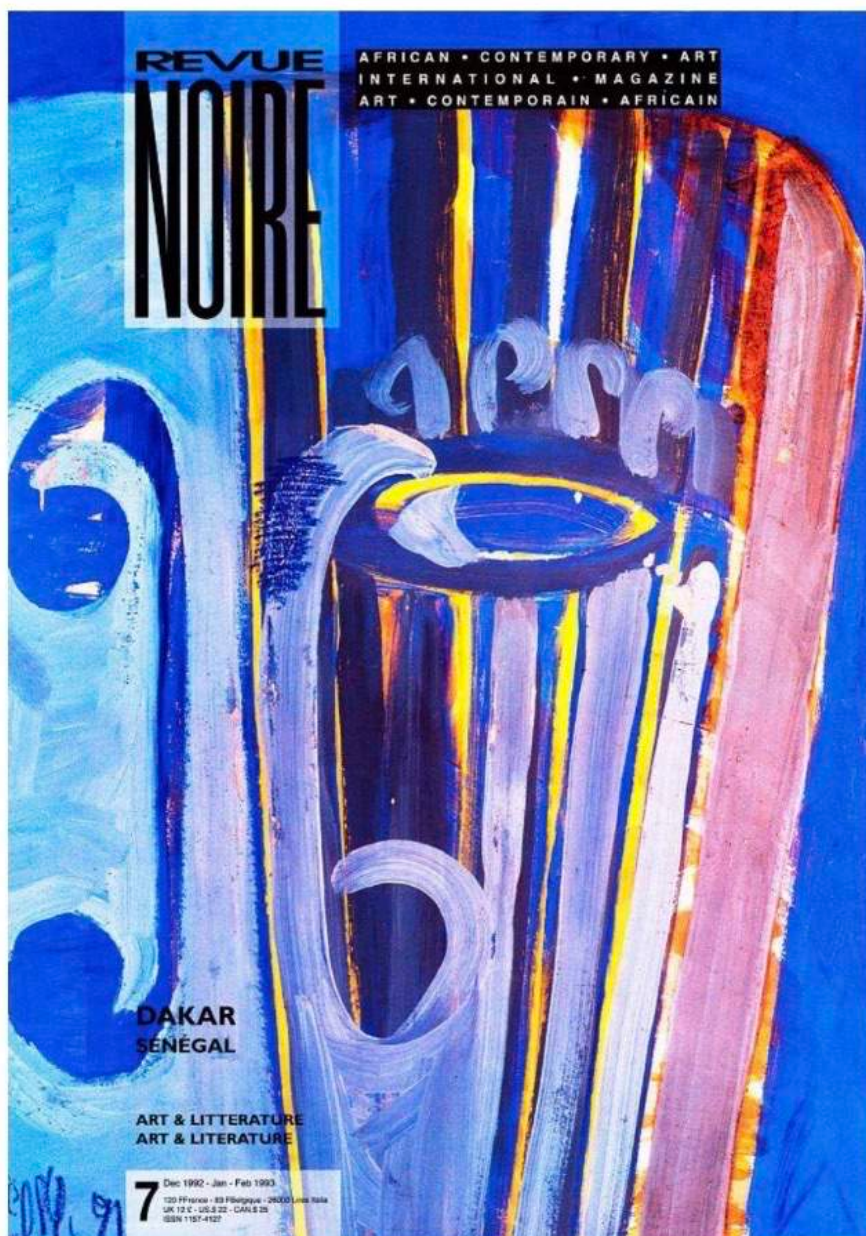
Les petits curieux qui se délectent des coulisses de l'histoire repasseront, cette anthologie combattante ressemble plus au 35^e numéro de *Revue noire* qu'à une monographie nostalgique versant dans l'autoglorification. Pivin ne dit pas autre chose quand il écrit en introduction : « Cet essai n'est pas un ordre mais un désordre apparent. Il associe des réflexions, des expériences, des avis dans une forme de collage [...] qui est

une notion essentielle de *Revue noire*. [...] L'écriture à plusieurs mains est une façon de relativiser le ton parfois péremptoire de nos certitudes réciproques, d'instiller le doute de beaucoup de lieux communs ou pensées toutes faites dont nous ne pouvons pas prétendre être exempts. S'il n'y a qu'une seule certitude, notre profond amour pour notre monde. »

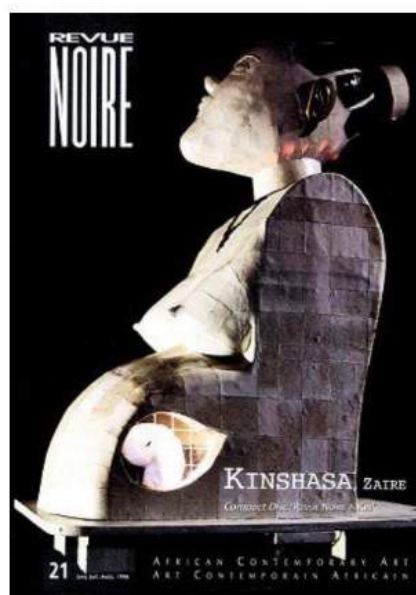
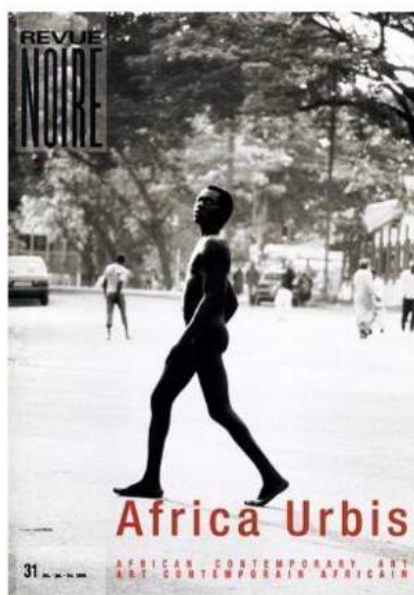
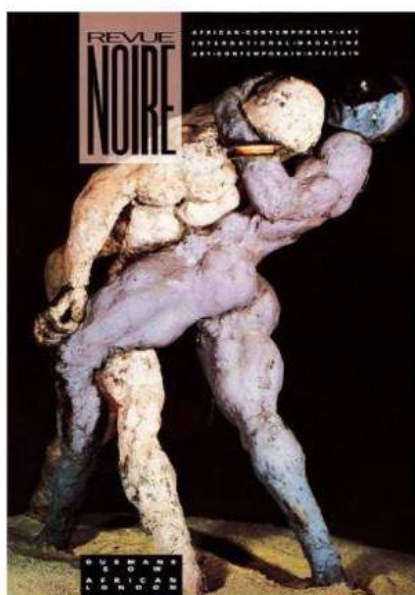
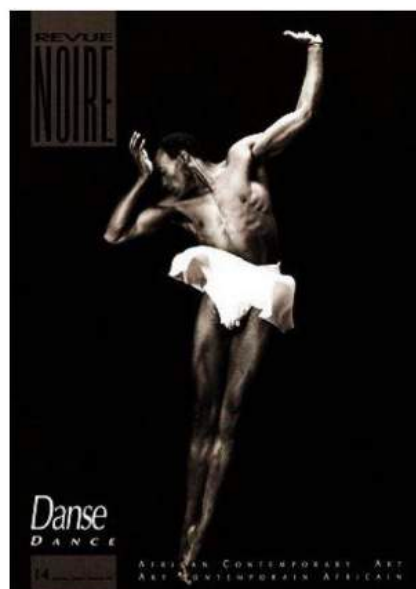
Le lecteur curieux aura donc à cœur de se faufiler dans cette « pensée mosaïque » pour y pêcher ce qui l'intéresse et comprendre la démarche intellectuelle mise en œuvre par les quatre créateurs. Une démarche née d'une colère, à la fin des années 1980, à une époque où il n'était pas possible de voir le travail d'un artiste africain vivant dans les foires ou dans les musées. « Nous étions portés par une colère contre cette vision de l'Afrique qui n'arrivait pas à sortir de la plume au cul, lance Jean-Loup Pivin. Il n'y avait pas de regard africain sur l'Afrique. Mes amis en avaient marre du regard ethnologique, des clichés sur la sauvagerie animale, et encore je ne parle pas des photographies de Leni Riefenstahl ! [réalisatrice et photographe proche du régime nazi qui photographia les Noubas de Kau (Soudan) dans les →

**UN PÉRIODIQUE QUI
A PERMIS DE MODIFIER
LA VISION QU'AVAIT
L'OCCIDENT DE L'AFRIQUE,
ET, D'UNE CERTAINE
MANIÈRE, LA VISION
QU'AVAIT L'AFRIQUE
D'ELLE-MÊME.**





Revue noire. Histoire Histoires,
de Jean-Loup Pivin, Simon Njami,
Pascal Martin Saint-Leon et Bruno
Tilliette, Éditions Revue noire,
404 pages, 45 euros





Les quatre fondateurs de *Revue noire*.

→ années 1970]. » Simon Njami ne dit pas autre chose: « Aujourd'hui, il y a toute une génération qui contribue à contredire le discours dominant, mais à l'époque nous étions un peu seuls. C'est surtout le discours ethnologisant qui nous agaçait. »

Bricolage savant

Face à ce silence assourdissant que seule vient troubler l'exposition *Les Magiciens de la terre*, la rencontre que décrit Njami en quelques lignes, puis la communauté de pensée qui unit Pivin, Martin Saint-Leon, Njami et Tilliette débouche sur la création d'une revue commercialement suicidaire: grand format invendable en kiosque sans aucun rapport avec ce qui se fait à l'époque, quadrichromie travaillée, textes bilingues plus poétiques que critiques. Le sculpteur sénégalais Ousmane Sow fait la couverture du numéro 1, la Nigériane Sokari Douglas Camp, celle du numéro 2. « On s'est refusé à la critique, raconte Jean-Loup Pivin. On ne voulait pas avoir de commentaires, sinon inspirés, littéraires. Je ne connais pas de textes critiques qui ne procèdent pas par référence à d'autres artistes et qui ne fassent étalage de connaissances en histoire de l'art. Nous, on voyait d'abord les choses, avant de regarder ce qu'il y avait derrière. » Les préférences des rédacteurs s'expriment à travers la taille des photos: ce qu'ils aiment moins apparaît en plus petit. La création de la revue relève d'un bricolage savant, en fonction de l'argent disponible et des occasions de voyager. « L'urgence qui nous habitait était d'inscrire l'Afrique dans un discours

endogène, pas exogène, raconte Simon Njami. Nous nous sommes retrouvés plongés dedans avec une intensité que nous n'avions pas soupçonnée. » Dans l'un de ses textes, il écrit aussi: « Je suis tenté d'écrire que l'Afrique n'était pas le sujet de nos discussions, mais cette énergie créatrice dont jusqu'alors personne ne parlait en France, et peut-être dans le monde. » S'il fallait chercher une ligne directrice à *Revue noire*, elle est là, dans la volonté de montrer des créateurs qui n'étaient pas montrés et méritaient de l'être. Égrener les noms serait fastidieux, mais ils sont là et comptent toujours: Ouattara Watts (numéro 5, 1992), William Kentridge (numéro 11, sur l'Afrique du Sud, 1993), Barthélémy Toguo et Pascale Marthine Tayou (numéro 13, sur le Cameroun, 1994).

« On découvrait tout, notre problème était de montrer le plus possible, poursuit Pivin. On voulait être prospectifs mais nous n'avions pas d'argent autre que le nôtre et l'aide ponctuelle de certains ministères. Nous avançons au coup par coup en bricolant dans notre coin, avec une autonomie totale.

« AUJOURD'HUI, AUCUN COMMISSAIRE NE PEUT FAIRE UNE EXPOSITION SANS INCLURE UN ARTISTE AFRICAIN. À PARTIR DE LÀ, LE COMBAT TEL QUE NOUS L'AVONS MENÉ N'A PLUS DE RAISON D'ÊTRE. »

Aucun artiste ne nous a été imposé. Nous avions ce grand luxe de pouvoir dire: « Allez vous faire foutre! » » Aujourd'hui, ils refusent de se poser en découvreurs ou en promoteurs d'artistes ignorés. « On ne mesure qu'à la fin l'importance que l'on a eue, dit Pivin. Sur le moment, on était juste de joyeux lurons. Mais on avait une vision qu'on voulait tenir. » Une vision mais aussi des envies, des intuitions, des révoltes. « Je ne connaissais rien à l'Afrique, ose Simon Njami. Nous y sommes allés surtout pour nous découvrir nous-mêmes, pour nous sauver nous-mêmes. Nous étions des amoureux. » Des amoureux sans le sou, qui ne se plient pas aux diktats de pubards ou de mécènes. « Nous avons toujours agi en nous disant: "Nous le ferons dans tous les cas. Si vous pouvez nous aider, ce sera formidable, sinon ce sera sans vous." Cela nous donnait une absolue liberté éditoriale », écrivent Jean-Loup Pivin et Pascal Martin Saint Leon.

De 3000 exemplaires au début, la revue passera à 8000 à la fin, avec le numéro 33-34 sur le Maroc. Une fin sans amertume ni regret, une fin qui n'est qu'un début. « Nous ne voulions pas tomber dans un système de rente, conclut Simon Njami. L'objectif de *Revue noire*, c'était la fin de *Revue noire*. Dès lors que tous ces artistes entreraient dans le marché, il n'y aurait plus besoin de cette publication. En 1991, il n'y avait pas un Nègre dans une exposition d'art contemporain. Aujourd'hui, aucun commissaire ne peut faire une exposition sans inclure un artiste africain. À partir de là, le combat tel que nous l'avons mené n'a plus de raison d'être. Une fois ce discours acquis, nous avons pensé à une revue qui montrerait l'Afrique dans le monde. » Cette revue ne s'est pas faite, faute d'argent et d'énergie, mais les quatre fondateurs ont poursuivi leur parcours et aiment à revenir à la « maison » *Revue noire*, rue Cels (à Paris), où l'on se sent en famille. Et où chacun sait que l'histoire se poursuit. « Rien n'est vraiment réglé, souffle Njami, il y a toujours des regards anthropométriques. » ■

À table!

Installée à Dakar, Nadia Kopogo est la fondatrice de Table Pana, une résidence qui consacre des chefs cuisiniers sénégalais à travers l'organisation de dîners.

KATIA DANSOKO TOURÉ



Au menu, des produits locaux cuisinés différemment, comme la truite du Sine-Saloum et le zébu.



C'est en 2019 que la Française Nadia Kopogo lance Table Pana (« pana » pour « panafricaine »), alors qu'elle est installée à Dakar depuis un an. Concept : l'organisation d'un dîner pour 25 personnes, dans un restaurant branché de la capitale sénégalaise qu'elle privatise ou sur le rooftop de sa maison, au cours duquel les convives découvrent les plats d'un chef cuisinier de la place. Cette native de Bangui, capitale de la Centrafrique où elle a grandi avant de déménager en France à l'âge de 10 ans, dit avoir voulu combler un manque. « En bonne épicurienne et Parisienne, j'ai très vite déploré l'absence de restaurants aux cartes créées par des chefs locaux. Certes, on trouve le chef Pierre Thiam au Pullman Dakar Teranga ou Tamsir Ndir à l'Institut français, mais ce n'est pas assez. J'ai voulu donner l'opportunité de manger autre chose que de la cuisine française ou internationale mais aussi

de découvrir les produits locaux cuisinés différemment », explique cette entrepreneuse de 35 ans, mère de deux enfants. À Paris, la jeune femme a été à la tête d'une entreprise de restauration cofondée avec sa sœur Clarence Kopogo, une cheffe cuisinière. « Avec notre service traiteur Table Nali (nom des vendeuses ambulantes en langue sango), nous proposons de la cuisine africaine à des particuliers ou alors pendant des festivals comme We Love Green. »

Clientèle haut de gamme

Pour Table Pana, Nadia Kopogo invite des chefs qu'elle a découverts sur les réseaux sociaux ou dont elle a entendu parler. Parmi eux, Omar Ngom qui a fait ses armes en Allemagne et en Italie, Cara Modou, formé en Amérique du Sud – et cuisinier du restaurant Akewa Concept de Ngor – ou encore Serigne Mbaye. « Chaque dîner est composé de deux entrées, de deux plats et d'un dessert. Je m'occupe moi-même de

la décoration, que je souhaite raffinée et contemporaine. J'évoque, pour les convives, le parcours du chef. Côté boissons, je m'appuie sur Martine Faye, gérante de la cave Africa Gourmet. Elle accorde le vin avec le menu. » Un dîner de Table Pana peut coûter jusqu'à 48 000 F CFA (73 euros) – entre 28 000 et 32 000 F CFA sans l'alcool –. L'occasion de déguster truite du Sine Saloum, pavé de zébu, ceviche de Ngor ou raviolis aux feuilles de patates douces entre autres mets. Budget d'organisation : environ 300 000 F CFA (457 euros). Quant aux chefs, ils touchent de 10 % à 12 % des recettes, que Nadia Kopogo ne souhaite pas dévoiler. La clientèle ? Plutôt haut de gamme. « Pour le moment, les clients sont plutôt des personnes de mon entourage, même si la communication sur les réseaux sociaux et le bouche-à-oreille permet aussi de ramener du monde. »

Le huitième dîner de Table Pana s'est déroulé le 21 octobre, à la Loman Art Gallery, et a été cuisiné par le Sénégalais Amadou Sokhna, formé à Bruxelles. Dans le courant de 2021, Nadia Kopogo espère pouvoir fixer la périodicité de son rendez-vous et trouver le lieu définitif qui l'accueillera. De surcroît, cuisine et espace de restauration seront agrémentés d'une épicerie fine, consacrée aux produits du terroir sénégalais. **DA**

Rachid Benzine

« Les hommes doivent accepter leur part féminine »

Membre de la commission sur le nouveau modèle de développement du Maroc, l'islamologue estime que l'égalité des sexes est un préalable à l'évolution de toute société.

PROPOS RECUEILLIS PAR FADWA ISLAH

Islamologue connu pour ses positions réformistes, prônant notamment une lecture « historico-critique » du Coran, Rachid Benzine compte à son actif plusieurs essais, dont le très médiatisé *Des mille et une façons d'être juif ou musulman*, écrit avec le rabbin et philosophe Delphine Horvilleur. Mais également des romans, un genre qui permet à ce chercheur (associé notamment au Fonds Ricœur) de traiter de sujets complexes par le biais de la fiction.

Après *Lettres à Nour*, récit des échanges entre un père et sa fille, partie en Irak rejoindre son mari jihadiste, et *Ainsi parlait ma mère*, roman sur les splendeurs et misères de l'amour filial, Benzine vient de publier *Dans les yeux du ciel* (éd. du Seuil). Une plongée vertigineuse dans l'univers d'une prostituée, emportée par les tourments des printemps arabes. Avec, en filigrane, une question lancinante : toute révolution mène-t-elle à la liberté ? Et qu'est-ce qu'une révolution réussie ?

Jeune Afrique : L'héroïne de *Dans les yeux du ciel* est, comme celles de vos romans précédents, une femme. Pourquoi ?

Rachid Benzine : On juge l'évolution d'une société par le sort qui y est réservé aux femmes. Ensuite, je suis convaincu que le rapport à l'altérité commence par le rapport aux femmes. Quand on aura soigné ce dernier, on pourra soigner le rapport avec toutes les autres altérités.

Pourquoi ce besoin de prendre la parole à travers la voix de femmes ? Auriez-vous aimé en être une ?

[Rires.] Non, je suis ce que je suis, mais je suis conscient de ma part féminine. Je crois que nos rapports hommes-femmes seraient plus sains si les hommes pouvaient être à l'écoute de leur part féminine, et les femmes de leur part masculine. Nous portons les deux mais nous sommes éduqués pour nous soumettre à l'un ou à l'autre. Il faut rassembler ces deux parts en nous, se sentir en paix avec elles. Ce n'est pas évident, il m'a fallu du temps, nous avons été habitués à une éducation qui valorise la virilité.

Dans vos romans, les femmes sont des guerrières qui se battent pour leur famille. Pourtant, elles vivent souvent à la marge, ne sont pas « reconnues ». Comment expliquez-vous qu'elles continuent, selon le droit musulman, d'hériter de la moitié de ce qu'hérite un homme ?



IL FAUT EXPLIQUER QUE LA PROPOSITION CORANIQUE ÉTAIT FONDÉE SUR UNE VISÉE D'ÉTHIQUE ET DE JUSTICE.

Sur cette question très sensible de l'héritage, on se heurte au poids du dogme et du patriarcat. N'oublions pas que l'héritage est aussi financier. Il y a en effet une réalité, qui est que les femmes créent et amènent de la

richesse dans leur foyer, et il y a le dogme religieux qui pétrit et façonne encore les représentations, qui fait de la femme un être qui vaut toujours moins qu'un homme. Son témoignage devant un tribunal comme sa part d'héritage seront toujours deux fois moindres que ceux d'un homme.

Pour changer cela, il faut oser renouveler l'interprétation des textes, et expliquer que la proposition coranique était fondée sur une visée

d'éthique et de justice. Celle-ci est-elle respectée quand une femme doit, si elle n'a que des filles, partager son héritage avec le frère de son mari car il passe avant elle, ou qu'une fille qui a travaillé a droit à moins que son frère qui n'a jamais travaillé ? La réponse est bien entendu non.

Il faut donc oser, pour rétablir et respecter la visée éthique du Coran, modifier certaines dispositions. Si nous n'osons pas, les femmes seront considérées éternellement comme des mineures qui ont besoin d'être protégées. C'est un acte blasphématoire.

L'éducation donnée aux hommes musulmans contribue-t-elle à entretenir les inégalités hommes-femmes ?



Dans les yeux du ciel, de Rachid Benzine, est paru au Seuil le 20 août (176 pages, 17 euros)



BRUNO LEVY POUR JA

L'essayiste et romancier franco-marocain, à Paris, le 9 octobre.

Cette question est commune à toutes les sociétés. Traditionnellement, les garçons ne sont pas élevés comme les filles, ils ne reçoivent pas les mêmes messages ni les mêmes injonctions, à de rares exceptions près. Cela est lié aux représentations que l'on se fait du masculin et du féminin, que l'on sépare comme deux entités distinctes, avec des attributs propres. À mesure que ces schémas traditionnels sont remis en cause, certaines résistances se font jour, pour mieux ancrer les filles et les femmes dans leur périmètre : il n'y a qu'à voir les débats récents en France sur les

tenues des adolescentes au collège ou au lycée, qui viennent consigner les filles dans leur corps.

Quant aux sociétés musulmanes, elles sont traversées par les mêmes évolutions. Beaucoup de femmes sont cheffes de foyer, les filles contribuent parfois seules à la vie économique d'une famille... Tout cela change les rapports, sans compter l'influence d'une culture mondialisée. Il faut questionner les représentations et comprendre pourquoi nous développons une immunité au changement.

Aussi, les hommes ne veulent pas perdre et interroger leurs privilèges

et leur éducation. Cela suppose de déconstruire la figure de la mère. Pour certains hommes, c'est de l'ordre de l'impensable.

Votre précédent livre, *Lettres à Nour*, était un dialogue entre un père et sa fille, partie rejoindre les rangs de Daech. Votre dernier ouvrage parle d'une prostituée et du Printemps arabe... Des critiques y voient une forme d'opportunisme.

Si être opportuniste, c'est se saisir par l'exercice de la raison et le truchement des mots des situations qui secouent, en bien ou en mal, nos sociétés et notre monde, je vous dirai oui. Je suis d'abord un chercheur, donc mon métier, ce sont l'observation et l'analyse. Le phénomène des jihadistes partis combattre en Syrie a fait partie de mes objets de recherche : j'ai travaillé auprès de familles dont les enfants étaient partis, j'ai travaillé avec des collégiens et des lycéens sur la notion de guerre sainte et l'interprétation du Coran, j'ai rencontré des jeunes en prison, qui étaient revenus de Syrie ou d'Irak. J'en suis sorti éprouvé, parfois las, car on se dit : « Est-ce que cela sert à quelque chose ? » D'autant que ces sujets sont tellement passionnels qu'il est difficile de se parler et de s'écouter. Je voulais partager ce que j'avais entendu de tous ces gens, et le roman m'est apparu comme la meilleure façon de restaurer un temps d'écoute.

Mais vous êtes quelque part là où l'on vous attend. En tant qu'islamologue, en tant que Français d'origine arabe, en tant qu'écrivain d'origine musulmane...

Je suis devenu islamologue en partant des textes chrétiens, découverts à l'adolescence, qui m'ont conduit à m'intéresser aux textes de la tradition musulmane. C'est un chemin entamé il y a plus de trente ans. Est-ce que je dois renoncer à mes centres d'intérêt parce qu'ils sont devenus médiatiques aujourd'hui ? Je refuse d'être l'otage de quelconques injonctions. Quand on s'appelle Rachid, si on écrit

sur des sujets loin de son histoire, on nous reproche de trahir « la communauté ». Si on écrit sur les sujets qui touchent cette « communauté », on nous reproche d'être un opportuniste. Je suis devenu sourd à ces propos : je fais ce que j'aime, j'écris quand je pense que ça peut ouvrir la parole et permettre l'écoute. Je ne cherche pas le sensationnalisme, je cherche à dire ce qui me paraît juste, avec des arguments rationnels. Et croyez-moi, c'est très loin de faire consensus.

Vous faites partie de la commission désignée par Mohammed VI pour concevoir un nouveau modèle de développement pour le Maroc. Vos idées modernistes trouveront-elles des échos positifs auprès d'une classe politique et d'une société très attachées à une vision conservatrice de l'islam ?

Le Maroc, comme beaucoup de pays, est traversé par des courants opposés. Il y a une véritable société civile et une scène culturelle qui sont subversives, qui défendent une vision plus libre de la société et des individus. Ce n'est pas un pays homogène et monolithique. Ensuite, je ne qualifierais pas mes idées de « modernistes » : ce sont des idées qui ont eu cours dans l'histoire, dans le passé, et qui ont, à des échelles diverses, été écartées ou oubliées.



MON IDÉE EST QUE L'ON PEUT CONCILIER LES EXIGENCES DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES ET L'HÉRITAGE CULTUREL.



« Dans les sociétés musulmanes, beaucoup de femmes sont cheffes de foyer. [...] Cela change les rapports. »

Mon idée n'est pas de moderniser quoi que ce soit, je n'aime pas ce mot : l'idée est d'autoriser la complexité et la diversité, de ne pas les museler, de défendre le fait que l'on peut concilier les exigences des libertés individuelles et l'héritage culturel.

Pensez-vous que de telles réformes doivent être imposées par le haut ?

Il faut des mesures courageuses mais pas imposées par la force. Elles doivent être expliquées, relayées par les médias, l'éducation. Il faut créer des espaces où la parole libre est possible sur ces sujets, sans être accusé de trahison ou cloué au pilori. C'est cela qui est important : être conscient des élans qui traversent la société, les écouter et leur permettre de cohabiter au lieu de s'affronter.

Toute avancée sociétale, notamment sur des questions aussi sensibles que celle de la religion, passe par

l'éducation. Le Maroc est-il prêt à réformer son enseignement religieux ?

Dans le Maroc d'aujourd'hui, vous avez des personnes qui voudraient moins de contraintes religieuses, davantage de libertés individuelles, mais vous avez aussi des groupes qui veulent plus de religion, plus de place donnée à ce qu'ils considèrent être meilleur pour l'intérêt général... Dès lors que, dans tout le monde musulman, sont à l'œuvre de puissants mouvements de réislamisation, lesquels s'opposent à des approches critiques des textes religieux et à des lectures renouvelées des textes fondateurs faisant appel aux sciences humaines, on peut douter que les choses évoluent rapidement dans un sens plus ouvert. Mais en ce qui concerne l'enseignement de la religion, le roi peut sans doute peser de tout son poids, et l'on peut espérer qu'il y ait des améliorations allant dans le sens de davantage de liberté. 

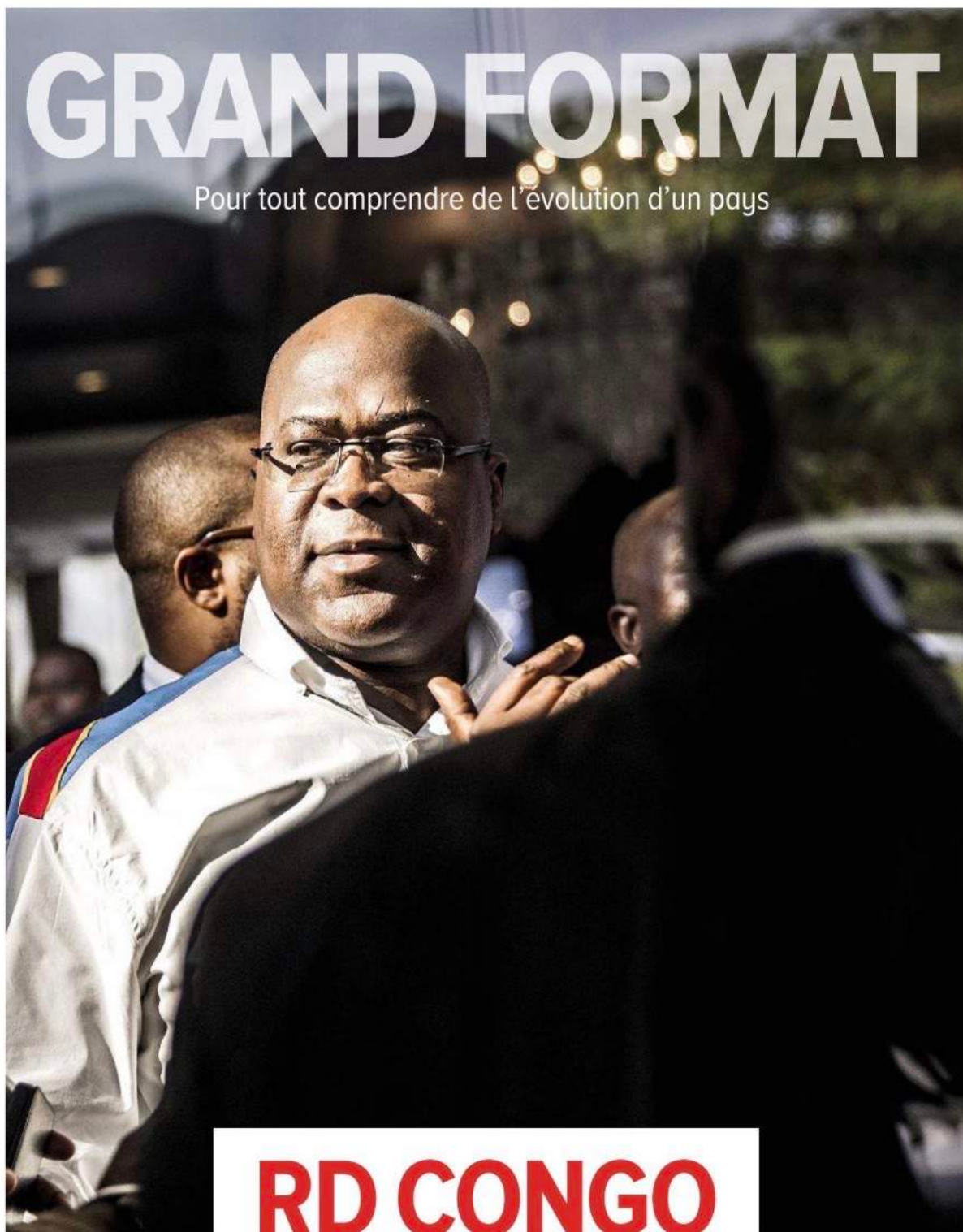
la couleur au cœur de votre beauté

Bigen
POUDRE COLORANTE
(50) NOIR NATUREL
(45) CHOCOLAT

www.bigen.eu

GRAND FORMAT

Pour tout comprendre de l'évolution d'un pays



LUIS TATO / AFP

RD CONGO

Nouvelle ère ?

Changement de mode de gouvernance, gestion de la crise sanitaire, redéploiement économique...

Le président Félix Tshisekedi imprime sa marque. Et s'il a fallu du temps pour que le gouvernement de coalition soit opérationnel, les réformes qu'il a engagées commencent à prendre corps. Les stratégies des uns et des autres aussi. Majorité, opposition et société civile, tout le monde pense déjà à 2023.



Congo Airways

Le plaisir de voyager...



Nos Destinations

Locales

KINSHASA	BUNIA
LUBUMBASHI	KALEMIE
GOMA	GEMENA
KINDU	ISIRO
KISANGANI	BUKAVU
MBUJI-MAYI	KOLWEZI
KANANGA	
MBANDAKA	

Internationales

JOHANNESBURG

Et bientôt

**ABIDJAN
LIBREVILLE
LUANDA
DUBAÏ
BUJUMBURA
BANGUI
KIGALI**

PLUS D'INFOS

PRE CHECK-IN
148/A. BOULEVARD DU 30 JUIN
RÉFÉRENCE : TATA MOTORS
KINSHASA - GOMBE

CALL CENTER

+243 99 10 60 660
+243 81 55 55 869



congoairways/Facebook
info@congoairways.com
www.congoairways.com





Romain Gras

Pari régional

Loin de l'agitation et des négociations de coulisses qui rythment désormais le quotidien de la coalition FCC-Cach et paralyse en partie la vie politique congolaise, il est un domaine où Félix Tshisekedi se montre plutôt entreprenant depuis le début de son mandat : celui de la diplomatie régionale.

Projet d'état-major intégré, médiation dans la crise ougando-rwandaise, relance de la coopération diplomatique avec le Burundi... Le président congolais a, depuis dix-huit mois, multiplié les initiatives et les paris avec ses voisins de la région.

Le bilan est jusqu'à présent mitigé. Le projet d'état-major intégré, qui consistait à associer les forces armées congolaises, ougandaises, rwandaises et burundaises dans la lutte contre les groupes armés dans l'est de la RD Congo, pouvait, sur le papier, paraître ambitieux – utopique, selon certains –, mais n'a jamais réellement décollé.

Détente

Félix Tshisekedi peut en revanche se targuer d'avoir, avec l'aide de son homologue angolais, João Lourenço, ramené le Rwanda et l'Ouganda à la table des discussions. Le chemin à parcourir pour parvenir à une vraie accalmie reste long, mais, symboliquement parlant, la détente amorcée à Luanda en août 2019 peut être classée au rang des réussites diplomatiques de Félix Tshisekedi. Lequel tente désormais de ramener le Burundi dans un jeu diplomatique régional – dont Bujumbura s'est soigneusement tenu éloigné depuis le putsch manqué de

2015 – et souhaite même faciliter une détente avec le Rwanda.

C'était en tout cas l'une des ambitions du mini-sommet de Goma, pour lequel les équipes de Tshisekedi se sont démenées tout au long du mois de septembre en dépit des multiples reports et des réticences diversement motivées des participants. Le résultat de ces efforts fut une rencontre en visioconférence le 7 octobre, dont les conclusions semblent plus s'apparenter à des déclarations de bonnes intentions qu'à des mesures concrètes pour lutter contre l'insécurité dans l'Est.

Présidence de l'UA

Dès lors, faut-il s'interroger sur la finalité et l'efficacité de cette débauche d'énergie ? Deux obstacles compliquent aujourd'hui la tâche du président congolais. D'un côté, Félix Tshisekedi bute sur la difficulté d'harmoniser les positions de voisins aux intérêts divergents et aux relations en dents de scie depuis plus de deux décennies. De l'autre, le rapprochement éclair entamé avec lesdits voisins, en particulier avec le Rwanda, génère d'importantes crispations au sein de l'opinion congolaise, illustrées ces derniers mois par la résurgence du débat sur l'application du rapport « Mapping » et la création d'un tribunal pénal international.

Poursuivre sur cette voie peut apparaître comme un pari risqué pour Tshisekedi. Mais celui qui s'apprête à prendre la tête de l'Union africaine en février 2021 n'a aucunement intérêt à lever le pied dans ce domaine, l'un des rares où il a les mains pleinement libres pour impulser sa politique, loin du tumulte de sa coalition. **JA**

176 ENJEUX

Tshisekedi-Kabila, duo ou duel ?

182 Exécutif

Entretien avec
Azarias Ruberwa
Ministre de la
Décentralisation et des
Réformes institutionnelles

186 Opposition

Le bal des prétendants

189 Diplomatie

Interview
de **Leïla Zerrougui**
Cheffe de la Monusco

192 ÉCONOMIE

Le dispositif
anticorruption
au banc d'essai

196 Décryptage

Une résilience
en trompe-l'œil

200 Énergie

Kinshasa Solar City,
un parc solaire pour
mettre Kin en lumière

202 Foresterie

Quand l'État fait
feu de tout bois

207 Entrepreneurs

Les boss des affaires

212 SOCIÉTÉ

Michel Ekwanga,
un atout antivirus

216 1960-2020

Entretien avec
Matthieu Kalele
Sociologue

220 Culture

Le b.a.-ba de l'ABA,
l'Académie des
beaux-arts de Kinshasa



Suivez toute l'actualité
de la RD Congo sur
www.jeuneafrique.com

GRAND FORMAT RD CONGO

ENJEUX

TSHISEKEDI-KABILA **Duo ou duel ?**



Félix Tshisekedi (à dr.) lors de sa cérémonie d'investiture, le 24 janvier 2019, avec Joseph Kabila, au palais présidentiel, à Kinshasa.

TONY KARUMBA / AFP

Accaparés par les négociations internes de leurs coalitions respectives, le chef de l'État et son prédécesseur semblent constamment se neutraliser. L'heure du divorce a-t-elle sonné? Ou ont-ils intérêt à prolonger encore un peu leur alliance?

ROMAIN GRAS, ENVOYÉ SPÉCIAL

À l'heure de pointe, sur les routes bondées de Kinshasa, les automobilistes qui s'aventurent sur le boulevard Triomphal ont tout le loisir d'observer l'immense bâtisse qui abrite le Palais du peuple et l'imposant drapeau qui surplombe sa cour. Quelques mois plus tôt, c'était sur cet axe très fréquenté et dans d'autres points chauds de la capitale congolaise que les manifestations se multipliaient. Tantôt contre la réforme judiciaire entreprise par le Front commun pour le Congo (FCC, la coalition formée autour de Joseph Kabila), tantôt contre la désignation de Ronsard Malonda à la tête de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), tantôt en faveur de la « défense des institutions de la République » prônée par le FCC, ces diverses mobilisations ont donné l'inquiétant spectacle d'une scène politique à cran.

Entre-deux

Pourtant, en ce début d'octobre, près d'un mois après l'ouverture de la session parlementaire, les couloirs de l'Assemblée nationale avaient retrouvé un peu de sérénité, loin de l'effervescence du mois de juillet. « On a le sentiment que c'est le calme qui précède la tempête », s'inquiète un député. Alors que de nombreuses questions, dont celle du vote du budget pour l'année 2021, vont être tranchées lors de cette session (qui

court jusqu'au 15 décembre), plusieurs dossiers clivants sont en parallèle en cours de discussion entre le FCC et le Cap pour le changement (Cach, la coalition de Tshisekedi). Le 21 octobre, la prestation de serment des nouveaux juges de la Cour constitutionnelle a replongé la coalition au pouvoir dans l'incertitude. Pourtant, à ceux qui craignent une implosion, les deux camps ont toujours martelé que l'heure du divorce n'avait pas encore sonné. « Nous n'allons pas faire une rupture de la coalition », rassurait Tshisekedi en juillet, à Brazzaville. Mais, dans ce mariage de circonstance, la confiance semble toujours plus fragile.

Quatre contre quatre

En témoigne cette soirée du 2 juillet. Dans la résidence présidentielle de la N'Sele, Félix Tshisekedi et Joseph Kabila sortent de trois heures d'entretien, une rencontre dont l'organisation a pris plusieurs jours. Les deux hommes ont été rejoints par leurs équipes de négociateurs. Ils s'apprêtent à passer à table en attendant de peaufiner le communiqué final censé rendre compte de leurs échanges.

L'ambiance est « plutôt détendue », selon un participant. La soirée est pourtant sur le point de se gâter. Avant même le début du repas, la nouvelle tombe : l'Assemblée vient d'entériner le choix de Ronsard Malonda pour présider la Ceni. Voilà plusieurs jours que le nom de cet ancien secrétaire exécutif de la Ceni, désigné par les chefs des confessions religieuses à l'issue d'un vote controversé, est au cœur d'une vive polémique. Et le cas Malonda faisait partie des sujets abordés ce soir-là par les deux hommes. « Nous avons trouvé une issue consensuelle à ce problème, mais tout a été remis en cause à peine sortis de la salle », poursuit l'un des négociateurs du président. Le cas de Ronsard Malonda a donc été renvoyé à la pile des dossiers sur lesquels les négociateurs respectifs de Tshisekedi et de Kabila doivent se (re)pencher.

Pour résoudre ces différends et faire avancer le dialogue, le chef de l'État et son prédécesseur ont tenté une ultime démarche en inaugurant une nouvelle commission, réduite à quatre membres pour chaque camp, contre six dans la précédente structure. « À certains moments, on ne s'entendait plus parler dans ces réunions. Ils n'ont pas eu le choix, ils ont dû faire le tri », raconte l'un des négociateurs.

Parmi les dossiers actuellement sur la table des négociations, le plus épineux est celui des nominations dans la magistrature. Vent debout contre les ordonnances qui les ont officialisées,

le 17 juillet, le camp Kabila accuse son partenaire d'avoir violé la Constitution. Deux juges de la Cour constitutionnelle nommés à la Cour de cassation refusaient de quitter leur siège, soutenus par le FCC. Résultat, la plus haute juridiction du pays, qui est notamment chargée de trancher les contentieux électoraux et de valider les candidatures à la magistrature suprême, était à l'arrêt. Ni Tshisekedi ni Kabila n'avaient l'intention de faire marche arrière. Jusqu'à ce que Tshisekedi opte pour la confrontation en faisant procéder, le 21 octobre, à la prestation de serment des juges.

Certains craignent que cet épisode ait un impact sur d'autres sujets, comme celui de la Ceni. Après le refus de Tshisekedi d'entériner le choix de Malonda, le dossier, qui n'est ni renvoyé auprès des représentants des cultes ni remis à l'Assemblée, se trouve dans une zone grise. Et, à l'heure où le débat sur les réformes

électorales revient sur le devant de la scène, ni le FCC ni le Cach n'ont aujourd'hui envie d'assumer la responsabilité d'un « glissement » des élections de 2023.

Autre dossier brûlant, le remplacement du ministre de la Justice, Célestin Tunda Ya Kasende, poussé à présenter sa démission pour avoir déposé sans consultation préalable les observations du gouvernement sur le très controversé projet de réforme judiciaire. Le

FCC a déjà proposé pour lui succéder le nom de Jean Mbuyu, ancien conseiller de Kabila en matière de sécurité. Mais, pour le moment, il n'a pas obtenu la validation du chef de l'État. « Contrairement à ce que l'autre camp pense, le président ne considère pas qu'il s'agit d'un mauvais choix, explique l'un des collaborateurs du chef de l'État. Il souhaite juste que cette question soit tranchée en même temps que les autres. » Les huit négociateurs – quatre pour chaque « camp » – doivent aussi s'entendre sur les futures nominations dans plusieurs ambassades clés, notamment celles de pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU, et dans l'administration territoriale.

Remaniement à l'horizon

Enfin, même si ce point devrait être tranché à un horizon plus lointain, la question d'un remaniement est aussi évoquée. Problème, les modalités selon lesquelles il doit s'effectuer ne font pas l'unanimité. Le Cach ne souhaite pas se séparer du Premier ministre, Sylvestre →

**LES SOUTIENS
DU PRÉSIDENT ONT
RAPPELÉ QUE
L'AMBIITION DE CE
DERNIER ÉTAIT BEL
ET BIEN DE FAIRE
UN SECOND MANDAT.**



La SFA Congo se positionne comme l'assureur du monde de l'entreprise

Entretien avec deux dirigeants de la SFA Congo, MM. Valéry Safarian, Conseiller du Board, et Patrice Buabua, Directeur Général Adjoint.



Pouvez-vous présenter la SFA et ses atouts ?

V.S. : La SFA est une société d'assurances agréée pour opérer dans la branche non vie. Elle se distingue par son savoir-faire, la qualité de ses équipes et de ses partenaires : traités de réassurance signés avec la SCOR (4^{ème} leader mondial), apéritur de notre bouquet de réassurance. Nous travaillons avec des acteurs internationaux tels que SIACI, Marsh, AON, AIG, Helvetia, Allianz et Axa Assistance. Nos produits sont dédiés aux PME et notre très haut savoir-faire dans l'accompagnement des grandes entreprises nous positionnent comme un acteur majeur du segment corporate. La SFA est dirigée par M. Antoine Chouiefati, qui justifie d'une solide expérience acquise dans divers marchés à l'international.

Quel est le bilan de votre première année d'exercice ?

P.B. : Nous avons collecté environ 55m\$ de primes. Ce résultat est le fruit d'une conjugaison de facteurs : une lecture lucide des réalités du marché, la forte attractivité de la SFA et un service de qualité. Nous devons aussi nos performances à l'engagement de notre équipe, composée d'un staff dirigeant très qualifié et des jeunes formés continuellement aux techniques et standards internationaux de ce métier.

Quels sont vos défis ?

P.B. : La RDC est un pays continent aux multiples atouts, mais aussi avec des défis au niveau de sa structure économique et de son historique assurantiel. C'est un terrain quasiment vierge avec de grandes marges de progression très prometteuses. Pour recouvrer la confiance du public, il faut une large vulgarisation et tous les opérateurs doivent désormais faire preuve de crédibilité.

Comment appréhendez-vous le contexte marqué par la Covid-19 ?

V.S. : Malgré les effets de la pandémie sur l'économie, la SFA a traversé cette crise avec sérénité : nos équilibres sont restés intacts et notre base clientèle, consolidée. Nous orientons nos priorités vers la relance économique post-Covid et notre stratégie se décline en trois points : renforcer notre modèle citoyen, consolider notre position et demeurer proche de notre clientèle.

Grâce à notre application mobile, la première du genre sur le marché, nos assurés peuvent déclarer leurs sinistres en trois clics et suivre l'évolution de leurs dossiers d'indemnisation.



SFA
Société Financière d'Assurance
134 Boulevard Du 30 Juin, Kinshasa,
Congo-Kinshasa
Tél.: (+243) 817 300 155

sfa-congo.com

→ Ilunga Ilunkamba, issu du FCC mais dont plusieurs membres du clan Kabila réclament le départ. Pour répondre aux exigences des bailleurs de fonds internationaux – FMI en tête –, qui conditionnent en partie leur aide à une réduction du train de vie de l'État, la taille du gouvernement devrait aussi être revue à la baisse. Si le consensus semble se trouver autour d'une quarantaine de ministres, contre 67 aujourd'hui, la répartition des fonctions est plus problématique. Le Cach souhaite un partage plus équitable des portefeuilles. Le FCC, qui dispose d'une écrasante majorité dans les institutions, y est évidemment réticent. Le chantier reste donc vierge pour le moment.

Plus tout à fait ensemble, mais pas encore face à face, Tshisekedi et Kabila parviendront-ils encore longtemps à jouer le jeu de la

coalition? Ces dernières semaines, les soutiens du président congolais ont rappelé que l'ambition de ce dernier était bel et bien de faire un second mandat. Il travaillerait même activement à la restructuration de sa plateforme, dossier sur lequel son haut représentant, Kitenge Yesu, est mobilisé.

Joseph Kabila n'est pas en reste. Sa visite, le 14 octobre, à l'ancien président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo, au cours de laquelle il a rappelé que 2023 allait « vite arriver », est aussi le signe que le raïs n'entend pas laisser son « partenaire » dicter le tempo. « Joseph Kabila a aussi appris à se méfier de son partenaire », assure Kikaya Bin Karubi, conseiller diplomatique de l'ex-président. « Si Kabila n'en est pas sorti [de la coalition], nuance un proche de Tshisekedi, c'est bien qu'il y gagne encore quelque chose. » **IA**

Réforme électorale : où va le G13 ?

Quelle réforme pour quelles élections en 2023? Depuis le 11 juillet, treize parlementaires et personnalités de la société civile ont lancé une série de consultations pour tenter de parvenir à un consensus sur la question de la réforme électorale avant les prochaines échéances, prévues pour 2023. Pendant deux mois, les membres du « G13 » ont rencontré les acteurs politiques, du président Tshisekedi aux leaders de Lamuka, mais aussi le président sortant de la Ceni, Corneille Nangaa, ou encore le cardinal archevêque de Kinshasa, Fridolin Ambongo. Seuls les membres du FCC n'ont pas souhaité se prêter au jeu des consultations. Un détail non négligeable dans la mesure où la coalition de Joseph Kabila dispose de la majorité à l'Assemblée nationale (341 sièges sur 500, contre 112 pour Lamuka et 47 pour le Cach).

De ces différentes rencontres a émergé un rapport contenant plusieurs propositions, sur la réforme de la loi électorale, de la loi organique de la Ceni, de la Constitution, ou encore sur le financement des futures élections. À ce jour, les membres du G13 ont déposé un premier projet de loi



Membres du G13 à la sortie d'une rencontre avec le chef de l'État, le 28 juillet. Au micro, le député Delly Sesanga.

électorale qui prévoit, entre autres mesures, la suppression du seuil électoral et un système de traçabilité des résultats. Le plus dur commence. Déposé auprès du bureau de l'Assemblée nationale, ce projet de loi ne devrait pas faire l'objet de discussions avancées lors de la session en cours, déjà chargée. « Généralement, les discussions autour de potentiels amendements de la loi électorale n'ont pas lieu aussi tôt, il y a au préalable des discussions politiques. Mais

dans la configuration actuelle, avec le manque de sérénité que l'on observe aujourd'hui, cela pourrait prendre plus de temps », reconnaît un membre du G13.

La proposition de réforme de la loi organique de la Ceni, déposée en août 2019 par le député Christophe Lutundula, proche de l'opposant Moïse Katumbi, et soutenue par le G13, devrait en revanche être débattue au cours de cette session.

ROMAIN GRAS

e-COM SAS accompagne le développement de l'innovation et de l'économie numérique en RDC



M. Nandegeza Jacques MUSAFIRI

Président d'e-COM SAS,
MTSI International Consulting SAS
et Ishango Technology SAS

La société E-COM SAS, basée à Kinshasa-Gombe, exerce des activités de transformation numérique des organisations.

Elle apporte des réponses adaptées aux nouveaux enjeux créés par les NTIC en accompagnant les organisations qui le souhaitent à :

- Créer et intégrer des applications spécialisées offrant des solutions à l'e-commerce et à l'e-gouvernement ;
- Concevoir et monétiser de nouveaux services à travers des plateformes numériques DEM (Digital Ecosystem Management) ;
- Rendre l'e-Paiement accessible au plus grand nombre en termes de coût et d'usage.

EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT D'APPLICATIONS ET DE TRANSFORMATION DIGITALE

Deux exemples pour illustrer l'accompagnement de e-COM SAS dans le pilotage et la mise en œuvre des projets de transformation des organisations tant publiques que privées :

- Le projet de dématérialisation des processus de gestion liant le ministère du tourisme aux opérateurs touristiques. La première phase avait concerné le secteur du transport aérien. Les résultats : la simplification des procédures de déclaration, l'élimination des tracasseries et de la fraude ainsi qu'une augmentation substantielle des recettes du Fond pour la Promotion du Tourisme, de l'ordre de 1 000 % en moins de deux ans (avant la pandémie de la Covid-19). La seconde phase vient d'être lancée et concerne le secteur de l'HORECA (Hôtels, Restaurants et Cafés) ;
- L'accompagnement des Banques commerciales et des organismes habilités à recevoir le paiement des services de la Douane Congolaise (DGDA) et à en délivrer la preuve. e-COM SAS met à leurs disposition plusieurs services permettant d'automatiser et de fiabiliser les échanges des données entre leurs systèmes d'information (Core Banking) et celui de la DGDA (SydoniaWorld).

Pour réussir ces types de projet, e-COM SAS adopte une approche méthodologique qui prend en compte des critères et des indicateurs pertinents comme : la vision, les transformations métiers, les méthodes, le pilotage, les données, les technologies et l'appropriation par les utilisateurs (conduite du changement).

Trois entreprises [e-COM SAS, MTSI International Consulting SAS et Ishango Technology SAS] au service de la transformation numérique en synergie avec la transition énergétique.

EN MATIÈRE DE « E-PAIEMENT »

e-COM SAS propose plusieurs solutions avec pour chacune d'elles, des interfaces techniques spécifiques à partir de sa plateforme e-COM Payment & Services (e-COM P&S). Une plateforme multi-canal et multi-services qui assure l'interface entre différentes sources de paiements et de services (moyen d'acquisition) et les destinations (banques & opérateurs financiers) et propose de nombreux services et applications métiers :

- Le paiement des différents services des régies financières : exemple, les services « e-COM Customer Bank » et « e-COM Customer Pay » pour les Banques et les déclarants/importateurs ;
- L'e-facturation & l'e-administration fiscale : avec les services « e-COM Billing » et « e-COM BPS » (e-COM Bills Payment Solution) qui permettent de fluidifier le processus de facturation des clients/assujettis tout en optimisant la gestion des encaissements et en réduisant les coûts sur les échanges ;
- L'e-réservation & e-commerce : avec les services « e-COM Booking » et « e-COM EasyPay » ;

La plateforme de paiement e-COM P&S garantit une maîtrise du risque et propose une solution hautement fiable et sécurisée (Authentification 3D Secure et Agrément PCI DSS) pour les applications en ligne de ses clients.

African Alliance Energy (AAE) « les partenariats transformateurs à l'échelle du Continent Africain »

En synergie avec la transition énergétique, les nouvelles technologies deviennent le levier du développement de l'énergie verte :

Le groupement AAE-RDC composé de la société congolaise e-COM SAS, de MTSI International Consulting basée à Paris la Défense et BDF SARL, une société d'ingénierie de développement et de financement de projet, vient de signer un partenariat avec la Société National d'Electricité (SNEL) pour le financement et la réalisation d'un projet pilote de construction des centrales électriques basées sur les énergies renouvelables (EnR).

AAE s'inscrit dans le Nouveau Pacte pour l'énergie en Afrique qui est une initiative transformatrice de la Banque Africaine de Développement reposant sur un partenariat qui aspire à garantir l'accès de tous à des services énergétiques en Afrique d'ici 2025.



► équipe de Kinshasa Gombe, R.D. Congo

Azarias Ruberwa

Ministre de la Décentralisation
et des Réformes institutionnelles

« L'élection présidentielle à un tour doit être maintenue »

PROPOS RECUEILLIS À KINSHASA PAR
STANIS BUJAKERA TSHIAMALA

Azarias Ruberwa est un homme prudent, qui navigue dans le maringot congolais depuis longtemps. Figure du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) au début des années 2000, il est l'un des rares caciques de la précédente administration à avoir été maintenu dans ses fonctions de ministre après l'arrivée au pouvoir de Félix Tshisekedi. Originaire du Sud-Kivu (Est), proche de Joseph Kabila, ce poids lourd du gouvernement est l'un des quatre négociateurs du Front commun pour le Congo (FCC, lire pp. 176-180) et l'un des rares à connaître le contenu de l'accord secret conclu entre son camp et la plateforme Cap pour le changement (Cach).

Jeune Afrique : En décembre 2019, le président Tshisekedi avait annoncé la tenue des élections locales et municipales d'ici à la fin de 2020. Est-ce encore faisable ?

Azarias Ruberwa : Au moment où nous parlons [en octobre], c'est déjà trop tard. L'idéal serait que ces scrutins se tiennent avant les élections générales de 2023 et que les éventuelles difficultés liées à leur organisation ne perturbent pas le cycle électoral dans son ensemble. Peut-être l'année prochaine ? L'Assemblée nationale se réunit actuellement en session budgétaire et nous saurons bientôt de quelle marge de manœuvre financière nous disposons pour les organiser.

Une partie de la classe politique souhaite qu'il soit procédé à des réformes électorales avant l'échéance de 2023. Quelle est la position du FCC ?

Nous sommes en train d'en débattre en interne. Est-il opportun ou non de réformer la commission électorale ? Certaines dispositions constitutionnelles doivent-elles être amendées ? Plusieurs questions se posent, mais, au sein du FCC, nous sommes tous d'accord pour dire que, quelles que soient les réformes qui seront décidées, il ne faudra pas que cela entraîne un report des scrutins.

Le FCC insiste sur le respect du calendrier électoral. Soupçonneriez-vous vos alliés de Cach d'avoir un agenda caché ?

Les échéances doivent être respectées. La Constitution prévoit que les élections ont lieu tous les cinq ans, et il ne doit pas en être autrement. Nous avons trois ans pour préparer ces scrutins, y compris financièrement. Il n'y a pas de raison de glisser au-delà de 2023.

Faut-il revenir à l'élection présidentielle à deux tours ?



**SI L'ACCORD
EST RESPECTÉ,
NOTRE COALITION
FCC-CACH DURERA
AU-DELÀ DE 2023.**

Pourquoi changer quelque chose qui ne pose pas de problème ? Nous sommes pour le maintien des règles actuelles. Mais j'insiste sur le fait que ces questions de réformes électorales devront être débattues au sein des institutions.

N'est-il pas dommage que le ministre de l'Intérieur, Gilbert Kankonde, ait fait appel au Conseil d'État pour arbitrer les querelles qui opposent vos deux administrations au sujet de leurs prérogatives respectives en matière de réformes ?

Il est vrai que cela n'est pas habituel. Le chef de l'État a déjà signé les ordonnances définissant les attributions des uns et des autres, et le Premier ministre est là pour arbitrer ce qui doit l'être. Gilbert Kankonde a néanmoins choisi de suivre une procédure juridictionnelle, et nos arguments n'ont pas été entendus [le Conseil d'État a rendu un avis en faveur de ce dernier]. Je pense que nous sommes encore novices en matière de décentralisation : nous décentralisons, puis recentralisons ce que nous venons de décentraliser... Notre démocratie est encore jeune.

Les relations entre le FCC et Cach sont parfois compliquées. Comment va la coalition ?

Elle va bien. Il y a quelques semaines, Félix Tshisekedi et Joseph Kabila se sont rencontrés. À cette occasion, les négociateurs FCC et Cach ont fait le point sur l'état de la coalition. C'était un rapport sans complaisance, dont il ressort que nous avons des points de convergence, mais aussi des divergences.

Lesquelles ?

Disons que l'attitude des uns et des autres ne favorise pas forcément la bonne marche de la coalition. Il y a cette question des juges nommés à la Cour constitutionnelle, cette proposition de loi Minaku-Sakata sur la réforme de la Justice et le débat autour de la présidence de la Ceni... Parfois, nous avons de grands



STANISLAS BUJAKERA TSHIMALELA

désaccords, parfois c'est juste une question de nuances. Mais, ce qui est important, c'est notre volonté commune de préserver la coalition et d'aller de l'avant.

Le FCC peut-il accepter de revenir sur le processus qui a abouti à la désignation de Ronsard Malonda à la tête de la Ceni ?

Cela ne dépend pas de nous mais des confessions religieuses et des députés. Maintenant, existe-t-il une procédure qui permette de revenir sur une décision prise par l'Assemblée nationale ? Je ne suis pas qualifié pour répondre à cette question.

Pourquoi le FCC bloque-t-il la prestation de serment des deux juges nommés à la Cour constitutionnelle par le chef de l'État ?

Je vous l'ai dit, cela fait partie des points de divergence, même si « bloquer » n'est pas le bon terme : le Parlement vient seulement de faire sa rentrée et a commencé ses travaux par une session qui est essentiellement budgétaire. Lorsque cette question sera évoquée, les deux chambres proposeront la solution adéquate.

Cela étant, pourquoi ne posez-vous pas la question à Cach ? Fallait-il nommer deux nouveaux juges ? A-t-on procédé dans le respect de la Constitution ? Quelles doivent être les modalités de leur prestation de serment ? On parle de la Cour constitutionnelle. Sa responsabilité est énorme, et ces questions ne sont pas anodines.



JE SALUE LA VOLONTÉ DE RESTAURER L'ÉTAT DE DROIT. MAIS LA QUÊTE DE JUSTICE NE DOIT PAS DÉBOUCHER SUR L'INJUSTICE.

L'alliance FCC-Cach tiendra-t-elle jusqu'à 2023 ? Pourriez-vous présenter un ticket commun à la présidentielle ?

Nous avons conclu un accord, et c'est lui qui régit nos rapports. Ses dispositions n'ont pas été rendues publiques mais répondent en partie à votre question. Et si cet accord est respecté, alors notre coalition durera au-delà de 2023.

À la veille de la rentrée parlementaire, les négociateurs du FCC ont fait le point avec les députés FCC et déclaré que cet accord prévoyait que Cach pouvait être amené à soutenir votre candidat à la présidentielle de 2023... Vous le confirmez ?

Je ne suis pas là pour vous dévoiler le contenu de l'accord. Mais avez-vous entendu qui que ce soit nous contredire ?

Le 28 septembre, vous vous êtes rendu à Minembwe (Sud-Kivu) pour installer un bourgmestre, ce qui a déclenché une vive polémique. À la demande de qui y êtes-vous allé ?

Je ne suis pas allé à Minembwe pour installer le bourgmestre, c'est un mensonge. J'y suis allé pour des questions de sécurité, parce que le Premier ministre m'a demandé d'accompagner le ministre de la Défense, qui se rendait dans cette zone où la situation est tendue. C'est une décision qui avait été prise en Conseil des ministres. Quant au bourgmestre de Minembwe, il est en fonction depuis deux ans. Sa nomination lui avait été notifiée par le gouverneur de la province, mais il n'avait pas été installé officiellement.

Pourquoi une telle polémique ? Est-ce parce que le bourgmestre et vous-même êtes tous deux banyamulenge que certains en ont déduit qu'une communauté était favorisée au détriment d'une autre ?

C'est faux ! Nous nous trouvons dans une région où les passions et les haines sont très vives. Mais pourquoi se focaliser sur ma venue ? Ma présence ne revêtait aucun enjeu à caractère national. Parlons plutôt des violences dont Minembwe souffre chaque jour.

Comprenez-vous la décision du président de suspendre l'installation du bourgmestre ?

Il a expliqué au Conseil des ministres qu'il avait pris cette décision pour calmer le jeu, et une commission va être dépêchée sur place pour comprendre le problème.

Plus d'un an et demi s'est écoulé depuis la prise de fonctions de Félix Tshisekedi. Le changement est-il enfin là ?

Certains éléments permettent de dire que l'on est sur la bonne voie. Ce souci, par exemple, de ne pas laisser les crimes économiques impunis. Mais est-ce que les enquêtes sont toujours menées correctement ? La corruption a-t-elle cessé chez les magistrats ? Je ne le pense pas, et il y a parfois des excès de zèle.

Le droit et les procédures ne sont pas toujours respectés. Donc je salue cette volonté de restaurer l'État de droit. Mais la quête de justice ne doit pas déboucher sur l'injustice. **TA**



République Démocratique Du Congo - Ministère Des Finances
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI)

AMÉLIORATION, RENFORCEMENT, CONSOLIDATION

« l'homme au centre de toutes les actions »

La DGI est un service doté d'une autonomie administrative et financière au sein du Ministère des Finances. Elle est dirigée par un Directeur Général assisté de deux Directeurs Généraux Adjointes chargés respectivement des Questions Fiscales et des Réformes, et des Questions Administratives et Financières, tous nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le Président de la République, sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.



**Directeur Général
des Impôts,
M. Barnabé
MUAKADI MUAMBA**

La DGI exerce, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, toutes les missions et prérogatives en matière fiscale.

Ces missions et prérogatives comprennent notamment l'assiette, le contrôle, le recouvrement et le contentieux des impôts, taxes, redevances et prélèvements à caractère fiscal.

Elle est à cet effet chargée d'étudier et de soumettre à l'autorité compétente les projets de lois, de décrets et d'arrêtés en la matière.

Elle doit également être consultée pour tout texte ou toute convention à incidence fiscale ou tout agrément d'un projet d'investissement à un régime fiscal dérogatoire.

Elle exerce ses compétences sur toute l'étendue du territoire national.

Vision de son Directeur Général

Pour gagner le pari de la mobilisation des recettes fiscales à la hauteur des ambitions de développement de la République Démocratique du Congo, l'actuel Directeur Général des Impôts, Monsieur Barnabé MUAKADI MUAMBA a, lors de sa prise des fonctions le 16 juin 2020, placé son action sous trois axes prioritaires que sont l'amélioration du cadre de travail et des conditions socio-professionnelles du personnel en mettant l'homme au centre de toute action, ainsi que le renforcement du partenariat avec la délégation syndicale et pour finir la consolidation des relations avec toutes les corporations des opérateurs économiques dont la Fédération des Entreprises du Congo (FEC).

Sur le plan de la gestion de l'impôt, le Directeur Général s'est placé sur la poursuite des stratégies mises en place par ses prédécesseurs, ayant fait de la DGI la première Régie pourvoyeuse des recettes en République Démocratique du Congo.

3 axes stratégiques

1. Dispositifs d'appui à la gestion de l'impôt

Les 4 dispositifs ci-après ont été mis en place pour appuyer les réformes déjà entreprises :

- l'informatisation progressive de l'ensemble des Services ;
- la mise en place d'une banque de données informatisées ;
- la connexion de la DGI sur un réseau interbancaire ;
- la création du site web de la DGI (www.dgi.gouv.cd), lequel fait l'objet d'une mise à jour régulière en vue d'une bonne information des contribuables et du public sur les questions fiscales.

Au-delà de ces existants, et pour une gestion optimale de l'impôt, le Directeur Général poursuit le plan de modernisation du système informatique de la DGI qui comprend notamment :

A) la consolidation des bases des données par :

- la réorganisation des applications informatiques métiers par leur migration vers les applications web ;
- la mise en œuvre des télé-procédures (télé-déclaration et télépaiement) dont la télé-déclaration est déjà effective avec une bonne part de contribuables gérés par la DGE ;
- la mise en œuvre des applications informatiques métiers (immatriculation des contribuables, gestion de l'impôt et banque des données des recouvrements) ;

B) l'acquisition d'un dispositif informatique pour la collecte et la gestion des données de la TVA sur les opérations réalisées par les assujettis, pour permettre la remontée des informations y relatives à la DGI.

C) l'acquisition d'un logiciel intégré de gestion de l'impôt.

D) la poursuite de l'installation des postes déconcentrés d'attribution du Numéro Impôt (NIF) au sein des Directions Provinciales des Impôts non encore connectées au serveur central.

SERVICES DE LA DGI

1 Inspection des Services ;

8 Directions au sein de l'administration centrale ;

1 Direction des Grandes Entreprises (DGE) ;

1 Direction urbaine dans la Ville de Kinshasa ;

10 Directions provinciales dans chaque Province suivant le découpage territorial antérieur à l'actuel de 26 Provinces ;

5 Centres des Impôts (CDI) ;

128 Centres d'Impôts Synthétiques (CIS).

2. Plan de communication

Consciente de la place importante de la communication dans l'amélioration de ses relations avec les contribuables et les différents partenaires, la DGI exécute, depuis le début de l'année 2020, un plan d'urgence de communication qui s'appuie sur toutes les techniques d'information et de communication.

C'est notamment à ce titre que des dépliants portant l'information fiscale au public sont aujourd'hui disponibles en français, en anglais et dans les quatre langues nationales du pays (le Swahili, le Tshiluba, le Lingala et le Kikongo).

3. Perspectives d'avenir

Dans l'objectif de la modernisation de la DGI, les réformes structurelles et législatives suivantes sont envisagées :

- l'actualisation du cadre organique visant notamment la restructuration de l'Inspection des Services dans le sens d'organiser un véritable Service d'audit interne conformément aux normes internationales ainsi que celle des Services opérationnels, dédiés à la gestion des comptes des contribuables ;
- l'institution d'un impôt sur le revenu des personnes physiques pour une gestion globale des revenus catégoriels réalisés par les personnes physiques et d'un impôt sur les sociétés qui devra s'appliquer uniquement aux bénéfices réalisés par les sociétés.

Le bal des prétendants

Alors que, du côté de l'exécutif, les tractations entre le FCC et le Cach battent leur plein, les ambitions – parfois divergentes – des différents leaders de la coalition de l'opposition se font jour... dans la perspective des élections de 2023.

ROMAIN GRAS

C'est un portrait en peinture de taille moyenne, aux couleurs vives, rangé dans le coin du bureau de Martin Fayulu. Ni accroché au mur ni vraiment caché de la vue des visiteurs qui défilent dans le quartier général de l'opposant, on y distingue le visage fier de l'ancien candidat, regard fixé vers l'horizon, souligné de cette phrase aux allures de mise en garde : « La vérité triomphera. »

Ici, au Faden House – l'hôtel que possède le candidat à l'élection présidentielle de décembre 2018 –, l'heure est à la préparation d'une passation de pouvoirs qui traîne depuis plusieurs mois, celle de la présidence tournante de Lamuka (« réveille-toi », en lingala), la principale coalition d'opposition.

Celui qui se dit toujours « président élu » de la RD Congo doit succéder depuis le mois d'avril à l'ex-Premier ministre Adolphe Muzito à la tête de la plateforme, mais, pandémie de coronavirus oblige, l'absence prolongée de plusieurs cadres de Lamuka (dont Fayulu et Muzito, respectivement bloqués aux États-Unis et en Europe) a retardé la transition. Mais ce n'est pas la seule raison qui explique ce « glissement ».

Si, depuis les dernières élections générales, les leaders des partis

composant la plateforme ont pu assumer une certaine indépendance dans leurs prises de position respectives tout en parvenant à parler d'une seule voix sur certains sujets clés, le consensus semble de plus en plus difficile à atteindre, à l'heure où Lamuka réfléchit à son évolution et où s'engagent les débats sur la préparation du prochain scrutin présidentiel.

Réformes sensibles

Dernier exemple en date de ces divisions : alors que la passation à la tête de Lamuka devait se tenir le 1^{er} octobre, une objection de dernière minute de Jean-Pierre Bemba et de Moïse Katumbi sur un point du communiqué final est venue retarder les choses et a entraîné le report du changement de président au 12 octobre.

Si aucun détail complémentaire n'a alors été fourni (certains ont évoqué un « simple problème de formulation »), le blocage portait en réalité sur le cadre dans lequel l'opposition comptait réclamer des réformes électorales. Faut-il engager celles-ci à l'intérieur ou à l'extérieur des institutions ? Telle est la question que les quatre leaders ont essayé de trancher. La terminologie retenue, celle d'un format « consensuel et paritaire », montre qu'ils n'ont pour l'instant pas fini d'en débattre.

En effet, Martin Fayulu et Adolphe Muzito semblent plus enclins à soutenir une démarche effectuée hors des institutions, que l'ancien candidat a toujours qualifiées d'illégitimes et qui sont par ailleurs dominées par le Front commun pour le Congo (FCC), de

Joseph Kabila. Martin Fayulu plaide notamment pour que la démarche du G13 (qui a récemment rendu son rapport et ses propositions de réformes, lire p. 180) se rapproche d'une initiative de dialogue comme celle du Pr Bob Kabamba, qui, en août, a tenté en vain d'organiser des assises pour obtenir un consensus sur ce sujet.

Cette vision semble aujourd'hui peu compatible avec la position d'opposition « républicaine » privilégiée par Moïse Katumbi et avec celle, plus neutre, de Jean-Pierre Bemba. « Nous nous contredirions en rentrant dans ce schéma », assure un proche de l'ancien gouverneur du Katanga.

Ce point de divergence peut paraître anecdotique. Il est pourtant loin de l'être, car il met en lumière des divergences de stratégie sur un sujet crucial, tant pour l'opposition qu'au sein de la coalition au pouvoir.

Ensemble... ou pas

Dans ces conditions, faut-il croire à un avenir en commun pour ces quatre leaders d'opposition ? Depuis le début du mandat de Félix Tshisekedi, Lamuka a souvent semblé battre de l'aile et ployé, mais elle n'a pour l'instant jamais rompu.

Ces derniers mois, chacun a semblé vaquer à ses occupations et se concentrer sur ses propres ambitions. Des quatre membres de Lamuka, Jean-Pierre Bemba est probablement celui qui est resté le plus discret. Une position assumée, pour ses collaborateurs. « Nous n'avons pas envie d'ajouter à la cacophonie, nous avons remis les structures du parti en place et on s'attelle désormais à penser politique », assure Fidèle Babala, secrétaire général adjoint du Mouvement de libération du Congo (MLC) et l'un des plus proches collaborateurs de Bemba. Ce dernier s'est tout de même offert un bain de foule remarqué le 13 juillet, en menant une marche contre l'entérinement de Ronsard Malonda à la tête de la future Commission électorale

**LAMUKA RÉFLÉCHIT
À SON ÉVOLUTION
ET ENGAGE LES DÉBATS
SUR LA PRÉPARATION
DU PROCHAIN SCRUTIN
PRÉSIDENTIEL.**



GERARD GAUDIN/BELGA PHOTO/APP

De g. à dr. : Jean-Pierre Bemba, Antipas Mbusa Nyamwisi, Martin Fayulu, Freddy Matungulu, Moïse Katumbi et Adolphe Muzito, en avril 2019 (depuis, Nyamwisi et Matungulu ont quitté la plateforme).

nationale indépendante (Ceni). « Nous avons la volonté de montrer que nous sommes toujours là, que la lumière n'a pas à être portée que sur une ou deux personnes », explique encore Fidèle Babala.

De son côté, Moïse Katumbi est entré dans la dernière phase d'installation de son nouveau parti, Ensemble pour la République, qui semble principalement destiné à lui servir de socle pour 2023, tandis que Martin Fayulu, suivi de près par Adolphe Muzito, s'est particulièrement mobilisé autour de questions comme celle du rapport « Mapping », dont ce mois d'octobre marquait le dixième anniversaire, ou, plus récemment, celle de la commune de Minembwe. « Fayulu a compris que le débat sur la vérité des urnes n'était

plus porteur et que le créneau sur lequel il devait revenir, c'était celui de l'opinion publique, du débat de société, même clivant, sur lequel les autres s'aventurent moins », explique l'un de ses collaborateurs au sein de Lamuka. « Ils n'ont pas le même statut que moi, rappelle Martin Fayulu. J'ai été élu, je me dois donc de m'adresser à la totalité de la population congolaise sur les problèmes qui la concernent. »

Ajustements

Chacun semble donc jouer sa propre partition. Serait-ce pour redonner un élan commun à leur coalition que les quatre leaders sont convenus d'un nouveau fonctionnement de leur plateforme ? Mandat de six mois et non plus de trois à la tête du

présidium de Lamuka, plus grande implication de chacun des différents partis... Plusieurs réformes ont été adoptées.

Ces ajustements seront-ils suffisants ? Dans le camp de Moïse Katumbi, nombreux sont ceux qui jugent « peu probable », voire « impossible » l'hypothèse d'une candidature unique en 2023. D'autres se montrent plus nuancés. « Si la présidentielle doit se dérouler en un tour, alors il y aura sans doute une candidature unique, mais, si elle est à deux tours, rien n'empêche ceux qui en auront envie de se présenter », explique Fidèle Babala. « Une chose est sûre, si l'on doit à nouveau s'entendre sur un seul nom, chacun devra y mettre du sien », conclut l'un des cadres de Lamuka. **JA**

africanews.

la voix de l'Afrique.

la seule chaîne d'information pan-africaine
indépendante et impartiale.

disponible sur **CANAL+**, **DSEV** & **GOEY**

Leïla Zerrougui

Représentante spéciale du secrétaire général
des Nations unies à Kinshasa, cheffe de la Monusco

« Nous partirons lorsque nous serons sûrs de ne pas revenir »

PROPOS RECUEILLIS À KINSHASA
PAR ROMAIN GRAS

S'interroger sur l'avenir de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RD Congo (Monusco) est presque devenu une habitude dans les couloirs du QG, à Kinshasa. Tous les ans, ce sont les mêmes questions qui se posent : quels seront les contours du futur mandat de la mission, vingt et un ans après son arrivée en RD Congo sous le nom de Monuc, et quand devra-t-elle définitivement plier bagage ?

Il y a un an, la revue stratégique conduite par Youssef Mahmoud a plaidé pour un retrait d'ici à trois ans, et, dans un contexte de réduction des effectifs et du budget, l'avenir de la mission, longtemps l'une des plus coûteuses de l'ONU, s'écrit en pointillé.

Après avoir essuyé les critiques du régime de Joseph Kabila, qui réclamait son départ, la Monusco a pourtant trouvé un léger répit avec l'élection, en décembre 2018, de Félix Tshisekedi. En septembre, à la tribune de l'ONU, ce dernier a plaidé pour l'allocation de moyens supplémentaires afin que la Monusco « continue à remplir avec efficacité son mandat ». Mais, sur le terrain, la collaboration avec les forces armées congolaises reste difficile, et les critiques d'une population confrontée à un cycle ininterrompu de violences en dépit de la présence des Casques bleus restent nombreuses. Alors que la question du renouvellement du mandat de la Monusco est au centre des discussions, la diplomate algérienne Leïla Zerrougui, qui dirige la mission depuis janvier 2018, a répondu aux questions de *Jeune Afrique*.



La diplomate algérienne dirige la mission de l'ONU en RD Congo depuis janvier 2018.

JOHN WESSELS POUR JA

Jeune Afrique : Devant l'ONU, le président Tshisekedi a fait le vœu d'une coopération accrue entre la Monusco et les forces armées congolaises [FARDC]. Pourquoi celle-ci n'a-t-elle pour l'instant que peu d'effet, notamment face aux Allied Democratic Forces [ADF] ?

Leïla Zerrougui : La coopération entre les FARDC et nos soldats existe, et nous travaillons actuellement sur une stratégie conjointe. Mais on ne peut pas coopérer si l'on n'est pas informé de la planification des opérations, si l'on n'est pas sûr qu'il n'y aura ni dommages collatéraux ni violations [des droits de l'homme]. Parfois, cela crée des incompréhensions et des frustrations. C'est comme cela entre tous les partenaires du monde.

Un exemple : lorsque le président Tshisekedi a été élu, l'État a lancé une vaste offensive contre les ADF, mais sans que nous soyons associés à sa préparation. Pourtant, nous avons

perdu des hommes à cause des ADF en novembre 2018. Les autorités avaient le droit d'agir ainsi, et nous ne sommes pas là pour nous substituer aux FARDC. Mais quand on travaille ensemble il y a des règles. Depuis, heureusement, les choses se sont beaucoup améliorées.

La mise à l'écart de certains généraux sous sanctions facilite-t-elle la coopération avec l'armée congolaise ?

C'est la Monusco qui, en 2009, quand des gens comme Bosco Ntaganda ont été intégrés dans l'armée, a fait le choix de conditionner son appui à l'exclusion d'individus responsables de violations des droits humains [Ntaganda a, depuis, été livré à la CPI et condamné à trente ans de réclusion]. Depuis les accords de Sun City, signés en 2002, la RD Congo a intégré de nombreux membres de groupes armés, et cela a posé des problèmes récurrents.

Cette opposition à la réintégration des rebelles démobilisés au sein de l'armée ne contribue-t-elle pas au blocage ?

On peut tourner la page une fois dans la vie d'une nation. Cela a été le cas dans mon pays, l'Algérie. Mais comment se réconcilier quand, hier, on a dû pardonner au CNDP [Congrès national pour la défense du peuple] puis au M23 [Mouvement du 23-Mars], quand, aujourd'hui, c'est la FRPI [Force de résistance patriotique de l'Ituri] que l'on doit amnistier et que, demain, ce sera peut-être le tour du NDC [Nduma Defence of Congo]... ? Cela ne mènera la RD Congo nulle part. On ne peut pas prendre le maquis, se donner un titre de général et vouloir ensuite être amnistié, tout en conservant son grade et en restant là où on a commis des crimes.

La Monusco s'est impliquée dans le processus de désarmement des FRPI, mais celui-ci stagne...

Nous avons facilité les pourparlers, c'est vrai. Mais si ce groupe a des revendications que le gouvernement n'est plus prêt à accepter, ce n'est pas notre rôle d'intervenir. Les gens qui choisissent de prendre les armes doivent comprendre que, ce faisant, ils laissent leur ancienne vie derrière eux.

Une polémique a éclaté ces dernières semaines quand le ministre de la Décentralisation [lire pp. 182-183] a fait le déplacement jusqu'à Minembwe, dans le Sud-Kivu, pour l'installation d'un simple bourgmestre. Tous deux sont banyamulenges, et certains redoutent qu'une communauté soit favorisée, que cela participe d'une tentative de déstabilisation de l'Est...

Je ne commenterai pas la présence d'un ministre, qui était là dans ses fonctions. Il est important de réunir les communautés et d'en finir avec les suspicions. Il ne faut pas que chacun se positionne et soit perçu comme un membre de sa communauté et non plus comme un représentant de l'État.

À la fin de 2019, un rapport préconisait le retrait de la Monusco sous trois ans. Cette perspective vous semble-t-elle toujours d'actualité ?

Depuis les élections de la fin de 2018, nous avons fermé plusieurs bureaux et travaillons actuellement pour quitter le Kasai. Et il est évident que si l'on nous dit de partir nous partirons. Mais je n'ai pas senti les membres du Conseil de sécurité de l'ONU pressés de nous voir nous retirer. Ce qu'ils nous ont demandé, c'est une stratégie « responsable et durable ». Nous avons donc la responsabilité de déterminer le moment où nous pourrions partir avec la certitude de ne pas revenir.

Cela dépendra de plusieurs choses : de l'avenir de la coalition au pouvoir, des modalités d'organisation des prochaines élections [en 2023]... En effet, si les différentes parties parviennent à s'entendre sur le sujet, il serait peut-être mieux que les Congolais organisent les scrutins sans que l'on soit là, accusés d'agir de telle ou telle manière.



**AVEC SES VOISINS,
TSHISEKEDI A COMPRIS
QU'IL DEVAIT FAIRE
LE PREMIER PAS.**

Vous êtes apparue ces derniers mois aux côtés de l'ancien président, Joseph Kabila. Vous avez également rencontré Félix Tshisekedi. Quel rôle jouez-vous entre les deux hommes ?

Je parle avec tout le monde, avec le pouvoir comme avec l'opposition. Jean-Pierre Bemba, Martin Fayulu, Joseph Kabila, Félix Tshisekedi... Je les ai tous rencontrés.

Nous sommes dans une phase de transition inédite. D'habitude, les transitions au Congo, c'est après des assassinats ou des coups d'État. Les gens manquent de confiance, mais c'est normal : ce sont comme les premiers pas du bébé.

Une implosion de la coalition au pouvoir vous semble-t-elle possible ?

Tout le monde prédisait un effondrement or, pour l'instant, le dialogue

continue. On ne peut pas leur demander de s'entendre du jour au lendemain. Il est normal dans ce genre de relation que certains se positionnent et tentent d'obtenir quelque chose de l'autre.

Craignez-vous que, sans réforme électorale, les élections de 2023 ne puissent pas se tenir dans un climat apaisé ?

Les Congolais sont souverains et libres de décider de leur avenir, ainsi que de celui de leur coalition. Mais il faut éviter un autre glissement. Il faut aussi faire en sorte de ne pas organiser les élections sans avoir mené certaines réformes.

Le président Félix Tshisekedi souhaite impliquer davantage ses voisins dans la lutte contre les groupes armés présents dans l'est de la RD Congo. Compte tenu des relations difficiles qu'entretiennent ces voisins entre eux et avec le pays, est-ce, vraiment souhaitable ?

Les États ne se retrouvent pas autour d'une table pour faire plaisir aux autres mais parce qu'ils sont convaincus que c'est dans leur intérêt. L'est du Congo n'est pas perturbé par accident. Et le président Tshisekedi a compris que ses homologues ne viendraient pas vers lui et que, pour résoudre le problème, il devait faire le premier pas. Je pense donc que c'est une bonne démarche.

La société civile, certains hommes politiques, mais aussi l'Union européenne ont apporté leur soutien à Denis Mukwege, qui plaide pour que les crimes mentionnés dans le rapport « Mapping » de l'ONU soient punis et pour la création d'un tribunal pénal international. Qu'en pensez-vous ?

Cela fait des années que les droits des populations sont bafoués. Nous avons toujours privilégié la justice transitionnelle, mais si les Congolais soutiennent l'idée d'un tribunal pénal international sur les crimes commis au Congo, si des gens sont prêts à le financer, alors nous n'avons évidemment aucune objection. Pour se tourner vers l'avenir, il faut lire la page du passé. **DA**

SONAHYDROC SA



OBJECTIF CROISSANCE



Hubert Miyimi
Directeur Général
de la Sonahydroc

La République démocratique du Congo fait face à deux défis: la mise en valeur de ses ressources en hydrocarbures et la nécessité de satisfaire les besoins énergétiques croissants de sa population. Le gouvernement compte pour cela sur la SONAHYDROC SA, qui depuis 2015, a reçu mandat de valoriser les ressources congolaises pour mieux soutenir les activités économiques du pays.

SONAHYDROC SA rentre dans une nouvelle phase de son développement. Sous la houlette depuis trois ans d'une nouvelle équipe managériale, la société nationale des hydrocarbures poursuit sa mue et après une première étape de stabilisation et d'assainissement de ses comptes, elle est aujourd'hui prête à entamer un second cycle, cette fois de redynamisation de ses activités, pour retrouver à terme les chemins de la croissance.

UN RÔLE ESSENTIEL

Depuis la loi du 1^{er} août 2015, SONAHYDROC SA a clairement reçu pour mission d'exercer l'ensemble des activités liées à la chaîne pétrolière et gazière, de la prospection à la commercialisation, en passant par le raffinage, le transport et le stockage des produits pétroliers. L'entreprise joue donc un rôle essentiel dans la stratégie mise en place par le gouvernement pour voir la République démocratique du Congo faire son entrée dans la cour des grands pays africains producteurs et exportateurs d'hydrocarbures, et ainsi tirer le meilleur parti de son immense potentiel.

L'AMBITION DE DEVENIR OPÉRATEUR

Dans l'amont pétrolier, SONAHYDROC SA nourrit légitimement de grandes ambitions, en se préparant à devenir un opérateur à part entière. L'entreprise a pour cela initié d'importants programmes de formation de jeunes géo-scientistes dans les différentes techniques liées à la prospection, à l'exploration et à l'exploitation du pétrole et du gaz. Elle entend dorénavant participer aux différents appels d'offres lancés par le gouvernement congolais sur les blocs onshore et offshore du pays.

LEADER DANS LA DISTRIBUTION D'HYDROCARBURES

Également présente sur l'ensemble des activités de l'aval pétrolier, SONAHYDROC SA veut voir ses parts de marché atteindre les 50 % contre 15 % aujourd'hui dans la distribution. Elle compte pour cela augmenter ses importations de produits pétroliers et surtout étendre son réseau sur l'ensemble du territoire, avec l'objectif de disposer d'une centaine de stations d'ici deux ans, contre une dizaine actuellement. Concernant le transport des hydrocarbures vers l'intérieur du Congo, SONAHYDROC SA, qui dispose de la première flotte fluviale du pays, prévoit à court terme le vetting et la remotorisation de ses unités, pour améliorer sa compétitivité sur le marché.

En poursuivant son ambitieux programme de modernisation et de diversification, SONAHYDROC SA espère bien retrouver la place qui était la sienne, lorsque l'opérateur était le deuxième contributeur aux recettes de l'État, juste derrière la Gécamine.

La volonté politique du Président de la République Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo est de redynamiser la SONAHYDROC SA. Un signal a été donné en lui octroyant une subvention, 20 ans après la dernière, à travers la structure des prix.

Comité Urbain n°1, à côté de la cour de cassation - Gombe - Kinshasa
Tél. : +243(0)81 88 05 484 / +243(0)81 88 05 683

www.sonahydroc.com



Le nouveau directeur général des finances, dans son bureau de la Gombe, à Kinshasa, en octobre.

COLIN DELFOSSE POUR JA

ÉCONOMIE

Le dispositif anticorruption au banc d'essai

Rattachée à la présidence, l'Inspection générale des finances est au cœur de la stratégie de Félix Tshisekedi. A-t-elle pour autant les moyens de mener à bien sa mission? Rencontre avec son nouveau patron, Jules Alingete.

ROMAIN GRAS

« **J**e suis professionnellement né à l'Inspection générale des finances. » Installé dans son vaste bureau de l'avenue des Armées, Jules Alingete Key, nouveau patron de l'Inspection générale des finances (IGF) – qu'il a rejointe comme simple stagiaire en 1988 –, se montre étonnamment disert en ce début de mois d'octobre. À 57 ans, ce natif de la province du Maï-Ndombe (Ouest) s'est vu confier, le 30 juin, les rênes de cette agence rattachée à la présidence, sur laquelle compte désormais Félix Tshisekedi pour mener à bien l'une de ses promesses phares : lutter contre la corruption.

Jusqu'alors directeur de cabinet adjoint de la ministre de l'Économie nationale, Acacia Bandubola Mbongo (issue de l'UDPS, le parti de Tshisekedi), Jules Alingete est devenu un collaborateur privilégié du chef de l'État dans un domaine stratégique pour le président et

ses soutiens étrangers. Le nouveau patron de l'IGF semble prendre goût à la lumière et assure vouloir impulser un changement d'attitude. Le 13 août, il a effectué sa première sortie médiatique, au cours de laquelle il s'est étendu sur les missions actuelles de l'IGF. Contrôles dans les secteurs les plus rentables pour l'État, examen des exonérations fiscales, non fiscales et douanières... Un vaste programme.

Ministres pointés du doigt

Ce changement d'attitude, dans une agence peu habituée à communiquer sur ses résultats et encore moins sur ses enquêtes, Jules Alingete l'assume. « Ne pas communiquer n'a pas payé par le passé. Après les contrôles, nous faisons nos recommandations, ensuite, ça ne se passait qu'entre nous et la personne mise en cause, qui avait tout le loisir de jouer de ses relations pour étouffer l'affaire. Nous voulons que cela change », explique-t-il, plaidant pour ce qu'il appelle la « réprobation sociale ». « Nous prenons le parti de donner le nom de ceux qui sont à l'origine des malheurs qui nous arrivent. » Ainsi, en août, plusieurs ministres,

dont celui de la Santé, Eteni Longondo, ont été pointés du doigt, suspectés du détournement de fonds alloués à la gestion de l'épidémie de Covid-19. Alors que le Premier ministre assurait avoir débloqué 10 millions de dollars, le chef de la lutte contre la pandémie, Jean-Jacques Muyembe, disait avoir géré moins de 1,5 million de dollars sur cette somme. Depuis, le ministre de la Santé et celui des Finances ont contesté les faits. Mais une demande d'autorisation de poursuites concernant Eteni Longondo est toujours devant le Parlement. L'agence aurait déjà mené d'autres enquêtes, notamment au sein de la Banque centrale du Congo (BCC), sur le projet agro-industriel de Bukanga Lonzo et sur le Go Pass, la redevance prélevée dans les aéroports, censée aider au développement de leurs infrastructures. « Il y a des prélèvements injustifiés dans le compte général du Trésor, et un problème avec les commissions que la BCC se paie sur les bénéfices de celui-ci », précise Alingete. Au sujet de Bukanga Lonzo, il dénonce « un éléphant blanc qui a englouti plus de 280 millions de dollars » et assure que l'IGF va prochainement communiquer ses résultats.

Chasse aux sorcières?

Beaucoup s'interrogent cependant sur l'efficacité réelle de l'IGF. Car, jusque-là, ses rapports tombés aux oubliettes sont légion et ne concernent pas seulement l'ancienne administration. En effet, le début du mandat de Félix Tshisekedi a été marqué par l'affaire dite des « 15 millions », en référence au montant en dollars qui aurait été détourné de la ligne de crédit destinée à compenser les pertes des sociétés pétrolières à la suite du gel des prix à la pompe. Révélée par un rapport de l'IGF en juillet 2019, l'affaire a fait grand bruit et conduit à un bras de fer entre le cabinet du président, alors dirigé par Vital Kamerhe, et l'agence, plus rien. Idem pour les audits conduits à la même période au sein de la Fédération des entreprises du Congo (FEC). Une absence de suites concrètes que nombre d'observateurs redoutent.

Le plus dur reste donc à faire. D'autant que, dans un contexte de fortes tensions au sein de la coalition au pouvoir, cette agitation autour de l'IGF inquiète certains membres de l'ancienne administration, qui n'hésitent pas à accuser Félix Tshisekedi de mener une chasse aux sorcières et d'instrumentaliser l'agence pour régler ses comptes. « La première mission que nous avons conduite est celle de la gestion des fonds Covid-19, et c'est un ministre appartenant à l'UDPS [Eteni Longondo] qui est impliqué.

Il n'y a là rien de politique », se défend Alingete. Depuis que l'IGF a annoncé, il y a quelques semaines, qu'elle allait enquêter sur les exonérations et compensations octroyées par l'État ces dernières années, les accusations d'instrumentalisation ont redoublé. « Entre 30 % et 40 % de nos recettes partent en fumée, explique Jules Alingete. À ce jour, nous avons recensé plus de 2000 actes d'exonération dans le cadre du code des investissements et du code minier, au profit de régies financières, d'opérateurs économiques ou même de personnes physiques. »

Réseaux mafieux

Certaines des compensations et exonérations injustifiées pourraient concerner des personnalités et des entreprises influentes, qui se retrouveraient dans le viseur de l'IGF. « Nous avons affaire à des réseaux mafieux, très bien organisés, presque à tous les niveaux, indique Jules Alingete. Aussi avons-nous besoin de l'accompagnement institutionnel, et pourquoi pas politique, dont ce service a longtemps manqué. »

La tâche s'annonce ardue pour l'agence, qui a prévu de se pencher au début de 2021 sur le Fonds de promotion de l'industrie (FPI) et le Fonds national d'entretien routier (Foner), et ne peut compter que sur 112 agents administratifs et un corps d'une quarantaine d'inspecteurs des finances.

« Un effectif insuffisant pour faire face à tous ces problèmes », reconnaît Alingete, qui prévoit une soixantaine de recrutements. Mais l'IGF n'est plus seule. En juillet, le chef de l'État a lancé l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APLC), pilotée par M^e Ghislain Kikangala et soutenue par les États-Unis. Il s'est aussi attaché les services de l'avocat camerounais Akere Muna, qui séjourne actuellement à Kinshasa pour conseiller le président et sa nouvelle agence.

« Le problème de ce dispositif est qu'il dépend exclusivement de la présidence, souligne Florimond Muteba, le patron de l'Observatoire de la dépense publique (Odep). Même si le chef de l'État semble faire preuve de bonne volonté, un rapport trop dérangeant a les moyens d'être enterré... » Pour le patron de l'Odep, plutôt que de créer de nouvelles structures, il faudrait mettre l'accent sur la relance de la Cour des comptes, dont les 51 magistrats n'ont pas encore prêté serment. « Ce n'est qu'à ce prix, dit-il, que cette politique pourra être prise au sérieux. » 

L'AGITATION AUTOUR DE L'IGF INQUIÈTE DES RESPONSABLES DE L'ANCIENNE ADMINISTRATION.

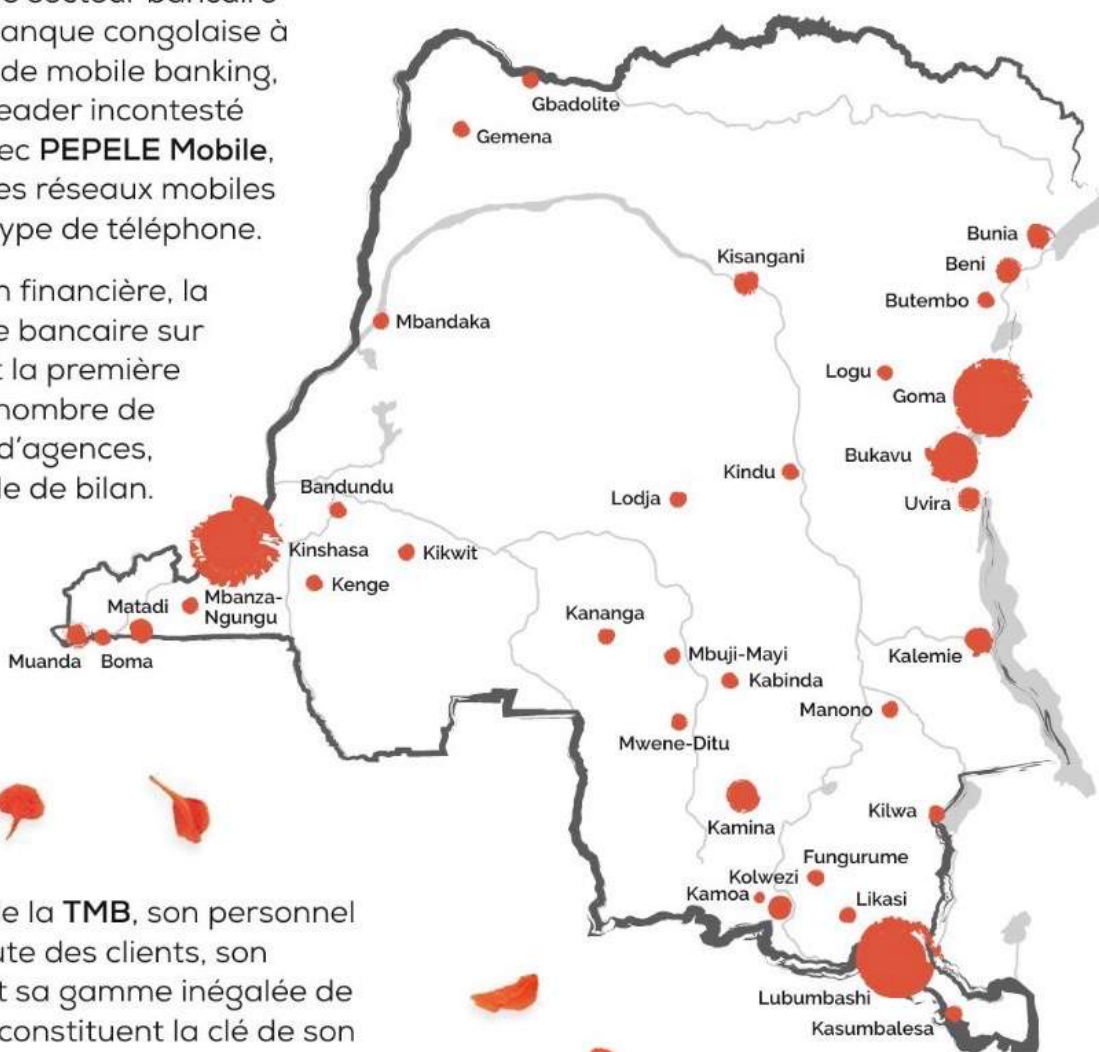
Ensemble, allons plus loin!

La **Trust Merchant Bank (TMB)** est une des plus importantes banques commerciales en République Démocratique du Congo. Banque universelle et de proximité, la **TMB** se déploie à travers le plus vaste réseau d'agences bancaires du pays.

Reconnue internationalement comme la meilleure banque du pays, la **TMB** est un précurseur et un innovateur dans le secteur bancaire national. Première banque congolaise à proposer un service de mobile banking, la **TMB** demeure le leader incontesté dans le domaine, avec **PEPELE Mobile**, accessible sur tous les réseaux mobiles du pays et sur tout type de téléphone.

Banque de l'inclusion financière, la **TMB** gère un compte bancaire sur cinq en RDC. Elle est la première banque du pays en nombre de clients et en réseau d'agences, et la seconde en taille de bilan.

L'ancrage national de la **TMB**, son personnel expérimenté à l'écoute des clients, son professionnalisme et sa gamme inégalée de produits et services constituent la clé de son succès depuis plus de quinze ans.



Best Bank in the DR Congo
2011 to 2019

Financial Inclusion Award
2015, 2017, 2019



Une résilience en trompe-l'œil

Le pays semblait mieux préparé que d'autres à résister aux conséquences de la pandémie de Covid-19. La rapide reprise annoncée paraît cependant fragile.

ALAIN FAUJAS

En général, le Fonds monétaire international (FMI) pèse ses mots, même quand la situation d'un pays n'incite pas à l'optimisme. À la lecture de son rapport de décembre 2019 sur la RD Congo, le moins que l'on puisse dire est qu'il y abandonnait toute langue de bois pour décrire les maux qui crucifient ce grand pays. Sous la plume de ses auteurs, on pouvait lire que la RD Congo était « fragile » et son économie « précaire », parce que « les vulnérabilités » y étaient multiples et la « pauvreté omniprésente ».

Pas étonnant, compte tenu des « faiblesses considérables en matière de capital humain » et du passif de la gouvernance : « climat des affaires difficile, corruption, insuffisance des infrastructures, accès limité au crédit. » Le rapport ciblait « un appareil judiciaire corrompu », des « impôts vexatoires » et de « graves violations des droits de propriété et de l'État de droit ». Il alertait sur des « risques considérables » en raison de perspectives menaçantes dans le domaine de la santé, d'un possible ralentissement de la Chine, de la persistance de conflits armés dans l'est du pays et de déficits budgétaires excessifs.

Indicateurs positifs

Avril 2020 : le FMI change de ton dans son nouveau rapport. La pandémie de Covid-19 est passée par là, et l'heure est à l'empathie. Le Fonds vole au secours de la RD Congo, dont l'économie est frappée de plein fouet par le confinement national et mondial. Aux 368,4 millions de dollars débloqués en décembre 2019 pour faire face à la chute des cours du cuivre et du cobalt, et à la dégradation de la balance courante qui en résultait, il

ajoute 363,2 millions. Tous les bailleurs lui emboîtent le pas, à commencer par la Banque mondiale, qui verse immédiatement une aide de 47,2 millions de dollars avant de lancer un programme éducation-santé de 1 milliard sur quatre ans. La Banque africaine de développement apporte une aide budgétaire de 142 millions de dollars. Les pays européens ne sont pas en reste et multiplient leurs soutiens, le Club de Paris suspend le service de la dette du pays, et les États-Unis annoncent qu'ils mettent fin à l'ostracisme qui bloquait leur aide à la RD Congo.

Résultat, en ce début de quatrième trimestre de 2020, les principaux indicateurs semblent positifs (*voir tableaux*). Le coronavirus (276 décès au 15 octobre, en sept mois, *lire*

LE FMI PRÉVOIT QUE LA RÉCESSION DEVRAIT N'ÊTRE « QUE » DE 1,9 % POUR 2020, AU LIEU DES 2,2 % QU'IL AVAIT PRÉDITS EN JUIN.

pp. 212-214) s'avère beaucoup moins meurtrier qu'Ebola (2300 morts en deux ans) ou que la rougeole (5000 morts en 2019). Le FMI prévoit que la récession devrait n'être « que » de 1,9 % pour 2020, au lieu des 2,2 % qu'il avait prédits en juin lors de ses ajustements liés à la crise sanitaire et économique mondiale. Une chute moins rude que prévu parce que la Chine a repris ses achats de cuivre et de cobalt, dont les prix sont revenus à la normale, ce qui compenserait en partie la fermeture de la mine de Mutanda et l'arrêt de la société Boss Mining. Mieux, la reprise devrait être de 3,5 % dès l'an prochain.

Les liquidités apportées par les bailleurs de fonds ont fait remonter les réserves en devises, tombées à une semaine, à deux semaines et deux jours d'importations. L'inflation, qui avait flambé à quelque 18 % (30 % à 40 %, selon le Programme alimentaire mondial), est revenue à 11 % en rythme annuel. Le franc congolais, qui avait décroché face au dollar durant le confinement, affiche une belle stabilité. Cerise sur le gâteau, le FMI juge que la dette extérieure présente un risque « modéré » avec un niveau de 13,9 % du PIB.

Aucune marge de manœuvre

Cette résilience bienvenue est un trompe-l'œil. Les plaies de la RD Congo n'ont pas disparu comme par enchantement. Première d'entre elles : le budget. Celui qui avait été voté, en hausse de 63 %, pour l'année 2020, afin de symboliser le volontarisme du nouveau président, Félix Tshisekedi, s'est révélé irréaliste. Le budget rectificatif soumis au Parlement devait le ramener en octobre de 11 milliards de dollars à 5,7 milliards. Les dépenses de fonctionnement dévorent 98 % des recettes de l'État, rendant la situation intenable sur la durée et la marge de manœuvre du gouvernement, nulle.

Par exemple, l'excellent projet de réaliser enfin la gratuité totale de l'enseignement de base est budgétairement impossible. La prise en charge des salaires de tous les enseignants, les aménagements immobiliers et les frais de transport des élèves coûteraient entre 3 et 5 milliards de dollars par an. L'État congolais est incapable de prendre en charge plus de 60 % des écoles publiques, selon certaines estimations, et la Banque centrale n'est plus en état de boucher le trou.

Deuxième plaie : la corruption (*lire pp. 192-194*). Le programme d'urgence

dit « des cent jours » (304 millions de dollars) lancé par le président Tshisekedi le 2 mars 2019 est un échec car sa réalisation ne dépasse pas 10 %, un an et demi plus tard. En cause, l'usage de contrats de gré à gré opaques, qui a débouché sur une série d'inculpations pour détournement de fonds dans l'entourage présidentiel. En cause aussi, l'implication, dans le financement du programme, des entreprises publiques des routes et de l'habitat dirigées par des proches de l'ancien président Kabila, soupçonnées de détournement et de surfacturations depuis plusieurs années.

Climat des affaires tendu

Troisième problème : le climat des affaires. Incapable de rembourser la TVA aux entreprises privées ou de payer en temps et en heure leurs prestations, l'État a utilisé un expédient, un système de compensation qui déduit ces créances de leurs impôts et taxes. Il en est résulté une désarticulation de la comptabilité et du budget national. Il a donné au parquet général près la cour d'appel de Kinshasa le prétexte pour établir, au début de l'année, une liste de 150 entreprises (dont les françaises Total, Orange RD Congo, Bolloré, CFAO), transmise pour poursuites à la brigade criminelle afin de « mettre fin au coulage des recettes publiques, au détournement des deniers publics et aux trafics d'influence ».

Les auditions se sont multipliées, et les détentions aussi – comme celles du directeur financier de Vodacom –, qui ont pris fin après versement de cautions. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) a adressé au procureur général près la Cour de cassation une lettre dénonçant « la remise en cause par les tribunaux de certaines compensations de créances effectuées par les entreprises privées vis-à-vis des pouvoirs publics, afin d'obtenir le remboursement du paiement de certains droits et taxes desquels ils étaient légalement exemptés »...

L'ambiance n'est donc pas au beau fixe, d'autant que le harcèlement judiciaire s'accompagne d'un durcissement de la règle du contenu local,

cause du départ de l'entreprise Sodexo, qui alimentait les bases-vie minières, par exemple.

Le FMI ne veut pas être le dindon de la farce. Certes, il continue à soutenir la RD Congo en fermant les yeux sur le fait que son gouvernement ne respecte guère les conditions de son programme de référence avec le Fonds. Kristalina Georgieva, sa directrice générale, veut bien signer avec Kinshasa une facilité élargie de crédit (FEC), mais à trois

conditions : adoption d'un budget 2021 réaliste, renouvellement du conseil d'administration de la Banque centrale et publication de tous les contrats miniers et pétroliers signés par le gouvernement. Mais à l'impossible nul n'est tenu, et la rumeur chuchote que les négociateurs du Fonds se contenteraient de connaître les détails des contrats miniers de Sokimo et de Miba, signés au début de l'année, donc dans le cadre de la présidence Tshisekedi. **IA**

REPÈRES

Un taux de croissance en recul de près de 6 points en 2020...

	2018	2019	2020	2021
			↳ Projections ↵	
			(Évolution annuelle, en %)	
PIB réel (à prix constants)	5,8	4,4	- 1,9	3,5
PIB extractif	3,2	3,1	- 3,2	3,4
PIB non extractif	1,9	5,7	- 1,1	3,6
PIB réel par habitant	2,7	1,3	- 5,1	0,5
Inflation	29,3	4,8	11,0	9,0
			(En % du PIB)	
Solde budgétaire (base engagement)	0,0	- 2,1	- 1,2	- 0,3
Recettes	11,1	10,9	11,2	13,4
Dépenses	11,1	12,9	12,3	13,7
Investissement	11,7	12,6	11,3	12,9
dont État	1,7	2,2	2,4	3,0
Solde des transactions courantes	- 3,5	- 4,2	- 5,4	- 4,0
Dettes du secteur public	20,3	21,3	21,2	20,3
Dettes publiques extérieures (encours total, FMI compris)	13,7	14,4	13,9	13,5

... mais plutôt solide comparé au reste de la zone Ceeac

(Évolution du PIB réel, en %, à prix constants)

	2018	2019	2020	2021
			↳ Projections ↵	
Rwanda	8,6	9,4	2,0	6,3
Tchad	2,3	3,0	- 0,8	6,2
Gabon	1,0	3,8	- 0,9	2,1
Centrafrique	3,8	3,0	- 1,0	3,0
RD Congo	5,8	4,4	- 1,9	3,5
Cameroun	4,1	3,7	- 3,5	3,3
Angola	- 1,2	- 0,9	- 4,0	3,2
Burundi	1,6	1,8	- 5,5	4,2
São-Tomé-et-Príncipe	3,0	1,3	- 6,5	3,0
Guinée équatoriale	- 5,8	- 6,1	- 8,1	2,5
Congo	- 6,4	- 0,6	- 8,6	- 1,1
Zone Ceeac	1,5	2,1	- 3,6	3,3

SOURCES : AUTORITÉS NATIONALES ET FMI



MD SERVICES SARL

**SERVICES
LABOUR BROKER**



M. Didi Mudogo, Directeur gérant de MD SERVICES

MD SERVICES Sarl est spécialisée en :

- Recrutement, placement et gestion du personnel local et expatrié ;
- Obtention de divers visas nécessaires pour expatriés voulant travailler en RDC ;
- Obtention des cartes de travail et autres documents requis pour expatriés ;
- Approvisionnement en Équipements de Protection Individuelle « EPI » ;
- Tout autre service ayant trait à la gestion du Personnel.

MD SERVICES Sarl, est une Société à capitaux 100 % Congolais, enregistrée en vertu des lois de la République Démocratique du Congo, œuvrant dans le domaine de la gestion des Ressources humaines locales et Expatriées et de tous les services associés.

MD SERVICES Sarl s'est imposée comme acteur majeur en RDC pour bon nombre d'entreprises opérant notamment dans les secteurs minier et de la cimenterie. Avec ses clients, elle développe une vraie relation de confiance réelle et durable.

Ainsi, MD SERVICES Sarl accompagne avec succès en RDC des projets miniers de type « World class » ainsi que cimentiers réalisés par de grandes firmes de renommée mondiale à la grande satisfaction de tous ses clients dont la plupart dès la genèse de leurs projets.

MD SERVICES Sarl accompagne également de grandes entreprises de forage et autres prestations de services relatives aux activités minières à toutes les étapes de projet minier.

MD SERVICES Sarl compte également une gamme de services professionnels de placement, de sous-traitance et de gestion de personnel au profit de certaines organisations internationales et ONG internationales.

Cette année, MD SERVICES Sarl s'est assignée les principaux objectifs suivants :

- attirer et accompagner le maximum possible d'investisseurs, d'opérateurs économiques et sociaux de développement en RDC en général et particulièrement, ceux œuvrant dans le secteur minier ; à cet effet, MD SERVICES Sarl participe aux multiples conférences internationales à caractère minier et autres faisant partie de son champ d'activités ;
- étendre ses activités dans d'autres pays du continent tel que l'UGANDA, l'AFRIQUE DU SUD, l'ILE MAURICE et la grande île de MADAGASCAR pour ainsi s'ouvrir davantage au monde.

C'est à ce titre que la Société MD SERVICES Sarl, en marge de la conférence minière internationale « Prospectors and Developers Association of Canada » en sigle « PDAC » 2020, regroupant tous les grands opérateurs miniers et décideurs dans ce secteur, a organisé le 4 mars dernier à l'Hôtel Intercontinental de Toronto une rencontre avec plusieurs opérateurs économiques du monde afin, non seulement, de leur présenter différentes opportunités d'affaires en RDC, mais également, leur rassurer un meilleur accompagnement dans la Gestion des ressources humaines.

À cette occasion et pour la première fois dans ce cadre, sous le leadership de son Chairman –un opérateur économique congolais-, en la personne de Monsieur Didi Mudogo, Directeur Gérant de la Société MD SERVICES Sarl, le drapeau de la RDC a été hissé très haut.



Le dynamisme et l'intelligence collective de la jeune équipe qui la compose sont l'une des forces de la Société MD SERVICES.

SOYEZ RASSURÉS !



M. DIDI MUDOGO et M. Mark BRISTOW :
une réelle success story.

Un déjeuner d'affaires a été organisé afin de parler des opportunités qu'offre la RDC, un pays à vocation hautement minière avec des réserves stratégiques en minerais rares et autres ressources naturelles qui attirent l'attention de tous.

Durant cette rencontre, plusieurs officiels et experts de la RDC se sont exprimés à ce sujet ainsi que le CEO de BARRICK, Dr. Mark Bristow qui a mis l'accent sur l'importance pour les multinationales de travailler avec les entrepreneurs locaux non seulement pour leur émergence, mais également du fait qu'aucun projet ne peut



La supervision de proximité est l'un des
atouts de la Société MD SERVICES.

s'implanter et prospérer efficacement dans les Pays d'accueil sans l'implication des Nationaux.

La vision que la Société MD SERVICES Sarl se fixe est celle de rassembler, autant que possible, tous les grands investisseurs du monde afin de les attirer davantage à venir placer leurs capitaux en RDC et de les accompagner dans la mise en œuvre de leur projet. L'objectif est donc, de concourir à l'émergence de la RDC en créant plus d'opportunités d'affaires pour les entrepreneurs locaux ainsi que la disponibilité de l'emploi pour les populations congolaises.



DIRECTION GÉNÉRALE ET SIÈGE SOCIAL

3642, Boulevard du 30 juin,
Immeuble Future Tower,
6^e Niveau, Local 602,
Commune de Gombe - Kinshasa,
République Démocratique du Congo
Tél. : (+243) 811 81 69 38 -
(+243) 998 63 59 66
Email : info@md-drc.com

www.md-drc.com

ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE

CARBURANT, LUBRIFIANTS ET SERVICES CONNEXES



CIMENTERIE

CIMENTERIE DU CONGO



CIMKO



CONSTRUCTION



DÉVELOPPEMENT MINES SOUTERRAINES



DÉVELOPPEMENT TUNNELS & MINES SOUTERRAINES



DYNAMITAGE ET INGÉNIERIE CHIMIQUE



EXCAVATION ET TRANSPORT DE MINÉRAIS



EXPLOITATION DE L'ETAIN



EXPLOITATION DU PÉTROLE



EXPLORATION & EXPLOITATION DE L'OR



GIRO GOLDFIELDS SARL



EXPLORATION & EXPLOITATION DU COLBAT ET DU CUIVRE



EXPLORATION & EXPLOITATION DU LITHIUM



EXPLOITATION DU PÉTROLE



EXPLORATION MINIÈRE



HUMANITAIRE



INGÉNIERIE ET INSTALLATION



LOGISTIQUE



SOUDURE ET AUTRES STRUCTURES MÉTALLIQUES



USINE DE BOISSONS



Félix Tshisekedi posant la première pierre de la centrale de Menkao, à Maluku, le 19 août.

PRÉSIDENCE RDC



Un parc solaire pour mettre Kin en lumière

L'électricité est un secteur qui mobilise les investisseurs. Illustration avec la centrale photovoltaïque de Menkao, qui alimentera les quartiers populaires de l'est de la capitale.

ARTHUR MALU-MALU

Profitant de l'énorme potentiel du pays en énergies renouvelables et compte tenu des besoins importants des industriels et des populations, dont seulement 18 % ont accès à l'électricité, les projets de barrages, de centrales hydroélectriques et de parcs solaires se multiplient à travers le pays, le plus souvent portés par des investisseurs privés ou par des partenariats public-privé (PPP).

C'est le cas de la centrale photovoltaïque de Menkao, en cours de construction dans l'est de Kinshasa (commune de Maluku). Baptisé Kinshasa Solar City, ce projet est le fruit d'un partenariat inédit entre la Société nationale d'électricité (Snel), la ville de Kinshasa et Sun Plus, une filiale de la société américaine The Sandi Group (TSG). Le chantier a démarré en août pour une durée de trois ans. Son coup d'envoi a été donné par le président Tshisekedi,

qui a fait de l'accès à l'électricité une priorité. Réalisé par Sun Plus pour un coût total de 1 milliard de dollars, le parc solaire sera livré en deux phases, pour une puissance installée de 1000 mégawatts à terme, mi-2023.

Sa production sera prioritairement destinée à alimenter les quartiers populaires de l'est de la capitale, qui ont été les grands oubliés des projets de production et d'électrification mis en œuvre depuis des décennies pour desservir la mégapole. Sun Plus sera chargé de la gestion de Kinshasa Solar City, qu'il cédera à l'État congolais après l'avoir exploité pendant une période de vingt-cinq ans, durant laquelle la Snel, conformément à son

**KINSHASA SOLAR CITY
EST LE FRUIT D'UN
PARTENARIAT ENTRE LA
SNEL, LA MUNICIPALITÉ
ET LA SOCIÉTÉ SUN PLUS.**

engagement, achètera l'électricité produite (à un prix défini d'un commun accord entre les parties).

Le développement de parcs solaires similaires est à l'étude dans la province minière du Lualaba (Sud-Est), ainsi que dans le Kasaï (Centre), et nombre de petits barrages émergent çà et là, à l'initiative d'entrepreneurs privés (*lire « Quand l'électricité attire les entrepreneurs congolais », sur jeuneafrique.com*). Côté hydroélectricité, le changement le plus radical pourrait évidemment venir de la relance d'Inga-III, volet du projet Grand Inga, lequel prévoit l'extension du site des barrages I et II, mis en service en 1972 et en 1982 sur les rapides du fleuve Congo, dans la province du Kongo-Central (Ouest). Le potentiel hydroélectrique de ce mégaprojet est estimé à plus de 40 000 MW, dont une capacité de 11 000 MW pour Inga-III.

De l'espoir pour Inga-III

Depuis la signature de son accord avec la RD Congo, en octobre 2018, le consortium composé de Chine Inga-III (pilote par China Three Gorges Corporation) et ProInga (pilote par Cobra Instalaciones y Servicios, filiale du groupe de BTP espagnol ACS) peinait à accomplir sa mission, qui était de mobiliser les financements nécessaires à la réalisation du projet, estimés à 14 milliards de dollars.

Après l'investiture de Félix Tshisekedi, en janvier 2019, les cartes ont été rebattues. D'autres acteurs sont entrés en lice, et ACS a jeté l'éponge en janvier 2020. Des protocoles de confidentialité ont été conclus avec le groupe australien Fortescue Metals Group et des investisseurs allemands. « Le projet reste ouvert à d'autres partenaires », explique le vice-ministre des Ressources hydrauliques et de l'Électricité, Papy Pungu Lwamba.

Le gouvernement a choisi de faire d'Inga un établissement public de l'État, doté d'une autonomie juridique et financière qui lui permettra de se mettre en rapport avec des partenaires extérieurs pour obtenir d'éventuels financements. Le site sortira ainsi du portefeuille de la Snel. 

La préservation de l'environnement congolais, un enjeu stratégique pour RAWBANK

Le développement durable et la protection de l'environnement sont des valeurs intrinsèques au développement de la RDC. Le pays détient 10% des forêts tropicales du monde et est le deuxième pays forestier tropical au monde. La RDC représente à ce titre un enjeu majeur pour l'atténuation des réductions des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. Sous l'égide de Son Excellence M. Felix Tshisekedi, Président de la République Démocratique du Congo, le Ministère de l'Environnement congolais a ainsi élaboré un plan international avec le PNUD et promeut divers programmes de sensibilisation relatifs aux changements climatiques.

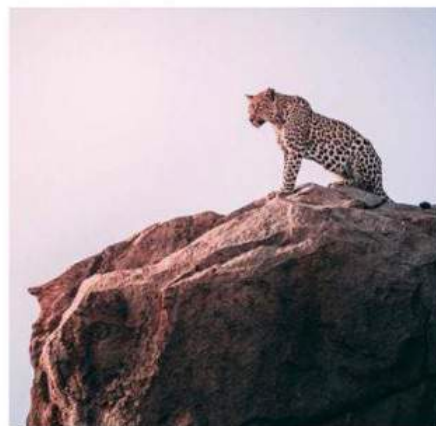
Rawbank s'implique dans ce tournant social et environnemental d'une grande importance pour le pays. Suite à son adhésion à l'initiative du Pacte mondial des Nations Unies (UN Global Compact), la banque s'est engagée à participer à l'atteinte des 17 objectifs de développement durable, dont 5 prioritaires parmi lesquels on retrouve l'ODD 13 « Lutte contre les changements climatiques ».

Rawbank s'est ainsi engagée à réduire voire annihiler son empreinte environnementale d'ici 2025. La banque met actuellement en place une gestion optimisée de ses déchets

permettant d'éviter le gaspillage de matières réutilisables et de réduire ainsi le volume de déchets à traiter et le volume d'émission de gaz à effet de serre. Par ailleurs, le nouvel immeuble abritant le siège de Rawbank, l'Atrium, est un bâtiment intelligent doté d'un système de gestion optimisé de la consommation d'électricité et d'eau courante qui permet d'éviter le gaspillage. Enfin ces opérations sont accompagnées de sessions de sensibilisation aux enjeux climatiques auprès des différents collaborateurs.

Parce que la diversité naturelle fait la richesse de la RDC, la Banque s'engage par ailleurs dans plusieurs projets de protection animale. Elle apporte ainsi son soutien financier pour la préservation et le support financier du Parc Mangroves dans la province du Kongo Central, ainsi que dans la gestion du jardin zoologique de Lubumbashi dans la province du Haut Katanga.

À travers le Projet Léopards, elle souhaite mettre en place des bourses d'études aux étudiants menant des recherches relatives à la diversité animale et plus particulièrement aux léopards de la RDC. Rawbank intervient également dans la lutte contre la déforestation, la pollution, le braconnage ou encore l'envahissement du parc par spoliation des terres.



En tant que partenaire de l'éducation en RDC, RAWBANK sponsorise les sorties culturelles scolaires organisées par des structures touristiques. Elle s'est également assignée pour mission d'encourager les investissements touristiques sur toute l'étendue du territoire national.

RAWBANK, socialement engagée depuis sa création à travers diverses actions dans multiples secteurs tels que l'éducation, la santé, la culture, l'entrepreneuriat, etc. Elle procède chaque année à la réhabilitation des bâtiments d'utilité publique (hôpitaux et écoles), en faveur des populations locales des différentes villes du pays. Ce geste permet de réaffirmer l'engagement de la banque auprès des personnes vulnérables mais aussi, de témoigner ses valeurs et sa responsabilité sociétale (RSE).

Contact :

66 avenue Colonel Lukusa, Gombe - Kinshasa. République Démocratique du Congo
Tél. +243 99 60 16 300 / Numéro gratuit : 4488. Site web : www.rawbank.com

RAWBANK
is my bank.

Quand l'État fait feu de tout bois

Des efforts ont été réalisés pour assainir le secteur, qui amorce son essor sur des bases plus industrielles. Mais il doit encore améliorer sa gouvernance et relever le défi de la certification.

MURIEL DEVEY MALU-MALU

La RD Congo abrite plus de 60 % des forêts denses du bassin du Congo, dont une bonne partie des superficies exploitées l'était illégalement... jusqu'à ce que les pouvoirs publics décident de les débarrasser des sociétés peu scrupuleuses. Au terme d'un long processus engagé en 2002, sur 80 titres jugés convertibles, 57 ont été convertis en contrats de concession forestière en 2011.

Cependant, selon le Groupe de travail climat REDD rénové (GTCRR, le REDD étant le mécanisme de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation forestière), un réseau de la société civile congolaise axé sur l'environnement, certaines concessions auraient récemment été illégalement attribuées. Le dossier est pris au sérieux, notamment par le

Premier ministre, Sylvestre Ilunga, et tous les acteurs impliqués sont convenus de lancer une « revue de la légalité », qui sera réalisée par un cabinet indépendant et aura l'appui de l'Union européenne. « Nous examinerons les 57 contrats, pas seulement ceux incriminés. Nous irons sur le terrain pour vérifier s'il n'y a pas d'autres violations des textes, par exemple des concessions sans titre qui seraient exploitées », explique Denis Mushiya, le chargé de communication du GTCRR.

Pour l'heure, la superficie concédée représente 11,364 millions d'hectares, que se partagent 24 entreprises industrielles, dont 18 en activité, à commencer par la Société de développement forestier (Sodefor) et la Société forestière et agricole de la Mbola (Forabola), qui totalisent près de 40 % des surfaces forestières allouées à l'exploitation industrielle. Avec 22,56 % des zones concédées, les entreprises à capitaux

chinois, dont Booming Green RDC et Maniema Union 2, s'imposent également comme des acteurs majeurs. Les autres compagnies, dont les concessions sont plus petites, sont à capitaux belges, libanais, français, américains et congolais.

La production de grumes du secteur industriel reste modeste. Elle a rarement dépassé 400 000 m³ – 326 693 m³ en 2019 (contre plus de 2 millions au Gabon) –, et la transformation locale est encore très limitée. La production est exportée vers la Chine, l'Inde, le Vietnam, le Liban, les États-Unis, le Portugal, la Belgique, la France, l'Italie et l'Allemagne.

Plans d'aménagement

Avec 43 plans d'aménagement forestier (PAF) validés et 6 en cours de validation, la gestion s'est aussi améliorée. « Les ateliers de sensibilisation et les actions de formation organisés par notre fédération dans le cadre du projet d'appui à la gestion durable des forêts ont contribué à ces avancées », souligne Gabriel Mola, le président de la Fédération des industriels du bois (FIB), qui bénéficie de l'appui de l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT).

En revanche, en matière de certification et de traçabilité du bois, le bilan est encore maigre : sur plus de 11 millions d'hectares concédés, seulement 749 784 ha sont certifiés. « La législation n'impose pas la certification », précise Gabriel Mola. Seules la Compagnie forestière et de transformation (CFT) et la société Industrie forestière du Congo (Ifco) ont obtenu un certificat de légalité, délivré par NepCon – rebaptisé Preferred by Nature –, selon le standard LegalSource. Mais, malgré des négociations difficiles, le processus Flegt (Forest Law Enforcement, Governance and Trade) avance, impliquant divers acteurs – politiques, institutionnels, de la société civile et du secteur privé, dont la FIB – sensibilisés à la question de la certification forestière. L'objectif est de finaliser les réformes réglementaires et de signer un accord de partenariat volontaire (APV) entre la RD Congo et l'Union européenne. **DA**



DENIS ALLARD/REA



LE DYNAMISME DE LA MINE D'OR DE KIBALI

**est associé à un engagement
de grande ampleur en faveur
de la communauté et de la promotion
de l'entrepreneuriat congolais**

Développement au maximum des achats locaux, accompagnement des entrepreneurs locaux, promotion de l'agriculture et de l'élevage, partenariat avec les communautés locales. Tous ces ingrédients ont permis de donner une impulsion décisive aux territoires proches de la grande mine d'or de Kibali, située au nord-est de la République Démocratique du Congo (RDC). La crise de la Covid-19 n'a pas paralysé la production grâce à une stratégie active de prévention et à la mobilisation des salariés.



> Mark Bristow, PDG de Barrick Gold avec les géologues de Kibali.

UN PROJET DE GRANDE ENVERGURE

Kibali comprend 10 permis couvrant une superficie d'environ 1836 km² dans les champs aurifères de Moto

dans le nord-est de la RDC, à environ 300 km au sud-est de la ville d'Isiro (capitale de la province de Haut Uélé) et à 180 km à l'ouest de la ville frontalière ougandaise d'Arua. Kibali est une joint-venture entre Barrick (45 %), AngloGold Ashanti (45 %) et



la Société Publique de la RDC SOKIMO (10 %). La mine est exploitée par Barrick Gold Corporation.

Les partenaires ont investi plus de 2,7 milliards de dollars américains dans le projet. Kibali a coulé son premier lingot d'or en septembre 2013, en avance sur son calendrier, et a commencé sa production commerciale au quatrième trimestre de 2013.

Kibali comprend une exploitation intégrée à ciel ouvert et souterraine ainsi qu'une usine de traitement de 7 Mtpa. Le projet est alimenté par 3 centrales hydroélectriques (Nzoro 2, Ambarau et Azambi), dont la troisième a été entièrement construite par des sociétés congolaises. Pendant les périodes de faibles précipitations, une centrale thermique fournit l'électricité et sert d'alimentation de réserve.

Les objectifs des promoteurs du projet étaient très ambitieux :

- » Optimiser l'étude de faisabilité pour inclure le potentiel de ressources du modèle géologique de Kibali.
- » Construire une route de la frontière ougandaise à Doko afin de permettre l'approvisionnement logistique efficace pour la construction du projet.
- » Obtenir l'implication totale des gouvernements central et maintenir la sécurité dans la zone.

LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL ET DE L'ENTREPRENEURIAT

La mine pourvoit à plus de 5000 emplois directs et indirects (dont 94 % sont occupés par des Congolais), d'où une injection importante en termes de pouvoir d'achat. Kibali s'est par ailleurs efforcé de faire appel le plus possible aux prestataires locaux. Pendant le 3^e trimestre de 2020, 31 millions de dollars ont été injectés aux sous-traitants locaux. Plus de 1,8 milliard de dollars ont été dépensés à ce jour en achats de biens et de services auprès de fournisseurs congolais.

Ces achats concernent une large gamme de prestations. Ainsi, le génie civil et les travaux routiers en cours sont exécutés par des entrepreneurs congolais (Traminco, Inter Oriental Business, Bravo Tozali Company). Un partenariat a été conclu avec un entrepreneur congolais en ingénierie (Top Engineering Service) pour la maintenance de l'usine.

Les services de restauration et d'hébergement au camp sont effectués par la société congolaise, Golden Camp Solutions (GCS) pendant que Doko Cleaning and Maintenance Service en assure la maintenance. Le service traiteur de

Kibali achète 100 % des aliments de qualité disponibles localement. Quant à l'entretien des camps, il est effectué par une entreprise locale, DCMS.

Le transport routier a été confié à la société congolaise Cargotrans qui a réalisé plus de 1800 rotations en 2019 pendant que le dédouanement est assuré par Geco Trans et Many SARL. Les entrepreneurs de Kibali participent activement aux actions de prévention d'Ébola et à d'autres initiatives communautaires. Kibali souhaite développer une nouvelle génération de dirigeants, grâce à un investissement important dans le capital humain, avec un accent particulier mis sur les jeunes qui assureront la direction future de l'entreprise. La société recherche de nouveaux talents dans les principaux établissements d'enseignement supérieur et propose des bourses ainsi que des offres d'emploi. Un mentorat individuel a été mise en place pour les jeunes salariés. MD Service, une société locale, accompagne Kibali dans ses recrutements ainsi que différents services ayant trait à la main d'œuvre locale.

- » Réinstaller plus de 6 000 familles de 21 villages dans la nouvelle cité de Kokiza.
- » Démarrer la production avant 2015.

UNE DÉMARCHÉ PAR ÉTAPES

Le projet s'est déroulé en deux phases majeures. Au cours de la première phase, une série d'investissements ont été engagés afin de construire l'exploitation à ciel ouvert, l'usine métallurgique, une centrale hydroélectrique, une installation thermique de secours, l'unité de stockage des résidus miniers et les infrastructures annexes. Les dépenses nécessaires pour la réinstallation des communautés qui vivaient sur le site faisaient également partie de cette première phase.

La deuxième phase a été principalement axée sur le développement de la mine souterraine qui comprend un système à double rampe, un puits vertical ainsi que deux centrales hydroélectriques. La mine souterraine a été inaugurée en 2018, clôturant ainsi l'investissement du projet.

COVID-19 : MOBILISATION DE GRANDE AMPLEUR CONTRE LA PANDÉMIE

Barrick Gold Corporation, opérateur de la mine d'or de Kibali, a mis en place des mesures pour assurer la continuité de ses opérations et a instauré des mesures préventives très étendues pour protéger les travailleurs et leurs familles vivant autour de la mine : renforcement de l'hygiène, prélèvements de la température et lavage des mains à tous les points d'accès au site, campagne de sensibilisation sur place et dans la communauté, désinfection des tourniquets, barrages routiers, création d'un centre de traitement d'une capacité de plus de 200 lits, etc.

Le 8 avril 2020, la compagnie a annoncé un programme de soutien de 1,5 million de dollars pour aider à combattre et à contenir la pandémie de la Covid-19 en République Démocratique du Congo. Ce don, constituée principalement d'équipements divers, a été mis à la disposition des institutions publiques. Lors de son exécution, la société est allée bien au-delà de ses engagements en dépassant la cagnotte de 1,5 millions de dollars pour en dépenser 2,5 au bénéfice des pro-

vinces de Haut Uélé ; Ituri et Kinshasa. Cette contribution de la société constituait la réponse de Kibali au Fonds National de Solidarité pour la Covid-19. Le Premier Ministre de la RDC, SE Sylvestre Ilunga Ilunkamba, a instruit le Ministre de la Santé et le Comité Multisectoriel de la Riposte Covid-19 afin de travailler avec Kibali pour déterminer les priorités sur lesquelles la contribution la société devrait porter. De la liste des matériels remis on retient entre autre : une vingtaine des respirateurs, des machines de test, des gants, des tenues de protections individuelles, etc. Reconnaisant le fait que la compagnie opère dans un milieu éloigné et difficile d'accès, le Premier Ministre a déclaré que son gouvernement travaillera avec elle à la résolution de différents défis opérationnels auxquels elle fait face. Lors de l'éruption de la Covid-19 dans la province de Haut Uélé, les médecins et les professionnels de la santé de la mine, qui ont l'expérience de la lutte contre les infections mortelles comme le virus Ebola se sont joint à l'équipe provinciale de riposte.

LE DÉFI DES INFRASTRUCTURES

La principale difficulté du projet résidait dans l'isolement de la mine et la nécessité de construire

la totalité des infrastructures nécessaires (énergie, routes, réseaux d'eau, etc.), les nouvelles zones d'habitation et les services sociaux afférents (éducation, santé, etc.). Tout était à faire.

Ces investissements ont été réalisés à marche forcée. 300 km de routes ainsi qu'une piste d'aviation de 2 km ont été construits à ce jour.

Pour ce qui est de la fourniture d'eau, plus de 300 sources d'eau et bornes fontaines ont été installées. Un réseau de distribution d'eau a été créé à Durba. Des établissements scolaires et des infrastructures de santé ont également été construits.

L'ensemble des investissements réalisés à ce jour (mine, infrastructures, achats locaux, etc.) représentent une enveloppe de plus de plus de 2,7 milliards de dollars



> Faciliter l'accès à l'éducation est au cœur du projet de Kibali.

SANTÉ, UNE PRIORITÉ AU QUOTIDIEN

Outre la mine et les infrastructures, il a fallu aussi fournir à la population les services sociaux nécessaires. Les investissements ont été très significatifs en matière de santé. Une dizaine de centres de santé (maternités et cliniques) ont été construits et équipés (lits, matelas, moustiquaires, matériel de radiologie et machines à ultrasons, panneaux solaires, etc.). Des campagnes de sensibilisation (malaria, VIH, mortalité maternelle et infantile et sécurité routière) ont été organisées.

Les résultats sont positifs comme le montre l'action décisive engagée contre la malaria. Le taux d'incidence du paludisme est tombé à 3,6% à la fin de l'année 2019. Un plan d'action a été mis en place avec un programme de prévention axé sur la sensibilisation et le soutien continu à la lutte contre le paludisme dans les communautés ; la fumigation régulière dans les ateliers sur place ; la pulvérisation d'eau stagnante avec des larvicides dans les camps ; et l'extension de la pulvérisation intérieure résiduelle vers les villages de Kokiza.

Bilan de 3392 morts : l'amélioration récente de la gestion de l'épidémie sous une nouvelle direction et l'introduction d'un remède pourraient être entravées par des problèmes de sécurité.



> L'investissement est significatif en matière de santé.

Autre exemple : l'épidémie d'Ébola. Le plan d'action a inclus plusieurs volets : contrôle des mouvements du personnel à destination et en provenance des zones touchées ; surveillance des installations de lavage des mains et contrôle de la température le long des routes menant à Aru, Faradje et Isiro ; diffusion de messages de sensibilisation via divers canaux (émissions de radio, distribution de dépliants, discussions sur la boîte à outils, pièces de théâtre jouées dans des lieux publics) ; sensibilisation de la communauté et des écoles avec des ONG locales ; et soutien et renforcement des capacités des structures de soins de santé.

UNE IMPULSION À LA PRODUCTION AGRICOLE ET À L'ÉLEVAGE

Dans le but de favoriser le développement agropastoral, Kibali a appuyé et encadré des producteurs locaux par le biais de plusieurs projets. La production est vendue à la communauté et à Golden Camp Solutions (GCS), la société de restauration collective de Kibali.

Pour ce qui est du café, 216 kg de semences ont été distribuées et plantées sur 821 hectares ; 712 nouveaux producteurs de café ont été identifiés et formés à Watsa et Faradje ; et 42 pépinières ont été établies dans différents villages des territoires de Watsa et Faradje. Un projet de développement de la culture du cacao a été lancé : des semences ont été distribuées et plantées dans la communauté.



> L'élevage fait partie intégrante du projet de développement des communautés.

L'élevage n'a pas été oublié avec 13 projets d'élevage de porc à petite échelle et 120 têtes dans la communauté (12,7 tonnes de viande porc vendues en 2019). En outre, 7,1 tonnes de viande de poulet ont été commercialisées. La production d'œufs a été également encouragée : 143 000 œufs ont été produits à partir des principaux projets communautaires.

BILAN POSITIF ET FUTUR PROMETTEUR

Kibali a largement dépassé ses prévisions de production en réalisant un volume record de production de 814 027 onces d'or en 2019. Fort de ce succès Barrick Gold Corporation poursuit sa stratégie d'investissements. Pour cette année, la mine prévoit produire 750 000 onces.

Ceux-ci concernent, d'abord, l'amélioration de l'automatisation des mines avec l'intégration des systèmes Newtrax pour le suivi du personnel. Le panneau d'affichage électronique est désormais pleinement opérationnel. Il en résulte une amélioration de la sécurité des travailleurs en accélérant considérablement le temps d'évacuation des mines. Par ailleurs, la ventilation à la demande a été mise en œuvre, en fonction des mouvements du personnel et des véhicules au niveau. Kibali est actuellement la mine la plus automatisée d'Afrique et se situe à la pointe de la technologie.

La réalisation de l'étude de pré-faisabilité de Kalimva Ikamva équilibre le plan de la mine à ciel ouvert et la mine souterraine. La durée de vie du complexe minier est prolongée au-delà de 10 ans

Le forage d'extension en plongée à Gorumbwa a mis en évidence le potentiel futur de la mine souterraine et le forage de conversion en cours dans le KCD de la mine souterraine met Kibali sur la bonne voie pour assurer la croissance et la reconstitution continue des réserves. ♦

BARRICK

4329, avenue Tombalbaye
3^e étage - Immeuble Le Prestige
Kinshasa/Gombe
République Démocratique du Congo
www.barrick.com

Les boss des affaires

Les Congolais, et en particulier les Congolaises, sont connus pour leur esprit d'initiative. Démonstration à travers le parcours de quatre patrons dans des domaines aussi divers que l'énergie, l'agroalimentaire, le droit et le design.



Alexandre Kayumba Ça carbure pour lui

Quand il rentre, en 2014, en RD Congo après un séjour en Afrique du Sud (où il s'est perfectionné en anglais), puis en Belgique (où il a étudié la gestion et la communication), Alexandre Kayumba est embauché chez First Security, la société de gardiennage de son père, Jean-Claude Nsalinga. Il n'y fera pas carrière. « Je ne voulais pas être commercial toute ma vie », explique-t-il. La bosse des affaires, il l'a depuis le lycée (« J'ai vendu des téléphones mobiles à mes copains de classe, puis des voitures à des particuliers pour le compte d'un concessionnaire libanais devenu un ami », dit-il). Ce qu'il voulait, c'était créer sa propre société.

Après avoir quitté l'entreprise familiale, Alexandre Kayumba n'a pas encore d'idée précise sur ce qu'il peut faire mais se pose deux questions – « Que trouve-t-on facilement et qui coûte cher ? » et « Quel produit est difficile à trouver, pour lequel on serait prêt à payer le prix fort ? » – qui l'incitent à s'orienter vers la fourniture de gasoil. Il démarre son activité avec un pick-up, une citerne, une pompe à huile électrique, 1 000 dollars pour acheter le gasoil (qui provient d'Angola) et, en janvier 2015, crée le Groupe Barthélémy Alexandre (GBA). La vente de carburant est un succès, qui lui permet d'acquérir deux grands véhicules citernes et six petits, ainsi qu'un réservoir de 100 m³ pour le stockage. Aujourd'hui, GBA commercialise 3 millions

de litres de gasoil par an. « Dès 2015, j'avais en tête de me diversifier », souligne Alexandre Kayumba, qui développe en effet des activités dans la fabrication de glaçons, la restauration rapide, les services financiers ainsi que la location de matériel à effets spéciaux pour des événements. Il entre ensuite dans le capital de First Security, dont il rachète 40 % des parts et, en 2018, ouvre une centrale d'achat d'or dans l'est de la RD Congo, en partenariat avec un autre investisseur congolais.

Activités porteuses

Ses objectifs ? Stabiliser ses activités porteuses en investissant dans des équipements et dans la formation du personnel (GBA compte 350 employés), notamment dans le secteur des hydrocarbures, ouvrir un réseau de stations-service, mais aussi se lancer dans la production d'or. Même si, à 27 ans, il est encore un jeune patron, Alexandre Kayumba a déjà beaucoup appris sur la manière de gérer une entreprise : avoir une vision générale, anticiper la demande, faire une veille technologique, coacher, conseiller et rassurer ses collaborateurs, être compréhensif mais strict... Et tenter d'équilibrer sa vie personnelle et professionnelle. Le plus difficile peut-être.

MURIEL DEVEY MALU-MALU

THOMAS FREURVOUT OF FOCUS POUR JA



ARSENE MPIANA POUR JA

Tisya Mukuna Couleur cafés

Une femme dans les champs, c'est fréquent. Mais dans une plantation de café, c'est rare. Pourtant, c'est dans la caféiculture que Tisya Mukuna a choisi de développer son activité. Elle grandit en France, où elle est arrivée avec sa famille à l'âge de 1 an, obtient un master en marketing à l'Institut d'économie scientifique et de gestion de Paris, et un MBA à la Shanghai International Studies University (Chine). Puis, à la fin de 2017, ses études terminées, elle décide de s'installer en RD Congo, son pays natal. Sans hésitation, c'est dans le café qu'elle veut investir. « J'ai toujours aimé les arbres et l'agriculture, confie-t-elle. Une passion que m'a transmise mon père, qui fait de l'élevage et de la pisciculture. »

En 2018, la jeune femme fonde sa société, La Boîte (qui compte huit employés), et crée sa marque, qu'elle nomme La Kinoise, puisque ses caféiers poussent à Kinshasa, à Mont-Ngafula, une commune du sud de la capitale. Un choix qui a laissé perplexes plus d'un agronome, ainsi que des membres du Conseil interprofessionnel pour la promotion de l'agriculture (Cipa). Pourtant, les trois variétés qu'elle cultive, 100 % bio, occupent bien les 20 hectares de la plantation, avec un bon rendement – quelque 12 tonnes de café en 2020. La torréfaction et la mouture sont réalisées à l'Office national des produits agricoles du Congo (Onapac), et quatre produits La Kinoise sont distribués dans les supermarchés et dans quelques restaurants de la capitale : de l'arabica, du robusta, de l'arabusta et du mocaccino (mélange de café et de chocolat).

Tisya Mukuna fourmille d'idées. Outre des infusions, dont le mélange « sinda-menthe » (citronnelle et menthe), qui sera commercialisé d'ici à la fin de l'année, elle envisage d'augmenter la production de café, de fabriquer des capsules compatibles avec les machines à expresso et des sticks unidoses, de s'équiper en matériel de torréfaction et de produire à échelle industrielle. Ses autres défis sont d'exporter, mais aussi d'amener les Congolais à consommer plus de café. « Pour cela, je compte installer un stand à l'aéroport, et, dans toute la ville, des conteneurs proposant des produits locaux, qui feront office de cafétérias », souligne Tisya Mukuna. Évidemment, les problèmes ne manquent pas : il y a les « tracasseurs » qui inventent des taxes illégales, les employés qui « maquillent leur CV », le casse-tête des emballages et des financements... « Avoir un crédit, c'est difficile. J'ai démarré mon activité sur fonds propres et monté un dossier de demande de subventions », souligne-t-elle. Mais le marché est porteur, et La Boîte a tous les atouts pour réussir.

MURIEL DEVEY MALU-MALU

Bestine Kazadi Du barreau au ballon

Élue dès le premier tour face à trois concurrents, Bestine Kazadi est devenue, en août, la première femme à diriger un grand club de football congolais. L'Association sportive Vita Club – communément appelée Vita ou Véma – est en effet une institution en RD Congo, solidement installée dans le paysage sportif national depuis 1935. La nouvelle présidente de l'équipe la plus populaire de Kinshasa n'est pas arrivée là par hasard : elle connaît bien le monde du foot, et en particulier cette formation, puisque son père y a évolué

Fifi Kikangala La designeuse qui bouscule les codes





DR

et l'a dirigée. Les supporters du club l'ont affectueusement surnommée Kimpa Vita (d'après une figure de l'ancien royaume Kongo de la fin du XVII^e siècle).

Née en Belgique en 1963 d'un père congolais et d'une mère belge, Bestine Kazadi a passé son enfance à Kinshasa avant de repartir en Belgique, où elle a fait des études de droit et de sciences sociales à l'université de Liège. Elle s'est ensuite inscrite au barreau de Kinshasa, où elle exerce depuis en tant qu'avocate. M^{re} Bestine Kazadi s'est également engagée dans les rangs de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti cofondé par Étienne Tshisekedi, le défunt père de l'actuel président. Elle est d'ailleurs actuellement la conseillère du président chargée de la coopération et de l'intégration régionale. Avocate, écrivaine, militante des droits de la femme

et du leadership féminin, mère (d'une fille)... Bestine Kazadi mène des combats sur bien des fronts. Et c'est avec détermination qu'elle compte, dit-elle, « faire entrer Vita Club dans le sport business » pour qu'il devienne un géant du foot africain.

L'atypique club vert et noir, qui cristallise les passions au sein des quartiers populaires de l'est de Kin, court en effet après un sacre continental depuis... 1973. Bestine Kazadi réussira-t-elle là où ses prédécesseurs ont échoué? En attendant, elle a déjà remporté une bataille en déjouant les préjugés, dans un univers considéré comme masculin et machiste.

ARTHUR MALU-MALU

Elle rêvait d'être architecte, elle est devenue décoratrice d'intérieur. Après son diplôme d'État (l'équivalent du bac), Fifi Kikangala quitte son Kinshasa natal pour la Belgique afin d'y étudier l'architecture. Au bout d'un an, elle change de cap : démarches administratives contraignantes, papiers à renouveler, exigences plus élevées qu'ailleurs, etc. C'est trop! La jeune femme s'inscrit dans une école de marketing, où les

conditions sont plus souples. Elle en sort diplômée trois ans plus tard... pour suivre un cursus de décoration d'intérieur.

Fille et sœur d'avocats, elle se démarque des choix « naturels » qui auraient pu s'imposer à elle et décide de voler de ses propres ailes, après avoir enrichi son parcours d'une nouvelle expérience, celle de dessinatrice d'objets. « Au fond, je suis la seule artiste de la famille, dit-elle avec un large sourire. Depuis l'enfance, j'ai toujours été attirée par la décoration. Je faisais des guirlandes, je dessinais beaucoup. » Après avoir travaillé trois ans en Belgique, elle a un déclic devant une émission de télévision dans laquelle une femme émigrée en France se plaint d'avoir fait la même chose pendant vingt-deux ans sans réussir à se réaliser. « Après cette émission, j'ai démissionné de mon boulot », explique-t-elle. C'est ainsi qu'en 2012 Fifi Kikangala débarque à Kinshasa. Tout ce qu'elle entreprend lui réussit : conciergerie privée, design de mobilier, décoration d'intérieur... Elle bénéficie du programme de la Rawbank, Lady's First, qui forme aussi des entrepreneurs (*business plan*, communication, mise en réseau, etc.) pour les aider à sortir de l'informel.

Le défi de l'international

La créatrice, qui travaille avec des ateliers en France et en Belgique, se sent prête à relever le défi de l'international. Kuba (en référence au textile de raphia tissé par les femmes de la tribu Kuba, dans le Kasai), la collection phare de sa marque de mobilier Omoy Interior Design, remporte un franc succès dans des salons d'art à l'étranger, comme lors de la Paris Design Week, au début de septembre (*photo*). « J'ai envie de vendre à New York, Singapour, Miami, Londres, Paris, etc. », confie-t-elle, regrettant néanmoins que de nombreux porteurs de projets, dans son secteur d'activité, aient du mal à trouver des financements en RD Congo.

ARTHUR MALU-MALU



BRUNO LEVY POUR JA



**Standard
Bank**

“ Façonner le futur grâce à la digitalisation ”



AMEDEO ANNICIELLO

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA STANDARD BANK RDC

Le monde a indéniablement changé depuis le début de la crise sanitaire actuelle. Il est évident que la Covid-19 nous a propulsé dans le futur qui, hier encore, se tenait à l'horizon. À Standard Bank RDC, nous avons compris que les enjeux sont de taille et c'est à cette fin que nous exploitons sans cesse des solutions rencontrant les attentes de nos clients. Nous sommes sans ignorer que cela passe essentiellement par la digitalisation. Ainsi donc, nous continuons d'investir dans l'acquisition des nouvelles technologies pour accélérer notre transformation digitale.

Pour faire face à la pandémie actuelle, l'accélération de la digitalisation est devenue l'un de nos princi-

aux atouts. Afin de répondre aux risques liés à la santé des employés et clients, nos équipes ont mené une campagne visant à changer les habitudes des clients vers l'adoption Business Online, notre Banque en ligne. Aujourd'hui, il est certain que la croissance d'utilisation de notre plateforme digitale est nettement remarquable comparée aux années précédentes.

Prêt pour l'avenir : Les institutions financières qui ont investi considérablement dans le digital récoltent les fruits de leur investissement.

Au cours des 158 années de son histoire, le Groupe Standard Bank a fait face à de nombreuses crises.

Notre présence dans 20 pays sur le continent africain, dont la RDC, nous permet de mieux comprendre les tendances de notre environnement et anticiper sur les nombreuses opportunités qu'offre notre continent. La digitalisation faisant partie intégrante de notre stratégie à long-terme, nous avons décidé d'investir davantage dans l'acquisition des technologies capables de mieux répondre aux besoins évolutifs du marché congolais. En 2019, nous apportons déjà une nette amélioration au Business Online, en y intégrant le Straight-through Processing (STP), un système automatique opérant 24/24 et capable de traiter les transactions sans aucune intervention humaine. Ce nouveau procédé est susceptible d'effectuer plus de 10 000 transactions par heure, offrant ainsi une plus-value comparativement au mode opératoire traditionnel. De ce fait, nous avons réussi à apporter une amélioration dans l'expérience-client car les transactions sont simplifiées, rapides et sécurisées. Notre approche a permis d'augmenter de 50% à 90% le taux de transactions effectuées sur la plateforme Business Online.

Dans ce nouveau monde dans lequel nous nous trouvons, nous sommes convaincus que la demande des produits et services numériques adaptés ne cessera d'augmenter dans les mois à venir. Il tient donc aux institutions financières de continuer à offrir des solutions adaptées aux changements actuels et futurs. ●

Renseignements :

Standard Bank RDC SA

12, Avenue de la Mongala

Kinshasa-Gombe

République Démocratique du Congo

Tél : +243 996 060 070

Email : info@standardbank.cd

Web : www.standardbank.cd

LinkedIn : @Standard Bank RDC



**Standard
Bank**

MESUREZ VOTRE CROISSANCE À L'ÉCHELLE DE VOS AMBITIONS.

L'Afrique c'est chez nous. Depuis 158 ans, nous croyons aux ambitions qui nourrissent notre continent. Présent dans 20 pays, notre positionnement stratégique nous permet de vous offrir une expertise locale adaptée à vos projets.

Avec la Standard Bank RDC, C'EST POSSIBLE.



Standard Bank C'EST POSSIBLE™

Plus d'info sur www.standardbank.cd



Standard Bank RDC

GRAND FORMAT RD CONGO



SOCIÉTÉ

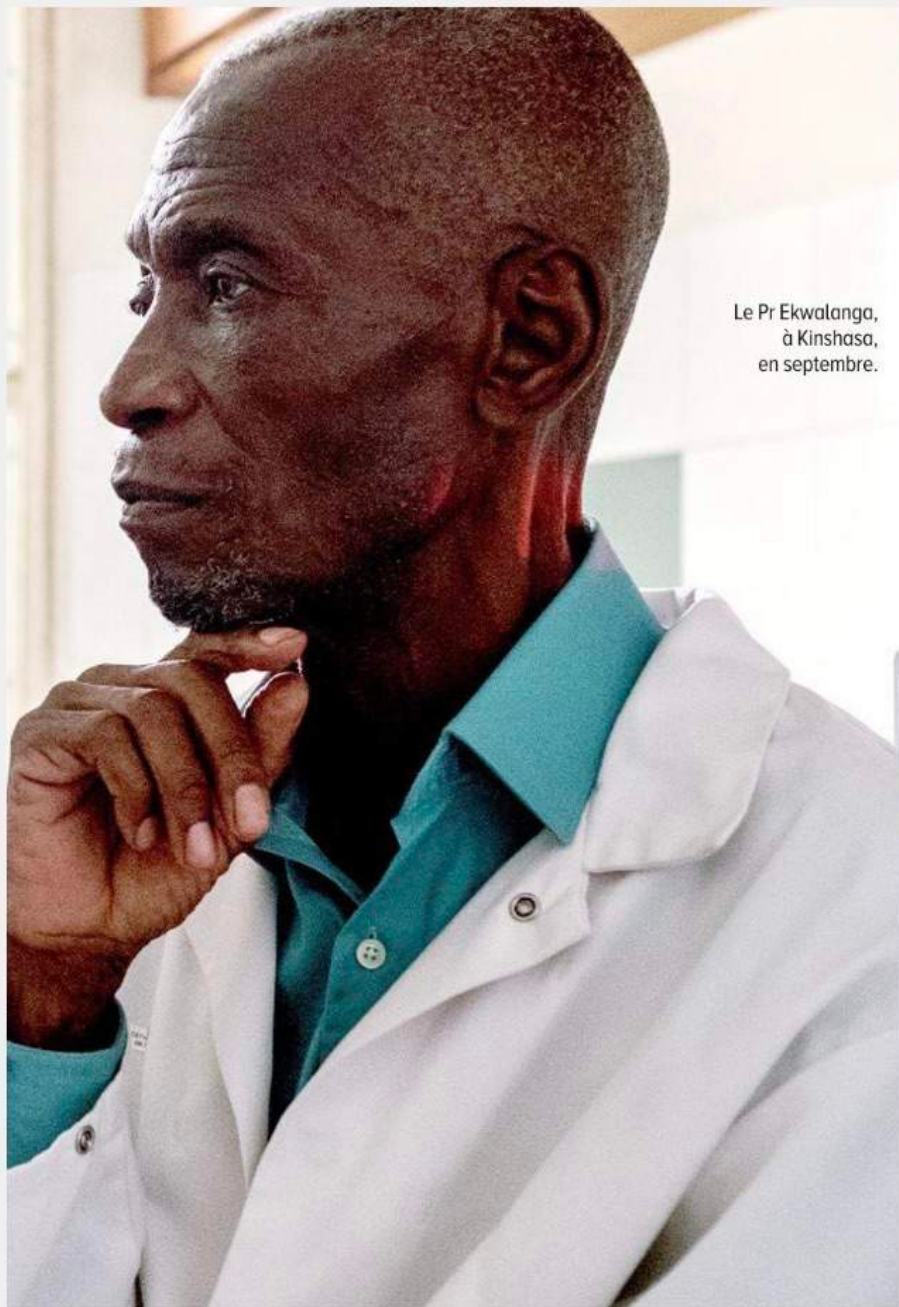
Un atout

Avec son équipe de l'Université de Lubumbashi, l'immunologiste et virologue Michel Balaka Ekwalaanga a conçu un protocole trithérapeutique contre le Covid-19. Un traitement plus que prometteur. Même s'il a fallu des mois pour que les pouvoirs publics y prêtent attention.

MURIEL DEVEY MALU-MALU

Certes, la gestion de la pandémie accuse des faiblesses; il n'y a pas suffisamment de dépistages, de tests et de statistiques fiables; la prise de décisions est très centralisée.

Cependant, la RD Congo semble plutôt bien résister au coronavirus. En effet, pour un pays de quelque 80 millions d'âmes, le nombre cumulé de personnes affectées par la maladie reste faible, avec, au 15 octobre, 10 872 cas confirmés, 10 249 guéris et 276 décès depuis



Le Pr Ekwala, à Kinshasa, en septembre.

antivirus

le début de la pandémie, déclarée le 10 mars. Et si les cas graves existent, ils sont très rares. L'explication ? Outre la jeunesse de la population, « nous avons la chance d'avoir une immunité collective efficace, comme partout en Afrique subsaharienne », explique le professeur Michel Balaka Ekwala. L'immunologiste, enseignant-chercheur à l'Université de Lubumbashi (Unilu), a développé avec son équipe un protocole de traitement du Covid-19 utilisant trois molécules : Bela-Unilu-20. Retour sur le parcours singulier d'un scientifique aussi humble que brillant et qui est reconnu par ses pairs.

Il naît le 22 juillet 1949 à Kahemba, une petite ville de la province du Kwango, proche

de la frontière avec l'Angola. À la maison, on ne badine pas avec les valeurs familiales. Honnêteté, travail, droiture, sens des choses bien faites sont les vertus cultivées par son père, fonctionnaire colonial et ex-séminariste, comme par sa mère, femme au foyer. Michel Balaka Ekwala ne dérogera pas à ces principes, auxquels il ajoutera ceux de la philosophie ubuntu (« se voir en autrui »). Cette éducation stricte se poursuit à Kikwit, ville principale de la province du Kwilu (ex-Bandundu), à 500 km à l'est de Kinshasa, où son oncle, instituteur, l'accueille. Après l'école primaire, l'adolescent poursuit ses études secondaires à la mission jésuite Sacré-Cœur et se passionne déjà pour la biologie. « J'aimais disséquer les animaux. Je voulais comprendre leur fonctionnement biologique », se souvient-il.

Après l'obtention de son diplôme d'État (bac), en 1967, Michel Ekwala s'inscrit à la faculté de médecine de l'Université Lovanium, à Kinshasa. Il ne terminera pas son cycle. Fêré de politique, il milite dans les mouvements d'étudiants opposés à Mobutu. En 1969, une grève éclate à l'université à la suite de l'arrestation et du décès de l'opposant Pierre Mulele, l'un de ses oncles, qui avait été à la tête d'une rébellion, dite rébellion Simba. Michel Ekwala et d'autres responsables du mouvement sont arrêtés et incarcérés à la prison de Ndolo. Il parvient à s'enfuir avec la complicité d'amis et avec celle du consul de France.

L'étudiant congolais arrive à Paris en janvier 1970. Il lui faudra près de deux ans pour régulariser sa situation administrative. Ne pouvant apporter la preuve de ses années de médecine, il reprend ses études de zéro. En 1973, il s'inscrit à la faculté de médecine de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-6), puis, optant pour la recherche, il intègre sa faculté des sciences. Deug, licence, maîtrise, DEA et doctorat : Michel Ekwala achève son cursus en 1980 avec le titre de docteur en immunologie.

Un côté « grande gueule »

Commence alors la carrière professionnelle. Le stage de troisième cycle que le jeune chercheur effectue à l'Institut Pasteur de Paris, dans l'unité du biologiste Louis Selim Chedid, lui ouvre les portes des meilleures équipes parisiennes. Il sera chercheur associé à l'hôpital Laennec (service des Prs Philippe Even et Jean-Marie Andrieu), à la Pitié-Salpêtrière (département de médecine tropicale du

Pr Gentilini), puis à l'hôpital Saint-Louis (équipe de François Clavel). Pendant toutes ces années, Michel Ekwanga côtoie des sommités en immunologie, biologie et virologie, dont Claude Leclerc, Dominique Mazier, Sentob Saragosti, Arnaud Fontanet et Jacques Thèze, sans oublier Pierre-André Cazenave, son mentor, et Michel Kazatchkine, son soutien financier et scientifique. Il publie de nombreux articles, en particulier sur le VIH-sida et sur le sida des singes, démontrant que la malaria et le sida sont antagoniques et que les porteurs du VIH-sida ont la capacité de détruire des cellules comme les lymphocytes.

Au cours de ses vingt-cinq années passées en France (durant lesquelles naissent son fils, Hugo, et sa fille, Ayessi), Michel Ekwanga découvre d'autres choses : « Le vin de Bordeaux et la musique classique, la passion pour la recherche, le sens de l'organisation et le courage de dire ce que l'on pense », dit-il. Ce côté « grande gueule » ne sera pas toujours apprécié au Zaïre, où il décide cependant de rentrer, en 1995, ses réseaux l'ayant « informé de changements en cours et de l'éventuelle chute du régime de Mobutu ».

Dans un premier temps, Michel Ekwanga enseigne au sein de l'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM), puis, en 1997, il intègre, en tant que chef du département de virologie et immunologie, l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) – déjà dirigé par le Dr Jean-Jacques Muyembe, virologue codécouvreur, en 1976, du virus Ebola et actuel coordinateur de la cellule de riposte à la pandémie de Covid-19. Invité par Masanori Hayami, immunologiste de l'université de Kyoto, Michel Ekwanga séjourne six mois au Japon, pendant lesquels il pose avec ce pays les jalons d'une coopération de l'INRB, qui débouchera sur la réalisation d'un complexe ultramoderne abritant le laboratoire national de santé publique de l'Institut, financé par le Japon.

Solution inédite

En 2003, en raison de divergences sur le fonds japonais alloué au laboratoire et à ses travaux, il démissionne de l'INRB après quinze jours de grève de la faim. Grâce au recteur Kaumba Lufunda, il intègre l'Unilu, où, professeur ordinaire et coordonnateur en chef de tous les laboratoires, il enseigne la virologie, l'immunologie et la biologie clinique à la faculté de médecine.

EN 2003, IL DÉMISSIONNE DE L'INRB, APRÈS QUINZE JOURS DE GRÈVE DE LA FAIM.

Le manque de moyens octroyés à la recherche, un secteur peu valorisé en RD Congo, ne l'empêche pas de poursuivre son activité de chercheur. Il bénéficie pour cela des contacts établis avec des équipes et des structures de recherche françaises et japonaises. S'il a le soutien du ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technique et de celui de l'Enseignement supérieur et universitaire, Thomas Luhaka Losendjola, il est parfois découragé, surtout quand les financements promis tardent à arriver.

L'annonce de la pandémie de Covid-19 ne l'a pas pris au dépourvu. Le Pr Ekwanga connaît bien les coronavirus, qu'il suit depuis 2003 – à travers le Sars-CoV (syndrome respiratoire aigu sévère), le Mers-CoV (syndrome respiratoire à coronavirus du Moyen-Orient) et le Sars-CoV-2 – et, fort de ses recherches sur le VIH-sida et sur le virus Ebola, avec sa consœur Philomène Lungu Anzwal, le microbiologiste Éric Kasamba et Kalumba Kombote, également enseignants-chercheurs à l'Unilu, il conçoit le protocole Bela-Unilu-20 : une approche trithérapeutique combinant des interférons de type alpha et bêta, de la chloroquine et des antioxydants. Une solution inédite, présentée dès la fin du mois de février à Lubumbashi, qui a suscité l'intérêt de chercheurs chinois et cubains.

Côté congolais, il faudra plus de six mois pour que le protocole obtienne l'accord de la Commission d'éthique, de la Commission scientifique et du Comité multisectoriel de riposte à la pandémie du Covid-19 et pour que deux centres soient mis à disposition pour les essais cliniques à Lubumbashi. « Pour soigner les malades, on a d'abord utilisé le protocole du Français Didier Raoult (*lire pp. 16-23*) et on a négligé ceux des scientifiques congolais. J'ai donc fait du bruit dans les médias pour sensibiliser les autorités. »

Loin de se reposer sur ses lauriers, le Pr Ekwanga planche sur la conception d'une molécule qui modifierait la fixation du virus sur le récepteur des cellules, ainsi que sur un spray nasal ou buccal apte à neutraliser le virus pendant quelques heures pour éviter le port du masque. Son point de vue sur les vaccins ? « Je suis sceptique lorsqu'on ne parle que des anticorps neutralisant les virus. Je suis pour l'immunité à médiation cellulaire [principal mécanisme de défense contre les infections intracellulaires, en particulier les virus] plutôt que pour le vaccin. Éventuellement pour les deux », conclut-il. 

GLENCORE

Produire et commercialiser de manière responsable les produits de base qui améliorent la vie quotidienne.

“ L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES MINES ARTISANALES CONDITIONNE L'AVENIR À LONG TERME DES MINES DE COBALT

ENTRETIEN avec :

David Brocas, responsable des activités marketing cobalt chez Glencore, et **Assheton Carter**, directeur exécutif de la Fair Cobalt Alliance (FCA) (l'Alliance du Cobalt Équitable)



Pouvez-vous nous rappeler en quoi consiste votre présence dans la République démocratique du Congo ?

GLENCORE **David Brocas** : En République démocratique du Congo (RDC), nous avons deux mines de cuivre, dont celle qui est exploitée par la société Kamoto Copper Company (KCC), une joint-venture entre Glencore (75 %) et la Gécamines (25 %).

Le cobalt, qui est un sous-produit du cuivre, est utilisé dans la fabrication des batteries de téléphones portables et de voitures électriques, pour en assurer la durabilité. C'est donc un produit indispensable et la RDC détient les principales réserves de cobalt dans le monde.

Fair Cobalt Alliance

Quelle est l'importance de la Fair Cobalt Alliance ?

Assheton Carter : La Fair Cobalt Alliance (FCA) est un partenariat public-privé qui cherche à transformer l'industrie minière artisanale du cobalt pour avoir un impact positif en République démocratique du Congo et pour s'attaquer systématiquement aux causes profondes du travail des enfants et des pratiques dangereuses sur les sites d'exploitation artisanale du cobalt, en conformité avec les autorités de la RDC. La FCA reconnaît le potentiel de développement des opérations minières artisanales de cobalt en tant qu'activité économique légitime contribuant à l'économie locale et fournissant des moyens de subsistance directs et indirects à des milliers de personnes en RDC.

Quels sont les projets mis en œuvre par la FCA ?

A.C. : Notre équipe a fait des recherches approfondies autour des sites miniers de Kasulu et de Kamilombe près de Kolwezi pour comprendre les besoins. Sur site, nous adoptons une approche d'amélioration continue et avons des projets liés à la santé et à la sécurité des travailleurs ainsi qu'à leurs droits et à leur représentation ; à la gestion de l'environnement ; et aux mesures visant à garantir une rémunération équitable pour toutes les parties concernées.

Concernant le travail des enfants, nous prenons une approche holistique et pensons qu'il ne suffit simplement pas d'interdire aux enfants l'accès à un site minier, mais qu'il faut s'engager davantage dans le développement communautaire par le biais d'activités hors site. Nos actions comprennent le développement d'un système d'orientation sur le travail des enfants à Kasulu et Kamilombe, mais qui sera conçu pour devenir accessible pour autres sites miniers aussi en coopération avec les autorités locales. En outre, nous mettons en place un réseau de partenaires locaux pour réintégrer les enfants dans la formation primaire et professionnelle. Enfin, nous voulons contribuer au développement économique en diversifiant les moyens de subsistance, en dispensant des formations et en encourageant la création d'entreprises en dehors du secteur minier.

Quels sont les projets menés par Glencore ?

D.B. : La société KCC met en œuvre un certain nombre de programmes éducatifs et de moyens de subsistance alternatifs qui visent à aider les personnes à opérer la transition vers des activités génératrices de revenus, plus sûres et plus productives.

En 2019, grâce à nos camps de vacances scolaires, plus de 16 300 enfants ont reçu un repas chaque jour et ont participé à un large éventail d'activités récréatives et éducatives, qui comprenaient des discussions sur les droits des enfants, l'importance de l'éducation et les risques associés à l'exploitation minière artisanale.

De plus, nous avons soutenu plus de 200 coopératives agricoles comptant plus de 5 350 membres dans le but de faire en sorte que celles-ci deviennent indépendantes et durables à plus long terme. L'une des petites entreprises que nous avons appuyée fournit maintenant des légumes à notre cantine du site minier de Katanga et une autre entreprise prépare des repas pour une société minière locale. ■

Glencore International AG

Baarermattstrasse 3, CH-6340 Baar - Switzerland - Tél. : (+41) 41 709 2000 - Fax : (+41) 41 709 3000 - Email : info@glencore.com
www.glencore.com

Matthieu Kalele Sociologue

« Nous avons assisté à une régression sociale qui est allée s'amplifiant »

PROPOS RECUEILLIS PAR ARTHUR MALU-MALU

Professeur de sociologie du développement à l'Université de Kinshasa, Matthieu Kalele a été ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, puis vice-ministre des Mines pendant la transition (2003-2007), et reste engagé politiquement – il est président du Front pour un nouveau type de Congolais (FNTC), parti d'opposition membre de la coalition Lamuka. Alors que le pays célèbre cette année les 60 ans de son indépendance, l'universitaire pose un regard lucide sur l'évolution de la société congolaise. Si globalement les conditions de vie se sont dégradées, des conquêtes ont été réalisées sur d'autres terrains.

Jeune Afrique: Quelles sont les évolutions majeures observées dans la société depuis l'indépendance?

Matthieu Kalele: En passant au crible le cheminement du pays, je pense toujours à ma grand-mère maternelle, qui me posait déjà régulièrement la question suivante: « À quand la fin de l'indépendance? »... Cela pour dire que, après la colonisation, nous avons assisté à une régression sociale. Et cela s'amplifie au fil du temps. La détérioration du vécu et des conditions de vie quotidienne des Congolais est certainement le fait le plus marquant de ces soixante dernières années.

Dans ce contexte, comment font les Congolais pour tenir?

Le Congolais moyen recourt à la débrouillardise [le légendaire « système D » congolais]. Il pratique le petit commerce, à droite et à gauche. Ceux

qui disposent de moyens, qu'ils travaillent ou pas, se lancent aussi dans le commerce. D'autres se trouvent une place dans les institutions et administrations, et, pour nombre d'entre eux, s'adonnent au détournement de fonds publics, généralement en toute impunité et avec la complicité de dirigeants... Les fonds ainsi détournés gonflent leurs revenus.

L'explosion démographique à Kinshasa est liée en grande partie à l'instabilité qui règne dans l'Est depuis plusieurs années. Quelles en sont les conséquences?

La capitale connaît une explosion démographique et une forte extension spatiale. Et il n'y a pas véritablement de planification... Or, en effet, des Congolais de l'est du pays, du Kivu et de l'Ituri, dont certains tiraient leurs revenus de l'exploitation de minerais, continuent d'affluer à Kinshasa. Ceux qui en ont les moyens construisent là où ils trouvent un espace ou bien rachètent d'anciennes constructions qu'ils modifient. Le boom est visible dans le secteur de la construction non seulement à Kinshasa, mais aussi dans les grandes villes minières. Le problème est que les services publics ne suivent pas. Les infrastructures routières, ainsi que l'assainissement, la desserte en eau potable et en électricité restent en deçà des attentes...

Quelle est la place de la religion dans une ville comme Kinshasa, dont la

grande majorité de la population se dit chrétienne?

La religion donne de l'espoir. C'est la philosophie des miracles. On croit que Dieu interviendra pour améliorer la situation. Aussi de nombreux Congolais trouvent refuge dans la religion. Les Églises et les groupes de prière prolifèrent un peu partout, et les fidèles prient jusque tard dans la nuit dans l'espoir que Dieu se manifeste. La religion remplit également une fonction d'exutoire. Et force est de constater que le phénomène religieux s'est amplifié ces dernières années.

Les mariages et les rites funéraires ont-ils toujours autant d'importance?



DE NOMBREUX CONGOLAIS TROUVENT REFUGE DANS LA RELIGION: LES ÉGLISES PROLIFÈRENT.



La pandémie de Covid-19 a changé les choses. Avant, les funérailles et les mariages coûtaient excessivement cher. L'achat d'un cercueil, de tenues de circonstance, la location de salles, que ce soit pour les fêtes ou pour les veillées mortuaires, tout le cérémonial... Ce sont des dépenses incontournables. Mais l'épidémie de Covid-19 a poussé les autorités à prendre des mesures restrictives... Et je crois que de nombreux Congolais se sentent soulagés et souhaitent que ces mesures restent en place, même après la fin de la pandémie, pour compresser les dépenses. Cette évolution est saluée par beaucoup de personnes, même si elle pénalise, d'un autre côté, les exploitants de salles de fête, de maisons funéraires, etc.

Le coronavirus pourrait-il influencer durablement le comportement des Kinois ?

Dans les communes huppées de la ville, on observe en effet l'adoption de nouveaux comportements, mais

dans les communes populaires les gestes barrières n'ont jamais été respectés. Les habitants des quartiers populaires de Kinshasa ne semblent pas préoccupés par le Covid-19 ; la plupart d'entre eux sont persuadés que le coronavirus est l'affaire de ceux qui voyagent à l'étranger. Dans cette mégapole très étendue, les recettes importées de l'Occident pour lutter contre le Covid-19 ont été largement ignorées. Les populations trouvent des solutions locales, recourant à des plantes et à des crèmes locales. Et elles y croient fermement.

La vie culturelle à Kinshasa est-elle aussi dynamique qu'auparavant ?

Le théâtre populaire est de moins en moins couru, la lecture a également reculé, des salles de cinéma ont rouvert leurs portes... Mais Kinshasa est une ville culturelle avant tout du point de vue musical. Des concerts se tiennent ici et là, un peu partout, et quand un orchestre donne un concert le public afflue. Quant aux bars et aux

boîtes de nuit, ils font toujours recette dans cette ville et sont bondés, de jour comme de nuit !

Le téléphone portable et les réseaux sociaux ont-ils changé le comportement des jeunes ?

Le partage de l'information est plus rapide et plus fréquent. L'analyse comparative n'a pas perdu au change lorsque l'on sait que beaucoup d'habitants sont dans des situations peu enviables en matière d'accès à l'eau et à l'électricité et que l'on constate que ça marche mieux dans d'autres pays africains... En plus des réseaux sociaux, les Congolais suivent aussi des chaînes de télévision et des stations de radio étrangères, ils savent à peu près ce qui se passe ailleurs dans le monde, comme tout le monde. Aussi, toute comparaison défavorable à la RD Congo fait travailler les esprits, en particulier ceux des jeunes. Ce qui explique en partie les mouvements migratoires vers des pays étrangers.

Quelles sont les principales aspirations des jeunes ?

Ils aspirent avant tout à un emploi bien rémunéré. Ceux qui n'y arrivent pas ou trouvent un travail qui ne les satisfait pas sont tentés d'émigrer, à leurs risques et périls. Les familles encouragent ce type d'émigration : les Congolais de la diaspora aident leurs familles au Congo, et cela fait des émules parmi les jeunes restés au pays. Les destinations les plus prisées, me semble-t-il, sont notamment la Belgique, la France et le Royaume-Uni – pour ce qui est de l'Europe –, ainsi que la Turquie, l'Inde, le Maroc et la Tunisie. L'Afrique du Sud ne les tente plus en raison des violences xénophobes qui y ont lieu cycliquement.

Certains jeunes sont aussi très actifs au sein de partis politiques. Les « parlementaires debout », mouvement créé au sein de l'UDPS, comptent en leur sein des jeunes qui se réunissent à plusieurs endroits de la capitale pour parler des questions politiques et proposer des solutions. C'est une bonne chose pour une prise de conscience collective des réalités du pays. **UA**



À la Gombe, dans le centre de Kinshasa, en octobre.

COLIN DELFOSSE POUR JA

EN DÉBAT

Ces héros qui divisent

ARTHUR MALU-MALU

En reconnaissance des bons et loyaux services rendus à la nation, le statut de héros national peut être accordé à un Congolais ou à un étranger. Dans ce cercle restreint, qui compte plusieurs grades, dont celui de grand cordon Kabila-Lumumba, instauré en 2002, Patrice Lumumba est le seul héros à faire (presque) l'unanimité. Le tout premier Premier ministre du Congo indépendant reste, dans la mémoire collective, le dirigeant qui a condamné les violences physiques et morales de la colonisation, lors du discours qu'il a prononcé le 30 juin 1960, jour de l'indépendance, en présence du roi des Belges, Baudouin I^{er}, après l'allocation du président Joseph Kasa-Vubu.

Lumumba, cette grande figure historique, dont l'aura rayonne au-delà des frontières nationales, symbolise une forme de résistance à l'ordre colonial. Tribun hors pair, assassiné en janvier 1961, à l'âge de 35 ans, près d'Élisabethville (Lubumbashi), il n'est resté aux affaires qu'un peu plus de deux mois. C'est sous la présidence de Mobutu Sese Seko que ce Premier ministre éphémère a été proclamé héros national, à titre posthume. Le maréchal avait sûrement mauvaise conscience après avoir joué un rôle, direct ou indirect, dans la mise à mort de celui qui avait fait de lui le chef d'état-major des forces armées congolaises après une série de mutineries suscitées par la Belgique, qui soufflait discrètement sur les braises depuis l'accession du pays à l'indépendance.

Figures contestées

Décédé en janvier 2001 dans des circonstances non élucidées, Laurent-Désiré Kabila est lui aussi un héros national. Mais l'ex-chef rebelle, qui, à la tête d'un mouvement hétéroclite épaulé par des armées étrangères, avait renversé Mobutu quatre ans plus tôt, est loin de faire l'unanimité.

LDK – ou le mzee, comme on l'appelle communément – repose dans un mausolée érigé devant le Palais de la nation, le siège de la présidence, à Kinshasa. Les chercheurs et les Congolais en général sont divisés sur la place à accorder à celui qui est perçu, dans l'histoire récente, comme « l'homme des Rwandais » par les uns et « le libérateur » par les autres.

Premier président de la RD Congo indépendante, Joseph Kasa-Vubu a été également élevé au rang de héros national... cinquante et un ans après sa mort (en 1969). Lui aussi est une figure contestée. S'il est reconnu pour son intégrité, il reste aux yeux de nombreux Congolais un dirigeant faible, manipulé par la Belgique – qui avait accordé au Congo son indépendance sans en être vraiment partie. Sa présence dans la chaîne de complicités qui a conduit à l'élimination physique de Patrice Lumumba – avec lequel il entretenait des rapports orageux –, et dont les ramifications couraient jusque dans les capitales occidentales, est établie.



DAIMAS/SPA



ERIK FREELAND/REA

En haut, Patrice Lumumba (à g.) et Joseph Kasa-Vubu, le 30 juin 1960, date de l'indépendance. Ci-dessus, Laurent-Désiré Kabila, en janvier 2000, lors d'une interview à l'ONU, à New York.

Quant à Étienne Tshisekedi, qui incarna l'opposition pendant des décennies, il a été admis, le 1^{er} juin 2019, par ordonnance présidentielle, dans l'ordre des héros nationaux, au rang de grand cordon Kabila-Lumumba, le grade plus élevé.

Les uns ont applaudi cette distinction à titre posthume, d'autres l'ont critiquée, au motif que, dans les années 1960, Tshisekedi avait contribué au renforcement du pouvoir autoritaire de Mobutu, avant de s'en éloigner.

Ainsi vont les honneurs au pays de Lumumba, où être déclaré héros national est une chose, et faire l'unanimité en est une autre. **JA**



/ KINSHASA
/ PULLMAN KINSHASA

/ LUBUMBASHI
/ PULLMAN LUBUMBASHI

STEP OUT OF YOUR CONFORT ZONE
NOT YOUR CONFORT



OUR WORLD IS YOUR PLAYGROUND

PARIS . TOKYO . SAO PAULO . LONDON . SHANGHAI . DUBAI . SYDNEY . HONG KONG



pullman
HOTELS AND RESORTS

KINSHASA GRAND HÔTEL



pullman
HOTELS AND RESORTS

LUBUMBASHI GRAND KARAVIA

Le b.a.-ba de l'ABA

Depuis sa création, il y a plus de soixante-dix ans, l'Académie des beaux-arts de Kinshasa est une référence. Grande fabrique de talents, elle a toujours su s'adapter aux évolutions de la société et a aujourd'hui le statut d'université.

MURIEL DEVEY MALU-MALU

Que de chemin parcouru depuis la création de l'École Saint-Luc, en 1943, par Marc Stanislas Wallenda, à Gombe-Matadi, près de Mbanza-Ngungu (dans le Kongo-Central). L'établissement est rebaptisé Académie des beaux-arts (ABA) en 1957, huit ans après son transfert dans le centre de Léopoldville, devenue Kinshasa. « En 1943, nous étions dans un environnement colonial. L'école était un atelier d'apprentissage où l'on travaillait surtout le bois. Aujourd'hui, l'Académie a le statut d'université. On y enseigne la technique combinée à la théorie. Aux sciences et techniques artistiques ont été ajoutées des disciplines comme la philosophie, la sociologie et l'histoire de l'art », souligne son directeur, Henri Kalama Akulez, docteur en arts plastiques.

Autre changement notable : alors que Wallenda, un missionnaire belge de la congrégation des Frères des écoles chrétiennes (lasalliens), choisissait ses élèves, aujourd'hui ce sont les étudiants qui postulent. Ils sont issus de toutes les catégories sociales, savent ce qu'ils veulent et assument pleinement leur choix.

L'Académie est rattachée au ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire, dont elle tire une partie de ses ressources, le reste provenant du minerval (frais de scolarité) payé par ses quelque 1500 étudiants, soit entre 250 dollars et 400 dollars par an et par élève. L'ABA prépare au graduat (bac + 3) et à la licence (bac + 5).

S'il vise un DEA et un doctorat, l'étudiant devra aller à l'étranger ou, s'il est dans une filière audiovisuelle, à l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (Ifasic), également situé à la Gombe. Pour entrer à l'Académie, deux possibilités : avoir obtenu un diplôme d'État (le bac) en arts plastiques, ou

passer le concours d'entrée. Trois instituts des beaux-arts (Kinshasa, Lubumbashi, Kananga), des établissements secondaires que chapeaute l'ABA, préparent à ce bac artistique. Une fois admis, les étudiants seront encadrés par 91 enseignants, tous fonctionnaires.

Maîtres reconnus

L'ABA compte deux sections d'enseignement (chacune divisée en départements) : les arts plastiques (peinture, sculpture, céramique, métal, restauration et conservation des œuvres d'art) et les arts graphiques (architecture intérieure, communication visuelle, photographie et design – les deux derniers nés). C'est la section arts graphiques, en particulier ses départements communication visuelle et architecture intérieure, qui attire le plus d'étudiants. « Le marché du



Henri Kalama Akulez, directeur général de l'Académie.

ARSENE MPIANA



ARSENE MPIANA

Verdoyant, soigneusement entretenu, agrémenté de sculptures et de statues, le site a conservé tout son charme.

C'EST LA SECTION ARTS GRAPHIQUES, EN PARTICULIER LA COMMUNICATION VISUELLE ET L'ARCHITECTURE INTÉRIEURE, QUI ATTIRE LE PLUS.

travail est porteur pour ces créneaux. Des entreprises de conseil en décoration, des sociétés de communication et d'événementiel embauchent. Nous tenons d'ailleurs à répondre à leurs besoins, voire à les devancer », souligne Henri Kalama.

Les arts plastiques ne sont pas en reste. « L'artiste n'est plus perçu comme un marginal condamné à être pauvre, mais comme quelqu'un qui peut devenir riche et célèbre. Désormais, les parents encouragent même leurs enfants à devenir artistes ! » relève le directeur. Une évolution que l'on doit en partie

aux médias, qui se font l'écho des réussites des plasticiens congolais contemporains, dont une large majorité est issue de l'ABA, parmi lesquels des maîtres reconnus comme Lufwa, Liyolo, Lema ou Tsimba. Tous ont contribué à revaloriser l'image de l'art auprès des Congolais, qui représentent aujourd'hui plus de 30 % de la clientèle des œuvres d'art.

Le besoin de coller aux évolutions de la société congolaise, doublé d'une exigence d'excellence, a amené Henri Kalama à articuler le développement de l'Académie autour de trois piliers : la professionnalisation et la

qualité des cursus, l'équipement et la mise aux normes des locaux, ainsi que la formation des enseignants. « Chaque année, nous envoyons deux assistants à la China Academy of Art poursuivre leur formation, et des bourses leur sont réservées », ajoute-t-il. L'ABA a également établi des partenariats avec, en autres, l'Académie royale de Belgique, l'Académie des beaux-arts de Tournai (également en Belgique) et la Haute École des arts du Rhin (France).

Les travaux de modernisation des bâtiments n'ont quant à eux pas effacé le charme des lieux, qui attirent les touristes : un espace verdoyant parsemé de statues, des fresques murales et une rangée de palmiers Malebo, plantés le long de l'avenue Pierre-Mulele, sortes de sentinelles végétales qui semblent garder les lieux. 



République Démocratique du Congo
MINISTÈRE DES FINANCES

« Dans un contexte difficile, nous avons stabilisé l'économie et poursuivi les réformes »

ENTRETIEN AVEC MONSIEUR SELE YALAGHULI,
Ministre des Finances de la République Démocratique du Congo



Quelle appréciation portez-vous sur votre bilan en tant que ministre des Finances ?

D'entrée de jeu, il convient de préciser que l'investiture de notre Gouvernement s'est inscrite dans un contexte politique marqué par la première alternance pacifique au sommet de l'État. Cette note positive sur le plan politique s'est accompagnée de plusieurs défis importants auxquels le pays était confronté, se traduisant notamment par une forte pression sur les dépenses publiques. À ces challenges s'ajoute le caractère extrêmement difficile de l'environnement économique international, marqué par le recul de la demande internationale, celle-ci ayant entraîné la baisse des cours des principales matières premières, et la contraction de l'économie mondiale, dans un contexte de crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19.

Investi en fin d'exercice budgétaire 2019, le Gouvernement a pris en charge la préparation de la Loi de finances 2020 et celle de la reddition des comptes exercice 2018. Dans l'entretemps, et sur instruction du Président de la République, Chef de l'État, nous avons assuré la conduite des négociations avec le Fonds Monétaire International, dans le cadre de la reprise de la coopération formelle. En outre, des efforts ont également été déployés afin de soutenir l'exécution de quelques projets d'investissement en cours et d'aligner la réforme de la gratuité de l'enseignement de base dans la planification financière de l'État.

Dans ce contexte singulier, nous avons accordé une attention particulière à l'effort de stabilisation du cadre macroéconomique, compte tenu des signaux de sa détérioration. En effet, l'accroissement des dépenses couplée

à une contraction des recettes, a accentué le déficit budgétaire, ce dernier, couvert par les avances de la Banque Centrale, a provoqué des pressions inflationnistes et une relative détérioration de la monnaie nationale. C'est ainsi que le Gouvernement a résolu d'une part de financer ce déficit par des moyens non monétaires, et d'autre part, de signer un Pacte de stabilité avec la Banque Centrale, en vue de contenir ses engagements dans les limites des disponibilités de trésorerie.

Des résultats encourageants ont été obtenus dans la mise en œuvre des conditionnalités du Programme de référence avec le FMI, ouvrant des perspectives à la conclusion d'un engagement triennal, soutenu par la Facilité Élargie de Crédit. Sur le même registre, et avec l'implication étroite du Chef de l'État, le Gouvernement congolais a obtenu de ses partenaires financiers des appuis à hauteur de deux milliards de dollars américains couvrant entre autres la riposte à la Covid-19, ainsi que divers projets de développement dans les secteurs de l'éducation, de la santé, des infrastructures et de la gouvernance.

Comment voyez-vous les perspectives économiques de la RDC une fois que la pandémie de Covid-19 aura été surmontée ?

Il y a lieu de souligner que consécutivement à la pandémie de la Covid-19, notre pays a connu en 2020 sa première récession après 18 ans de croissance économique ininterrompue. Considérant les perspectives d'une reprise de l'économie mondiale en 2021 ainsi que les efforts endogènes déployés, je reste optimiste quant à une relance de l'économie congolaise. À ce titre et en droite ligne avec le FMI, nous projetons un taux de croissance de 3,6 % en 2021, contre une moyenne subsaharienne de 3,1 %.

Aussi, sous la coordination du Premier Ministre, le Gouvernement travaille sur des réformes courageuses en vue de renforcer les incitations des opérateurs privés, nationaux comme étrangers, à investir davantage dans des activités hors secteur extractif. Des choix douloureux seront nécessaires tant sur le plan de l'armature institutionnelle et juridique, que sur l'allocation des ressources publiques. Ces choix devront permettre la constitution des niches d'activités à forte compétitivité locale, bénéficiant d'un climat des affaires sain et d'une attention particulière du pouvoir public. Les zones économiques spéciales en cours d'implémentation, contribueront à la réalisation de cet objectif.

Quelle stratégie en matière des réformes structurelles ?

La dynamique des réformes des finances publiques s'oriente dans le sens du renforcement des capacités institutionnelles de l'État à mobiliser davantage de ressources et améliorer la gestion de la dépense publique. Elle comprend notamment la mise en place de

la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, l'informatisation des régies financières, la mise en place et la numérisation de la chaîne de la recette, mais également un projet plus ambitieux lié à la refonte du système fiscal à l'effet de le rendre plus attractif et incitatif pour attirer plus d'investissements privés.

QUELQUES RÉALISATIONS MAJEURES

de Son Excellence Monsieur le Ministre des Finances

I. Un programme de réforme soutenu le FMI

Le Gouvernement a mené un Programme de référence avec le Fonds monétaire international (FMI), associé à une Facilité de crédit rapide (FCR). Les discussions sont en cours avec le FMI pour l'établissement d'un programme formel.

II. Pacte de stabilité : un retour aux fondamentaux

L'objectif est d'amener chaque acteur de la politique budgétaire et de la politique monétaire à jouer son rôle. Ce pacte permet de promouvoir une gestion sur une base caisse, d'échapper aux dépenses en procédures d'urgence et d'éviter à l'exécutif national de consommer au-delà de ses ressources disponibles.

III. Redynamisation de la coopération internationale

Pendant le premier semestre de 2020, le Ministère des Finances a mobilisé, dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale, des engagements fermes de financement dans différents secteurs (éducation, santé, infrastructures énergétiques, etc.) à hauteur de plus de 2 milliards USD (hors FMI).

IV. Émission de Bons du Trésor

Le Gouvernement a émis, en octobre 2019, des Bons du Trésor. Ce dispositif est assorti de 4 avantages afin d'en garantir la crédibilité : l'évitement de toute accumulation d'arriérés ; la défiscalisation des intérêts perçus par les souscripteurs ; la dématérialisation des titres afin d'exclure le risque de perte des valeurs ; et la négociabilité des titres.

V. Extension de l'IPR

Le Gouvernement a étendu, dès janvier 2020, la perception de l'Impôt professionnel sur les rémunérations (IPR) à l'ensemble de l'assiette imposable (émoluments, salaires, primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages) pour le personnel de l'ensemble du secteur public. Par ailleurs, une retenue à la source a été instaurée dès janvier 2020, de 15 % de l'IPR, sur la prime des agents et fonctionnaires de l'État.

VI. Déploiement du logiciel Isys- Régies

Le logiciel Isys- Régies permet la tenue d'un registre informatique de tous les paiements effectués en faveur de

celui-ci au titre des impôts, taxes, droits et redevances. Grâce à cet outil, les services du Ministère des Finances accèdent à des informations fiables et en temps réel sur la trésorerie de l'État.

VII. Application stricte du code des assurances

Dans l'objectif de faire du code des assurances un outil d'appui à la mobilisation des ressources publiques, le Ministère des Finances a fait adopter l'interdiction aux compagnies minières et pétrolières de souscrire des assurances directes à l'étranger pour des risques sur le territoire national.

VIII. Renforcement de la gestion de la trésorerie

Le Gouvernement a mené des actions en vue du basculement vers le budget-programme, l'amélioration de la qualité comptable et le renforcement du système fiscal et celui de contrôle. Une Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) sera créée prochainement.

IX. Fiscalité : des réformes d'envergure

L'objectif est de rendre le système fiscal moins complexe et plus efficient. Un travail est en cours au niveau technique pour réaliser une refonte totale du système fiscal congolais (cadre institutionnel, infrastructures, actes fiscaux, parafiscaux et non-fiscaux).



JAMG - PHOTOS : D.R.



NOUS NE VOULONS PAS
ÊTRE REMPLACÉES
PAR UN CENTRE ARTISANAL !

TV5
MONDE
PLUS

WARA

Un thriller politique de **Charli Beleteau**
Sur une idée originale de **Magagi Issoufou Sani**
Réalisé par **Toumani Sangaré** et **Oumar Diack**
Avec **Issaka Sawadogo**, **France Nancy Goulian**,
Maimouna N'Diaye, **Souleymane Sèye Ndiaye**

Toute la série en exclusivité sur la plateforme
TV5MONDEplus

TOUS LES DIMANCHES À 21H (heure de Dakar) dès le
08 novembre sur TV5MONDE Afrique

TOUS LES MARDIS À 21H (heure de Paris) dès le
10 novembre sur TV5MONDE France Belgique Suisse

tv5mondeplus.com
La plateforme francophone mondiale



Société Tunisienne
de l'Électricité et du Gaz



AVIS DE PRESSE (AOI 2020 G 41)

PAYS : TUNISIE

NOM DU PROJET : Fourniture des postes de détente et des accessoires (Fourniture des postes de détente et d'odorisation Gaz au THT, des tubes en acier et des vannes en acier).

SECTEUR : Energie

BREVE DESCRIPTION DES TRAVAUX : Fourniture des postes de détente et d'odorisation Gaz au THT, des Tubes en acier et des vannes en acier destinés à l'équipement de divers projets d'alimentation en gaz naturel.

MODE DE FINANCEMENT : Prêt/ Banque Islamique de Développement (BID)

FINANCEMENT N° TUN - 1013

1. Le présent avis d'appel d'offres suit l'avis général de passation des marchés du projet paru dans les journaux tunisiens : la Presse du 09-10-11/03/2019 et Jeune Afrique N° 3036 du 17 au 23/03/2019.

2. La Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG) a reçu un financement de la Banque islamique de développement (BID) pour le coût du Projet transport gaz TUN 1013 et elle a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements au titre du marché pour la Fourniture des postes de détente et d'odorisation Gaz au THT, des Tubes en acier et des vannes en acier pour lequel cet appel d'offres est lancé.

L'A.O N° 2020 G 41 est relatif à la Fourniture des postes de détente et d'odorisation Gaz au THT, des tubes en acier et des vannes en acier en quatre lots, et ce conformément aux dispositions des cahiers des charges :

LOT 1 : Fourniture de postes de détente et d'odorisation (PDL) 19/4 bar et 76/20/4 bar.

- Composition du lot N°1 : Cinq (05) PDL 19/4 bar de capacité 2500 Nm³/h, trente Cinq (35) PDL 19/4 bar de capacité 5000 Nm³/h, un (01) PDL 76/20/4 bar de capacité 2500 Nm³/h, cinq (05) PDL 76/20/4 bar de capacité 5000 Nm³/h et quatre (04) PDL 76/20/4 bar de capacité 10 000 Nm³/h.
- Délai global de livraison du lot N°1 : **10 mois.**

LOT 2 : Fourniture des postes de détente et d'odorisation (PDL) 76/20 bar.

- Composition du lot N°2 : Un (01) PDL de capacité 15 000 Nm³/h, trois (03) PDL de capacité 20 000 Nm³/h, trois (03) PDL de capacité 30 000 Nm³/h, un (01) PDL de capacité 50 000 Nm³/h, une (01) rampe de détente de capacité 100 000 Nm³/h, un (01) skid de régulation et un (01) poste d'odorisation de capacité 200 000 Nm³/h.
- Délai global de livraison du lot N°2 : **10 mois.**

LOT 3 : Fourniture des tubes en acier.

- Composition du lot N°3 : 30 Km de tubes en acier Ø 4" X52 épaisseur 5,2 mm, 10 Km de tubes en acier Ø 8" X52 épaisseur 7mm, 2,5 Km de tubes en acier Ø 4" X52 épaisseur 8,6 mm et 16 Km de tubes en acier Ø 6" X42 épaisseur 5,6mm.
- Délai global de livraison du lot N°3 : **5 mois.**

LOT 4 : Fourniture des vannes en acier.

- Composition du lot N°4 : deux cent vingt neuf (229) vannes à boisseau sphérique de diamètre allant de 1" à 12".
- Délai global de livraison du lot N°4 : **5 mois.**

Conditions de participation

- Pour les Lots N°1 et N°2 :

Constructeurs des postes de détente ayant la certification ISO 9001 valable à la date d'ouverture des offres.

- Pour le Lot N°3 :

Fabricants des tubes en acier ayant la certification ISO 9001 et API 5L valables à la date d'ouverture des offres.

- Pour le Lot N°4 :

Fabricant des vannes en acier ayant la certification ISO 9001 et API 6D valables à la date d'ouverture des offres.

Aucune proposition pour une partie d'un lot donné ne sera acceptée. Donc tous les soumissionnaires doivent obligatoirement soumissionner pour tous les ouvrages indiqués dans un même lot.

3. La soumission sera faite selon les procédures d'appel d'offres international tel que spécifiées dans les Directives de la Banque Islamique de Développement (BID) pour l'acquisition des biens sous financement de la Banque Islamique de Développement (édition actuelle), et est ouvert à tous les soumissionnaires éligibles tels que définis

dans les Directives.

4. Le retrait des cahiers des charges peut être effectué du lundi au vendredi de 9 h00 à 12 h00 auprès de la Direction Equipement Gaz / Département Etude Equipement Gaz, sise au 19 Rue Belhassen BEN CHABENE 1005 Tunis sur présentation d'une demande écrite et le paiement d'un montant de Mille DT (1000 DT) ou l'équivalent en devise, non remboursable en espèces, par chèque certifié ou par virement bancaire au compte de la STEG et ce à compter de la date de parution du présent communiqué.

• Pour un Paiement en Tunisie : Banque : S.T.B (Société Tunisienne de Banque) : 10 40 41 00-009280378859

• Pour un paiement de l'étranger : Banque : ATB (Arab Tunisian Bank) : IBAN (Euro) : 01001020114801204417
IBAN (USD) : 01001020114801942102

Ne peuvent participer à l'appel d'offres que les soumissionnaires ayant retiré le cahier des charges auprès de la STEG.

5. Toutes les offres doivent être accompagnées de garanties de soumission d'un montant par lot comme indiqué ci-après :

- Lot 1 : Cent Soixante Mille Dinars Tunisiens (160 000 DT) ou son équivalent dans une monnaie librement convertible.
- Lot 2 : Cent Trente Mille Dinars Tunisiens (130 000 DT) ou son équivalent dans une monnaie librement convertible.
- Lot 3 : Quarante Cinq Mille Dinars Tunisiens (45 000 DT) ou son équivalent dans une monnaie librement convertible.
- Lot 4 : Vingt Mille Dinars Tunisiens (20 000 DT) ou son équivalent dans une monnaie librement convertible.

Les garanties doivent être délivrées par une banque installée en Tunisie et soumise au droit tunisien et valident pour une période de quatre semaines au-delà de la validité des offres.

6. Les plis contenant les offres doivent parvenir à la STEG sous peine de rejet catégorique sous enveloppes cachetées par courrier recommandé ou par rapide-post ou remis directement au Bureau d'Ordre Central de la STEG (contre décharge) au plus tard le **Mercredi 02 Décembre 2020 à 09h00** délai de rigueur au nom de :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION D'OUVREMENT DES OFFRES DE LA SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Adresse : 38, Rue Kamel ATATURK, Boite postale 190 - 1080 Tunis.

Appel d'Offres International N° 2020 G41 : Fourniture des postes de détente et des accessoires (Fourniture des postes de détente et d'odorisation Gaz au THT, des tubes en acier et des vannes en acier).

Tout pli reçu après la date et l'heure limites de réception des offres sera rejeté et retourné non décahété.

La date d'envoi ou du cachet de la poste ne sera pas prise en compte pour l'acceptation des offres, seul le cachet du bureau d'ordre central de la STEG fait foi.

La séance d'ouverture des offres technico-financières est publique et elle aura lieu le Mercredi 02 Décembre 2020 à partir de 09H30 au siège social de la STEG, bâtiment « G » 3^{ème} étage, 38, Rue Kamel ATATURK, Boite postale 190 - 1080 Tunis.

Le représentant du soumissionnaire doit être muni obligatoirement d'un mandat de présentation portant le nom du mandataire et la pièce d'identité.

Les offres resteront valables pendant **120 jours** à partir du lendemain de la date limite de réception des offres.

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Société des Aéroports du Bénin (SAB)

DAOI N°2020/00740/SAB/COO/DNCMP/PRMP/S-PRMP du 19 octobre 2020

1. La Société des Aéroports du Bénin (SAB) a prévu, dans le cadre de l'exécution de son budget gestion 2020, des fonds, afin de financer l'exploitation de l'aéroport et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché de **fourniture et d'installation des équipements et système de gestion informatique des parkings de l'aéroport de Cotonou.**
2. La participation à cet appel d'offres international tel que défini dans la loi n°2017-04 du 19 octobre 2017 portant code des marchés publics en République du Bénin concerne tous les candidats éligibles, remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas frappés par les dispositions des articles 72 et 142 dudit code.
3. Les exigences en matière de qualification sont : (Voir le dossier d'Appel d'offres).
4. Le délai d'exécution du présent marché est de **cinq (05) mois** à partir de la date mentionnée dans l'ordre de service de démarrage des prestations.
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après : SOCIÉTÉ DES AÉROPORTS DU BÉNIN 08 B.P. 179 Cotonou – Bénin - Tél. : + 229 21 30 25 85 - Aéroport International de Cotonou de 08 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures, tous les jours ouvrables à compter du **19 octobre 2020** ou le télécharger sur le site de l'aéroport (www.aeroportdecotonou.bj).
6. Les offres doivent être rédigées en langue française et déposées en quatre (04) exemplaires papiers dont un (01) original et trois (03) copies et un exemplaire électronique (clé USB) à l'adresse ci-après : **Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics de la SOCIÉTÉ DES AÉROPORTS DU BÉNIN** 08 B.P. 179 Cotonou – Bénin - Tél. : + 229 21 30 25 85 - Aéroport International de Cotonou au plus tard le **vendredi 04 décembre 2020 à 10 h 00 mn précises (GMT + 1).**
7. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes aux frais des soumissionnaires concernés.
8. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de : **huit millions (8.000.000) Frans CFA.**
9. Une visite de site est prévue le **vendredi 06 novembre 2020 à 10 h 00 mn précises (GMT + 1)** et conditionnée par l'établissement de badge d'accès conformément à la note de service N°1102/ANAC/MIT/DSF/SGSF/SA du 06 juin 2019. (**Fournir une photo d'identité et copie de la pièce d'identité cinq (05) jours avant la date de visite de site).**

La Personne Responsable des Marchés Publics
Mohamed BONI BIAO



AVIS D'ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ DE SERVICES

Mission de contrôle et de suivi des travaux d'aménagement et d'équipement de 32 nouveaux périmètres maraichers et de réhabilitation de 33 périmètres maraichers existants.

Lieux d'exécution : Bélér, Agnéby-Tiassa, Moronou, N'Zi, Haut-Sassandra, Marahoué, Béré, Gbêkè, Indénié-Djuablin, Gontougo, Bounkani, Poro, Folon, Kabadougou et Tchologo, CIV

1. **Référence de la publication :** AO N° 01/FIRCA/DCARA/PRO2M/2020
2. **Date de la publication de l'avis de marché :** 2 mars 2020
3. **Numéro et intitulé du lot :** Sans objet
4. **Numéro et montant du marché**
129 FIRCA/CIRA SAS/PRO2M/2020
343 432 EUR
5. **Date de l'attribution du marché :** 29 septembre 2020
6. **Nombre d'offres reçues :** Huit (8)
7. **Note globale de l'offre choisie :** 100
8. **Nom, adresse et nationalité de l'attributaire**
Conseil-Ingénierie et Recherche Appliquée (C.I.R.A. SAS) Chef de file du Groupement CIRA SAS/HYDRO-CO
BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, BP 5016, Téléphone : (223) 20 24 32 34/44
90 00 64, Fax : (223) 20 24 15 03/44 90 00 65, Email : cira@cira-sas.com MLI
9. **Durée du marché**
15 mois
10. **Pouvoir adjudicateur**
Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA)
Sis aux II plateaux - 7^{ème} Tranche, en face de la station PETRO IVOIRE, Route ATTObAN, 01 BP 3726 ABIDJAN 01.
11. **Base juridique**
Annexe IV de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, modifié à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010. Il est fait référence à l'annexe IV telle que révisée par la décision n° 1/2014 du Conseil des ministres ACP-UE du 20 juin 2014.

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
Ministère du Tourisme et des Transports Aériens



**Avis à Manifestation d'Intérêt pour le Suivi et le Contrôle des Travaux
de la Station d'Épuration de la Zone Touristique Intégrée de Pointe Sarène.**

C_SÉNÉGAL-SÉNÉGAL_013

1. Le présent Avis d'appel public à manifestation d'intérêt fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans la livraison du journal «le Soleil» du 07 Janvier 2020.
2. La Société d'Aménagement et de Promotion des Côtes et Zones Touristiques du Sénégal (SAPCO-Sénégal) a obtenu de l'État du Sénégal des fonds et à l'intention d'utiliser une partie ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché pour la mission de **Suivi et de Contrôle des Travaux de la Station d'Épuration de la Zone Touristique Intégrée de Pointe Sarène**.
Les services comprennent :
 - La supervision des études d'exécution réalisées par l'entreprise ;
 - La validation de ces études en accord avec les concessionnaires des réseaux ;
 - La réception des différentes fournitures ;
 - Le suivi et le contrôle des travaux ;
 - Le suivi du planning d'exécution des travaux ;
 - Toutes autres activités entrant normalement dans les attributions d'un bureau de contrôle pour la réalisation des services similaires.
 Ces services sont prévus pour une durée de douze (12) mois.
3. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus et à fournir les informations indiquant qu'ils possèdent les qualifications requises en indiquant :
 - a. Le domaine d'activité et le nombre d'années d'expérience.
 - b. Les qualifications spécifiques dans le domaine de la réalisation des stations d'épuration à boue activée ;
 - c. Les moyens logistiques, humains et organisation du cabinet ;
 - d. Les références de clients concernant l'exécution de contrats analogues et d'envergures équivalentes ;
 - e. Toutes autres informations jugées pertinentes. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas **dix (10) pages** environ.
4. Une liste des candidats présentant aux mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'autorité contractante. Ces candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières et un candidat sera sélectionné selon la méthode de sélection sur la base de la qualité technique et du montant de la proposition (sélection basée sur la qualité-coût).
5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires au sujet des références auprès de la Cellule de Passation des Marchés de la SAPCO-SÉNÉGAL sise à la **Sicap Liberté III Lot 2118, Avenue Bourguiba - Dakar (Sénégal)**. Téléphone : (+221) 33 869 08 88, Courriel : n.diouf@sapco.sn
6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées au plus tard le **Mercredi 11 Novembre 2020 à 16 heures 00 minute GMT** à l'adresse ci-après : **SAPCO-SÉNÉGAL, domiciliée à la Sicap Liberté III Lot 2118, Avenue Bourguiba - Dakar (Sénégal)**. L'enveloppe présentant la candidature devra porter expressément la mention **Avis à Manifestation d'Intérêt (AMI)** pour la sélection de bureaux de consultants pour le **Suivi et le Contrôle des travaux de la Station d'Épuration de la Zone Touristique Intégrée de Pointe Sarène**.

Le Directeur Général
Me Aliou SOW

MANIFESTATION D'INTÉRÊT



RÉPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, PROFESSIONNEL,
DE LA FORMATION QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOIBANQUE
MONDIALEPROJET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES POUR L'EMPLOYABILITÉ
(PDCE)

COFINANCEMENT CONGO/BANQUE MONDIALE

AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 04/2020/METPFQE/PDCE-UCP

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL CHARGÉ DE RÉALISER L'ÉTUDE SUR LES MÉTIERS PORTEURS NÉCESSAIRES AU DÉVELOPPEMENT DE COMPÉTENCES DES JEUNES AU CONGO.

1- Contexte

Le gouvernement de la République du Congo, met en œuvre depuis 2014, avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale un Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité (PDCE). Afin de renforcer l'impact de ce projet et contribuer à la mise en œuvre au développement des compétences des jeunes et à la lutte contre le chômage et la pauvreté, le Congo a obtenu de la Banque Mondiale dans le cadre du Financement additionnel, une avance de préparation du Projet (PPA) et a l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer entre autres, les paiements au titre du contrat relatif aux services d'un Consultant individuel chargé de réaliser l'étude sur les métiers porteurs nécessaires au développement des compétences des jeunes en lien avec les secteurs de développement et de croissance identifiés par le PND 2018-2022 et les métiers d'avenir.

2- Missions du Consultant

Le consultant aura pour mandat de :

- Analyser le document de l'étude sur la chaîne de valeur élaborée par le cabinet BERD ;
- Analyser les rapports techniques sur les filières de formation dispensées par le PDCE au cours de la 1ère et la 2ème cohorte ;
- Mener une analyse situationnelle de l'emploi des jeunes au Congo sur les différents métiers ainsi que les opportunités ;
- Procéder à la collecte d'informations sur le terrain avec des visites des entreprises en lien avec les secteurs porteurs identifiés ou concernés ;
- Réaliser des entretiens (échanges) avec le secteur privé, les services déconcentrés/décentralisés : Chefs de village, Mairies, Préfectures, Sous-préfectures, Conseils départementaux), la société civile, etc ;
- Organiser des missions de terrain conjointe avec l'équipe technique du ministère et du PDCE pour la visite de certaines entreprises au niveau du pays ;
- Mener une analyse de la chaîne de valeur à partir des échanges avec les opérateurs économiques locaux (producteurs, commerçants, transporteurs). Ces échanges se dérouleront dans les villes présentant un grand vivier d'emplois présents ou futurs ;
- Identifier les besoins en compétences auprès des cibles clés de l'économie congolaise ;
- Réaliser l'atelier de validation de l'étude ;
- Elaborer le rapport de fin de mission (intégrant les recommandations de l'étude).

3- Qualifications et profil requis

Le consultant devra répondre au profil suivant :

- Être titulaire d'un diplôme Universitaire BAC+5, en Economie, Gestion ou sciences de l'Education ;
- Avoir une expérience pertinente dans la réalisation des études dans les domaines de l'économie dont l'économie du travail et des ressources humaines ; l'analyse de l'innovation et des répertoires des métiers et celui de la gestion des entreprises et développement des compétences ;

- Justifier d'une expérience dans l'analyse des études économiques et de plan de développement de compétences ;
- Avoir réalisé au moins deux (2) missions similaires dans l'identification des métiers/filières porteurs ;
- Avoir une connaissance des aspects économiques, formation professionnelle et diversification de l'économie serait un atout ;
- Avoir une excellente capacité de communication écrite et orale en français ;
- Avoir une maîtrise des techniques participatives et autres approches de collecte et d'analyse des données ;
- Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint).

4- Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- Une lettre de motivation ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Des copies des diplômes ou tout autre document justifiant la formation (les originaux seront demandés à la phase d'entretien pour les candidats inscrits sur la liste restreinte) ;
- Des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience dans le domaine.

5- Processus de recrutement

Le processus comprendra :

- Une analyse des dossiers ;
- Un entretien devant un panel.

6- Informations et Réponse à l'avis à manifestation d'intérêt (AMI)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des termes de référence au Bureau de la passation des Marchés, à l'adresse ci-dessous, et aux heures suivantes : **de 8 h à 16 h 00 (du lundi au vendredi).**

Les dossiers de manifestation d'intérêt doivent être déposés en version physique ou transmis en version électronique, à l'adresse mentionnée ci-dessous, au plus tard **le 05 novembre 2020 à 15 heures**, heure locale, avec la mention « **Avis de recrutement d'un Consultant international chargé de réaliser l'étude sur les métiers porteurs du PDCE** ». L'adresse à laquelle, il est fait référence est :

UNITÉ DE COORDINATION DU PDCE

sis Rue SOWETO au numéro 177 - quartier Bacongo – Ex Télévision

Email : contact@pdce-congo.com - Tél. : 06 534 89 39Site web : www.pdce-congo.com

Brazzaville-République du Congo

Fait à Brazzaville, le 21 octobre 2020

Le Coordonnateur du PDCE

Auxence Léonard OKOMBI

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE

PROJET D'APPUI À L'AUTORITÉ NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE (PANAC)
PROJET D'APPUI À LA MODERNISATION DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE BANGUI M'POKO (PAMAB)

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ÉTUDES EN VUE DE L'ÉLABORATION DE L'AVANT-PROJET DÉTAILLÉ (APD)
DU PROJET ET DES DOSSIERS DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

1. Le Gouvernement de la République Centrafricaine a sollicité du Fonds Africain de Développement un don d'environ 1 million d'UC, un don de 1,118 million d'unités de compte et un don de 8 millions d'unités de compte, soit un total de 10,118 millions d'unités de compte, en diverses monnaies, pour contribuer au financement du Projet d'Appui à l'Autorité Nationale de l'Aviation Civile (PANAC) et du Projet d'Appui à la Modernisation de l'Aéroport international de Bangui M'poko (PAMAB). Il se propose d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du contrat faisant l'objet du présent appel à manifestation d'intérêt.
2. L'Autorité Nationale de l'Aviation Civile de la République Centrafricaine (ANAC-C), ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution » (OE), lance le présent appel à manifestation d'intérêt auprès des bureaux d'études en vue d'établir la liste restreinte des cabinets à consulter pour l'exécution du contrat suivant : « **Elaboration de l'Avant-Projet Détaillé et du Dossier de Consultation des Entreprises en vue de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Modernisation de l'Aéroport international de Bangui M'poko (PAMAB)** ».
3. Les prestations, objet dudit contrat, portent sur les cinq (5) volets suivants : **Avant-Projet Détaillé (APD), Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), Assistance à la mise à jour du dossier des marchés des travaux, Rédaction des termes de référence de la mission de Maîtrise d'œuvre d'Exécution, Assistance et contrôle architectural des travaux.**
4. La date probable de démarrage du projet est prévue dans le courant du quatrième trimestre de 2020 pour un délai d'exécution d'environ 24 mois. Les bureaux d'études intéressés sont invités à présenter leur candidature en vue de fournir les prestations décrites ci-dessus.
5. Peuvent faire acte de candidature, les bureaux d'études originaires de tous les pays conformément aux dispositions régissant les opérations financées par le FAD telles que définies dans les Règles et Procédures du Groupe de la Banque Africaine de Développement pour l'Utilisation des Consultants (Edition Août 2020). Les bureaux d'études intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et leur expérience démontrant qu'ils sont qualifiés

pour les prestations prévues. Ils fourniront à cet effet, la documentation indiquant leurs qualifications (références de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité du personnel qualifié, etc.).

6. Les bureaux d'études intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires aux adresses mentionnées ci-dessous, aux heures locales (TU + 1) et jours d'ouverture des bureaux : 08h00 à 15h00.

**Projet d'Appui à l'Amélioration de l'Aéroport International de Bangui M'poko (PAMAB) Siège social : Aéroport International de Bangui M'poko
B.P. : 134 BANGUI - République Centrafricaine**

**Téléphone : +236 21 61 34 / Mobile 1 : +236 72 40 07 81 / +236 75 50 76 20
E-mail : ambainguebe@yahoo.fr ; f.follot@gmail.com ; f.follot@yahoo.com**

7. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou adressées en recommandé à **Monsieur le Coordonnateur du PAMAB/PANAC** à l'adresse reprise ci-dessus au plus tard le **17 novembre 2020 à 10h00, (heure TU + 1)**.

8. Les manifestations d'intérêt doivent porter expressément la mention :

« **Maîtrise d'œuvre de Conception du PAMAB, à l'attention du Coordonnateur du PAMAB/PANAC** ».

9. Une liste restreinte de six (6) bureaux d'études ou groupements de bureaux d'études sera établie à l'issue de l'Appel à Manifestation d'Intérêt et les consultations se feront conformément aux Règles et Procédures de la BAD/FAD pour l'utilisation des Consultants (Edition Août 2020). Il convient de noter que l'intérêt manifesté par un bureau d'études ou groupement de bureaux d'études n'implique aucune obligation de la part de l'ANAC de les inclure dans la liste restreinte. Seuls les bureaux d'études ou groupements de bureaux d'études retenus dans le cadre de cette procédure seront appelés à soumettre des propositions techniques et financières.

Le Coordonnateur Colonel François Edly FOLLOT

MANIFESTATION D'INTÉRÊT - AVIS DE SÉLECTION



**Banque des États de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés n°01**

Sélection internationale ouverte n°137/BEAC/DGE-DSMP/SIO/Prest/2020 du 1er octobre 2020 pour l'acquisition et l'implémentation d'une solution informatique de filtrage, de profilage et de traçage des flux financiers dans la CEMAC dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération

Dans le cadre de sa mission statutaire « promouvoir les systèmes de paiement et de règlement et veiller à leur bon fonctionnement », la Banque des États de l'Afrique Centrale envisage d'acquiescer, sur ressources propres, une solution de filtrage, de profilage et de traçage des flux financiers de la CEMAC. A cet effet, elle invite, par le présent avis de sélection, les Prestataires remplissant les conditions requises, à soumettre une proposition.

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°01 CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC, notamment la **sélection sur la base du coût de la proposition**.

Les Prestataires peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier de sélection rédigé en français peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous.

**BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
SERVICES CENTRAUX - Direction Générale de l'Exploitation
CGAM, 14^{ème} étage, porte 1412**

✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun
☎ (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452, 5431, 5412 ou 5403

📠 : (+237) 222 23 33 29 - @ : cgam.scx@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée par le paiement de la somme **non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA**. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception du Bureau de Paris, sur rendez-vous, en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le présent dossier de sélection et d'un montant forfaitaire **d'un million (1 000 000) FCFA**, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le **vendredi 06 novembre 2020 à 12 heures précises**. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

**BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX
Bureau d'Ordre, 15^{ème} étage, porte 15.01
✉ : 736 Avenue Monseigneur Vogt
BP 1917 Yaoundé - Cameroun**

Les soumissions seront ouvertes en une phase, le **vendredi 06 novembre 2020 à 13 heures précises** aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. La séance d'ouverture ne sera pas publique en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Le Président de la Commission



Organisation mondiale de la Santé

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est l'institution spécialisée du système des Nations Unies chargée de la santé. L'OMS lance un appel à candidatures pour occuper les fonctions de membre de son Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance (ci-après le « Comité »).

- L'objectif premier du Comité est de donner des conseils d'experts sur la politique financière et comptable, la gestion des risques et l'efficacité des mécanismes de surveillance au sein de l'OMS.
- Les membres du Comité ne sont pas rémunérés ; ils sont défrayés de leurs dépenses liées aux voyages et perçoivent une indemnité journalière.
- Il est demandé aux membres du Comité de participer à trois sessions en moyenne par an.
- Les candidat(e)s doivent être indépendant(e)s, y compris du Secrétariat de l'OMS et du Conseil exécutif. Une fois nommé(e)s par le Conseil exécutif, ils/elles exerceront leurs fonctions à titre personnel et ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ou d'aucune autre autorité. Les candidat(e)s sélectionné(e)s présenteront une déclaration d'intérêts confidentielle à l'OMS dans laquelle ils/elles devront signaler tout intérêt commercial ou professionnel pertinent, tout poste de responsabilité ou toute autre relation avec des organisations ayant un rapport avec le travail de l'OMS.
- Les candidat(e)s doivent posséder les compétences professionnelles requises en matière financière et une expérience récente, à des postes importants, de la comptabilité, de la vérification des comptes, de la gestion des risques et des questions administratives ou autres pertinentes.
- Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à présenter leur candidature en adressant à IEOAC@who.int un courrier électronique qui comportera les éléments suivants : un curriculum vitae n'excédant pas 4 pages, une brève déclaration de 250 mots au maximum dans laquelle ils/elles présenteront leur conception de leur contribution future en qualité de membre du Comité. De plus amples informations sur l'OMS et le mandat complet du Comité ainsi que des rapports récents peuvent être obtenus sur le site ci-après : http://apps.who.int/gb/ieoac/PDF/TORB132_R12-en.pdf

Date limite d'envoi des candidatures : **16 novembre 2020**
L'OMS est un espace non-fumeur



- Présent dans plus de 30 pays africains
- Plus de 15 ans d'expertise
- Plus de 2 000 transactions par an
- Plus de 275 000m² réalisé en Afrique

BÂTIMENTS GALVANISÉS EN KIT
+ ROBUSTE + QUALITATIF + ABORDABLE



1 Conteneur 40' OT



*Prix départ HT, voir site internet. Photos non contractuelles, sauf erreur ou omission.

WhatsApp: 00352 621 355 134 commercial@batimentsmoinschers.com
Tél: 00352 20 20 10 12 www.afrique.batimentsmoinschers.com



World Food Programme

Pour le Centre Régional d'Excellence contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) basé à Abidjan Côte d'Ivoire, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) recherche :

UN(E) DIRECTEUR(TRICE) D1

MISSIONS

À la tête d'une équipe pluridisciplinaire et multiculturelle, le (la) Directeur(trice) devra assurer le développement des activités du CERFAM pour la promotion des bonnes pratiques contre la faim, la malnutrition et l'assistance technique aux différentes parties prenantes grâce à la création de partenariats, à la coopération sud-sud et au renforcement des capacités.

RESPONSABILITÉS

- Développement de partenariats et représentation officielle du centre.
- Élaboration et implémentation de la stratégie de développement.
- Mise en œuvre de la stratégie et garantie des livrables de qualité.
- Supervision de la gestion efficace et efficiente du centre.

PROFIL REQUIS

- Diplôme universitaire supérieur en économie, développement international, sciences sociales ou autre domaine pertinent, diplôme universitaire avec une expérience pertinente supplémentaire.

- Maîtrise obligatoire du français et de l'anglais (niveau C).
- Treize années ou plus d'expérience professionnelle de haut niveau (dont au moins six années à un niveau international) dans un domaine de travail pertinent, et orienté vers l'humanitaire international et le développement.
- Excellente expérience à la tête d'équipes multiculturelles et dans l'amélioration des performances.
- Expérience de travail souhaitable dans les interventions de sécurité alimentaire et de nutrition en Afrique de l'Ouest et du Centre.
- Expérience souhaitable dans la collaboration avec des organismes régionaux et des gouvernements.

DATE DE CLÔTURE : 08 Novembre 2020

Plus de DÉTAILS sur cette offre d'emploi sur le site du PAM : <https://www.wfp.org/careers/job-openings>

« **IMPORTANT** : Les candidatures doivent être soumises **UNIQUEMENT** en anglais. Veuillez-vous assurer de fournir un CV en anglais et de répondre aux questions du processus de candidature en anglais uniquement. »



AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉS

Référence de l'appel d'offre : AO N°01/2020/AIBD

Nombre d'offres reçues : Onze (11)

Dénomination du Marché : Travaux de prolongement du dalot de d'assainissement de Diass à proximité de l'AIBD

Date de publication : le Soleil du 27 et 28 Juin 2020

Date de publication : Jeune Afrique dans son Édition du 28 Juin 2020

Nom et adresse de l'attributaire provisoire du marché : China Railway Seventh Groupe CO., LTD (CRSG) N°1225, East-Hanghai Road, Zhengzhou, China.

Montant de l'offre retenue provisoirement : Huit Cent Vingt-Neuf Million Cinq Cent Quatre-Vingt-Onze Mille Quatre Cent Cinq (829 591 405) FCFA HT/HD.

Délai d'exécution : 12 mois

La publication du présent avis est effectuée en application de l'article 84.3 du Décret N°2014-1212 du 22 septembre 2014 Portant Code des Marchés Publics.

Fait à Diass, le 26 Octobre 2020

Le Directeur Général

DIVERS



INVESTISSEZ DANS L'INDUSTRIE AFRICAINE

USINES CLÉS EN MAIN DE MISE EN BOUTEILLES PLASTIQUES PET ET CANETTES

HTG INDUSTRY vous conseille, vous guide et vous forme.

Plus de 50 usines installées avec succès en Afrique

Un souffle d'avance.






Usine de production
Boissons plates, gazeuses, lait, huiles.
Brasseries clés en main.
Cadence de 2 000 à 25 000 BPH.

Supervision des usines pour une meilleure rentabilité

Fabrication Européenne
Machines, garanties 3 ans
Tropicalisées et protégées des fluctuations et des coupures d'électricité

Notre service après vente
Nos bureaux se situent à **ALGER, DAKAR, BRAZZAVILLE** ce qui nous permet d'être à l'écoute, réactif et d'avoir un service après vente performant.

Lignes de fabrication " Clés en main " de bouteilles de Gel Hydro-Alcoolique



HTG INDUSTRY SAS



42 Avenue Foch 60300 Senlis FRANCE Tél : +33 (0) 344 265 893 contact@htgindustry.com

**LE PLUS ETRANGE
C'EST QUE VOUS ALLEZ ADORER**



VOTRE NOUVELLE SERIE CANAL+ ORIGINAL

Rejoignez la quête de Will, un écrivain célèbre tourmenté par la disparition mystérieuse de sa sœur en Afrique du Sud...

Entre créatures étranges et phénomènes paranormaux,
vivez le grand frisson sur vos écrans **tous les lundis à 20H30, dès le 2 Novembre sur CANAL+ !**

CANALPLUS-AFRIQUE.COM

**LES BOUQUETS
CANAL+**

Le courrier des lecteurs

Envoyez-nous vos réactions, vos réflexions, vos coups de gueule ou de cœur à courrier@jeuneafrique.com
ou au **57 bis, rue d'Auteuil, 75016 Paris**

GUINÉE

Vers une crise postélectorale?

En comparaison avec le scrutin du 22 mars, l'élection présidentielle du 18 octobre 2020 s'est déroulée pacifiquement. Mais les déclarations relatives aux résultats et les anomalies constatées dans certains bureaux de vote laissent présager une suite conflictuelle et violente. Les adversaires ne relèvent pas les mêmes anomalies et irrégularités dans certains bureaux de vote, notamment en Haute-Guinée (selon l'UFGD et le Pades) et en Moyenne-Guinée (selon le gouvernement et les responsables du RPG). Or des soupçons de partialité pèsent sur la Cour constitutionnelle et sur la Ceni. [...] Depuis 1993, les résultats de tous les scrutins font l'objet de contestations. Celui du 18 octobre pourrait ne pas déroger à cette règle.

PAULO CÉSAR, PARIS, FRANCE

BLACKFACE

Grimer n'est pas jouer

Dans votre article intitulé « Blackface, histoire d'une mascarade » (*JA* n° 3093, octobre 2020), vous évoquez une « très ancienne pratique du maquillage en noir, d'abord innocente, [qui serait] devenue insultante ».

La majuscule à « noir » est ici indispensable. Il ne s'agit pas d'un maquillage de couleur noire, comme on se maquillerait en jaune ou en bleu, mais d'un maquillage en Noir, comme on se maquillerait en Chinois ou en sorcière. La nuance est de taille.

CENTRAFRIQUE-RUSSIE

Liaisons dangereuses

En livrant le 15 octobre 2020 une dizaine de blindés au gouvernement centrafricain, la Russie ne fait que poursuivre une coopération commencée il y a un peu plus de deux ans.

Elle assure la protection rapprochée du président centrafricain, la formation de soldats appartenant à la Faca (forces armées centrafricaines), la surveillance de sites miniers. Un millier de ses militaires seraient présents sur le territoire. L'ambassadeur de Russie en Centrafrique a annoncé la constitution d'une mission de généraux. Moscou se propose de procéder à l'instruction d'une centaine d'officiers de la Faca dans ses académies militaires et projetterait aussi d'installer une base militaire à l'ouest de la Centrafrique...

Comment interpréter l'implication grandissante de la Russie en Centrafrique? Quel intérêt a-t-elle de s'investir autant? Quels objectifs poursuit-elle dans ce pré carré de la France et des Occidentaux?

Ce sont là quelques-unes des questions que se posent les Centrafricains.

PATRICK DAVID, FONTENAY-AUX-ROSES, FRANCE

Il aurait aussi été plus juste de parler de « grimage » – qui vise à travestir les traits d'une manière caricaturale – plutôt que de « maquillage ».

Ensuite, si certains historiens expliquent que le *blackface* remonterait à l'époque où les Noirs, instruments de divertissement pour leurs maîtres, profitaient subtilement de ces spectacles pour dénoncer les violences qu'ils subissaient, il n'en reste pas moins qu'ils étaient souvent présentés comme des serviteurs, toujours attardés, hilares et dans des situations ubuesques, portés essentiellement sur la musique et sur la danse. Donc, une représentation caricaturale et raciste. L'article le dit bien : « ces spectacles [visaient] à moquer les Noirs ».

Enfin, si les avis peuvent diverger sur la genèse de cette pratique, comment *Jeune Afrique*

peut-il affirmer sans aucune nuance qu'elle fut « d'abord innocente » sans être lui-même insultant vis-à-vis des Noirs? J'avoue n'avoir pas compris ce raccourci pour le moins douteux et dépourvu de discernement.

LAURENCE PENDA MADIBA, DOUALA CAMEROUN

Réponse: Cet article se borne à relayer la thèse développée par Serge Bilé. Arguments historiques à l'appui, il soutient que les premiers « grimages » n'avaient pas pour but de dénigrer les Noirs.

Quant à l'utilisation du terme *grimage*... C'est un synonyme de maquillage de théâtre qui ne vise pas forcément à la caricature. On peut se grimer en valet, en roi, etc., sans que cela renvoie à une volonté de dénigrement.

LÉO PAJON



Florian Ngimbis
@ngimbis

Les quémandeurs du samedi

C'est une activité dont j'ignorais l'existence : camper dans la demeure d'un ministre de la République. J'ai pourtant dû m'y prêter samedi dernier, en compagnie d'une vieille connaissance rencontrée de manière fortuite. Le plus sérieusement du monde il m'avait annoncé : « Frère, j'ai trop de problèmes, je vais chez le ministre X me faire dépanner. » Il n'en fallut pas davantage pour piquer ma curiosité.

Au domicile du ministre, bâtisse invisible de la rue dont la hauteur et l'épaisseur des murs laissent deviner l'opulence, le gardien, étonnamment conciliant, nous fait entrer après avoir consulté une liste. Après la traversée d'une immense cour pavée, nous longeons une piscine dont les reflets nous aveuglent, et nous parvenons devant une espèce de hangar isolé que notre guide nomme pompeusement « boukarou ».

Asseyez-vous ici !

Autour de nous, une vingtaine de personnes, présentant pour les unes des signes d'excitation, pour les autres, un abattement léthargique. Mon ami m'explique : « Ce sont des demandeurs. » Soucis professionnels, blocages administratifs, deuil, loyer impayé, chacun porte une croix dont il espère être déchargé, au moins en partie. Mais la plupart espèrent récolter un billet, un billet de banque, peu importe lequel. Une manne inattendue qui trouvera une affectation quelconque dans l'océan de problèmes qui submerge ces compatriotes. Je découvre

ainsi que cette forme de redistribution des fruits de la croissance est courante chez les hauts cadres de l'administration. Le samedi est jour de marché chez certains habitués passés experts dans la collecte de cette manne. Les bribes de conversation qui me parviennent le prouvent. Les pros se racontent leurs expériences et échangent des conseils. Le ministre X « donne beaucoup », le DG Y « est chiche », la secrétaire d'État Z « n'ouvre jamais ».

Je peine à saisir le sens de la conversation, laquelle se fait dans la langue

**ON NE REPART PAS LES
MAINS VIDES : UN
CLIMATISEUR, UN TAPIS
USÉ, UNE IMPRIMANTE,
UN SIÈGE DE BUREAU
FONT L'AFFAIRE.**

maternelle du ministre, preuve que la plupart des quémandeurs sont de la même origine ethnique.

Le temps s'égrène, il fait chaud. Je regarde avec envie la ribambelle de climatiseurs qui ornent la façade du « Château ». Ils sont laids mais efficaces... Au bout d'une longue attente, un homme apparaît. Le bras droit du ministre, son secrétaire particulier. C'est Monsieur le SP qui décide de qui voit Dieu. Deux élus sont désignés ; puis, par petits groupes, les autres sont invités dans une guérite d'où ils ressortent invariablement le sourire aux lèvres. Le sourire du franc CFA.

C'est également en souriant que ma connaissance m'invite à prendre une bière fraîche dans un bar des alentours. Plusieurs des « demandeurs » de la matinée nous ont précédés. Assis devant des tabléées de bières, ils vantent à gorge déployée les mérites du ministre, homme « compréhensif » et « père du village ».

Soldats de la démocratie

Je suis saisi par le contraste entre cette joie localisée et l'atmosphère de sous-développement autour. Les rues défoncées, les gamins en guenilles, les échoppes, toute cette pauvreté étalée le long de la rue principale, la seule entretenue, avec pour terminus le Château, dont les hauts murs dominant le quartier.

J'ai également repensé aux images récentes du Mali, ces images ubuesques de pilliers sortant des domiciles de personnalités déchues lestés d'objets aussi hétéroclites qu'inattendus.

Et je me suis fait la réflexion que ces séances du samedi tenaient lieu d'instant privilégiés de repérage. On envie, on salive, on fantasme, on note. Le jour J, celui où un militaire en treillis sonne la venue des soldats de la démocratie, on se rue vers le domicile qu'on a depuis plusieurs samedis fréquenté, pointé, cartographié. Tant pis si derrière les murs en pierre du Château on ne trouve, en lieu et place des trésors espérés, que la banalité du quotidien d'un homme normal. On ne repart pas les mains vides : un climatiseur, un tapis usé, une imprimante, un fauteuil de bureau font toujours l'affaire. Leur seule provenance et la gloire passée de leur propriétaire suffisent à accroître leur valeur symbolique. Et si on est en retard, car oui, en matière de pillage, le retard est préjudiciable, une tête dans la piscine autrefois interdite suffira. **JA**

CANAL+ ADVERTISING

VOUS ACCOMPAGNE POUR OPTIMISER VOTRE COMMUNICATION
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE

A+VOIRE

NOVELAS^{TV}
VIDEO COURTESY POUR PLUS

CANAL+

**CANAL+
SPORT**

TRACE
AFRICA

**SUNU
YEUF**

**FRANCE
24**

TV5MONDE

NOLLYWOOD^{TV}

cuisines

LES OFFRES **AD+**
PUISSANCE, CIBLAGE
ET ATTRACTIVITE

50%
DES SPOTS
EN PRIME
A PARTIR DE
5 000€

CONTACTEZ-NOUS

+33 1 71 35 28 66 / ad.plus.paris@canal-plus.com / www.canalplusadvertising.com

Offres AD+ soumises à conditions. Valables pour toute nouvelle campagne diffusée avant le 31/12/2020. Nous contacter pour les modalités.

GROUPE
MAROC
TELECOM

GROUPE MAROC TELECOM

**ACTEUR MAJEUR
DES TÉLÉCOMS EN AFRIQUE**

